

SHERLOCK HOLMES
ENTRE DANS « LA PLÉIADE »

LAURE MURAT
RÉÉCRIRE N'EST PAS RÉCRIRE

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Frères musulmans : leçons et limites d'un rapport

► Un rapport sur l'« entêtement » du mouvement des Frères musulmans au sein de la société française a été remis à Emmanuel Macron, mercredi 21 mai

► Les auteurs relèvent surtout un risque politique, avec l'émergence d'un « islamisme municipal » plus que national, mais « très militant »

► Le texte, débattu lors d'un conseil de défense, mercredi, se révèle plus mesuré que les discours politiques qui en accompagnent la mise en scène

► Des experts soulignent que le mouvement frériste est en déclin en France et que la diffusion de l'islam radical se fait aujourd'hui par d'autres biais

► Bruno Retailleau utilise ce rapport pour asseoir sa position au sein du gouvernement et faire pression sur M. Macron

PAGES 6-7

« NOUS, NOUS NE LÂCHERONS RIEN »



A Moscou, pour l'anniversaire de la victoire de 1945 sur l'Allemagne nazie, le 9 mai. MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »

► Convaincus ou résignés, les Russes affichent leur soutien à la guerre en Ukraine

► Cet apparent appui populaire conforte la ligne dure adoptée par Vladimir Poutine

PAGES 2-3

Education Les violences à l'école, fruit d'une chaîne de défaillances

DÉFICENCES dans le recueil de la parole, signalements perdus par l'administration, autocensure des enseignants, réécriture de certains rapports... Les auditions menées par la commission d'enquête parlementaire sur les violences à l'école, dont les conclusions sont attendues fin juin, ont révélé, au-delà des cas particuliers examinés (Bétharram, Stanis-

PAGE 10

Etats-Unis Trump relance la « guerre des étoiles » avec le Golden Dome

Le président américain a annoncé un projet de bouclier antimissile qui risque d'accroître la militarisation de l'espace

PAGE 5

Technologie Comment Washington tente de brider les puces chinoises

Les Etats-Unis menacent de limiter les exportations des puces électroniques de Huawei destinées au marché de l'IA

PAGE 13

Diplomatie
Entre la France et Israël, une relation de plus en plus glaciale

PAGE 4

Entreprise
Les machines, facteur de risque dans les accidents du travail

PAGE 16

Royaume-Uni
La « guerre du genre » s'accroît entre féministes et femmes trans

PAGE 18

Droit animal Tareq Oubrou : « Pour l'islam, l'animal est doté d'une âme »

L'imam de la grande mosquée de Bordeaux plaide pour « apaiser au maximum la souffrance » des animaux dans les abattoirs, et dénonce la « logique capitaliste » qui éloigne le label halal de la religion

PAGE 12

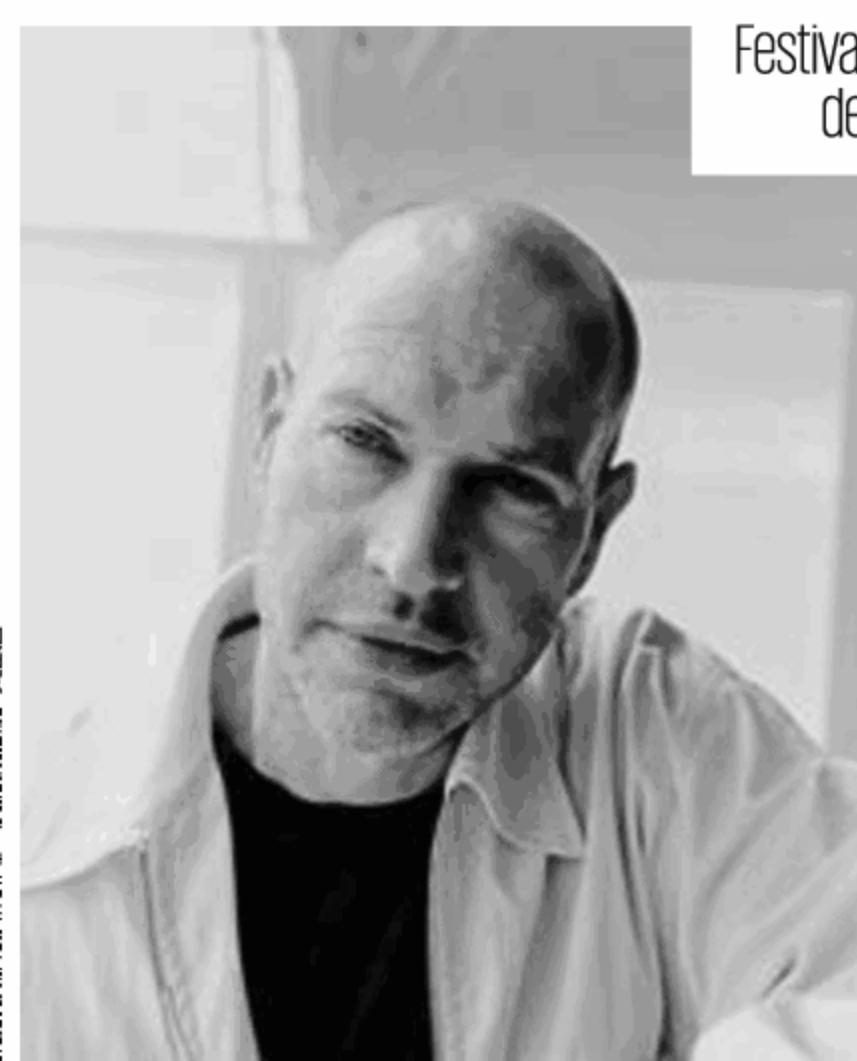
HORS-SÉRIE
Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE
Marguerite Yourcenar
Désirs d'ailleurs



PORTRAIT L'art d'être peu comme il faut, par Josyane Savigneau

MARGUERITE YOURCENAR Femme à part

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique



Festival de CANNES

NADAV LAPID
revient sur la Croisette avec un film brûlant sur l'esprit de vengeance qui s'est emparé d'Israël

Les frères Dardenne signent une poignante chronique sur de jeunes mères célibataires en détresse

PAGES 19 À 21

ÉDITORIAL
ENTRE LONDRES ET BRUXELLES, UN DÉBUT DE RETROUVEAUX BIENVENU

PAGE 26

GUERRE EN UKRAINE

« Poutine ne cédera pas sur l'essentiel »

Des Moscovites de la classe moyenne expriment leur soutien à la ligne du Kremlin sur la guerre en Ukraine

REPORTAGE

MOSCOU - envoyé spécial

Dans sa cuisine, chez lui, Vitali n'a aucun doute. Derrière son ordinateur, au bureau, Sergueï n'a aucune hésitation. La cinquantaine dynamique, pères de famille, archétypes de la nouvelle classe moyenne russe, aisée et éduquée, ces deux Moscovites soutiennent depuis trois ans l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Ils préfèrent rester anonymes car ils parlent à un journaliste occidental. « Ces négociations avec les Américains ne sont que de la poudre aux yeux », prédit Vitali, professeur rencontré dans son appartement au centre de Moscou.

« Comment pourrait-il y avoir un accord de paix si les fascistes se maintiennent à Kiev ? », lâche Sergueï, cadre informatique, tasse de thé à la main, au siège de sa société, dans la banlieue de la capitale. Ces dernières semaines, les deux hommes ont suivi de près les manœuvres diplomatiques insufflées par les Européens et les Américains, les négociations russo-ukrainiennes, vendredi 16 mai à Istanbul, en Turquie, l'échange téléphonique du 19 mai entre les présidents russe et américain, Vladimir Poutine et Donald Trump.

« Nous ne sommes pas à la veille d'un accord de paix. Nous sommes au bord d'une guerre générale. L'Europe va soutenir l'Ukraine jusqu'au bout. Nous, nous ne lâcherons rien », tranche Vitali. « Pas de cessez-le-feu possible ! Le régime de Kiev est la cause de la guerre. La fin de la guerre passera par la fin de ce régime », poursuit Sergueï. Ces semaines de négociations n'ont pas entamé leur détermination.

« POUTINE EST TROP TIMORÉ »

« Impossible de faire confiance à Trump, vieux gamin impulsif révant de Nobel de la paix. Poutine lui donne des gages mais ne cédera pas sur l'essentiel », prévient Vitali qui, de santé fragile, n'a pas pu se porter volontaire pour l'« opération militaire spéciale ». Mais, en bénévole, il participe à la collecte d'aide alimentaire envoyée vers le front. « Les Européens poussent pour un cessez-le-feu parce qu'ils savent que, sur le terrain, nous avons l'avantage. Ils veulent geler le conflit pour empêcher que la Russie lance une attaque cet été », affirme-t-il.

« L'Europe ne comprend pas : plus elle soutient l'Ukraine, plus la guerre continuera, plus l'armée russe avancera », insiste pareillement Sergueï, qui n'exclut pas de s'engager militairement « si la patrie [l'appelle] ». En attendant, il liste les objectifs : reprise des territoires « historiquement russes », démilitarisation de l'Ukraine, « pour garantir notre sécurité ».

Pour lui, les négociations n'arrêteront pas la marche de l'armée russe. Il s'impatiente même des lents progrès. « A la télé, on nous parle de villages libérés. Mais on a lancé cette opération pour aller jusqu'à Kiev. Poutine est trop timoré, va pas à pas et n'ose pas frapper un grand coup », regrette Sergueï. Il se moque presque des quatre voyages en Russie de Steve Witkoff, l'émissaire de Donald Trump envoyé auprès de Vladimir Poutine. « Witkoff peut venir autant de fois qu'il veut. Nous ne faisons confiance à aucun Occidental, pas même à Trump. Comme de fois l'Ouest nous a-t-il trompés ? »



Valery et Kamila, arborant drapeau russe et ruban patriotique de saint Georges, à Moscou, le 9 mai. MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »

L'EUROPE NE COMPREND PAS : PLUS ELLE SOUTIENT L'UKRAINE, PLUS LA GUERRE CONTINUERA, PLUS L'ARMÉE RUSSE AVANCERA », DIT SERGUEÏ, CADRE INFORMATIQUE

Dans la rue, autour de l'appartement cossu de Vitali, comme dans le quartier des élégants bureaux de Sergueï, le décor urbain reste paré des couleurs et slogans célébrant le 9 mai. En ce jour férié devenu une date-clé dans la propagande du Kremlin, Moscou a fêté le 80^e anniversaire de la victoire de 1945, fin de la « Grande Guerre patriotique ».

Les autorités, par le biais de divers relais dans la société, déclinent leur narratif présentant le conflit actuel contre le régime de Kiev comme un prolongement de celui de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie. A leur veste, Vitali et Sergueï ont d'ailleurs épingle le ruban noir et

orange de saint Georges, symbole du patriotisme militaire depuis les temps tsaristes. « Une victoire en appelle une autre ! », s'enthousiasment les deux hommes qui, polyglottes, regardent les télévisions du Kremlin, mais lisent aussi en ligne les grands journaux anglais et français.

« Nous sommes bien informés de ce que font Poutine, Trump et les chefs d'Etat européens », explique une figure politique de la Russie libérale des années 1990, encore relativement proche du Kremlin et qui préfère conserver l'anonymat. « La presse européenne part du principe que, dans ces négociations, l'Ukraine est constructive, l'Europe inquiète, Washington dis-

tant, la Russie cynique. C'est biaisé. Malgré tous les messages conciliants passés à Trump, Poutine reste en fait fidèle à sa ligne : pas de cessez-le-feu sans accord de paix sur les causes profondes du conflit », rappelle cette source, citant les propos du chef du Kremlin. A ses yeux, les Européens prolongent la guerre, mais ils devraient se montrer réalisistes sur la Crimée et le Donbass annexés : « Ce n'est pas la première fois que les frontières sur notre continent évoluent. Donald Trump le comprend. C'est pourquoi, depuis quelques semaines, le ton a changé. Avec lui au moins, il y a un début de dialogue. Le président Emmanuel Macron devrait

lui aussi prendre son téléphone pour appeler M. Poutine ! »

Parmi les voix semi-officielles rencontrées à Moscou, ce même discours tourne en boucle : le début des discussions est un bon signe ; la route est longue ; rien ne fera plier Moscou sur ses exigences initiales. « M. Trump est une chance pour nous. Il veut refaire du business en Russie. Avec M. Poutine, il peut parler affaires et se mettre d'accord. Ce sera alors la fin des aides américaines à Kiev, la fin de la guerre, la fin de l'Ukraine », prévoit ainsi un ex-gouverneur de région rencontré à Moscou.

Bien qu'il reprenne le discours officiel, il souhaite témoigner anonymement auprès de la presse occidentale. « L'histoire montre que les pseudo-accords de paix gelant un conflit ne sont pas la solution, assure-t-il. Les vrais accords de paix sont imposés par le camp le plus puissant. La raison du plus fort est la seule garantie de paix durable. »

« QUEL GÂCHIS HUMAIN ! »

Ces déclarations va-t-en-guerre dépriment les étroits cercles libéraux de Moscou. « Nos faucons répètent qu'il faut remplir les objectifs. Mais l'objectif, c'est de perdre encore des milliers et des milliers de jeunes vies ? », s'insurge Natasha, jeune cadre dans une maison d'édition. « Quel gâchis humain, en Russie et en Ukraine. Je l'aime pas Trump, mais si la chance de paix s'appelle Trump, alors je le soutiens », confie-t-elle.

Paradoxalement, les échos les plus enthousiastes, à Moscou, en faveur de l'Américain, viennent de ceux qui, depuis février 2022, se sont opposés à l'offensive militaire du Kremlin en Ukraine. « Je suis devenue trumpiste par nécessité », ironise pareillement Irina, une retraitée, dissidente sous le régime de l'ex-URSS comme sous celui de M. Poutine. « Avec Trump, il y a un petit espoir de paix pour mettre fin aux tueries sur le front, un petit espoir de normalisation pour nous, et d'avenir pour nos enfants, espère-t-elle. Mais, en face, M. Poutine joue son jeu habituel : gagner du temps. »

Membres, elles aussi, de la classe moyenne supérieure, ces deux Moscovites comprennent que les négociations sont dans l'impasse. Depuis longtemps, elles ont appris à chasser la dépression en se réfugiant dans leur vie quotidienne et, par précaution, à s'exprimer librement sans donner leur nom.

Natalia va bientôt se marier et veut fonder une famille. Habituelle, dans sa maison d'édition, à faire le dos rond face à la répression des voix critiques, notamment dans les milieux culturels, elle essaie de publier des textes européens. Un jour, elle espère partir « respirer l'air ailleurs ».

Irina, elle, s'active pour faire exempter son petit-fils de service militaire. Et elle a commencé à écrire un livre autobiographique sur les trois dernières décennies. Pour les années 1990, le récit sera factuel. Mais pour les vingt-cinq ans de présidence de Poutine, il viendra à la science-fiction, en « imaginant ce qu'aurait pu et dû être notre vie [sans lui] », dit-elle. Les négociations avec Donald Trump pourraient se conclure par un accord de paix et la fin de l'opération militaire spéciale de M. Poutine en Ukraine. Mais Irina s'inquiète : « L'autre « opération spéciale » du Kremlin, celle qu'il mène contre la société civile, risque de se poursuivre encore longtemps. » ■

BENJAMIN QUÉNELLE

L'opposition russe en exil sceptique sur les négociations avec Trump

Quelques dizaines de dissidents ont pris part à une conférence organisée à Bruxelles par l'ex-oligarque Mikhaïl Khodorkovski

BRUXELLES - envoyé spécial

La diplomatie de Donald Trump bouscule les certitudes jusqu'au sein de l'opposition russe en exil. Deux jours après sa conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, les initiatives du président américain et les réactions du chef du Kremlin ont nourri les conversations mercredi 21 mai à Bruxelles où une conférence antiguerre a réuni quelques dizaines d'opposants russes. Un événement organisé à l'initiative de Mikhaïl Khodorkovski, l'ex-oligarque devenu l'une des principales figures de la dissidence russe à l'étranger. «*Dans les faits, Trump a fait une très bonne offre à Poutine. Il est faux de dire que Moscou n'est pas tenté d'en profiter pour finir la guerre*», assure l'ancien patron du groupe pétrolier Ioukos qui, condamné en Russie au terme d'un procès aux relents politiques, avait été libéré le 20 décembre 2013, après dix ans de détention.

Refugié désormais à Londres, M. Khodorkovski n'est pas venu à Bruxelles pour parler de son passé, mais de l'avenir de la Russie. Il est persuadé que le régime de M. Poutine finira par tomber. Depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, la guerre ne fait, selon lui, que prolonger sa durée de vie. «*Je suis optimiste. Avec M. Trump, il y a un espoir de paix*», confie-t-il au Monde en marge de la conférence.

«*Vladimir Poutine a obtenu de Washington la garantie de conserver presque tout ce qu'il a conquis [la Crimée et les quatre régions du Donbass]. Et certaines sanctions prises contre la Russie seraient levées. C'est donc une bonne occasion à saisir. Soit M. Poutine l'accepte. Soit il tente d'avancer davantage en Ukraine vers le Dniepr avec une nouvelle offensive cet été. Mais, à terme, il prend le risque de buter sur une résistance ukrainienne renforcée par l'accroissement de l'aide militaire européenne*», prévient M. Khodorkovski. Pour lui, l'Europe a fait le bon choix: «*Répondre aux chars par les chars. Mais la logique d'escalade n'ira pas jusqu'à la guerre totale car personne ne veut d'un conflit nucléaire.*»

Dans les rangs de l'opposition en exil, beaucoup pensent cependant que M. Trump a déjà trop cédé et négocié de manière trop conciliante. «*On peut obtenir bien plus avec à la fois un mot gentil et un pistolet en main plutôt qu'avec un simple mot gentil*», ironise-t-on dans l'entourage de M. Khodorkovski. «*Ces négociations font tourner les têtes. Comme prévu, elles finissent en impasse. Cette guerre est celle d'un homme, de Poutine. Contre lui, il faut plus de sanctions économiques et de pressions militaires*», affirme Marina Ovsianikova, l'un de ces anonymes ren-

«**M. POUTINE A OBTENU DE WASHINGTON LA GARANTIE DE CONSERVER PRESQUE TOUT CE QU'IL A CONQUIS**»
MIKHAILO KHODORKOVSKI
dissident russe

BENJAMIN QUÉNELLE

Un ex-député ukrainien prorusse assassiné

Andrii Portnov, impliqué dans la répression de la révolution de Maïdan, a été abattu à Madrid

KIEV - correspondant

L'ancien homme politique ukrainien Andrii Portnov a été assassiné mercredi 21 mai en début de matinée après avoir déposé ses enfants au très sélectif Collège américain de Madrid. L'Ukrainien de 51 ans, qui traînait une réputation sulfureuse, notamment pour ses liens avec l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch, est mort de plusieurs tirs dans le thorax et à la tête alors qu'il pénétrait dans son véhicule, selon le ministre de l'intérieur espagnol. Au moins deux hommes auraient participé à l'assassinat avant de s'enfuir dans les bois. Les autorités ukrainiennes se sont contentées de confirmer sa mort.

Plusieurs personnalités ont été assassinées dans des circonstan-

ces similaires depuis le début de l'invasion russe. En février 2024, c'était un pilote d'hélicoptère russe ayant fait déflection pour rejoindre l'Ukraine qui avait été tué de plusieurs coups de feu près d'Alicante, en Espagne, où il avait trouvé refuge.

Andrii Portnov, qui fut chef adjoint du bureau présidentiel de Viktor Ianoukovitch, au pouvoir de 2010 à 2014, était vu par beaucoup d'Ukrainiens comme un traître pour son rôle dans la répression des manifestations lors de la révolution de Maïdan, en 2014, qui avait fait plus d'une centaine de morts. Tous deux s'étaient enfuis en Russie à la fin de la révolution, après une dernière journée de violences à Kiev.

Andrii Portnov s'était ensuite installé en Autriche avant de ren-

trer en Ukraine en 2019, à la suite de la victoire à la présidentielle de Volodymyr Zelensky. Il entretenait à l'époque une certaine proximité avec quelques personnalités proches du président, comme son ex-chef de cabinet, Andrii Bohdan. Quelques mois après le déclenchement de l'invasion russe, en juin 2022, il avait de nouveau quitté le pays. Il était père de six enfants.

Originaire de la ville de Lougansk, occupée par l'armée russe depuis 2014, Andrii Portnov avait commencé sa carrière en tant qu'avocat avant de rejoindre le Parlement ukrainien et de se faire une place de conseiller auprès de plusieurs personnalités politiques, à commencer par l'ancienne première ministre et candidate à la présidentielle Ioulia Tymo-

chenko. En plus de Viktor Ianoukovitch, il entretenait aussi des relations avec l'oligarque Viktor Medvedtchouk, une figure incontournable de la politique ukrainienne avant le début de la guerre en février 2022, proche du président russe Vladimir Poutine.

Andrii Portnov avait fait l'objet de plusieurs enquêtes des services de sécurité ukrainiens pour haute trahison en raison de son rôle supposé dans l'invasion et l'annexion de la Crimée par la Russie, en 2014, et pour des allégations de corruption et de détournements de fonds. Le Trésor américain l'avait placé sous sanctions dès 2021, l'accusant d'être directement impliqué dans des affaires de corruption, en lien avec les hautes institutions judiciaires du pays. ■

THOMAS D'ISTRIA

BANQUE COOPÉRATIVE ET LOCALE

ON S'EMPLOIE À RECRUTER DANS NOS RÉGIONS

En tant que banque coopérative et locale, nous avons recruté 6 257 collaborateurs en 2024, dans toutes les régions de France.

BANQUE POPULAIRE +X

la réussite est en vous

Source : BPCE. Toutes Banques Populaires confondues.
BPCE, Société anonyme à dire étoile et conseil de surveillance au capital de 207603030 euros - Siège social : 7, promenade de Germaine-Sablon, 75013 Paris - RCS Paris n° 493 455 042.
Crédit photo : Getty Images - 05/2025.



Des membres d'une délégation diplomatique de l'UE après des tirs, à Jénine (Cisjordanie), le 21 mai. MOHAMMAD ATEEQ/AFP

Entre la France et Israël, une relation de plus en plus glaciale

L'ambassadeur de l'Etat hébreu à Paris a été convoqué après des tirs de soldats israéliens lors d'une visite de diplomates étrangers à Jénine

JÉRUSALEM - correspondance

Un groupe de diplomates étrangers, dont un Français, ont essayé des tirs de soldats israéliens, mercredi 21 mai, alors qu'ils visitaient le camp de réfugiés de Jénine en Cisjordanie. A l'instar de Rome et de Lisbonne, Paris a aussitôt protesté en convoquant, en principe jeudi après-midi, l'ambassadeur israélien en poste en France. «C'est inacceptable», a réagi le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, parmi d'autres condamnations européennes et onusiennes. Cet incident, qui n'a fait aucune victime, ajoute un nouveau motif de tension à la relation passablement dégradée entre la France et l'Etat hébreu.

Le convoi s'est présenté à l'entrée du camp de Jénine. Les diplomates étaient guidés par le gouverneur local, représentant de l'Autorité palestinienne. La délégation comprenait des représentants de nombreux pays européens – France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Allemagne –, mais aussi du Canada, de la Russie, de la Turquie ainsi que de plusieurs pays arabes – Egypte, Jordanie, Maroc. C'est là que les premiers tirs ont retenti. «Une première rafale, puis des coups de feu en continu. Aucun tir de sommation. Aucun avertissement. Juste des tirs directs», raconte un diplomate présent sur place. «Les soldats israéliens étaient à une quinzaine de mètres. Ils voyaient parfaitement qu'ils avaient en face d'eux des diplomates, en costume, encadrés. Et pourtant, ils ont tiré.»

L'armée israélienne affirme que le groupe a dévié de la route prévue et qu'il «est entré dans une zone où il n'était pas autorisé à être, selon un communiqué publié mercredi. Les soldats déployés dans cette zone ont donc effectué des tirs de sommation pour les tenir à distance». Mais le témoin insiste : «C'est inadmissible. Nous étions clairement identifiés. On ne fait pas de tirs de sommation contre des diplomates. Si nous posons un problème, il suffisait de venir nous voir. Ce n'était pas un tir de sommation. C'était un tir d'intimidation.»

Rancœur

Cet incident intervient dans un contexte déjà électrique entre Israël et la France. «Emmanuel Macron et Benjamin Nétanyahou s'appelaient régulièrement [depuis le début de la guerre à Gaza] jusqu'à ces dernières semaines, mais ils ne se sont plus parlé depuis près d'un mois», assure un diplomate israélien. Les déclarations du président français sur TF1, le 13 mai, ont encore accentué «la crise» entre les deux pays, poursuit le diplomate. Le chef de l'Etat avait qualifié la politique israélienne et ses opérations militaires dans la bande de Gaza de «honte», laissant par ailleurs le soin «aux historiens» de qualifier ou non de «génocide» la tragédie en cours dans l'enclave palestinienne. La réaction israélienne n'avait pas tardé, le premier ministre accusant le dirigeant français d'avoir «choisi de se ranger du côté d'une organisation terroriste islamiste meurtrière», le Hamas.

Le lendemain, lors de la cérémonie marquant les 77 ans de l'Etat

Le blocage des livraisons humanitaires et la reprise des frappes sur Gaza sont le « point de bascule » du positionnement français

d'Israël organisée à Paris par l'ambassade de l'Etat hébreu, la tension transparaissait dans les commentaires. «Quand on appartient à un [même] camp, on évite les excès, on ne banalise pas le terme de génocide même pour dire que l'on en doute», avait souligné Roger Karoutchi, président (Les Républicains) du groupe France-Israël au Sénat, sous les applaudissements. Les soubresauts dans les relations entre les deux pays alliés sont récurrents. En 2024, lors de cette même célébration, le ministre des affaires étrangères d'alors, Stéphane Séjourné, avait été fraîchement accueilli par son homologue israélien : alors que le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, venait de réclamer des mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crime contre l'humanité à l'encontre de Benjamin Nétanyahou et de son ministre de la défense de l'époque, Yoav Gallant, le Quai d'Orsay avait assuré que «la France soutenait la CPI, son indépendance, et la lutte contre l'impunité dans toutes les situations».

Le ton est ensuite monté de plusieurs crans en octobre, quand Emmanuel Macron a suggéré, dans une allusion transparente à l'appui militaire américain, de suspendre les livraisons d'armes à l'Etat hébreu pour le contraindre à un cessez-le-feu à Gaza. «Honte à eux!», avait répliqué Benjamin Nétanyahou, le 5 octobre, avant un coup de fil rugueux avec le chef de l'Etat français.

L'ambassadeur israélien a ensuite été convoqué à deux reprises par les autorités françaises durant l'automne : en octobre, après des

tirs israéliens contre les casques bleus au Liban, et en novembre après une altercation entre des gendarmes, affectés au consulat français de Jérusalem, et des policiers israéliens présents dans l'église du Pater Noster à Jérusalem – un lieu appartenant à la France –, lors d'une visite de Jean-Noël Barrot.

«L'alternative est de ne rien dire, au risque de paraître indifférent, ou de parler sans que rien ne change, au risque de paraître impuissant», confie un diplomate français. Pour lui, le blocage de toutes les livraisons humanitaires à Gaza depuis le 2 mars, et la reprise des bombardements sur l'enclave le 18 mars, après deux mois de trêve, constituent «le point de bascule» du positionnement de la France.

Lundi 19 mai, la rancœur d'Israël envers la France a encore enflé après que Paris, Londres et Ottawa se sont déclarés «déterminés à reconnaître l'Etat palestinien en tant que contribution à la réalisation d'une solution à deux Etats». Une hypothèse, volontiers qualifiée de «grave erreur» par le premier ministre israélien, qui y est fermement opposé.

L'Elysée a été clairement identifié comme étant à l'origine de cette initiative commune, selon le correspondant diplomatique du quotidien israélien *Yedioth Ahronoth*, Itamar Eichner. Notant le caractère inédit de la déclaration du Royaume-Uni, de la France et du Canada, il remarque qu'après «cinq cent quatre-vingt-treize jours de guerre, Israël a atteint son point le plus bas diplomatique», et que le plus inquiétant est que les Etats-Unis «ont répondu par le silence». Selon Itamar Eichner, Israël a envoyé des messages «fermes» à la France. «Parmi les options possibles : la fermeture du consulat de France à Jérusalem et l'application de la souveraineté en Judée-Samarie» – soit l'annexion de la Cisjordanie, occupée depuis 1967 par l'Etat hébreu. «Les Français savent que s'ils agissent ainsi, cela aura un prix», ont confié de hauts responsables au journaliste. ■

SAMUEL FOREY,
STÉPHANIE LE BARS
ET PHILIPPE RICARD (À PARIS)

Deux employés de l'ambassade d'Israël tués devant le Musée juif de Washington

Deux employés de l'ambassade d'Israël à Washington ont été tués par balle dans la nuit du mercredi 21 au jeudi 22 mai à la sortie du Musée juif de la capitale fédérale des Etats-Unis. L'auteur présumé des coups de feu, qui a été interpellé, a été identifié sous le nom d'Elias Rodriguez, 30 ans. Selon la police, l'homme a crié «Free, free Palestine» (libérez, libérez la Palestine) lors de son arrestation. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a dénoncé un «horrible meurtre antisémite», y voyant le «terrible prix de l'incitation à la haine contre l'Etat d'Israël». Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a condamné un «acte odieux de barbarie antisémite».

Les Européens s'engagent à lever leurs sanctions contre la Syrie

L'UE veut faciliter la reconstruction du pays, laminé par quatorze ans de guerre civile

BRUXELLES - bureau européen

Les sanctions économiques occidentales contre Damas devraient disparaître dans les semaines qui viennent. Mardi 20 mai, Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, a annoncé un accord politique des Vingt-Sept pour une levée totale des sanctions économiques infligées à la Syrie depuis le déclenchement de la guerre civile, en 2011. Un soulagement pour le président de transition, Ahmed Al-Charaa, à Damas, qui tente de relancer l'économie d'un pays en lambeaux, après la chute du régime de Bachar Al-Assad.

Dès février, les Européens avaient annoncé leur volonté de lever progressivement les mesures restrictives, en commençant par celles concernant les secteurs énergétiques et le transport. En avril, le Royaume-Uni avait également décidé d'assouplir les sanctions. Mais l'annonce surprise, le 13 mai, par Donald Trump d'une levée totale des sanctions américaines envers la Syrie a forcé Bruxelles à accélérer le tempo. L'Union européenne (UE) entend supprimer les mesures contre les institutions financières syriennes, notamment la banque centrale et les banques commerciales.

«L'UE est toujours tenue aux côtés des Syriens au cours des quatorze dernières années; nous allons continuer de le faire», a insisté Kaja Kallas, saluant la décision américaine, qui devrait être décisive. Ce sont ces sanctions américaines, dites «secondaires», qui étaient les plus pénalisantes, empêchant nombre de gouvernements et d'entreprises internationales d'envoyer légalement des fonds en Syrie ou d'opérer dans le pays.

Donner une véritable chance

«Le moment est venu pour les Syriens et les Syriens d'avoir la possibilité de réunifier et de reconstruire une Syrie nouvelle, inclusive, pluraliste et pacifique, exempte de toute ingérence étrangère préjudiciable», ont déclaré les Vingt-Sept, dans un communiqué commun.

«L'Union européenne veut prendre le risque d'un nouveau départ avec la Syrie. Nous voulons donner une véritable chance aux nouveaux dirigeants», a, pour sa part, insisté, mardi, Johann Wadehul,

le nouveau ministre des affaires étrangères allemand. Cependant, «on ne doit pas être aveugle», prévient Xavier Bettel, son homologue luxembourgeois. «On a de l'espoir, mais ce sont quand même d'anciens terroristes au pouvoir à Damas. On doit conserver des moyens de pression, en se laissant la possibilité de revenir en arrière.»

«Cette décision est réversible et conditionnée à des progrès, a confirmé Mme Kallas, qui n'a pas précisé la date exacte de la levée des sanctions. Il ne peut y avoir de paix

PHILIPPE JACQUÉ

CORÉE DU NORD

«Grave accident» lors du lancement d'un navire de guerre

Un nouveau destroyer de 5 000 tonnes a été endommagé lors d'une cérémonie de lancement en Corée du Nord, a rapporté jeudi 22 mai l'agence de presse nord-coréenne, le dirigeant Kim Jong-un évoquant un «acte criminel». «Certaines sections du fond du navire de guerre [ont] été broyées», mettant à mal son «équilibre», selon l'agence d'Etat. – (AFP)

ROUMANIE

Le recours du candidat nationaliste rejeté

La Cour constitutionnelle a annoncé jeudi le rejet du recours déposé par le candidat nationaliste George Simion après sa défaite au second tour de la présidentielle de dimanche, remporté par le maire pro-européen de Bucarest. «A l'issue de ses délibérations», la juridiction «a rejeté à l'unanimité la demande d'annulation des élections, la jugeant infondée», selon un communiqué. – (AFP)

Le bouclier antimissile de Trump suscite des réserves

Le coût du «dôme d'or», 175 milliards de dollars d'ici à 2029, paraît largement sous-estimé

Lors d'une nouvelle allocution savamment mise en scène dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, assis à côté d'une affiche montrant le territoire américain surplombé d'une vaste voûte d'or, le président des Etats-Unis, Donald Trump, a tenté, mardi 20 mai, de donner corps à son projet pharaonique de Golden Dome («dôme d'or»). Un bouclier antimissile qui se veut rien de moins qu'une reprise du programme avorté de «guerre des étoiles» de l'ancien président Ronald Reagan, en 1983, mais qui suscite beaucoup de circonspection de la part des experts militaires.

Trois mois après le lancement, le 27 janvier, par décret, de ce projet controversé censé fonctionner au moyen de systèmes d'armes dans l'espace, Donald Trump a ainsi annoncé qu'il était prêt à mettre 25 milliards de dollars (22 milliards d'euros) pour amorcer son développement. Le président a désigné un superviseur: l'actuel vice-chef des opérations spatiales, le général Michael Guetlein. Et l'ensemble pourrait voir le jour d'ici à 2029, soit «avant la fin de mon mandat», a-t-il assuré. L'«architecture» est prête, a-t-il ajouté, précisant que le Canada était partie prenante du projet.

Le ton martial du président américain n'a pas surpris les spécialistes. Donald Trump est depuis longtemps un promoteur décomplexé de l'arsenalisation de l'espace, au nom du maintien de la domination américaine dans ce domaine. L'annonce de mardi s'avère toutefois, à ce stade, un pas relativement modeste, qui soulève plus de questions qu'il n'en résout pour ce Golden Dome supposé mieux protéger, à terme, le territoire américain des risques de la montée en puissance des arsenaux balistiques chinois, nord-coréen, et russe.

L'enveloppe de 25 milliards de dollars proposée par la Maison Blanche doit, en effet, encore passer les fourches Caudines du Congrès. Les spécialistes considèrent à l'unisson que le budget global prévu – soit 175 milliards de dollars d'ici à 2029 – est largement sous-évalué. Et le calendrier annoncé est jugé intenable.



Donald Trump et le secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, à la Maison Blanche, le 20 mai. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

«Même les fanatiques de la défense antimissile américaine reconnaissent que la coordination de l'architecture envisagée est impossible en trois ans, même en dix ans», résume Hélène Fayet, spécialiste des questions de dissuasion, et chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Alors que certaines installations militaires, en particulier dans le Pacifique, comme sur l'île de Guam, clé pour les Etats-Unis, apparaissent de plus en plus vulnérables aux nouveaux missiles développés par Pékin et Pyongyang, l'idée de l'administration Trump est de passer à la vitesse supérieure. Et ce, en espérant dépasser les limites des systèmes antimissiles actuels, qui ne peuvent pas détruire des vecteurs avant que ces derniers aient déjà parcouru une partie de leur trajectoire. Un

système jugé faillible à terme, notamment en raison de l'essor des missiles hypersoniques.

Pour contourner cet écueil, Donald Trump est prêt à briser ce qui était jusqu'à présent un tabou: le placement d'«intercepteurs» directement dans l'espace. C'est-à-dire des systèmes capables de neutraliser des missiles, mais cette fois à peine leur lancement effectué par l'adversaire. Une course à l'armement dans l'espace à laquelle s'adonnent déjà, en coulisses, la Chine et la Russie, selon Washington, alors que le traité de l'espace de 1967, censé limiter sa militarisation, n'interdit, pas en soi, ces pratiques.

Cette approche frontale comporte toutefois un risque majeur: la fragilisation de toute l'architecture de sécurité qui régissait les subtils équilibres entre puissances dotées de l'arme nucléaire, leur dissuasion reposant en par-

tie sur des satellites, menacés par ce futur arsenal spatial. «Le Golden Dome est en phase avec l'ambition de M. Trump d'une «dénucléarisation» des relations avec la Chine et Moscou», décrypté Mme Fayet. Le président américain a en effet indiqué vouloir sortir d'une course aux ogives avec ses adversaires. «Il préfère la dissuasion par déni, pour empêcher totalement l'adversaire d'agir, plutôt que par la punition», poursuit Mme Fayet. Mais ce faisant, il met fin à l'acceptation des vulnérabilités mutuelles et pousse à une nouvelle course aux armements.»

SpaceX en retrait du projet

La Chine, première visée par le Golden Dome, a pour la première fois réagi très ouvertement, mercredi, sur le sujet. «Cela porte atteinte à l'équilibre stratégique et à la stabilité mondiale (...). Nous exhortons les Etats-Unis à abandon-

ner au plus vite» ce projet, a souligné une porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. «C'est une question qui relève de la souveraineté des Etats-Unis», a déclaré, pour sa part, plus en retrait, Dmitri Peskov, le porte-parole de la présidence russe. Mais «dans un avenir proche, le cours des événements nécessitera la reprise des contacts en vue du rétablissement de la stabilité stratégique», a-t-il prévenu.

Reste à savoir comment l'administration américaine va financer son projet. A ce stade, l'enveloppe de 25 milliards de dollars – l'équivalent de la moitié du budget de la défense française – demeure une goutte d'eau à l'échelle des 275 milliards à 542 milliards de dollars que pourrait coûter le Golden Dome sur les vingt prochaines années, selon des estimations publiées le 5 mai par le bureau du budget du Congrès. Or, depuis

Le programme est supposé mieux protéger les Etats-Unis des arsenaux chinois, nord-coréen et russe

2017, les Etats-Unis sont engagés dans une prohibitive modernisation de leur dissuasion nucléaire, estimée à plus de 1 000 milliards de dollars d'ici à 2046. Les débats sur le futur budget de la défense – aujourd'hui de 886 milliards de dollars –, qui doivent débuter prochainement, sont, dans ce contexte, attendus avec impatience par l'ensemble de la communauté internationale.

En attendant, de nombreux industriels américains sont sur les rangs. A commencer par les sociétés de la tech proches de Donald Trump, Palantir et Anduril. Depuis novembre 2024, cette dernière est déjà associée au développement des missiles SM-6, capacité-clé de la défense antimissile des Etats-Unis. Anduril et Palantir rêvent ouvertement de se tailler une part plus importante dans les marchés de la défense, et sont en confrontation directe avec des pilotes du secteur comme Lockheed Martin. La première tranche de 25 milliards annoncée pour le Golden Dome apparaît donc comme une aubaine pour elles, quoi qu'il advienne.

En revanche, le conseiller du président américain Elon Musk, avec sa société SpaceX, initialement considérée comme clé dans le développement du «dôme d'or» grâce à sa maîtrise des lancements spatiaux à bas coûts et à l'entretien de satellites en réseau, a contre toute attente commencé à se mettre en retrait du projet, à la mi-avril.

«SpaceX n'a pas tenté de répondre à un appel d'offres (...). Si le président nous demande de l'aider à cet égard, nous le ferons, mais j'espérais que d'autres entreprises [pas SpaceX] pourront le faire», écrit-il sur X, le 17 avril. ■

ELISE VINCENT

Le président sud-africain piégé à son tour dans le bureau Ovale

Trump a évoqué devant son hôte des meurtres d'Afrikaners, cherchant à l'humilier devant les caméras, comme il l'avait fait avec Zelensky

JOHANNESBURG ET WASHINGTON - correspondants

Un piège. Un piège inédit, sans issue de secours, prémedité et évident, s'est refermé, mercredi 21 mai, sur le président sud-africain, Cyril Ramaphosa. Le lieu était l'un des plus exposés du monde, dorénavant, pour les visiteurs: le bureau Ovale à la Maison Blanche. Donald Trump avait prévu d'interpeller son invité devant les journalistes au sujet de l'une de ses obsessions anciennes: les persécutions dont seraient victimes les Afrikaners, les fermiers blancs sud-africains. Une antenne dans le monde MAGA (Make America Great Again), depuis son premier mandat.

En février, l'aide américaine à l'attention de ce pays a été suspendue par décret présidentiel. En mars, l'ambassadeur sud-africain a été expulsé des Etats-Unis. Cyril Ramaphosa s'attendait donc à un «moment Zelensky», soit un sort similaire à celui subi dans le bureau Ovale par le président ukrainien. Son traitement fut en réalité encore plus déplacé.

«Nous avons des documentaires, nous avons des articles d'actualité», lança Donald Trump, après de premiers échanges polis. Le président demanda l'extinction des lumières, tandis qu'un écran était approché. Ambiance de cour d'assises, où le verdict serait établi d'avance. Une vidéo de quatre minutes fut diffusée, sans détails ni contexte, avec des croix tombales et des extraits de discours xénophobes prononcés par Julius Malema, personnalité politique sud-africaine bruyante mais marginale.

Hésitant sur le mot «génocide»
Puis Donald Trump brandit une pile de coupures de presse. «Ce sont des articles de ces derniers jours. La mort de gens, la mort, la mort, la mort... Les Sud-Africains blancs prennent la fuite à cause de la violence et de lois racistes.» A plusieurs reprises, le président américain revint à la charge, évoquant la confiscation de terres ou encore la prétenue impunité offerte aux assassins de Blancs.

Washington a organisé récemment l'accueil d'une cinquantaine

d'Afrikaners, leur offrant le statut de réfugiés. Interrogé sur l'usage du mot «génocide», Donald Trump resta hésitant, ce qui était en soi une façon de profaner cette notion. «Je ne me suis pas encore décidé.» Cyril Ramaphosa a tenté de désamorcer la charge explosive de façon indirecte, par le sourire, par l'évocation de Nelson Mandela et de la diversité de la coalition au pouvoir. Il a évoqué la Constitution, protégeant les droits de tout propriétaire terrien et reconnu l'ampleur de la criminalité qui ravage l'Afrique du Sud. Mais le dirigeant s'est abstenu de nier tout génocide des Afrikaners et d'appeler ce mensonge par son nom. Par moments, il se frottait les paumes des mains, ne sachant plus quoi faire pour défendre l'honneur national sans aggraver la situation.

L'invité de Donald Trump voulait d'autant plus éviter la rupture que son pays organisera en novembre le sommet des pays du G20, et que la présence des Etats-Unis semble loin d'être acquise. Cyril Ramaphosa avait même invité le milliardaire sud-africain Johann Rupert, qui connaît Donald Trump depuis près

de trente ans, à l'accompagner à la Maison blanche, ainsi que deux champions de golf de son pays, admirés par le président américain. Il lui a aussi remis un album «de 14 kilos» consacré aux parcours de golf en Afrique du Sud.

Aux côtés du président sud-africain se trouvait aussi son ministre de l'agriculture, John Steenhuisen, un homme blanc issu des rangs de l'opposition. «Nous avons un problème de sécurité rurale en Afrique du Sud, je ne pense pas que quiconque veuille éduquer cela (...). Mais la majorité des agriculteurs commerciaux et des petits exploitants souhaitent vraiment rester en Afrique du Sud et s'en sortir», a-t-il plaidé. John Steenhuisen a parlé du caractère extrémiste et minoritaire des orateurs présentés dans la vidéo diffusée dans le bureau Ovale. Mais ces nuances importaient peu à Donald Trump.

Les meurtres dans les fermes isolées sont une réalité en Afrique du Sud. Mais ils ne représentent qu'une fraction des homicides perpétrés dans le pays, l'un des plus violents au monde. Plus de 27 000 personnes ont ainsi été

tueres entre mars 2023 et mars 2024. Par comparaison, en moyenne, au cours de la décennie écoulée, une cinquantaine de meurtres ont lieu chaque année dans des fermes. Parmi les victimes, des agriculteurs blancs, mais pas exclusivement. De nombreux travailleurs agricoles ou des vigiles noirs comptent également parmi les victimes.

Des chiffres en forte baisse

Au cours des trois premiers trimestres de 2024, les forces de l'ordre ont ainsi dénombré trente-six meurtres dans des fermes, mais seulement sept visant des agriculteurs.

Des chiffres par ailleurs en forte baisse depuis la fin des années 1990, où plus de 150 meurtres de cette catégorie étaient recensés. Et si la brutalité des crimes visant les agriculteurs blancs a pu alimenter l'idée qu'ils étaient attaqués en raison de leur couleur de peau, là encore, de nombreux rapports ont montré que dans leur immense majorité, ces meurtres se produisent au cours de cambriolages. Le vol est la deuxième cause de meurtre dans le pays.

Mais la réalité, dans ses nuances, a peu de chances de pénétrer le monde MAGA. Tandis que les échanges se poursuivent devant les caméras, l'un des plus fidèles conseillers de Donald Trump, Jason Miller, postait sur X une saisie des écrans de plusieurs chaînes de télévision, diffusant l'événement. Avec ce commentaire: «C'est littéralement en train d'être regardé dans le monde entier en ce moment. Audiences en or.» Cynisme complet, message à usage interne sur le racisme anti-Blancs dans le monde, mais aussi diversion dans les affaires politiques du moment.

En ce même mercredi, un autre événement avait lieu à Washington. Le Pentagone acceptait formellement le don d'un avion par le Qatar, d'une valeur de 400 millions de dollars (355 millions d'euros), un geste qui suscite une polémique considérable, y compris dans les rangs républicains. «Je suis désolé, je n'ai pas d'avion à vous offrir», tenta Cyril Ramaphosa en guise d'humour. «J'aurais bien aimé, répondit Donald Trump. Je l'aurais pris.» ■

MATHILDE BOUSSION
ET PIOTR SMOLAR

Retailleau met Macron sous pression

La remise d'un rapport sur l'« entrisme » des Frères musulmans a tourné au recadrage gouvernemental



Le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, lors de la cérémonie d'hommage à la policière municipale Aurélie Fouquet, tuée en 2010 par des braqueurs en fuite, à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), le 20 mai.

LAURENCE GEA/MYOP POUR « LE MONDE »

Les conséquences de la victoire de Bruno Retailleau à la tête du parti Les Républicains (LR) se font sentir jusqu'au sommet de l'Etat. Mercredi 21 mai, à l'Elysée, le conseil de défense sur « l'entrisme » des Frères musulmans a tourné court. Alors que cette réunion aurait dû déboucher sur des mesures pour lutter contre l'islamisme, elle s'est soldée par un recadrage en bonne et due forme du gouvernement par un Emmanuel Macron excédé.

Furieux de découvrir dans la presse des extraits du rapport sur la mouvance islamiste, qu'il avait lui-même lancé au printemps 2024, le chef de l'Etat a renvoyé la publication dudit document « *d'ici à la fin de la semaine* ». En présence du premier ministre, François Bayrou, et des représentants, notamment, des ministères de l'intérieur, de l'éducation, des affaires étrangères et des sports, le président de la République a demandé aux ministres de revoir leur copie, jugeant peu sérieuses les propositions mises sur la table. « *Compte tenu de l'importance du sujet et de la gravité des faits établis, président de la République a demandé au gouvernement de formuler de nouvelles propositions qui seront examinées lors d'un prochain conseil de défense au début du mois de juin* », a résumé l'Elysée dans un communiqué laconique.

Trois jours après le scrutin pour la présidence de LR, le triumphalisme de la droite crispe l'Elysée, marginalise Matignon et ébranle les partenaires du bloc central. Emmanuel Macron s'est agacé de voir le locataire de la Place Beauvau instrumentaliser ce rapport très attendu. Sans attendre le conseil de défense présidé par le chef de l'Etat, Bruno Retailleau, galvanisé par ses troupes au lendemain de sa victoire face à Laurent Wauquiez, dénonçait dès mardi un « *islamisme à bas bruit* », « *une menace très claire vis-à-vis de la République* », dont « *l'objectif ultime est de faire basculer toute la société française dans la charia* ». Une thèse largement exagérée et ne reflétant pas le rapport, rédigé par deux hauts

fonctionnaires, que *Le Monde* a pu consulter. Face au discours identitaire de son ministre de l'intérieur, Emmanuel Macron veut éviter la stigmatisation des musulmans de France, comme sur le dossier algérien, où il avait dû recadrer Bruno Retailleau.

Ignorant la colère présidentielle, le ministre de l'intérieur présentait quelques-unes de ses pistes, mercredi après-midi, au Sénat, et minorait les divergences avec le chef de l'Etat. Il ne s'agissait, mercredi à l'Elysée, explique-t-il dans un entretien au *Parisien*, que d'un « *premier conseil de défense* » qui sera « *suivi d'autres réunions au plan ministériel* ».

La prise de pouvoir de Bruno Retailleau sur la famille LR a désinhibé ses plus fidèles soutiens au sein du gouvernement. Ainsi Sophie Primas, porte-parole du gouvernement, s'autorisait-elle à affirmer, mardi matin, sur Europe 1/CNews, que « *le macronisme, probablement, trouvera une fin dans les mois qui viennent, avec la fin du deuxième quinquennat du président Macron* ». Des propos qui ont, là aussi, ulcétré le chef de l'Etat. « *La faiblesse de Matignon et de l'Elysée donne aux LR un sentiment d'impunité* », observe le député (divers centre) d'Eure-et-Loir Harold Huwart. *Ils testent les limites*. »

ON PRÉPARE LE TERRAIN POUR DEMAIN Avec l'élection de Bruno Retailleau à la tête de LR, les équilibres au sein de l'exécutif se trouvent modifiés. Sa victoire « *renforce Bruno Retailleau dans son rôle de vice-président ministre* » du gouvernement Bayrou, analyse Bernard Sananès, président de l'institut de sondages Elabe. Après avoir réussi à s'imposer dans l'équipe de Michel Barnier à l'automne 2024, le ministre de l'intérieur est devenu « *une pièce maîtresse dans le dispositif Bayrou* », abonde le député (Renaissance) de la Manche Stéphane Travert, issu de l'aile gauche de la Macronie.

Après des mois d'errements, « *Les Républicains ont retrouvé un chef qui a des convictions, une ligne politique. Ça change de ce qu'on a pu connaître par le passé, donc forcément ça leur donne des ailes* », constate la

députée (Renaissance) des Yvelines Marie Lebec. Un aspect sur lequel Bruno Retailleau entend prospérer. « *J'essaye, par des prises de position très claires, très tranchées, de gagner le combat d'idées*, a exposé l'ex-chef de file des sénateurs LR, sur la chaîne CNews, lundi 19 mai. *J'observe que sur l'immigration, le narcotrafic, et sur tant d'autres sujets, les lignes bougent. On prépare le terrain pour demain*. »

Matignon fait mine de ne pas s'inquiéter de la montée en puissance du Vendéen. Certes, le ministre de l'intérieur, qui n'exclut pas de concourir à la prochaine présidentielle, « *essaiera d'engranger le plus de victoires possible* ». Place Beauvau, admet un proche de François Bayrou. Mais dans les limites que lui opposeront le chef de l'Etat et celui du gouvernement. « *Si Macron ou Bayrou lui disent non, ce sera non* », croit-on Rue de Varenne, rappelant le recadrage de Bruno Retailleau par le premier sur l'Algérie, ou par le second sur le voile dans le sport.

« LA FAIBLESSE DE MATIGNON ET DE L'ÉLYSÉE DONNE AUX LR UN SENTIMENT D'IMPUNITÉ, ILS TESTENT LES LIMITES »

HAROLD HUWART
député (divers centre)
d'Eure-et-Loir

VISIBILITÉ ET CRÉDIBILITÉ

Mais « *la victoire de Bruno Retailleau modifiera probablement les choses sur la question migratoire* », souligne le président (Renaissance) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Florent Boudié. *Il est probable, par exemple, qu'il pousse pour trouver plus d'espace dans l'ordre du jour de l'Assemblée pour la proposition de loi sur le soutien juridique dans les centres de rétention*, qui entend restreindre les interventions des associations indépendantes auprès des migrants.

L'offensive du Vendéen contraint déjà les macronistes à la surenchère. Quelques heures après les déclarations tonitruantes de Bruno Retailleau sur la « *menace islamiste* », l'ancien premier ministre Gabriel Attal (janvier-septembre 2024) répliquait avec l'interdiction du voile pour les moins de 15 ans dans l'espace public, à l'efficacité contestée. « *Quand on édicte une règle, il faut être sûr de pouvoir la faire appliquer* », a cinglé Bruno Retailleau dans *Le Parisien*.

Dépeint comme un homme « *loyal* », le ministre de l'intérieur ne serait pas du style à « *faire des coups bas* », veut-on croire à Matignon, qui reste à l'écart de ces passes d'armes. Bruno Retailleau est d'autant plus « *confortable* » pour François Bayrou qu'il n'entend pas, contrairement à ce que prédisait Laurent Wauquiez durant la campagne LR, quitter le gouvernement, qui lui assure visibilité et crédibilité dans l'opinion.

« *Retailleau doit pouvoir afficher des résultats* », souligne-t-on dans l'entourage du premier ministre. *S'il sort du gouvernement deux ans avant la présidentielle, ça fait pschitt.* » Ainsi la stabilité de François Bayrou est-elle pour l'instant assurée. « *Bayrou peut-il se passer de Retailleau? C'est compliqué pour lui* », estime le député (LR) de la Loire Antoine Vermorel-Marques, qui souligne l'impopularité du chef du gouvernement, la faiblesse de son assise parlementaire et l'échéance cruciale des municipales de mars 2026, où de « *nombreux élus MoDem sortants ont été élus grâce à des maires LR* ».

Mardi, lors de la réunion de groupe des députés LR, le ministre de l'intérieur a défendu sa stratégie et promis que son parti ne resterait pas jusqu'à « *perpétuité* » au sein du gouvernement. « *Il ne faut pas qu'on parte sur un coup politicien. Notre départ doit être évident pour les Français* », a-t-il lancé, conscient que ses sympathisants aspirent à la stabilité gouvernementale.

Poids lourd d'un gouvernement en sursis, Bruno Retailleau défend cependant une ligne en rupture avec celle du camp présidentiel. Aussi sa position sera-t-elle vite intenable, parle Harold Huwart. « *Il est pris dans un triangle d'incompatibilités*, juge l'élu, à la fois ministre d'un gouvernement macroniste, chef des Républicains et candidat potentiel à la présidentielle. Or il ne peut pas être en même temps un supplétif, un adversaire et le fossoyeur du macronisme. » Un dilemme shakespearien qui pourrait bien se résoudre par une sortie théâtrale. ■

MARIAMA DARAME
ET NATHALIE SEGAUNES

Frères musulmans : un rapport controversé

Le document présenté en conseil de défense est plus mesuré que les discours qui l'accompagnent

Controversé avant même d'avoir été publié, le rapport commandé, au printemps 2024, par Gérald Darmanin, alors ministre de l'intérieur, sur l'influence en France des Frères musulmans a été présenté, mercredi 21 mai, dans le cadre d'un conseil de défense et de sécurité nationale. Une réunion qui s'est tenue à l'Elysée à la mi-journée.

Alors que ce document devait être rendu public dans la foulée, sa publication a été remise à «*d'ici à la fin de la semaine*» dans une version moins expurgée que celle circulant aujourd'hui, selon les voeux d'Emmanuel Macron. Par ailleurs, signe de désaccords au plus haut niveau, le conseil de défense n'a accouché d'aucune annonce ni mesure. «*Compte tenu de l'importance du sujet et de la gravité des faits établis, le président de la République a demandé au gouvernement de formuler de nouvelles propositions qui seront examinées lors d'un prochain conseil de défense au début du mois de juin*», indique l'Elysée.

Le texte provisoire de 75 pages, que *Le Monde* a pu consulter, a été soigneusement nettoyé de la plupart des noms des personnes interviewées pour des raisons de sécurité, mais aussi pour ménager les services de renseignement étrangers qui y ont contribué. Même les noms des deux auteurs – un diplomate, ex-amiral en Algérie, en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis, en Libye et en Tunisie, et un préfet ayant exercé dans l'Aube et les Yvelines –, qui avaient pourtant été rendus publics par le ministère de l'intérieur au moment de la commande, ont été gommés à l'heure de la publication.

Ce rapport est largement inspiré par les Emirats arabes unis, qui mènent une guerre obsessionnelle contre la confrérie partout dans le monde. Il rejoint également les thèses controversées de la chercheuse Florence Bergeaud-Blackler, devenue la nouvelle coqueluche de la Place Beauvau à la suite de Bernard Rougier, qui a popularisé le «*séparatisme islamiste*», et de Gilles Kepel, avec son «*djihadisme d'atmosphère*».

Champ de ruines

Les deux auteurs ont mené des entretiens avec 45 universitaires français et étrangers, une dizaine de déplacements en France et quatre en Europe, des rencontres avec des responsables musulmans nationaux et locaux. Ils commencent leur rapport par un rappel historique et idéologique qui remonte à la fondation de la confrérie par Hassan Al-Banna (1906-1949) en 1928. Ils exposent sa vision intégraliste de l'islam, qui ne distingue pas vie privée et vie politique, son fonctionne-

ment pyramidal et son obsession pour la prédication à tous les niveaux de la société. Mais tout cela était valable jusqu'aux «printemps arabes», qui ont porté les Frères au pouvoir, ou du moins au gouvernement, notamment en Egypte, en Tunisie et au Maroc.

Après l'apogée de 2012 est venu le retour de bâton, la contre-révolution menée par le général Fahd Al-Sissi en Egypte, soutenu activement par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, déterminés à contrecarrer l'influence du Qatar sur la confrérie. Depuis, le panorama frériste est un champ de ruines : éradiqués en Egypte, dans l'opposition en Tunisie, chassés du pouvoir au Maroc, divisés en Libye et interdits en Jordanie, dépassés par les salafos-djihadistes en Syrie, les Frères sont en recul partout au Moyen-Orient. Sauf dans la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan, qui est aujourd'hui «l'épicentre moyen-oriental de la confrérie».

En Europe, l'implantation des Frères, notamment en Allemagne, en Autriche et en Suisse, remonte aux années 1950-1960. Ils y ont trouvé un terrain favorable dans les pays où le fait communautaire est accepté, voire encour-



Emmanuel Macron, lors de son discours sur la lutte contre le séparatisme, aux Mureaux (Yvelines), le 2 octobre 2020. LUDOVIC MARIN/AFP

LE TEXTE CHIFFRE À ENTRE 400 ET 1000 PERSONNES SEULEMENT LE NOMBRE DE FRÈRES MUSULMANS EN FRANCE

ragé, comme le Royaume-Uni et la Belgique, et où les religions sont reconnues par l'Etat et même financées par un impôt volontaire, comme en Allemagne. Mais jamais les Frères égyptiens n'ont réussi à affirmer leur contrôle hiérarchique sur les branches européennes de la confrérie malgré l'ambition, le talent oratoire et la lignée généalogique de l'islamologue Tariq Ramadan, petit-fils d'Hassan Al-Banna, qui s'est toujours défendu d'appartenir à la confrérie, sans convaincre.

Aujourd'hui, le rapport désigne le Conseil des musulmans européens (CEM) comme «la structure faîtière» de la confrérie en Europe. Mais son budget annuel de 300 000 euros dit les limites de

son action et de son influence. Selon le rapport, il cible principalement les institutions européennes, qu'il cherche à convaincre de sa centralité et de sa «modération» sur les questions islamiques – quitte à recourir au «double discours» – et de l'existence d'une «islamophobie d'Etat» dans nombre de pays, à commencer par la France en raison de sa conception de la laïcité.

Pas de menace imminente

En France, le rapport dénonce tout particulièrement l'association Musulmans de France, héritière de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), à laquelle sont affiliés 139 lieux de culte, soit 7% du total. Mais le rapport souligne qu'«un fidèle fréquentant une mosquée de la mouvance n'en est pas, loin s'en faut, membre». Par ailleurs, le rapport chiffre à entre 400 et 1 000 personnes seulement le nombre de Frères musulmans susceptibles d'être assermentés en bonne et due forme. Globalement, Musulmans de France est en perte de vitesse par rapport aux années 2000, lorsque l'UOIF organisait des rassemblements annuels de 100 000 personnes en un week-

end au Bourget (Seine-Saint-Denis). Par ailleurs, 21 établissements scolaires (sur 74) sont identifiés par le rapport comme liés à la mouvance frériste. Tout comme les deux établissements de formation à la prédication de l'Institut européen des sciences humaines.

Tout cela ne décrit pas une menace imminente ni massive d'autant que, avec l'expulsion de l'imam Hassan Iquioussen et du théologien Ahmed Jaballah, la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France – dont plusieurs membres français ont été placés en garde à vue puis relâchés la semaine dernière, comme l'a révélé *Politis*, dans le cadre d'une enquête pour reconstitution d'organisation dissoute –, les actions de l'Etat visant à entraver le lycée musulman Averroès, à Lille, et le groupe scolaire Al-Kindi, près de Lyon, ces dernières années, les principaux foyers du frériste en France ont déjà été visés par l'Etat.

Enfin, le rapport souligne, à son corps défendant, un échec patent et récurrent de la politique de l'Etat, à savoir «le manque persistant de structuration de l'organisation du culte musulman».

CHRISTOPHE AYAD
ET LOUISE COUVELAIRE

Plusieurs spécialistes dénoncent une instrumentalisation politique

Les Frères musulmans sont, selon la plupart des experts, un mouvement déclinant. La diffusion de l'islam radical utilise d'autres biais

Le rapport intitulé «Frères musulmans et islamisme politique en France», débattu lors d'un conseil de défense et de sécurité nationale, mercredi 21 mai, est présenté par l'Elysée comme le troisième volet de la lutte contre l'islam radical, lancée par le chef de l'Etat depuis sa première élection, en 2017.

Après le vote de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, en 2017, puis l'adoption, en 2021, de la loi confortant le respect des principes de la République (dite «loi contre le séparatisme»), le temps est à la lutte contre l'*«entrisme islamiste»* mené par les Frères musulmans. Ce mouvement, né en Egypte, en 1928, adopterait des tactiques de *«dissimulation»*, visant à *«conquerir les instances de pouvoir»* de la République *«par le bas»* – *«les associations et les municipalités»* –

pour mieux imposer à la France, de l'intérieur, les règles de vie édictées par la charia (loi islamique), expliquait-on à l'Elysée, la veille de la publication du document de 75 pages. Et d'ajouter : «Ce rapport vise à faire connaître la menace au grand public et aux élus locaux avec l'échéance des élections municipales de 2026 (...). Et à mieux l'identifier et à la documenter pour mieux l'entraver.»

Ton alarmiste

Le document alimente depuis quarante-huit heures un vif débat. Si, par exemple, l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler, chargée de recherche au CNRS, se félicite d'une «prise de conscience» salutaire, beaucoup d'autres spécialistes dénoncent un usage politique du rapport.

C'est une «mécanique médiatique implacable», estime ainsi

Franck Frégosi, directeur de recherche au CNRS, auditionné lors de l'élaboration de ce rapport et auteur de *Gouverner l'islam en France* (Seuil, 384 pages, 23 euros). Il souligne également la dimension «diplomatique» de ces travaux : «Il est bien plus facile de s'en prendre aux Frères musulmans et à la Turquie de [Recep Tayyip] Erdogan que de faire du tort à nos «amis» saoudiens et émiratis.» «Le ton général est alarmiste et, pourtant, dans le détail, à la lecture, on se demande un peu de quoi on s'alarme», commente-t-il.

Les auteurs ciblent un «mouvement de quelques centaines de personnes, qui existe certes, et sur lequel il faut maintenir une vigilance, mais un mouvement vieillissant, en phase d'essoufflement, qui n'a plus du tout la même force d'influence que dans les années 1980 et 1990», poursuit le chercheur.

La plupart des experts décrivent un mouvement en déclin, aussi bien à l'extérieur de nos frontières qu'à l'intérieur. «On lit la réalité d'aujourd'hui avec les lunettes d'hier», résume Haoues Seniguer, maître de conférences en science politique à Sciences Po Lyon, également auditionné. «On a tendance à confondre les Frères d'aujourd'hui avec ceux d'hier.»

Fantasme

Autre sujet de circonspection, les objectifs politiques prêtés aux Frères musulmans par le gouvernement : «Il n'y a jamais eu de plan précis et à long terme d'islamisation de la France», affirme Bernard Godard, ancien fonctionnaire des renseignements généraux et ancien chargé de mission au bureau central des cultes du ministère de l'intérieur (2002-2015). L'idée selon laquelle ils veulent convertir la

France à la charia relève du fantasme.» «On fait dire aux musulmans d'ici ce que d'autres ont dit ailleurs en d'autres temps», souligne M. Seniguer. Ce que veulent les Frères musulmans, c'est transmettre l'islam aux jeunes générations de musulmans, transmettre un conservatisme moral et ritualiste au sein des musulmans culturels.»

«Désigner ainsi les Frères musulmans comme l'ennemi intérieur à qui on fait tout porter, c'est de la folie», s'inquiète M. Godard. Cibler un acteur déclinant et se concentrer sur son volet organisationnel (mosquées, associations, etc.) sans se pencher sur les mouvements les plus radicaux, sous prétexte qu'ils n'ont pas d'ambitions politiques, «c'est passer à côté d'une grande partie de la réalité et des dangers du terrain», met en garde, lui aussi, Michaël Privot, islamologue belge, auditionné par les

auteurs du rapport. Aujourd'hui, l'essentiel de l'offre rigoriste et piétiste se trouve sur Internet, chez des influenceurs et prédateurs qui se moquent des frontières et des grandes organisations historiques pyramidales. Tout comme leurs followers. «On a affaire à une forme d'hyperindividualisation et d'autonomisation des nouvelles générations dans leur façon de vivre leur rapport à l'islam», explique M. Seniguer.

En insistant sur le côté légaliste des Frères musulmans et en brandissant le «risque de sabotage des principes républicains», comme le soulignait l'Elysée, la veille du conseil de défense, les pouvoirs publics tentent-ils de masquer leur impuissance à contrer le phénomène sur le terrain des idées? En tout cas, il porte le débat à l'écart du champ social. ■

C. A. ET L. CE

Le PCF veut reconquérir Champigny-sur-Marne

Aux municipales de 2026, les communistes espèrent récupérer leur bastion, mais peinent à s'entendre avec LFI

REPORTAGE

L' affaire se réglera «cash» aux municipales de mars 2026. Cet après-midi d'avril, la quinzaine d'habitants du quartier pavillonnaire Cœuilly, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), se sont rassemblés avenue Lucien-Barrault. Ils sont en colère, parlent tous en même temps. Ils se sentent «*trahis*» par la municipalité.

Un Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues doit s'installer ici. «*Ils se verront remettre un kit, et la première chose qu'ils feront, c'est trouver un endroit calme pour se faire une injection*», prédit Thierry Samper. Mais il y a trois écoles à 200 mètres d'ici, 1 000 gamins qui passent ici quatre fois par jour. Une seringue, ça ressemble à un stylo, ils vont en ramasser.» Les riverains appréhendent «des rives, de la délinquance, des nuisances»... Tous promettent de s'en souvenir. Et Rogerio Antunes de préciser : «En 2020, l'élection a été serrée. Et le quartier a beaucoup contribué à la victoire» du maire... Avertissement sans frais.

«Mixité sociale et culturelle»

En bonne voie pour être désigné candidat des communistes pour les municipales 2026, Julien Léger en profite pour dénoncer un «manque de démocratie et de concertation». Les Campinois, affirme-t-il, veulent «se débarrasser» de leur maire, Laurent Jeanne (Libres!), le mouvement de la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse). Le jeune homme rêve de reprendre cette ville, symbole pour le Parti communiste français (PCF) : c'est là que Georges Marchais (1920-1997), emblématique secrétaire général du PCF pendant vingt-deux ans, a vécu et est enterré.

Longtemps communiste, Champigny-sur-Marne a été ravie par la droite en 2020. Et, dans la foulée, le PCF a perdu le Val-de-Marne, son dernier département. Fort de bons résultats aux législatives de 2024, mais sans pouvoir être élu, M. Léger vise la ville. Il promet «une nouvelle façon de faire de la politique», refuse de mettre le PCF en avant et s'appuie sur «l'acquis de la période précédente», comme les deux gares du nouveau réseau de métro francilien. Charlotte Malek, militante communiste, vante «un cadre de vie, un accès à la culture, au sport, aux services publics facilité pour tous. Si la ville compte trois médaillées olympiques, c'est lié au communisme municipal». Mais l'héritage ne suffira pas. L'un des enjeux aujourd'hui, c'est la façon dont la ville se transforme.

Grâce au métro, le maire, Laurent Jeanne, espère en effet



Le monument aux morts de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), le 22 avril.



Julien Léger, probable candidat PCF aux élections municipales de 2026, et Charlotte Malek, militante communiste, le 22 avril, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). PHOTOS CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»



«Les communistes ont laissé la ville se dégrader», regrette une habitante

«faire venir des gens dans le centre-ville pour le commerce et le tourisme». A ce stade, la sociologie de Champigny «n'a pas tellement évolué», considère l'élu, qui évoque un taux de logement social passé de 42,5 % à 45 % et des prix immobiliers qui «ont un peu monté». Elle reste «une ville avec une grande mixité sociale et culturelle», et il veut qu'elle «garde son côté populaire».

Ses opposants pensent qu'il entend surtout attirer des habitants plus riches. Le projet phare est la rénovation du centre-ville. Non loin des bords de Marne, une médiathèque sorte de terre; des travaux sont engagés sur la place principale, laquelle portait encore le nom de Lénine jusqu'en 2024. Elle s'appelle dorénavant «place

du Marché». Dans l'esprit de Laurent Jeanne, c'est le symbole d'*«une nouvelle ère»*.

«C'est vrai qu'on avait besoin d'un centre-ville», reconnaît Dominique, qui habite la cité populaire du Bois-l'Abbé, située dans l'est de Champigny-sur-Marne. Il y en a un à La Varenne-Chennevières. C'est plaisant quand même...» Thomas Chanu, le primeur du centre-ville, y voit «un projet ambitieux pour améliorer l'esthétique en essayant de faire venir des classes [sociales] plus aisées, tout en restant une ville populaire». Croisée dans le centre, Claude est satisfaite, elle aussi. La retraitée, qui ne souhaite pas donner son nom, ne veut pas entendre parler d'un retour des communistes. «Ils ont laissé la ville se dégrader, souffle-t-elle. Tous les

commerces de bouche ont disparu. Là, ça a l'air de repartir.»

Pourtant, les communistes aussi avaient «un projet pour le centre», assure Julien Léger, et différent de celui de Laurent Jeanne. Car, dit-il, avec la rénovation en cours, «la question, c'est : Qui aura le droit d'y vivre?» Cette annonce immobilière proposant un appartement «d'exception» donnant sur la place n'est pas passée inaperçue : «825 000 euros, c'est inédit», s'inquiète le communiste. «Avec des prix pareils, la population va changer, forcément!», s'alarme Charlotte Malek. Je ne sais pas si mes enfants pourront se loger ici...»

Le logement social a été un thème de la campagne de 2020. «Je n'en fais plus», affirme Laurent Jeanne. Au Bois-l'Abbé, par

«En 2020, ce n'est pas [le maire actuel] qui a gagné, c'est la gauche qui a perdu»

MAHAMADOU COULIBALY
habitant de Champigny-sur-Marne

exemple, 300 appartements seront supprimés, «et les deux tiers reconstruits dans des villes environnantes carencées», expose-t-il. Son adversaire communiste rétorque qu'exiger «30 % de logements sociaux» par programme permet «la mixité sociale». «Tout le monde a bien compris que ce n'est pas à la population de Champigny-sur-Marne que le maire s'adresse», attaque Julien Léger, mais à ceux qu'il veut attirer.

Avec la rénovation de la cité du Bois-l'Abbé, M. Jeanne promet de «transformer totalement le quartier». Mahamadou Coulibaly, qui y habite, estime cependant que «la gentrification en cours entraîne un exode social». Autre riveraine, Dominique nuance : «Rénoyer le quartier, c'est une bonne chose. Les gens sont relégués, et très bien.» Le maire ? «Je trouve qu'il a l'air bien», ajoute-t-elle. Mais les communistes ont un terreau, ici. Les travaux, ça chamboule tout le monde.» En 2020, prévient Mahamadou Coulibaly, «les habitants estimaient qu'ils n'étaient plus écoutés par les communistes. Ils se sont abstenu, et cela a permis à Laurent Jeanne de passer. Ce n'est donc pas lui qui a gagné, c'est la gauche qui a perdu».

«Je compte les points»

En 2026, les choses seront différentes, pense-t-il. Mais pas question pour La France insoumise (LFI), à ce stade, d'aider les communistes à prendre leur revanche. Des discussions ont débuté à l'automne, «dans une ambiance cordiale», raconte Teresa Garcia, coanimatrice du groupe d'action locale. Mais sans accord, «car nos amis du PCF entendent mener la liste», dit-elle.

Or, les «insoumis», arrivés localement en tête à la présidentielle de 2022 et aux européennes de 2024, considèrent que cela leur revient. «LFI est la première force politique de gauche à Champigny», rappelle Teresa Garcia : les communistes ont fait 5,2 % aux élections européennes de 2024, contre 28,8 pour LFI, et «la gauche d'avant a été sévèrement battue en 2020».

De son bureau de l'hôtel de ville, Laurent Jeanne observe avec gourmandise. «Les communistes ont besoin d'une union avec LFI pour reprendre la ville. Aujourd'hui, ils font les marchés séparément. Je compte les points», s'amuse-t-il, évoquant «le niveau de satisfaction élevé des habitants». Les deux députés du bloc central le soutiennent «sans ambiguïté», affirme Sylvain Berrios (Horizons). Laurent Jeanne a fait bouger Champigny de façon extraordinaire. Et «rien ne serait pire que le retour des communistes», abonde Mathieu Lefèvre (Renaissance).

A toutes fins utiles, le maire de Champigny rappelle que des fonctionnaires de l'ancienne majorité ont été condamnés pour du vol de matériel. Mais pas des élus, rétorque Julien Léger. Laurent Jeanne souligne les contradictions des gauches. «La police municipale, on la garde?», interroge-t-il. Créeé en janvier 2024, elle compte «15 agents et 90 caméras», affirme le maire. Aujourd'hui, je rencontre des communistes qui me demandent d'installer des caméras dans leur rue». ■

BENOÎT FLOC'H

«La concurrence de La France insoumise est très nette dans les zones urbaines»

ROGER MARTELLI est historien, ancien membre du Parti communiste français (PCF) et spécialiste de l'histoire du communisme. Il explique pourquoi la double concurrence de La France insoumise (LFI) et du Rassemblement national (RN), en dehors de l'Ile-de-France, est un enjeu redoutable des élections municipales de mars 2026 pour le PCF.

Que reste-t-il du communisme municipal?

Il demeure probablement un attachement à une histoire. Mais l'originalité de ce qui a fait le communisme municipal – les équipements sportifs, culturels, les crèches, les colonies de vacances, etc. – s'est atténuée. Tout le monde fait à peu près la même chose aujourd'hui. Quant au nombre de communes, il est aujourd'hui quelque part entre 630 et 660. A la Libération, le PCF, très implanté dans les structures de la Résistance, contrôlait quelque 2 000 commu-

nes. En 1977, dans la foulée de l'union de la gauche, il en dirige près de 1 500, soit 8,5 millions d'habitants.

Dès sa création, en 1920, le PCF s'est implanté dans les territoires marqués par une tradition républicaine radicale, comme l'Allier ou le Puy-de-Dôme, mais aussi dans les périphéries populaires d'urbanisation des grandes villes. Et ce second champ d'expansion donne sa couleur au communisme municipal. C'est un type de gestion très marqué par l'attention à la demande sociale. Et, alors que les ouvriers occupent une place de plus en plus importante dans la société, les communes communistes offrent une dimension politique à cette expansion. C'est un lieu de sociabilité populaire, là où une population ouvrière peut s'exprimer et affirmer sa dignité d'accéder aux responsabilités politiques.

Les choses se sont ensuite érodées. Dans les années 1970-1980, le modèle

de développement urbain autour des grands ensembles entre en crise. La gestion des municipalités se tend financièrement. Par ailleurs, la population ouvrière reflue avec la désindustrialisation du pays.

Quels sont les enjeux des élections municipales de 2026 pour les communistes?

La dynamique unitaire de la gauche, apparue dans les années 1960, s'est installée localement : l'union est apparue comme la condition de la bonne gestion de la commune et, par ailleurs, comme le moyen d'éviter un basculement vers la droite. Dans ce cadre général, l'enjeu est double. Tout d'abord, le PCF tentera de conserver sa capacité à peser en étant présent au sein des conseils municipaux comme dans l'équipe de maire. Ensuite, bien sûr, maintenir le plus grand nombre de maires communistes.

Le danger le plus immédiat pour le PCF n'est-il pas La France insoumise?

Il y a toujours un décalage entre les voix nationales et locales. Il existe toutefois une influence des uns sur les autres. Lors des européennes de 2024, LFI a obtenu des résultats très élevés dans les communes dirigées par les communistes, dépassant parfois 50 % des suffrages. Cette concurrence de LFI, très nette dans les zones urbaines, notamment franciliennes, est à nuancer dans la mesure où LFI n'a pas réussi jusqu'à présent à traduire ses résultats nationaux en implantation locale.

Ailleurs qu'en Ile-de-France, la concurrence ne vient pas de LFI, mais du Rassemblement national. Là encore, rien ne dit que les scores nationaux du RN se traduiront localement. Mais c'est un signal d'alarme. Dans le Pas-de-Calais, en Bourgogne, en Normandie, les signaux sont au rouge pour le PCF. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. F.

Le démarchage téléphonique non consenti interdit

Une proposition de loi a été adoptée au Parlement, mercredi 21 mai, qui vise aussi à lutter contre diverses fraudes aux aides publiques

Oui, je sais que vous allez avoir envie de me raccrocher au nez, mais... » Ou encore : « Bonjour, c'est Elise Grignet. Nous avons une solution d'économie d'énergie qui pourrait vous intéresser. » C'en sera bientôt fini des messages horripilants de ce type, du moins en principe.

Après un parcours parlementaire accidenté, une proposition de loi pour interdire le démarchage téléphonique et lutter contre diverses fraudes aux aides publiques a été définitivement adoptée, mercredi 21 mai. Déjà validé par les députés le 14 mai, le texte, issu de la commission mixte paritaire, a été voté par les sénateurs sans aucune voix contre. Il devrait être promulgué sous peu, sans doute après un examen par le Conseil constitutionnel, les élus de La France insoumise ayant annoncé leur intention de déposer un recours.

C'est une loi deux-en-un qui s'apprête à entrer en vigueur. Elle est issue de la fusion tardive de deux propositions de loi portant sur des sujets assez distincts. L'une, portée par le député Thomas Cazenave (Renaissance, Gironde), visait à lutter contre certaines fraudes aux aides publiques. L'autre, initiative du sénateur Pierre-Jean Verzelin (Les Indépendants-République et territoires, Aisne), ciblait le démarchage téléphonique. Par souci d'efficacité, le Sénat a accepté d'intégrer son texte par amendement dans celui de l'Assemblée nationale, qui bénéficiait d'une procédure accélérée décidée par le gouvernement.

Si bien qu'en quelques mois, la proposition est passée de quatre articles à trente-cinq.

En 2024, les alertes auprès de l'Autorité de régulation des télécoms ont bondi de 39 %

Pour le grand public, la mesure la plus spectaculaire concerne le démarchage téléphonique, un phénomène en plein essor malgré les mesures déjà prises pour l'enclaver. En 2024, les alertes à ce sujet auprès de l'Autorité de régulation des télécoms ont bondi de 39 %.

Le nouveau texte interdit d'emblée cette pratique commerciale agressive en ce qui concerne la rénovation énergétique et l'adaptation des logements au handicap et à la vieillesse. Il s'agit notamment de lutter contre les fraudes concernant l'aide MaPrimeAdapt[®].

Plus largement, la loi interdit le démarchage téléphonique dans tous les secteurs à partir du 11 août 2026.

Il ne sera plus toléré que si l'appel porte sur un contrat en cours, ou si le consommateur a donné son « consentement » à être prospecté, et ce de façon « libre, spécifique, éclairée, univoque et révocable ».

Quatorze mois pour s'adapter

Sous la pression des entreprises, certains élus ont plaidé pour que les sociétés de livraison à domicile de produits surgelés puissent continuer à démarcher par téléphone. Une partie de la commission mixte paritaire a été consacrée à ce sujet périphérique, finalement écarté. « Une exemption catégorielle viendrait fragiliser le dispositif, le rendant illisible et extrêmement complexe à contrôler », a justifié le rapporteur du texte au Sénat, Olivier Rietmann (Les Républicains, Haute-Saône).

En outre, les entreprises auront tout de même quatorze mois pour s'adapter.

Pour le gouvernement, cependant, l'intérêt essentiel de cette nouvelle loi est ailleurs, dans l'action contre les fraudes aux aides

publiques. Au printemps 2024, quand il était encore ministre délégué aux comptes publics, Thomas Cazenave avait mesuré l'ampleur des multiples fraudes visant l'argent public, et jugé nécessaire de renforcer l'arsenal répressif. C'est la raison pour laquelle, redevenu député, il a rédigé cette proposition, avec le soutien de ses successeurs à Bercy.

« En 2024, 20 milliards d'euros de fraude ont été détectés, soit un doublement en cinq ans, a souligné devant les députés Amélie de Montchalain, la ministre des comptes publics. Il faut poursuivre dans cette voie et frapper les criminels là où ça fait mal : au portefeuille. »

Dans le viseur des pouvoirs publics figurent en particulier les fraudes aux certificats d'économies d'énergie, au dispositif MaPrimeRenov[®], pour lequel Tracfin a traité en 2023 pour 400 millions d'euros d'alertes, ou encore aux aides à l'apprentissage et au compte personnel de formation. Ces dispositifs d'incitation font l'objet d'un « détournement croissant » grâce à des montages « de plus en plus sophistiqués », selon Bercy.

Pour stopper les fraudes le plus tôt possible, la nouvelle loi permet aux administrations qui distribuent des aides d'en suspendre

le versement pour une durée de trois mois, renouvelable une fois, dès lors que des « indices sérieux » poussent à suspecter un « manquement délibéré » ou des « manœuvres frauduleuses ». De quoi éviter que des sociétés touchent les aides puis s'évanouissent dans la nature, espère-t-on à Bercy. La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes obtient par ailleurs davantage de pouvoirs d'enquête.

Sanctions alourdies

Le texte durcit aussi les sanctions prévues. Les personnes ayant perçu frauduleusement le revenu de solidarité active ne pourront plus bénéficier d'une remise ou d'un rééchelonnement. Les escroqueries en bande organisée aux finances publiques pourront être qualifiées de crime, passible de quinze ans d'emprisonnement et d'une amende de 1 million d'euros. « Jusqu'ici, voler son voisin en bande organisée était un crime, mais voler l'Etat un délit », relève Amélie de Montchalain, pour qui il était temps de corriger cette « anomalie ».

Au total, cette loi « permettra d'aller chercher entre 1 milliard et 2 milliards d'euros supplémentaires » par an, « en nous concentrant sur des dispositifs particulièrement attaqués comme MaPrimeRenov[®] », évalue le député macroniste de l'Essonne Paul Midy.

Pour la gauche, le texte, sans être décisif, « comporte des avancées substantielles » dans le « combat contre le Far West de la société de surconsommation », selon la formule de l'élue écologiste des Deux-Sèvres Delphine Batho. ■

DENIS COSNARD

De nouvelles règles pour réduire les écarts de rémunérations entre femmes et hommes

Le gouvernement a engagé une concertation pour se conformer à une directive européenne

Presque sept ans après la création de l'index d'égalité professionnelle, le gouvernement s'apprête à instaurer de nouvelles règles pour réduire les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes. Mercredi 21 mai, il a engagé une concertation avec les syndicats et le patronat sur la transposition dans le droit français d'une directive européenne relative à la transparence salariale. Les protagonistes sont sur leurs gardes : les organisations d'employeurs craignent que les changements à venir infligent des casse-tête supplémentaires aux entreprises, tandis que les confédérations représentant les travailleurs ne veulent pas d'un amoindrissement des normes en vigueur – bien au contraire.

Depuis la loi du 5 septembre 2018, les sociétés employant au moins 50 personnes mesurent les inégalités existantes entre les femmes et les hommes au niveau de la fiche de paye. L'exercice donne lieu à la communication, chaque année, d'un index, fondé sur quatre à cinq critères, selon les cas.

Ce mécanisme va être entièrement refondu, la France étant tenue de se conformer à une directive européenne du 10 mai 2023 qui dicte – aux Etats membres de l'Union – des modifications substantielles en la matière. Ainsi, les offres d'emploi devront mention-

Parmi ses motifs d'inquiétude ou de désaccord, il y a l'intention de l'exécutif de soumettre au nouveau régime les sociétés, dès lors qu'elles ont au moins 50 personnes dans leurs effectifs. Il s'agit d'une « contrainte tout à fait injustifiée », aux yeux de M. Mongon, puisque la directive a fixé le seuil à part de 100 salariés.

Pour le responsable du Medef, il est « d'autant plus regrettable » que les pouvoirs publics « surtransposent », c'est-à-dire aillent plus loin que le texte européen, qu'ils affichent un objectif « de simplification de la vie des entreprises, notamment des petites ». M. Mongon a aussi exhorté le gouvernement à ne pas se montrer plus exigeant que Bruxelles, s'agissant de la fréquence à laquelle les déclarations doivent être effectuées.

Les syndicats, de leur côté, réclament que la future législation s'applique bien sur le même périmètre qu'aujourd'hui, dans les sociétés d'au moins 50 salariés. « Il ne doit pas y avoir de rétropé-décalage par rapport à ce qui existe déjà », a prévenu, mercredi, Myriam Lebkiri en s'adressant à la presse. La secrétaire confédérale de la CGT a, par ailleurs, plaidé pour que certains critères de l'index français, qui ne sont pas inscrits dans la directive européenne, soient maintenus : par exemple, ceux sur les promo-

tions ou sur les augmentations de salaire, lors d'un retour de congé maternité.

« Nous gardons des points de vigilance », confie au *Monde* Lydie Nicol, secrétaire nationale de la CFDT, en évoquant notamment la problématique de la fonction publique : « Nous voulons une concertation en parallèle sur le sujet », avance-t-elle. La représentante de la centrale cégétiste aimerait aussi pouvoir aborder la question des moyens dévolus aux élus du personnel dans les entreprises pour veiller au respect des règles.

Béatrice Clicq, secrétaire confédérale de Force ouvrière, espère, quant à elle, que la réflexion qui s'ouvre débouchera sur un système de sanctions de nature à aiguillonner les employeurs. Pour le moment, « le patronat ne joue pas le jeu et essaie de profiter de la directive pour faire du moins-disant », déplore Christelle Toillon, de la CFE-CGC.

D'après les éléments transmis par le ministère du travail, la concertation devrait se dérouler en juin et en juillet. Ensuite, à la rentrée, le Conseil d'Etat serait saisi d'un projet de texte transposant la directive, le but étant qu'il soit adopté avant la fin de l'année. La France a jusqu'au 7 juin 2026 pour mettre à jour sa législation. ■

BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAIS

Métiers en tension : Retailleau a retardé la publication de la liste

Le document qui répertorie les professions en manque de main-d'œuvre par région est paru au « Journal officiel » jeudi

Il aura fallu attendre plus d'un an pour connaître la nouvelle liste des métiers en tension. L'arrêté qui l'actualise a été publié, jeudi 22 mai, au *Journal officiel*. Cette liste, qui répertorie les professions en manque de main-d'œuvre par région, servira de base aux préfets pour examiner les demandes de régularisation des travailleurs sans papiers.

Fruit d'une concertation entre les partenaires sociaux en début d'année, elle avait été présentée fin février, et sa publication devait avoir lieu début mars, comme l'avait annoncé la ministre du travail, Astrid Panosyan-Bouvet. Mais elle a été retardée pour des raisons politiques.

L'actualisation des métiers en tension était prévue par la loi relative à l'immigration, promulguée en janvier 2024. L'objectif du ministre de l'intérieur de l'époque, Gérald Darmanin, était de favoriser la régularisation des travailleurs sans papiers, face aux pénuries de main-d'œuvre que connaissent certains secteurs.

Mais la dissolution a ralenti le processus. Notamment parce que le successeur place Beauveau, Bruno Retailleau, tenant d'une ligne dure, a fait de la baisse des chiffres de l'immigration un de ses premiers objectifs. Il ne voulait ainsi pas que le sujet parasite sa campagne pour prendre la présidence du parti Les Républicains (LR). D'autant que c'est lui, lorsqu'il était à la tête du groupe LR au Sénat, qui a mené la bataille contre le titre de séjour pour les métiers en tension lors de l'examen du projet de loi.

« Une position dogmatique »

Il n'y a donc pas de hasard à voir l'arrêté publié quelques jours à peine après sa victoire, dimanche 18 mai, face à Laurent Wauquiez. Ce retard a exaspéré certaines fédérations, en particulier l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), alors que la saison estivale approche.

Du côté des partenaires sociaux, on regrette que le ministre de l'intérieur ait pesé de tout son poids pour que la liste, trop restrictive, n'ait qu'un impact limité. Car celle-ci n'a quasi pas évolué entre la fin du mois de février, lorsque sa version finale a été présentée au patronat et aux syndicats et, aujourd'hui, les remarques des uns et des autres n'ayant pas été prises en compte. L'UMIH verra probablement d'un mauvais œil l'absence de métiers comme celui

Ceux qui exercent des métiers en tension figurant sur la liste pourront demander une régularisation à titre personnel, sans l'accord de leur employeur. Mais, contrairement à ce qui était initialement prévu, la régularisation ne se fait pas de plein droit pour les sans papiers. Elle reste soumise à la décision des préfets. Nul doute qu'avec Bruno Retailleau, ils ne recevront pas de consignes pour réguler en masse. ■

TH. M.

CULTURES MONDE.

du lundi au vendredi
11H – 12H
Mélanie Chalandon
Julie Gacon



france culture
L'esprit d'ouver-
ture

En partenariat avec
Le Monde

BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAIS

Violences scolaires : une chaîne de défaillances

Les deux mois de travaux de la commission parlementaire ont fait émerger une série de failles systémiques

Des progrès à faire dans le recueil de la parole des élèves, une culture du signalement à renforcer, des interrogations sur l'indépendance et la transparence des inspections, un désintérêt des autorités vis-à-vis de l'enseignement privé... Au-delà des six heures d'audition du premier ministre, François Bayrou, qui ont tourné à l'affrontement politique, la commission parlementaire sur les violences à l'école a souligné, en deux mois et près de 140 personnes auditionnées, une série de dysfonctionnements qui nuisent à la prise en charge des violences commises par les personnels de l'éducation sur les élèves.

« L'Etat n'a pas été au rendez-vous. Il lui appartient aujourd'hui de l'être pleinement », a reconnu la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, mercredi 21 mai, lors de la toute dernière audition. Au-delà du cas emblématique de Notre-Dame-de-Bétharram, près de Pau, qui a déclenché les travaux des députés, il existe « des dizaines d'établissements » où « des collectifs de victimes se sont constitués », précise la ministre.

Si des progrès notables sont perçus par rapport aux pratiques prévalant jusque dans les années 2000, des différences de traitement sont apparues entre les académies ou entre les établissements scolaires – public et privé au premier chef – tout au long des auditions de syndicats, d'experts, de membres des administrations ou d'anciens ministres.

Culture du signalement

La parole des élèves s'est en partie libérée ces dernières années, selon les syndicats des différentes professions. Néanmoins, le manque d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales ou de psychologues de l'éducation nationale entrave le recueil de ces témoignages. « Si l'élève vient frapper à une porte et qu'on lui répond que l'infirmière n'est pas là et qu'il doit revenir le lendemain, pas sûr qu'il revienne », remarque Patrick Bedel, secrétaire général adjoint du syndicat des personnels de direction ID-FO.

La culture du signalement a progressé depuis la mise en place, en 2016, de l'application Faits établissements dans le seul enseignement public – Elisabeth Borne a annoncé son déploiement prochain dans le privé. Les procédures, comme l'article 40 du code de



La ministre de l'éducation, Elisabeth Borne, lors de son audition, à Paris, le 21 mai. STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

L'indépendance et la transparence des inspections ont été particulièrement questionnées

procédure pénale ou le dépôt d'une information préoccupante pour avertir du danger que court un mineur, sont connues des chefs d'établissement du public, moins de l'ensemble des personnels, pour qui la formation doit être renforcée. « Ce ne sont pas les procédures qui sont compliquées mais le fait d'être étayé dans son analyse par d'autres personnels », affirme Christelle Kauffmann, la secrétaire générale adjointe du SNPDEN-UNSA, qui fait état de l'isolement des chefs d'établissement face à ces situations.

Dans cette chaîne qui va du recueil de la parole au traitement

des signalements, la collaboration entre les différents services de l'Etat ou entre l'échelon local et l'échelon national est parfois défaillante. « Certains signalements se perdent entre les différentes administrations », affirmait le député (La France insoumise, Val-d'Oise) et corapporteur de la commission Paul Vannier lors du contrôle du dossier Riaumont, à Liévin (Pas-de-Calais), le 4 avril, à propos d'inspections datant de 2012 et de 2014. Si la loi du 14 avril 2016 a créé un cadre pour régir la transmission d'informations entre la justice et les administrations, l'éducation nationale « n'a pas connaissance de toutes les plaintes », reconnaît Mme Borne.

Parmi les difficultés rencontrées pour prévenir ces violences, l'indépendance et la transparence des inspections ont été particulièrement questionnées par la commission parlementaire. « Nous constatons régulièrement que des parties de nos rapports peuvent être supprimées, étudiés, édulcorés, affirme Eric Nicollet, secrétaire général du syndicat des inspec-

tors SUI-FSU, lors de son audition, le 16 mai. Il y a des relectures qui sont faites au niveau des recteurs et qui, dans la restitution finale du rapport, permettent une expression différente de celle qui avait été première. » La confidentialité des rapports, dont une minorité est rendue publique, tout comme l'impossibilité pour les inspecteurs, au niveau local ou national, de s'autosaisir, constituent des freins à leur action. Le déclenchement d'une inspection générale constitue une compétence exclusive du ministre de l'éducation.

Le privé, « un ailleurs »
Ces différents dysfonctionnements sont exacerbés dans l'enseignement privé sous contrat. L'autocensure des enseignants y est plus forte; le manque d'information et de formation des personnels plus important; la santé scolaire y est quasi inexistante, tout comme les contrôles.

Les signalements « font d'abord l'objet d'une gestion en interne, souvent motivée par la volonté d'éviter un scandale public et par

une forme de déni », certifiait Delphine Bouchoux, élue au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé, le 30 avril. Pour elle, ce « filtre hiérarchique » exercé par le chef d'établissement, qui possède davantage de pouvoir que dans le public, constitue un « obstacle majeur tant pour les contrôles que pour le traitement des violences ». « Signaler un problème n'est pas toujours bien perçu ni compris. Certains établissements fonctionnent selon un modèle très patriarchal, où remettre en cause la réputation de l'établissement ou de certaines personnes est mal vu », abonde Valérie Ginet, secrétaire générale de la FEP-CFDT.

L'insuffisance structurelle des contrôles des établissements privés est d'abord une question de culture institutionnelle, l'éducation nationale étant marquée par un « traumatisme », selon les mots de l'ancien ministre de l'éducation Pap Ndiaye (2022-2023) lors de son audition, le 15 mai, depuis les manifestations pour l'école « libre » de 1984, qui avaient provoqué la chute du gouvernement. « Dès que

l'on touche à cela, les risques sont colossaux. C'est un legs très ancien, qui a plus de quarante ans, mais que l'on ressent très fortement », a-t-il insisté. « La culture de l'éducation nationale est de regarder davantage l'enseignement public », abondait son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer (2017-2022), tandis que Nicole Belloubet, ministre durant sept mois en 2024, estimait que « l'enseignement privé était perçu comme un ailleurs ».

La question du « caractère propre » des établissements privés sous contrat, prévu par la loi Debré de 1959, réduit le champ des contrôles. Elisabeth Borne a assuré qu'un millier de contrôles d'établissements privés sont prévus cette année, contre moins de dix par an avant 2023, grâce au renforcement des corps d'inspection.

Pour les syndicats d'inspecteurs, le plan « Brisons le silence, agissons ensemble », annoncé par la ministre le 17 mars, ne peut pas changer la donne. Les questionnaires anonymes adressés aux internes et aux élèves en voyage scolaire, tout comme la création de 60 postes d'inspecteurs sur deux ans pour renforcer les contrôles de l'enseignement privé sous contrat, sont jugés insuffisants.

Dernier maillon de la chaîne, le défaut de suivi des signalements et des inspections, souligné par les acteurs. Un enseignant ne sait pas ce qu'il advient de son signalement à la justice. Un inspecteur n'a pas d'indication sur la mise en œuvre de ses recommandations. Dominique Marchand, directrice de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, l'a reconnu le 8 avril : « A ce jour, le décret régissant l'inspection générale ne prévoit pas de dispositif de suivi formalisé des missions, contrairement à d'autres corps d'inspection tels que l'inspection générale des affaires sociales. »

« Il y a une déresponsabilisation des acteurs sur le recueil de la parole, le suivi et le traitement des signalements de violences, et sur le retour fait aux lanceurs d'alerte », a jugé la députée (Renaissance, Nord) et corapportrice Violette Spillebout, lors d'une conférence de presse, le 10 avril. Charge désormais à elle et à Paul Vannier d'émettre des recommandations pour corriger ces défaillances : leur rapport est attendu fin juin. ■

SYLVIE LECHERBONNIER,
VIOLAINE MORIN
ET ÉLÉA POMMIERS

Le rôle de Caroline Pascal dans l'inspection à Stanislas en question

La numéro deux du ministère de l'éducation nationale est accusée d'avoir édulcoré, dans sa synthèse, les conclusions du rapport

La contestation est inédite. Après avoir reçu les courriers de deux anciennes inspectrices critiquant les conclusions tirées de l'enquête administrative de 2023 au sein du collège Stanislas, la commission d'enquête parlementaire sur les violences à l'école a entendu, mercredi 21 mai, les fonctionnaires ayant participé à la mission sur cet établissement privé catholique parisien. Une audition durant laquelle cinq inspecteurs, dont trois sont aujourd'hui retraités, ont exposé leurs dissensions et ont, pour certains, lourdement mis en cause l'utilisation politique de leur travail.

Durant plus de deux heures, ils ont fait le récit de la mission qu'ils ont menée à la demande de l'ancien ministre de l'éducation Pap Ndiaye à la suite de plusieurs articles révélant un climat homophobe et sexiste dans cet établissement, l'un des plus privilégiés de la capitale. Cette enquête a donné lieu à un rapport

remis en août 2023, dont les députés cherchent à comprendre depuis plusieurs semaines s'il n'a pas été « édulcoré ».

Devant la commission, certains inspecteurs ont fait état de « tensions » en raison de désaccords sur la conduite de l'enquête. Aucun n'a cependant renié le contenu du rapport, rendu public par *Mediapart* en janvier 2024, dont chacun s'est accordé à souligner la « sévérité » à l'issue du processus de rédaction « collégial ».

Les anciennes inspectrices, qui avaient préalablement écrit à la commission, Annie Dyckmans et Françoise Boutet-Waïs, ont, en revanche, réitéré sous serment leur désaccord avec la conclusion de la lettre de transmission du rapport au ministre de l'éducation. Cette lettre, rappelé la présidente de la commission, Fatima Keloua Hachî (Parti socialiste, Seine-Saint-Denis), est un « élément-clé », un « objectif politique », car, faisant office de synthèse du rapport, elle est « souvent ce qui est lu par un ministre ».

Or, le dernier paragraphe de cette synthèse affirme qu'« au terme de la mission, l'équipe ne confirme pas les faits d'homophobie, de sexisme et d'autoritarisme mis en avant par les articles de presse à partir de témoignages anciens, sauf éventuellement à remonter à une époque antérieure à celle de l'actuelle direction ».

Conclusion ajoutée

« C'est faux, le rapport dit tout le contraire ! », s'est emportée Mme Boutet-Waïs. « Nous avons enquêté au présent et non au passé, c'est très grave de dire que les faits remontent au passé », a abondé Mme Dyckmans, fustigeant une conclusion qui « discrédite l'inspection générale ». Les inspectrices n'ont pas rédigé cette lettre et n'ont pas, contrairement aux usages, été associées à son élaboration. Elle a été écrite par le « pilote » de la mission, Roger Vrand, et envoyée au ministre par la cheffe de l'inspection générale de l'époque, Caroline Pascal.

L'audition des inspecteurs a éclairé plus largement le contexte singulier de leur mission

Les inspectrices n'en ont relu que la version rédigée par M. Vrand. Or, cette version ne contenait pas le paragraphe litigieux figurant dans la lettre envoyée au ministre. Cette conclusion a été ajoutée par Caroline Pascal, numéro deux du ministère en qualité de directrice générale de l'enseignement scolaire, a révélé M. Vrand devant les députés. Les membres de la mission d'inspection ne l'ont jamais validé. « Je ne l'aurais jamais accepté », a certifié Mme Boutet-Waïs. La lettre de Mme Pascal a servi d'assise à Frédéric Gautier, ex-direc-

teur de Stanislas, pour défendre son établissement dans les médias en janvier 2024.

Auditionnée par la commission mercredi après-midi, la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, a annoncé son intention de demander, à l'avenir, à la « cheffe de l'inspection de faire un courrier de transmission sans commentaire ». Elle a toutefois nuancé le poids de ces lettres : « La seule chose qui a une valeur, c'est le rapport des inspecteurs généraux. »

L'audition des inspecteurs éclaire plus largement le contexte singulier de leur mission, « extrêmement rare » en ce qu'elle visait un établissement du secteur privé, lequel était jusqu'à présent très peu contrôlé par l'Etat. Les fonctionnaires ont ainsi plusieurs fois mentionné le poids de la notion juridique de « caractère propre » des établissements privés, sur lequel l'Etat n'a pas à intervenir, mais que la loi ne définit pas.

Une partie mettant en cause l'organisation du collège a ainsi

été retirée du rapport final car cela relevait du « caractère propre ». Pour la même raison, le signalement au procureur de la République des propos tenus par un catéchiste dans le cadre de la catéchèse ne figure pas dans le rapport, bien que les « dérives » et les « prises de position intolérables » de ce bénévole fassent l'objet d'un long développement. « On voulait que ce rapport ne puisse pas être contesté et qu'on ne nous attaque pas sur le fait qu'on était allé regarder la pastorale », a justifié Patrick Allal, « référent » de la mission, qui n'a pas participé à l'enquête, mais a relu le rapport.

« Je pense que la notion de caractère propre pose vraiment un certain nombre de problèmes, j'ai l'impression qu'il y a autant de lectures que de situations », a cependant observé Annie Dyckmans. Le sujet devrait occuper une partie des réflexions de la commission d'enquête, dont les préconisations sont attendues fin juin. ■

É.P.

L'ex-directeur de Saint-Jean-de-Passy nie toute agression sexuelle

Devant le tribunal de Nanterre, Daniel Chapellier a continué à affirmer être la victime d'un mensonge de l'ancien collégien qui l'accuse

La confrontation n'a pas eu lieu. Vincent (le prénom a été changé) vit désormais en Angleterre, prépare l'équivalent du bac et n'avait peut-être pas envie de croiser celui qu'il accuse de lui avoir imposé des attouchements lorsqu'il était élève en 4^e au collège Saint-Jean-de-Passy. Alors il n'était pas à l'audience, mercredi 21 mai, à Nanterre, pour le procès de Daniel Chapellier, l'ancien directeur de cet établissement catholique privé de l'Ouest parisien, jugé pour agression sexuelle sur mineur. Les débats ont été suspendus et s'achèveront le 6 juin.

C'est la mère du jeune homme -14 ans à l'époque - qui a porté sa parole à la barre. Tous les mercredis, Vincent regagnait le domicile familial de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) à 13 h 30 et mettait les pieds sous la table. Le mercredi 3 février 2021, ses parents l'ont vu débarquer avec un quart d'heure d'avance, monter directement prendre une douche, redescendre changé, et ne pas toucher à son assiette. «Tout l'après-midi, il était mélancolique, pensif, absent.» Le soir, il a poussé la porte de la chambre parentale et demandé : «Maman, qu'est-ce que tu me conseilles ? Si je parle, je gâche ma vie, si je ne parle pas, ça va être compliqué. Dans les deux cas, il aura gagné.»

«Il» : Daniel Chapellier, dans le bureau duquel il avait été convoqué le matin pour évoquer son comportement et ses notes. L'entretien, selon le jeune homme, avait dérivé vers sa vie privée et des questions gênantes sur la pornographie et la masturbation, jusqu'à ce que le directeur lui impose de toucher son sexe.

«Il s'est rapproché à cinq, dix centimètres et il m'a dit : "Touche, tou-

che, touche", témoigne Vincent dans une audition lue par la présidente. *J'ai touché du bout de l'index. Et puis il a mis sa main dans mon caleçon.* Ce jour-là, Vincent a noté la date du 3 février 2021 à l'entrée de sa chambre pour ne pas l'oublier, raconte sa mère. «Il l'a écrite au marqueur indélébile, donc la date est toujours là.»

«Une réponse époustouflante»

«Je n'ai pas touché à cet enfant.» Lunettes fines et cheveux ras, chemise boutonnée jusqu'à la pomme d'Adam, Daniel Chapellier a passé cinq heures à la barre sans décroiser les bras ni s'écartez de sa ligne de défense : «Aujourd'hui, je me considère victime de son mensonge.» Car, selon l'ancien directeur âgé de 75 ans, c'est Vincent qui, à sa question sur les vidéos «malsaines» qui pouvaient expliquer ses difficultés scolaires, aurait eu «une réponse époustouflante : "Ça me met en érection d'en parler."» L'élève aurait enchaîné, face au directeur décontenancé : «Mais vous, vous êtes en érection ?» «J'étais en train de ranger son dossier dans un placard, je lui dis : "File." Et là je me retourne, il a le pantalon ouvert, et il me dit : "J'aimerais que vous me suivez." Ça paraît énorme, mais ce n'est que la vérité.»

Aux yeux de la défense, l'élève de 14 ans, le plus turbulent de l'établissement, se savait sur le point d'être exclu, alors pour optimiser ses faibles chances d'être accepté ailleurs, il se serait emprisonné dans un gigantesque mensonge - en réalité, il ne devait pas être repris l'année suivante, mais rien ne dit qu'il aurait été exclu avant. Ses parents l'avaient scolarisé ailleurs dans la foulée de ses révélations.

La présidente comprend mal comment un enfant de 14 ans,

Une série d'éléments dressent le portrait d'un homme ayant un rapport complexe à la sexualité

menacé d'exclusion, en tête-à-tête dans le bureau d'un directeur réputé pour sa sévérité, aurait pu commettre un coup de folie pareil. Par ailleurs, pourquoi l'intransigeant Daniel Chapellier ne l'aurait-il pas expulsé sur-le-champ après ça ? «Je voulais en repasser avec lui avant», dit-il. Pourquoi n'a-t-il pas jugé utile d'en parler autour de lui ? «Je n'aurais jamais imaginé qu'il inverse les comportements et qu'il m'accuse d'agressions sexuelles.»

«Et pourquoi j'aurais fait ça subitement, à 71 ans, alors que je ne l'ai jamais fait en cinquante ans de carrière ?», demande à son tour le prévenu. Sur les milliers d'élèves qu'il a eus sous son autorité au sein de diverses institutions catholiques, Vincent a été le seul à évoquer des attouchements, même lorsque le nom de Daniel Chapellier s'est mis à circuler dans les médias.

L'audience est revenue sur une série d'éléments qui colorent le dossier et dressent le portrait d'un homme ayant un rapport complexe à la sexualité. Ce sont, par exemple, les recherches Internet de ce fervent opposant au mariage pour tous : de multiples fichiers et sites porno gay, dont il justifie la consultation par le besoin de s'informer - «C'est un problème que je ne connais pas bien,

l'homosexualité.» C'est aussi le soupçon d'avoir couvert des abus. La présidente a rappelé, effarée, que Daniel Chapellier avait tergiversé avant de licencier un membre de l'encadrement qui se rendait sur un site pédophile. «Il est en contact avec des jeunes gens, et il va sur des sites pédopornos. Et vous hésitez ?

- Je n'avais jamais eu un retour négatif d'un élève à son sujet.»

Ce sont, encore, ces entretiens en tête-à-tête qui dérivent toujours vers Internet et la pornographie. En tant que directeur, estime Daniel Chapellier, «j'étais chargé de l'intégralité de l'éducation des enfants». Ces entretiens visaient à «les mettre en garde».

Dans ce dossier sans témoin, on ne saura pas exactement ce qui s'est passé dans le bureau du directeur. La décision se fera sur la constance des protagonistes, la vraisemblance de leur récit et leur comportement autour des faits. Les troubles de Vincent, décrits par sa mère, et confirmés par les expertises, auront leur importance. «Juste après, il faisait des cauchemars, il ne pouvait plus dormir dans sa chambre, il a vu un psychologue. Pendant des années, il a pris trois douches par jour. Il était moins joyeux, proche de la phobie scolaire. Quand on est arrivé au tribunal en 2024 pour une confrontation avec Daniel Chapellier, il a été pris de panique à sa vue.»

«Je remercie tous les jours le Seigneur de lui avoir donné le courage de parler, a dit sa mère à l'audience. Je n'ose imaginer ce qui ce serait passé si on l'avait renvoyé au collège. Je n'ose imaginer à quel chantage sexuel il aurait été soumis pour pouvoir rester à Saint-Jean-de-Passy.» Sur sa chaise, Daniel Chapellier croise les bras. ■

HENRI SECKEL

et affaibli par d'autres pathologies. Le second souffre de la maladie de Parkinson et a été opéré du cœur. L'enjeu du délibéré sera donc celui de la peine à prononcer. Pour Didier Dubreucq, 70 ans, qui nie vigoureusement sa participation au braquage, l'avocate générale a fait sienne la conviction des enquêteurs : l'ancien voyou aux yeux bleus est bien, selon elle, l'homme cagoulé qui a accompagné Aomar Aït Khedache au premier étage de la suite occupée par la star américaine pour la séquestration et lui voler ses bijoux. Contre lui, pas de preuve, mais de multiples indices. Comme Aomar Aït Khedache, il est poursuivi pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un autre crime.

«Au nom du doute»

De leurs écoutes téléphoniques et de leurs filatures, les enquêteurs de la BRB ont tiré la conclusion que les deux hommes s'apprenaient à «monter» sur un nouveau coup. Dans cette enquête inachevée, l'avocate générale a puisé de quoi contrer, aux yeux de la cour et des jurés, l'image du vieux voyou retraité et assagi que leur a présentée Didier Dubreucq. En récidive d'un cancer du poumon, celui-ci n'a assisté ni au réquisitoire ni à la plaidoirie de ses

avocats, qui ont demandé son acquittement «au nom du doute».

Encore plus débattues pendant le délibéré seront les charges retenues contre Florus Heroui et Gary Madar. Les avocats du premier, Marie Cormanguer, Pierre Stasse et Benjamin Bohbot, se sont livrés à la démolition méthodique de l'échafaudage de l'accusation. Il ne reposera que sur *«l'intuition»* des enquêteurs, selon laquelle des «informations privilégiées» ont été livrées aux accusés pour leur donner le top départ du braquage. Or, ni la preuve de l'existence de ce renseignement ni celui de sa transmission ne figurent au dossier, a martelé M^e Bohbot. «La taupe, c'est dans l'ADN de la BRB, avait relevé avant lui M^e Stasse. Mais dans une affaire dont la victime principale est mondialement connue pour abolir toute frontière entre vie publique et vie privée, vous n'avez pas besoin de taupe !»

A Kim Kardashian, la défense de Florus Heroui a laissé le dernier mot en faveur de l'acquittement de son client. Depuis ce braquage, avait-elle dit lors devant la cour, «ma façon de poster sur les réseaux sociaux a changé. Je poste une fois que j'ai quitté les lieux. Je ne le fais plus en temps réel». Le verdict est attendu vendredi. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

Des familles de rapatriés d'Algérie saisissent la justice française

Trois actions ont été lancées contre l'Etat, en moins d'une semaine, pour une meilleure reconnaissance des préjudices subis

«Ces familles ont besoin de savoir où sont localisées les dépouilles [de leurs proches]»

ANTOINE ORY
avocat

«la loi n'instaure pas la différence de traitement qu'y décelaient les requérants entre les personnes anciennement de statut civil de droit de droit local, qui bénéficient toutes, ainsi que leurs familles, de cette réparation dès lors qu'elles ont été hébergées dans des conditions indignes.»

La décision du Conseil constitutionnel demeure «incomplète», réagit Raphaële Bouniol-Brochier, l'une des deux avocats de la famille, puisqu'elle refuse d'établir un lien entre la reconnaissance de la nation, qui contient une portée symbolique, et l'indemnisation. Elle pourrait tout de même ouvrir la voie à des demandes de réparation d'autres familles de militaires d'origine algérienne de l'armée française. Reste à déterminer le nombre. «Nous avons interrogé des historiens à ce sujet, or il apparaît difficile de donner un chiffre, confie Antoine Ory. Plusieurs milliers de personnes pourraient être concernées.»

Le champ d'application du dispositif d'indemnisation de la loi du 23 février 2022 est un sujet particulièrement inflammable : ses bases sont contestées, car le dispositif ne s'adresse qu'aux personnes passées par des structures reconnues par les autorités françaises, soit une population d'environ 50 000 individus.

«Cette loi est plus humiliante que réparatrice», dénonce Mohamed Djafour, président de Générations harkis, qui exige une extension du dispositif à toute la communauté des harkis et de leurs descendants et s'indigne du barème forfaitaire fixé par le législateur en 2022 : 2 000 euros pour un séjour de moins de trois mois dans la structure, 3 000 euros pour un séjour de trois mois à un an, et 1 000 euros par année supplémentaire.

L'Association justice information réparation pour les harkis (AJIR) s'attaque à un autre versant de ce chantier financier. Lundi, elle a déposé une requête devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret du 20 mars qui relevait, en réponse à une condamnation de la France par la Cour de justice de l'Union européenne, le barème d'indemnisation de 1 000 euros à 4 000 euros pour chaque année passée dans les camps de Bias (Lot-et-Garonne) et Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard).

«Le décret stipule que les conditions d'accueil et de séjour étaient indignes dans ces deux lieux, mais elles l'étaient tout autant dans les autres camps», s'emporte Mohamed Haddouche, coprésident d'AJIR, qui, à son arrivée à Rivesaltes à 9 ans, a été confronté comme d'autres au froid, au manque d'eau potable, à une existence coupée du monde. L'association enjoint au premier ministre et à son gouvernement d'aligner le nouveau barème à 4 000 euros pour chaque année de séjour dans toutes les structures recensées par la loi. ■

SIMON ROGER

Au procès des braqueurs de Kim Kardashian, des peines de six à dix ans requises

Les premières plaidoiries de la défense ont demandé l'acquittement de plusieurs accusés

Pour deux accusés du procès, Aomar Aït Khedache et Yunice Abbas, la culpabilité est acquise

cusés renvoyés pour complicité du braquage : sept ans contre Florus Heroui, 52 ans, gérant d'un bar parisien du Marais, et Gary Madar, 36 ans, serveur occasionnel et frère du chauffeur attitré de Kim Kardashian, qui auraient servi de «taupes» aux braqueurs. Six ans contre Christiane Glotin, 79 ans, ex-compagne de Aomar Aït Khedache, à laquelle l'accusation reproche d'avoir joué le rôle de «secrétaire criminelle» de l'équipe.

Pour deux d'entre eux, Aomar Aït Khedache et Yunice Abbas, la culpabilité est acquise : confrontés aux preuves de leur ADN, ils n'ont pas eu d'autre choix que d'avouer. Neuf ans après les faits, les deux accusés, très diminués, ont fait face à la cour et aux jurés. Le premier, présenté par l'accusation comme le «personnage central» de l'affaire, est sourd, muet

et affaibli par d'autres pathologies. Le second souffre de la maladie de Parkinson et a été opéré du cœur. L'enjeu du délibéré sera donc celui de la peine à prononcer.

Pour Didier Dubreucq, 70 ans, qui nie vigoureusement sa participation au braquage, l'avocate générale a fait sienne la conviction des enquêteurs : l'ancien voyou aux yeux bleus est bien, selon elle, l'homme cagoulé qui a accompagné Aomar Aït Khedache au premier étage de la suite occupée par la star américaine pour la séquestration et lui voler ses bijoux. Contre lui, pas de preuve, mais de multiples indices. Comme Aomar Aït Khedache, il est poursuivi pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un autre crime.

«Au nom du doute»

De leurs écoutes téléphoniques et de leurs filatures, les enquêteurs de la BRB ont tiré la conclusion que les deux hommes s'apprenaient à «monter» sur un nouveau coup. Dans cette enquête inachevée, l'avocate générale a puisé de quoi contrer, aux yeux de la cour et des jurés, l'image du vieux voyou retraité et assagi que leur a présentée Didier Dubreucq. En récidive d'un cancer du poumon, celui-ci n'a assisté ni au réquisitoire ni à la plaidoirie de ses

avocats, qui ont demandé son acquittement «au nom du doute».

Encore plus débattues pendant le délibéré seront les charges retenues contre Florus Heroui et Gary Madar. Les avocats du premier, Marie Cormanguer, Pierre Stasse et Benjamin Bohbot, se sont livrés à la démolition méthodique de l'échafaudage de l'accusation. Il ne reposera que sur *«l'intuition»* des enquêteurs, selon laquelle des «informations privilégiées» ont été livrées aux accusés pour leur donner le top départ du braquage. Or, ni la preuve de l'existence de ce renseignement ni celui de sa transmission ne figurent au dossier, a martelé M^e Bohbot. «La taupe, c'est dans l'ADN de la BRB, avait relevé avant lui M^e Stasse. Mais dans une affaire dont la victime principale est mondialement connue pour abolir toute frontière entre vie publique et vie privée, vous n'avez pas besoin de taupe !»

A Kim Kardashian, la défense de Florus Heroui a laissé le dernier mot en faveur de l'acquittement de son client. Depuis ce braquage, avait-elle dit lors devant la cour, «ma façon de poster sur les réseaux sociaux a changé. Je poste une fois que j'ai quitté les lieux. Je ne le fais plus en temps réel». Le verdict est attendu vendredi. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

« Halal ou pas, la mort d'une bête doit être donnée avec dignité »

Tareq Oubrou, imam de la grande mosquée de Bordeaux, réagit aux images de violences dans un abattoir halal, diffusées jeudi par L214

ENTRETIEN

L' imam de la grande mosquée de Bordeaux, Tareq Oubrou, prend position après la diffusion, jeudi 22 mai, d'images tournées à l'abattoir de Meaux (Seine-et-Marne) par l'association L214. Cet abattoir, certifié halal, bénéficie d'une dérogation pour pratiquer l'abattage sans étourdissement préalable, comme le prévoit la réglementation française. Selon les données du ministère de l'agriculture, au moins 14 % des bovins étaient abattus en 2020 sans étourdissement préalable, et 28 % des ovins et caprins.

Les images filmées par L214 en mars mettent en évidence une importante souffrance animale et des défaillances structurelles – des installations inadaptées, des problèmes d'immobilisation des animaux et des lacunes dans les contrôles –, déjà relevées par les autorités en 2016.

Les images de l'abattoir de Meaux diffusées par L214 sont particulièrement difficiles à regarder. L'association demande la fermeture de cette installation, mais interpelle plus largement les autorités religieuses. Quelle est votre réaction ?

Exécuter une bête est en soi un acte violent, même pour une raison légitime, comme se nourrir, et même quand les conditions sont parfaites. En Islam, on considère que l'animal est doté d'une âme, d'une sensibilité et d'une conscience, y compris de la mort. On n'a pas le droit de tuer un animal sans raison, celui qui le fait risque son salut le jour du jugement dernier. L'animal est un sujet de droit canonique et un sujet théologique grave. Le Coran est rempli d'an-

maux qui ont un langage : les fourmis, les abeilles, les vaches, les araignées... Le Coran considère que ces animaux sont organisés en communautés, comme les êtres humains.

L'exécution dans les abattoirs pose une question éthique. En Islam, on doit apaiser au maximum la souffrance de l'animal. Il faut le vider de son sang, à l'instar de ce que prévoit d'ailleurs la réglementation européenne en la matière, parce que le sang est [propice aux] germes et bactéries ; la bête ne doit pas être sacrifiée par un idolâtre [en référence au contexte préislamique où les polythéistes invoquaient des divinités lors de l'exécution des animaux] ; et il faut que la technique employée entraîne sa mort le plus rapidement possible.

Les images montrées par L214 posent un problème éthique et un problème technique. L'abattoir filmé n'est pas à la hauteur du droit en la matière. On voit des animaux qui partent à droite à gauche, la machine qui ne fonctionne pas, etc. Chacun doit assumer sa part de responsabilité. Ce n'est pas normal qu'au XXI^e siècle, en France, il y ait des abattoirs de la sorte.

Quelle distinction faites-vous entre abattage rituel et abattage éthique ?

L'abattage rituel est une offre faite à Dieu pendant le pèlerinage ou pendant la fête du sacrifice, et qui n'est d'ailleurs pas un acte obligatoire – on peut vivre toute sa vie sans sacrifier une bête à Dieu. En revanche, le sacrifice pour la nourriture ne relève pas du culte, c'est un acte éthique, puisque nous sacrifions la bête pour nous, pas pour Dieu.

Selon la tradition islamique, quelle est la responsabilité

« En Islam, on considère que l'animal est doté d'une âme, d'une sensibilité et d'une conscience, y compris de la mort »

des humains vis-à-vis des animaux ?

Le Coran considère que nous partageons notre condition biologique et éthologique avec les animaux. Nous faisons partie du règne animal, sauf que notre conscience supérieure fait notre singularité. Mais détruire la nature, c'est détruire l'être humain. Les théologiens se sont intéressés à l'étude de l'animal parce que pour connaître Dieu, il faut connaître l'homme, et pour connaître l'animal. Nous avons le devoir, comme des grands frères, de protéger les animaux, sans lesquels nous n'aurions pas d'existence.

Les animaux d'élevage, dont la finalité est de nous nourrir, ont-ils un statut particulier ?

La même éthique s'impose : on ne peut pas domestiquer les animaux à n'importe quel prix. Les pratiques cruelles comme le gaspillage sont interdites. Le problème aujourd'hui, c'est la massification des pratiques d'élevage. Il faut diminuer la consommation de viande pour de multiples raisons : pour des raisons de santé, pour des raisons écologiques, pour des raisons « animalistes », pour des raisons économiques. Les logiques économiques poussent à transgresser

l'éthique élémentaire. C'est pour cela qu'il y a le jeûne. Pendant le mois de ramadan, on est censé faire triompher l'esprit sur l'instinct de consommation.

La consommation halal aujourd'hui est devenue un marqueur identitaire d'appartenance : je consomme halal, donc je suis musulman. C'est une logique capitaliste qui structure nos comportements. Le halal est devenu un label qui s'éloigne de la religion, c'est un marché. Or, selon moi, toute la viande de supermarché que l'on trouve en France peut être considérée comme halal au sens éthique et consommée par les musulmans, dans la mesure où ces animaux n'ont pas été sacrifiés pour une divinité. Mais, halal ou pas, la mort d'une bête doit être, dans tous les cas, donnée avec dignité.

Dans plusieurs pays, la pratique de l'étourdissement préalable a été intégrée dans les certifications halal. Quelle est votre position sur le sujet ?

Le problème, c'est que l'étourdissement en lui-même peut être violent, et parfois, il n'est pas efficace. Mais je suis pour accueillir favorablement toute technique qui va dans le sens d'un apaisement des souffrances.

Pensez-vous que le débat soit mûr, en France, pour avancer sur ce sujet ?

Rien n'est mûr, les débats politiques ne volent pas très haut. Les sujets sont traités par réaction et par visées électorales, en clivant la société. Dès qu'une échéance électorale approche, l'Islam devient un catalyseur de clivages, ce n'est pas normal. Il faut traiter de ces enjeux dans un esprit d'apaisement. ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR MATHILDE GÉRARD

Zéro artificialisation nette : deux propositions de loi opposées

Des députés de divers groupes privilégient une fiscalité favorable aux communes économes

L'initiative transpartisane est une « réponse » à l'offensive anti-ZAN du Sénat

de la moyenne de la décennie précédente.

Le texte des députés propose notamment que les communes puissent mutualiser leur garantie communale, qui leur accorde un hectare d'artificialisation jusqu'en 2031 depuis une première loi de simplification en 2023. Une manière de rendre plus cohérent l'aménagement du territoire dans des régions où certaines collectivités ont besoin de construire, alors que d'autres n'ont aucun projet en perspective.

La volonté de Sandrine Le Feur et de Constance de Pélichy, députée (LIOT) du Loiret était de travailler sur le volet fiscal. « Qui consomme paye, et qui préserve est soutenu », résume Mme de Pélichy. *Les sols sont des biens communs d'une immense valeur que notre fiscalité ne sait pas reconnaître.* »

Cette initiative transpartisane est une « réponse » à l'offensive anti-ZAN du Sénat. Le 18 mars, les sénateurs ont voté en faveur d'une proposition de loi « visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux » (Trace), qui prévoit de multiples exemptions au ZAN. Sur un troisième front, le projet de loi de simplification, toujours en lecture à l'Assemblée nationale, pourrait soustraire les projets industriels de la somme de l'artificialisation.

Dans les semaines à venir, Matignon va donc se retrouver face à un beau sac de noeuds sur ce sujet très épique. Car, contrairement à la proposition de loi Trace du Palais du Luxembourg, qui envisage d'abolir l'objectif intermédiaire de réduction de moitié de l'artificialisation en 2031, celle de l'Assemblée nationale encadre un peu plus la trajectoire.

Elle maintient la borne de 2031 et en ajoute une autre, en 2041. A cette date, la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers devrait être inférieure à la moitié de celle observée sur la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 1^{er} janvier 2031. Une façon de réaffirmer l'importance de cette mesure qui reste encore théorique, même si de nombreuses régions ont intégré le ZAN à leur schéma d'aménagement.

Selon le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, qui a publié un bilan lundi 13 mai, l'artificialisation ralentit trop faiblement. En 2023, la consommation foncière a ainsi été de 19 263 hectares, en baisse de 4,8 % par rapport à l'année 2022. Il s'agit de l'utilisation d'espaces la plus faible enregistrée depuis 2009. Mais, pour respecter le premier seuil de réduction de moitié en 2031, elle devrait tomber à 11 350 hectares, soit la moitié

de l'avenir de cette proposition de loi dépendra maintenant de la volonté de Matignon. Pour le moment, les services du premier ministre se contentent d'affirmer que « les deux initiatives » de l'Assemblée nationale et du Sénat « ont vocation à converger ». Un des terrains d'atterrissement pourrait être de repousser la borne intermédiaire de 2031 à 2034, comme l'a déjà évoqué le ministre de l'aménagement du territoire, François Rebsamen. ■

Plusieurs pays africains s'entendent pour tenter d'éradiquer la leishmaniose viscérale

Cette maladie tropicale longtemps négligée tue 20 000 à 30 000 personnes par an

GENÈVE (SUISSE) - envoyée spéciale

Un parasite qui migre dans le foie, la rate et la moelle osseuse et qui, en l'absence de traitement, aboutit presque toujours à la mort de son hôte. La leishmaniose viscérale est, après le paludisme, la deuxième maladie parasitaire la plus mortelle dans le monde, avec 20 000 à 30 000 morts chaque année, trois quarts d'entre eux se situant dans les pays d'Afrique de l'Est. Six pays de cette région – le Tchad, la Somalie, le Soudan, l'Ethiopie, Djibouti et le Soudan du Sud – ont signé un accord politique, mercredi 21 mai, lors de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève (Suisse), s'engageant à collaborer pour éliminer la maladie de la sous-région.

Les signataires espèrent atteindre, d'ici à 2030, une réduction de 90 % des nouveaux cas, un accès aux traitements dans les trente jours suivant l'apparition des symptômes pour la presque totalité des malades et une chute de la mortalité infantile due à cette maladie. Des objectifs très ambitieux qui devront notamment s'appuyer sur une amélioration de l'accès à un diagnostic précoce et à un traitement rapide, le renforcement de la surveillance, la lutte

contre les insectes vecteurs, la sensibilisation de la population et le soutien à la recherche.

Le succès du Bangladesh, qui, en 2023, est devenu le premier pays du monde à avoir éliminé la leishmaniose viscérale en tant que problème de santé publique, est un encouragement pour tous les pays où la maladie est endémique.

« Quand les efforts sont mis au bon endroit, il est possible de supprimer des maladies, et même plusieurs en même temps », a encouragé Ibrahim Socé Fall, directeur du programme sur les maladies tropicales négligées à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), citant l'exemple du Togo. En moins de quinze ans, ce pays est le premier à avoir réussi à éliminer quatre maladies (la maladie du ver de Guinée en 2011, la filariose lymphatique en 2017, la maladie du sommeil en 2020 et le trachome, une maladie oculaire, en 2022).

L'accord ne comprend aucun engagement financier mais repose sur l'échange d'informations. « La collaboration internationale est essentielle pour lutter contre cette maladie, car les frontières sont totalement poreuses dans cette zone du monde », souligne Fabiana Alves, directrice du pôle leishmaniose-mycétoame

pour l'organisation Drugs for Neglected Diseases Initiative. *Les nombreux mouvements de population obligent à des efforts de chaque côté des frontières.* »

Pour le ministre de la santé du Tchad, Abdelmadjid Abderahim, « la leishmaniose viscérale est la plus négligée des maladies négligées », puisqu'elle touche les populations les plus pauvres et les plus vulnérables : de 50 % à 70 % des cas concernent des enfants et des jeunes adultes. C'est d'autant plus vrai dans les zones de conflit, notamment au Soudan du Sud, où la guerre a contribué à une re-crudescence importante de l'épidémie, à la fois en 1983 et en 2013.

Pas de vaccin

Si les traitements existent, ils sont chers et souvent toxiques. L'actuel traitement de première intention en Afrique de l'Est consiste en la combinaison d'un antibiotique appelé paromomycine et de stibogluconate de sodium, un médicament à base d'antimoine. Cet élément chimique, notamment utilisé comme retardateur de flamme, est très毒. De plus, ces substances sont administrées par deux injections en dix-sept jours, ce qui représente un frein important au financement de la recherche. ■

obligées de se rendre dans des hôpitaux souvent lointains, pour un coût très important.

L'OMS doit bientôt mettre à jour ses recommandations et inclure un nouveau traitement, notamment utilisé en Inde : la paromomycine, cette fois combinée à la miltéfosine. Grâce à cette combinaison thérapeutique et à d'importants efforts dans la lutte contre les insectes vecteurs, l'Inde espère se débarrasser de la maladie.

Car la leishmaniose est transmise par de petits moucherons appelés phlébotomes, dont les femelles se nourrissent de sang, comme les moustiques. « Lutter contre ces moucherons permet de lutter en même temps contre les moustiques, et donc contre le paludisme », souligne Fabiana Alves.

Si les premières tentatives de création d'un vaccin remontent aux années 1940, il n'existe pour le moment aucun vaccin ni médicament préventif. Un seul candidat vaccin est parvenu au niveau pré-clinique, c'est-à-dire la recherche sur les animaux. Mais, comme pour toutes les maladies tropicales négligées, l'absence de débouchés commerciaux constitue un frein important au financement de la recherche. ■

DELPHINE ROUCAUTE

« Les sols sont des biens communs d'une immense valeur, que notre fiscalité ne sait pas reconnaître»

CONSTANCE DE PÉLICHY
députée LIOT

MATTHIEU GOAR



Lors du salon des semi-conducteurs Semicon China, à Shanghai, le 22 mars 2024.

REBECCA BAILEY/AFP

La course à l'IA au cœur de la guerre des puces

Les Etats-Unis ont durci les règles sur l'utilisation des semi-conducteurs chinois, provoquant l'ire de Pékin

PÉKIN - correspondant

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le ton monte de nouveau entre les deux premières puissances mondiales. A peine la trêve sur le front douanier décrétée, lundi 12 mai à Genève, entre les Etats-Unis et la Chine, que la bataille a repris de plus belle sur le secteur stratégique de la course à l'intelligence artificielle (IA). Dès le 13 mai, l'administration Trump a commencé à dessiner les contours de sa stratégie pour freiner le rattrapage chinois dans les puces électroniques, suscitant l'ire de la Chine.

Pour cause : selon une directive de la branche du département du commerce américain chargée du contrôle des exportations sensibles, le bureau de l'industrie et de la sécurité, «utiliser des puces Huawei Ascend où que ce soit dans le monde risque d'enfreindre les règles de contrôle d'exportations américaines». Washington explique que les dernières puces du fabricant chinois Huawei, les Ascend 910, ont été conçues ou

produites avec certains logiciels ou équipements qui sont d'origine américaine.

La mention «où que ce soit dans le monde» a depuis été supprimée du communiqué du département du commerce, mais le mal est fait. «La récente tentative de blocus complet sur les puces chinoises est un acte manifeste d'unilatéralisme et d'intimidation», a dénoncé le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, mardi 20 mai. La très relative atmosphère de dialogue entre la Chine et les Etats-Unis qui est ressortie de la trêve commerciale de quatre-vingt-dix jours décidée sur les rives du lac Léman est déjà entamée. Pour Pékin, Washington a «gravement porté atteinte au consensus» de Genève.

Et la Chine de prévenir que qui-conque se soumettra aux mesures américaines sera suspecté d'enfreindre la loi chinoise contre les sanctions étrangères. Résultat : toute entreprise dans le monde qui achète les récents modèles de puces Huawei sera dans le viseur des Etats-Unis, mais qui-conque se pliera aux injonctions

américaines risquera des poursuites pénales en Chine.

Pékin estime que le nouveau gouvernement américain va reprendre la politique de blocage des avancées chinoises dans les semi-conducteurs déjà portée par l'administration Biden (mais qui avait été engagée sous le premier mandat de Donald Trump). Un rapport de l'Institut chinois des relations internationales contemporaines, un institut qui relève directement du ministère de la sécurité d'Etat chargé du renseignement, considère que, «sous la période Trump 2.0, les contrôles d'exportation sur la Chine ne vont faire que se durcir, jamais se relâcher» et que, «en réalité, leur objectif d'endiguer la Chine est bien plus prononcé».

L'avènement de DeepSeek

L'avènement de l'intelligence artificielle a donné le sentiment aux Etats-Unis qu'ils disposaient, grâce à la puissance des puces Nvidia, d'un coup d'avance. Mais il a également renforcé leur crainte d'un rattrapage chinois au moment où cette technologie de rupture rebat les cartes, comme ce fut le cas, en leur temps, de l'électricité ou de l'informatique.

En 2020, à la fin de la première administration Trump, les Etats-Unis ont interdit à la seule entreprise au monde capable de graver les puces dernier cri, le taïwanais TSMC, un fournisseur d'Apple et de Nvidia, de travailler pour le groupe chinois Huawei. Puis, en octobre 2022, sous Joe Biden, ils ont contraint la société américaine Nvidia à brider les puces d'IA fournies à la Chine, en interdisant de livrer les modèles dernier cri. Ce qui n'a pas empêché Nvidia de vendre pour 9 milliards de dollars (7,95 milliards d'euros)

D'importants réseaux de contrebande font leur apparition pour procurer à la Chine les meilleures puces Nvidia

de puces bridées en Chine entre les mois d'octobre 2022 et octobre 2023. De quoi agacer Washington, qui constate alors qu'elles sont encore trop performantes et durcit ses mesures.

C'est donc avec des puces acquises auprès de Nvidia durant cette fenêtre, les H800, qu'un patron de fonds spéculatif basé à Hangzhou, Liang Wenfeng, dit avoir entraîné l'IA développée par la start-up qu'il avait lancée en parallèle, DeepSeek, dont les performances exceptionnelles dévoilées en janvier 2025 ont considérablement rasséréni la Chine. Washington a également interdit au groupe néerlandais ASML, la seule entreprise produisant la machine capable de graver les puces les plus performantes (celles qui sont vendues 350 millions d'euros pièce), d'en livrer à la Chine et d'y assurer la maintenance de ses produits.

L'avènement de DeepSeek a relancé le débat sur l'efficacité de la politique américaine d'entrave de son principal concurrent stratégique. Lors d'un salon des technologies à Taipei, mercredi 21 mai, le patron de Nvidia, Jensen Huang, a fait ce constat : «Je pense que, dans l'ensemble, le contrôle des exportations a été un échec.» Son argumentaire : «Les entreprises chi-

noises sont très très talentueuses et très déterminées, et le contrôle des exportations leur a donné l'état d'esprit, l'énergie et le soutien du gouvernement pour accélérer leur développement.»

Toutefois, dans une étude publiée en mars, un ancien directeur de la stratégie au Centre sur l'IA du département de la défense américain, Gregory Allen, devenu chercheur au Centre d'études stratégiques et internationales, soutient le contraire. D'une part, la détermination chinoise à arriver coûte que coûte à l'autonomie dans les semi-conducteurs pré-cède largement les politiques d'endiguement des Etats-Unis. Pour preuve, dès 2015, le plan Made in China 2025 fixait comme objectif national de savoir non seulement graver les semi-conducteurs au plus haut niveau de finesse, mais aussi assembler les meilleures machines, dites «de lithographie par rayonnement ultraviolet extrême».

Grande cause nationale

D'autre part, constate M. Allen, faute de pouvoir sous-traiter à Taiwan et acheter les machines néerlandaises, les meilleurs acteurs chinois que sont le géant Huawei et son principal exécutant dans la gravure des puces, Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC), basé à Shanghai, ne peuvent dépasser le niveau des puces de 7 nanomètres et progressent avec des niveaux de déchets importants.

C'est le niveau que proposait le taïwanais TSMC en 2019 pour Apple, alors qu'il ouvre en ce moment à Hsinchu, près de Taipei, une usine de puces 2 nanomètres pour la marque à la pomme.

La Chine cherche donc à sortir de cette ornière. Huawei, frustré

des difficultés de son sous-traitant SMIC, est en train de se lancer directement dans la production des puces. Le *Financial Times* révélait, samedi 3 mai, en se fondant notamment sur des images satellites, que Huawei est en train de créer sa propre ligne de gravure de micropuces en périphérie de Shenzhen, dans le sud-est de la Chine, où l'entreprise a son siège. Le quotidien britannique raconte comment les ingénieurs de SMIC et les experts du fabricant chinois de machines de lithographie, SMEE, sont mis à contribution. Chacun doit servir la grande cause nationale.

Aujourd'hui, d'importants réseaux de contrebande font leur apparition pour fournir à la Chine les fameuses puces Nvidia qui lui font défaut pour aller encore plus haut, les A100 et H100. Une stratégie consiste à installer les centres de données à l'étranger. Par exemple à Johor, en Malaisie. Devenue un lieu de choix pour les géants du cloud américain pour son faible coût des terrains et de l'énergie, la ville malaisienne accueille aussi des sociétés chinoises qui peuvent utiliser des puces non autorisées en Chine. Surtout, un trafic important a vu le jour en Asie du Sud-Est pour faire entrer en Chine des puces Nvidia.

Par ailleurs, Huawei lance de nouveaux systèmes qui nécessitent davantage de puces et consomment plus d'énergie, mais permettent à la Chine d'obtenir des résultats probants. C'est peut-être là le plus grand risque pour les Etats-Unis. Que sans être à la pointe de la technologie du fait des barrages américains, la Chine tisse sa toile dans l'IA en la rendant plus accessible à un niveau de qualité somme toute acceptable. ■

HAROLD THIBAULT

OpenAI rachète la start-up de l'ancien designer historique d'Apple, Jony Ive

Le directeur général d'OpenAI, Sam Altman, a annoncé sur X, mercredi 21 mai, son association avec Jony Ive, l'ancien designer historique d'Apple. La start-up d'intelligence artificielle (IA) rachète à cette occasion, pour 6,5 milliards de dollars (5,74 milliards d'euros), la jeune entreprise lancée par Jony Ive pour concevoir des appareils connectés, io. Ce dernier assurera une fonction de responsable du design chez OpenAI, pour les futurs matériels, mais aussi le logiciel, dont l'interface du robot conversationnel ChatGPT. Le Britannique Jony Ive, 58 ans, est un ancien collaborateur du fondateur d'Apple, Steve Jobs. Il est associé au lancement de plusieurs produits, dont l'iPhone, l'iPod, la tablette iPad ou la montre Apple Watch. Il a quitté Apple en 2019. L'accord annoncé mercredi symbolise la volonté de diversification de Sam Altman pour OpenAI.

Sans actions, les inégalités mondiales vont stagner

Améliorer l'éducation et la santé est le plus efficace pour réduire les écarts de revenus, selon une étude

Contrairement à l'idée reçue, les inégalités mondiales reculent depuis un quart de siècle. Depuis 2000, la part des revenus après impôts et redistribution des 1 % les plus riches de la planète s'est très légèrement tassée, passant de 17 % à un peu plus de 16 % ; celle des 50 % les plus pauvres est passée de 7 % à 10 %. Mais ces moyennes masquent deux tendances radicalement différentes. Les inégalités entre les pays se sont fortement réduites, essentiellement grâce au rattrapage économique de la Chine et de l'Inde. C'est l'aspect positif de la mondialisation. En revanche, les inégalités à l'intérieur des pays se sont fortement accrues, annulant en large partie les effets de la convergence économique mondiale.

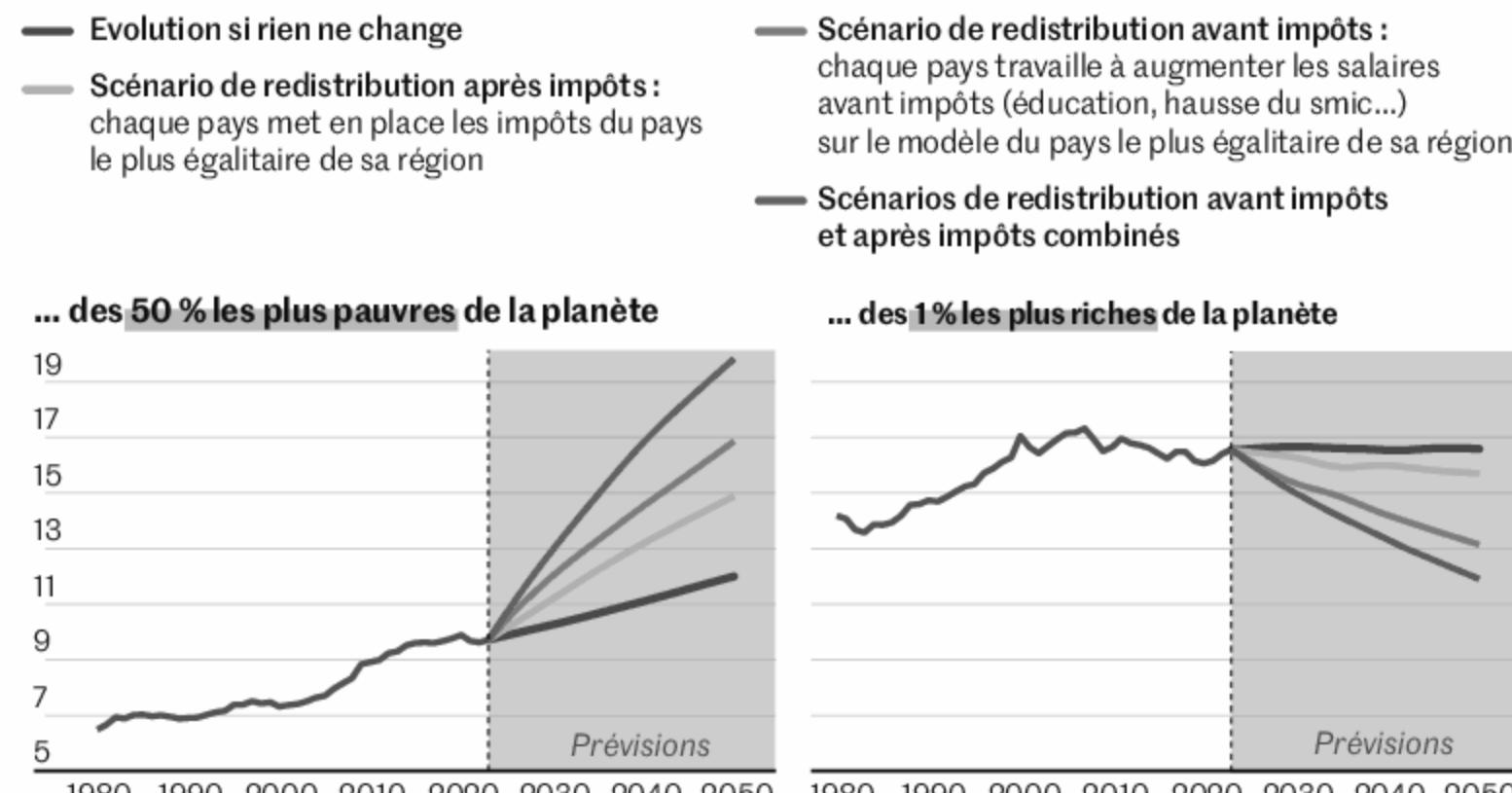
Partant de ce constat, quatre économistes du Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab, WIL), un centre de recherche rattaché à l'Ecole d'économie de Paris, ont tenté de se

projeter sur les 25 prochaines années. Si rien de nouveau n'est fait, quelles seront les inégalités en 2050 ? Leur principale conclusion est que « la convergence entre les pays, longtemps prônée comme la solution pour réduire les écarts de richesse dans le monde, aura très peu d'effet », explique Lucas Chancel, l'un des auteurs de l'article publié mercredi 21 mai et codirecteur du WIL. En clair, l'émergence des classes moyennes et aisées en Asie ne suffira pas à réduire significativement les inégalités mondiales.

Prendre le problème à la racine
Selon leurs calculs, dans ce scénario « business as usual », en 2050, les 50 % les plus pauvres de la planète toucheraient autour de 12 % des revenus après impôts et redistribution, en légère hausse par rapport aux 10 % actuels. Dans le même temps, les 1 % les plus riches resteraient autour de 17 %. La réduction des inégalités serait donc marginale. « En 2050, un individu dans le top 1 % gagnerait encore 70 fois plus que le revenu moyen d'un individu des 50 % les plus pauvres, contre 85 fois en 2023 », écrivent ainsi les auteurs.

Comment réduire ces écarts ? L'article teste deux hypothèses. La première consiste à augmenter les impôts redistributifs : chaque pays s'alignerait sur la taxation des pays les plus « progressistes » – c'est-à-dire où le taux d'imposition augmente le plus en fonction du revenu ou de la richesse du

Part des revenus après impôts, en %...



Source : World Inequality Lab, « Global Income Inequality by 2050 : Convergence, Redistribution, and Climate Change », 15 mai 2025

Enfin, à ces différents scénarios, les auteurs ont ajouté l'influence du changement climatique. De nombreuses études ont montré que les pays les plus pauvres, souvent plus proches de l'équateur ou des tropiques, seront plus touchés par les catastrophes naturelles à venir. Désertification, vagues de chaleur et autres inondations devraient avoir un impact négatif plus important sur leur croissance économique. Par ailleurs, d'autres travaux plus récents montrent que les plus pauvres à l'intérieur des pays seront aussi les plus touchés. Une maison en dur résiste mieux à une tempête qu'une habitation en terre, par exemple.

En combinant plusieurs études documentant ces phénomènes avec leur propre base de données, le WIL en tire deux scénarios. Tous les deux montrent que les inégalités seront accentuées par le réchauffement climatique. Mais les conclusions sont très différentes dans les deux cas.

Dans le premier, la part des revenus des 50 % les plus pauvres en 2050 passerait à 11 %, au lieu de 12 %. Dans le second, l'amplitude du réchauffement ne serait pas plus grande, mais ses effets sur les écarts de revenus seraient bien plus catastrophiques : la part des 50 % les plus pauvres s'effondrerait à 7 %. De quoi revenir au niveau des années 1980, avant l'émergence de la Chine et de l'Inde. « Cela annulerait potentiellement tous les effets de la convergence des revenus nationaux », note l'étude. Cette conclusion est néanmoins à prendre avec des pincettes, tant les deux scénarios sont divergents. « C'est la partie de l'article où les incertitudes sont les plus fortes », reconnaît Philipp Bothe.

ÉRIC ALBERT

La meilleure façon de s'attaquer aux inégalités ne serait pas de les corriger par les impôts et la redistribution

contribuable – de sa région. En Europe par exemple, les pays copieraient la moyenne du Danemark, de la France et du Royaume-Uni, qui ont les impôts les plus importants, avec 13,4 % des revenus redistribués.

En Amérique latine, ils s'aligneraient sur la moyenne du Chili, de la Colombie ainsi que du Salvador, à 7,3 %. En s'ajustant ainsi sur le « mieux-disant » de chaque région, plutôt que de la planète, les auteurs de l'article se veulent le plus réaliste possible : « On considère qu'il y a sans doute un seuil politique au-delà duquel il

est difficile d'aller », explique l'économiste Philipp Bothe, qui cosigne l'article.

La seconde hypothèse consiste à réduire les inégalités avant les impôts, en diminuant l'écart entre les salaires. Il s'agit cette fois-ci de prendre le problème à la racine, par exemple en augmentant le salaire minimum, ou en améliorant l'accès à l'éducation et à la santé. Dans ce scénario, chaque pays convergerait vers ceux de leur région qui ont le moins d'inégalités salariales. En Europe, par exemple, il s'agirait cette fois-ci de s'aligner sur la moyenne de l'Islande.

Ces deux scénarios convergent sur un point important : la façon la plus efficace de s'attaquer aux inégalités n'est pas de les corriger par les impôts et la redistribution, mais plutôt d'agir en amont. Selon les auteurs de

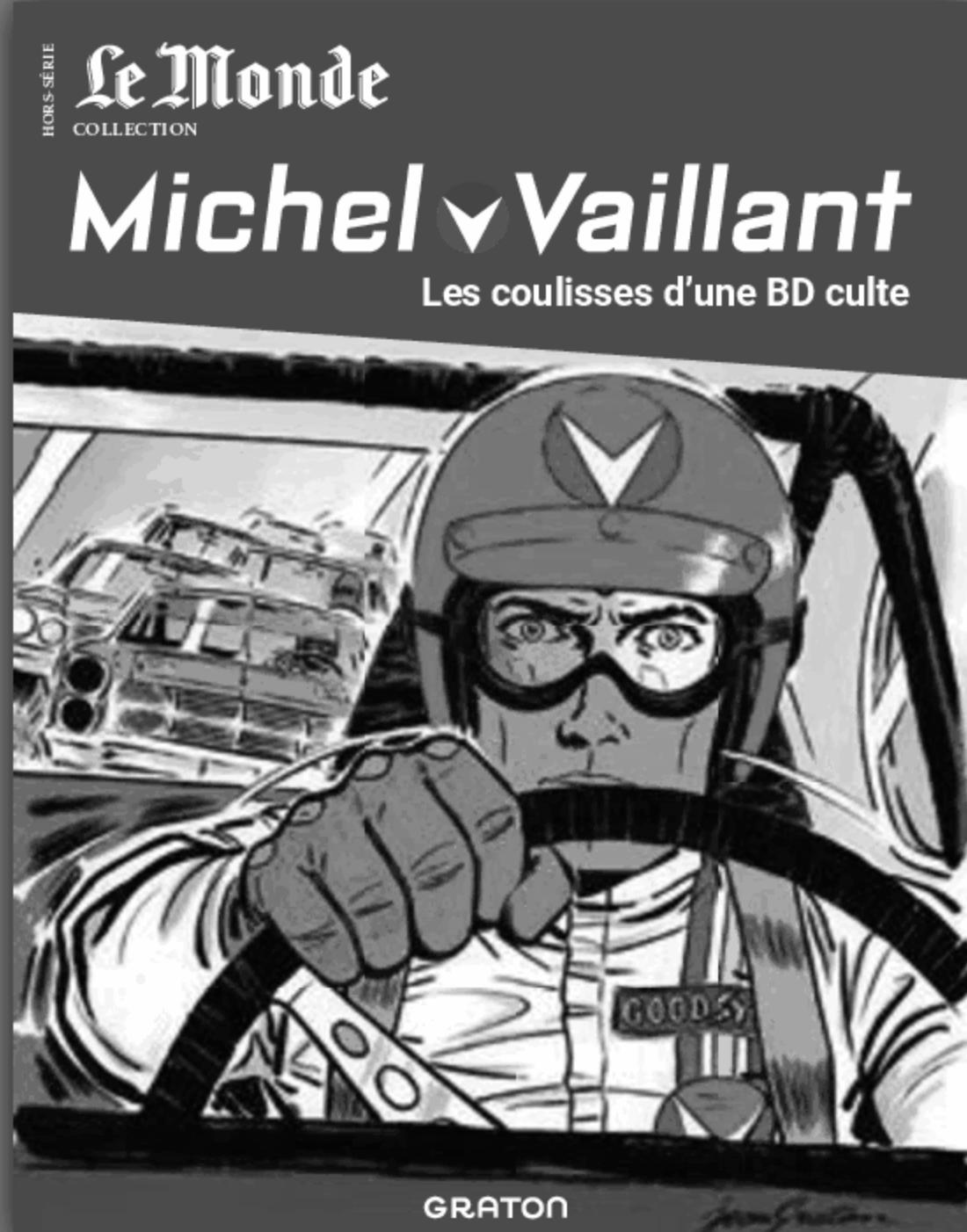
l'étude, le scénario « après impôts » augmenterait la part des revenus des 50 % les plus pauvres de 10 % à 15 % ; le scénario « avant impôts » les ferait passer de 10 % à 17 %. « Dit autrement, quand une société est extrêmement inégalitaire, comme l'Afrique du Sud par exemple, des impôts très élevés sur les plus aisés sont tout à fait souhaitables, mais aussi largement insuffisants pour réduire les inégalités à des niveaux observés en Suède », explique Lucas Chancel.

Rôle du changement climatique

Les auteurs suggèrent de combiner les deux politiques, en agissant à la fois sur les impôts et en amont. Dans ce cas, la part des revenus des 50 % les plus pauvres passerait à 19 % d'ici à 2050. Celle des 1 % les plus riches serait réduite de 17 % à 12 %.

UN HORS-SÉRIE

Le Monde



MICHEL VAILLANT, UNE BD À 100 À L'HEURE

Vivez le suspense des grandes compétitions automobiles et la saga familiale de ce champion mythique : victoires à rebondissements, confrontations et rivalités, histoires d'amour et de famille. Explorez les coulisses des aventures de ce pilote d'exception.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE · 11,99 € - 124 PAGES

Redressement judiciaire en vue pour Naf Naf, le troisième en cinq ans

Les représentants du personnel ont été informés lors d'un CSE, mercredi. L'enseigne de mode féminine compte près de 700 salariés

Les salariés de Naf Naf plongent à nouveau dans l'inconnu. La direction de l'enseigne de mode féminine a annoncé aux représentants du personnel de demander son placement en redressement judiciaire auprès du tribunal de commerce de Bobigny, a appris *Le Monde* auprès de sources syndicales. Réunis en comité social et économique (CSE) extraordinaire, le 21 mai, les représentants du personnel ont été informés « du scénario catastrophe qu'ils redoutaient » depuis la reprise de Naf Naf en juin 2024 par le fabricant turc Migiboy Tekstil. « Les salariés sont placés dans une situation d'incertitude extrême et voient leur emploi menacé », déplore la CFDT, par communiqué.

Fondée en 1973 par les frères Patrick et Gérard Pariente, l'enseigne de mode féminine emploie près de « de 700 salariés », lesquels sont majoritairement employés dans sa centaine de magasins, selon le syndicat. Interrogée par *Le Monde*, Murat Akdemir, représentant de la société Migiboy Tekstil, n'a pas souhaité s'exprimer.

Le fabricant turc avait repris l'enseigne Naf Naf et ses 99 magasins, à la barre du tribunal de commerce de Bobigny. Il succéda à un autre fournisseur turc, SY International, qui, en 2020, avait aussi repris l'enseigne à la suite de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. Dirigée par Selçuk Yilmaz, cette offre avait été préfé-

rée par les juges à celle du Groupe Beaumanoir. SY International permettait alors la sauvegarde de 944 de ses 1 170 emplois et le maintien de 200 de ses 235 magasins, dont 75 magasins affiliés. Mais le fabricant avait été contraint de déclarer l'entreprise en cessation de paiements début septembre 2023. La procédure avait débouché sur un redressement judiciaire et un plan de sauvegarde de l'emploi, après la fermeture de magasins. En août 2024, 88 postes avaient été supprimés.

Vents violents

A l'issue de la réunion du CSE, mercredi, les élus du personnel de Naf Naf ne cachent pas leur colère.

Ainsi, la CFDT a notamment dénoncé le « discours mensonger de l'entreprise » qui aurait fait le choix de « maquiller la vérité plutôt que de prendre ses responsabilités ». L'inquiétude est d'autant plus forte que, lors de la dernière procédure, « il y a seulement onze mois », seul Migiboy Tekstil s'était déclaré candidat pour reprendre l'entreprise, rappelle Lynda Manca, déléguée syndicale SUD. Cette fois, « le personnel craint la liquidation judiciaire », déplore cette responsable de magasin. « Car quelle sera la situation financière de Naf Naf dans quelques semaines ? Et qui paiera les salaires de mai ? », s'alarme-t-elle. Faute de marchandises livrées au cours du mois de mai, la chaîne peinera à obtenir des liquidités.

Naf Naf a été l'une des plus grandes enseignes de mode féminine des années 1990, avant le développement de H&M et de Zara en France. En 2007, ses fondateurs l'avaient cédé au groupe Vivarte pour un montant estimé à 200 millions d'euros, alors que son réseau de vente dénombrerait 474 points de vente. En 2018, étranglé par une dette colossale, le groupe qui détenait aussi La Halle, Kookai, André ou Minelli s'en était délesté auprès d'un consortium d'investisseurs chinois emmenés par un distributeur chinois, La Chapelle, pour un montant de l'ordre de 52 millions d'euros.

Depuis, le marché français de l'habillement est balayé par des vents violents. Fragilisés par la fermeture provisoire des magasins pendant les périodes de confinement en 2020 et 2021, les enseignes sont confrontées au repli des ventes d'habillement en France, à l'inflation qui grève le pouvoir d'achat des ménages français et à la concurrence redoutable des plateformes chinoises de type Temu et Shein. Cette crise a contribué à la liquidation de Camaïeu en 2022 et de San Marina en 2023. Elle menace désormais la marque Jennyfer, ses 220 magasins et ses 999 employés. L'enseigne a été placée en liquidation judiciaire le 30 avril. Le nom de ses repreneurs sera connu mercredi 28 mai, date de fermeture de ses magasins. ■

JULIETTE GARNIER

Désendettement d'Altice : Patrick Drahi passe en force

En entrant en procédure de sauvegarde accélérée, la maison mère de SFR tord le bras des créanciers pourachever sa restructuration financière

C'est une étape-clé pour le désendettement d'Altice France. Aujourd'hui en conciliation judiciaire, la maison mère de SFR, propriété de l'homme d'affaires franco-israélien Patrick Drahi, va entrer en procédure de sauvegarde accélérée auprès du tribunal des activités économiques de Paris. Le groupe se voit contraint d'utiliser cette possibilité pour restructurer sa dette de 24 milliards d'euros, en raison du refus d'une partie des créanciers de valider un accord à l'amiable conclu en février avec une majorité de prêteurs, alors que l'unanimité est requise.

Cet accord prévoit que les créanciers – comme les fonds d'investissement américains BlackRock, Pimco ou Fidelity – abandonnent 8,5 milliards d'euros de leurs créances, ramenant ainsi la dette d'Altice France à 15 milliards, en échange de 45 % du capital de la maison mère de SFR. Patrick Drahi doit, quant à lui, conserver une participation majoritaire de 55 %.

Dans un mail interne envoyé mercredi 21 mai, Arthur Dreyfuss, le PDG d'Altice France, fait état d'*«une procédure classique»* visant à *«entériner l'accord trouvé»* en février avec *«plus de 90 %»* des créanciers sur le désendettement de l'opérateur. Avec la sauvegarde accélérée, *«la finalisation de l'accord sur la dette entre dans la dernière ligne droite»*, écrit-il, en précisant que la procédure allait débuter *«dans les prochains jours»*.

Avocate spécialisée dans le domaine des restructurations d'entreprises, Carla Baeza considère

que «le recours à la sauvegarde accélérée est justifié». «La procédure est faite pour décanter un plan de restructuration bloqué par des créanciers récalcitrants», poursuit-elle, l'objectif étant bien, en fine, de leur *«imposer»* l'accord.

Le juge du tribunal des activités économiques de Paris va refaire voter l'accord trouvé en conciliation. Mais il ne nécessitera plus qu'*«une majorité des deux tiers»* des créanciers pour être adopté, précise Mme Baeza. Ce qui ne devrait pas poser problème si ces derniers ne dévient pas de leurs positions actuelles. M. Dreyfuss indique que la procédure devrait s'achever *«d'ici début octobre»*.

Des échanges

Cet accord se révèle essentiel pour M. Drahi, qui a fait de l'allègement du poids de la dette d'Altice France sa priorité. Le texte prévoit aussi un décalage et un étalement des remboursements. Si l'accord est validé, il n'aura pas un centime à payer avant 2028 – alors que l'échéancier précédent prévoyait un remboursement de près de 6 milliards d'euros en 2027. Les frais annuels de la dette, eux, doivent diminuer, passant de 1,5 à 1 milliard d'euros par an.

M. Drahi ne compte pas en rester là. Il compte ramener la dette à 13 milliards d'euros. Il réfléchit à la cession d'actifs *«non essentiels»*, indique l'opérateur. Comme l'a indiqué *«Le Monde»*, lundi 19 mai, Altice et Bouygues Telecom ont déjà mis en vente Infracos, une coentreprise à 50-50 qui gère 3 500 pylônes, toits-terrasses et autres points hauts de réseaux mobiles utilisés pour apporter la 4G et la

Ces manœuvres alimentent de nombreuses rumeurs sur une vente de SFR

5G dans les campagnes. Cette société pourrait valoir *«1 milliard d'euros»*, selon un analyste financier. Autre filiale d'Altice France, XpFibre, qui gère un vaste réseau de fibre dans les zones rurales, pourrait aussi être cédé.

Ces grandes manœuvres autour du désendettement d'Altice alimentent des rumeurs sur une vente de SFR. La possibilité d'une consolidation, synonyme de retour à trois opérateurs dans l'Hexagone, agite, en coulisses, ses rivaux Orange, Bouygues Telecom et Free. Depuis qu'il s'est entendu avec la majorité de ses créanciers, SFR est redevenu *«désirable»*, confie un dirigeant d'opérateur qui a requis l'anonymat. Malgré de sérieux déboires commerciaux, SFR demeure, du haut de ses plus de 19 millions de clients mobiles et de ses 6 millions d'abonnés Internet fixe, un séduisant numéro deux des télécoms derrière Orange. *«Il y a des échanges [entre les opérateurs], glisse un autre dirigeant du secteur, lui aussi sous couvert d'anonyme, mais nous ne sommes pas entrés en négociation.»*

A moins d'une vente par appartenements, tout rachat de SFR par Bouygues Telecom ou Free nécessiterait, du fait la taille de la filiale d'Altice, des discussions globales pour partager ses actifs, qu'il

s'agisse des fréquences, des clients, des boutiques ou de certaines infrastructures. En vertu des règles de concurrence, Orange apparaît trop gros pour *«être à la manœuvre»*, a indiqué Christel Heydemann, la directrice générale d'Orange, lors de l'assemblée générale des actionnaires, mercredi. *«Ça ne veut pas dire que ce n'est pas un dossier qu'on suit et sur lequel il n'y a pas des combinaisons possibles»*, a-t-elle ajouté.

Un partage des actifs peut virer au chemin de croix, au regard des relations depuis longtemps tendues, par exemple, entre Martin Bouygues et Xavier Niel, le propriétaire d'Iliad, la maison mère de Free (actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde). C'est cette logique de négociations à quatre qui a prévalu en 2016, lors de l'opération dite *«Jardiland»*. A l'époque, Orange et Bouygues Telecom avaient failli se marier, avant que l'opération ne capote.

L'autre difficulté, en cas de tentative de consolidation autour de SFR, sera de décrocher la bénédiction des autorités concurrentielles, à Paris ou à Bruxelles, selon l'acheteur. Ce qui n'est pas gagné. Celles-ci redoutent généralement qu'un retour à trois opérateurs ne débouche sur de fortes hausses des prix des abonnements. ■

PIERRE MANIÈRE

Droits de douane : Bernard Arnault inquiet pour la filière cognac

Auditionné au Sénat, le PDG de LVMH dit craindre une «catastrophe» pour la filière de l'eau-de-vie et du cognac en Charente-Maritime

J' suis un peu choqué. » Lors de son audition devant la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises, au Sénat, mercredi 21 mai, Bernard Arnault a tancé son rapporteur, Fabien Gay, élu communiste de Seine-Saint-Denis, et directeur de *L'Humanité*. Le matin même, le journal a *«trouvé opportun»*, a ironisé M. Arnault, de consacrer sa une à la suppression par LVMH de 1200 postes au sein de la division vins et spiritueux, annoncée le 30 avril. *«C'est le contraire»*, a assuré le PDG et fondateur du groupe, avant de préciser que ces mesures sont prises sans licenciements, en renonçant au remplacement de salariés sur le départ.

«Compte tenu de la conjoncture, nous ne pouvons conserver le même nombre d'emplois», a fait valoir le PDG du groupe qui emploie 9 400 personnes au sein de sa division vins et spiritueux. Connue pour le cognac Hennessy et le champagne Moët et Chandon, ce pôle a enregistré une baisse de chiffre d'affaires de 11 % en 2024, à 5,9 milliards d'euros. Les ventes ont continué de plonger au premier trimestre 2025 (-9 %).

Depuis 2022, la filière est confrontée à un essoufflement de ses ventes. Une tendance renforcée par la mise en place, en avril, des droits de douane américains de 10 % sur les importations euro-

pénnes. Ces barrières pourraient se durcir en cas d'échec des négociations entre Bruxelles et Washington. A cela s'ajoute le risque de nouvelles taxes à l'importation en Chine depuis l'ouverture par Pékin, début 2024, d'une enquête antidumping sur les eaux-de-vie à base de vin européennes, visant essentiellement le cognac.

«Il faut discuter, car le marché américain est le premier marché au monde», a expliqué Bernard Arnault, appelant Bruxelles à prendre exemple sur les *«Anglais qui ont très bien négocié»* [en référence à l'accord signé le 8 mai]. *«Il n'est pas sûr que, pour le moment, les négociations soient menées comme il faut (...) pour aboutir à des concessions réciproques»*, a-t-il dit.

«On sous-estime le problème» Celui qui a assisté à l'investiture de Donald Trump, en janvier, a assuré aux sénateurs *«intervenir»* pour favoriser l'aboutissement de négociations en faveur de l'Europe, «allié traditionnelle des Etats-Unis». *«J'espère arriver à convaincre, avec mes petits moyens et mes contacts»*, a-t-il fait valoir.

L'audition du PDG devait se dérouler début mai. Mais le dirigeant était en déplacement aux Etats-Unis. Le 6 mai, il a été reçu par le président américain, Donald Trump, pour, entre autres, évoquer les préparatifs de la Coupe du monde de football 2026. Son fils,

Alexandre Arnault, coprésident de la division vins et spiritueux de LVMH, était présent. Mardi 20 mai, ce dernier a été invité à la Maison Blanche pour la remise de médailles du Souvenir que Tiffany & Co, marque de LVMH, a fabriquées à la demande de M. Trump.

Au Sénat, M. Arnault a invité les sénateurs et les pouvoirs publics français «à prendre conscience» de la situation économique pour «obtenir un accord avec les Etats-Unis». Selon lui, *«on sous-estime le problème»*. Notamment en Charente-Maritime qui *«emploie 8 000 personnes»* dans la filière de l'eau-de-vie et du cognac. Quelque *«80 % des ventes sont réalisées aux Etats-Unis et en Chine»*, a-t-il rappelé. Si les tensions commerciales demeurent, *«il sera trop tard et on va être dans les plans sociaux, ça va être une catastrophe»*.

La commission aura permis à M. Arnault d'agiter le chiffon rouge, alors que, selon Bloomberg, le groupe fait le tour des analystes financiers spécialisés dans la couverture du titre LVMH. La direction du groupe les incite à la prudence dans leurs prévisions de résultats: son activité ne présenterait pas de signes d'amélioration au deuxième trimestre, après un recul de 3 % des ventes au premier trimestre, selon l'agence. Notamment à cause d'une consommation en berne en Chine. ■

JULIETTE GARNIER



PERTES & PROFITS | DEALROOM
PAR ISABELLE CHAPERON

Paris, palme européenne de la tech

En matière de rugby comme de tech, battre les Anglais reste la satisfaction suprême, même si cela suffit pas à remporter un tournoi. Divine surprise, mercredi 21 mai, dans le classement annuel établi par le spécialiste des données Dealroom sur les villes les plus propices au succès des entreprises innovantes, Paris a supplanté Londres. *«Pour la première fois, notre capitale dépasse Londres et s'impose comme le premier hub technologique en Europe»*, s'est réjouie, sur les réseaux sociaux, Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle (IA) et du numérique.

Dealroom note 288 métropoles dans le monde, en fonction de multiples critères: montant des levées de fonds, nombre de licornes (entreprises valorisées plus de un milliard de dollars, soit environ 880 millions d'euros), de brevets déposés ou encore profondeur du réservoir de talents. A ce compte, c'est évidemment la baie de San Francisco (Californie) qui l'emporte. New York et Boston (Massachusetts) arrivent ensuite. Paris se place quatrième et Londres sixième, Austin (Texas) s'intercalant entre les deux.

C'est le charme de ces classements, ils gomment certaines faiblesses criantes. La puissance financière de Paris reste deux fois inférieure à celle de la City: 35 milliards de dollars de levées de fonds, toutes tailles confondues, réalisées en 2024, contre

77 milliards de l'autre côté de la Manche, pour une valorisation totale des entreprises innovantes de 297 milliards de dollars contre 613 milliards. Mais, en nombre de brevets ou de fondateurs de start-up diplômés des universités locales, Paris passe devant. Et la dynamique y est plus forte: entre 2017 et 2024, les jeunes pousses créées dans la capitale ont vu leur valorisation multipliée par 5,3, contre 4,2 fois à Londres.

Lendemains qui déchantent

Le reflet des succès français dans l'IA, qui a capté 33 % des capitaux investis en 2024 dans l'innovation à travers le monde. Les pépites tricolores, Mistral AI, Ploside ou Pigment font resplendir la Ville Lumière, qui a su attirer les projecteurs de l'IA, entre le sommet de février, Choose France, en mai, et le salon Vivatech, en juin. De quoi oublier la gueule de bois monumetal - niveau troisième mi-temps - qui s'est abattue sur une bonne partie de la «start-up nation» chère à Emmanuel Macron.

Symbole de ces lendemains qui déchantent, la chute d'Ynsect, licorne spécialiste de l'alimentation à base d'insectes, placée en redressement judiciaire en mars. Beaucoup d'acteurs de la tech paient les excès des folles années de l'argent gratuit, quand une idée jetée sur un Power-Point valait 5 millions d'euros. Le retour sur terre est douloureux, mais nécessaire. ■

PROFITEZ D'UNE REMISE DE 20%
SUR L'ACHAT DE VOTRE TICKET AVEC LE CODE LMVT25

11-14
JUIN
2025

THE PLACE TO B2B*

+400 intervenants du monde entier. Des idées innovantes.
Les meilleurs insights** business du moment.
Ayez un temps d'avance à VivaTech.



FIDJI SIMO
PDG & PRÉSIDENTE
INSTACART



VANESSA WYCHE
ADMINISTRATRICE ASSOCIÉE
NASA



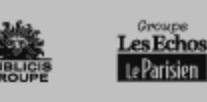
JOE TSAI
CO-FONDATEUR & PRÉSIDENT
ALIBABA

*Le lieu pour faire du business
**perspectives

RÉSERVEZ VOTRE TICKET
SUR VIVATECH.COM

PARIS
PORTE DE VERSAILLES

CO-ORGANISATEURS



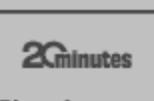
PARTENAIRES FONDATEURS



PARTENAIRES MÉDIAS



franceinfo



20 minutes

Bloomberg Media

Bloomberg Media



PT FINANCIAL
TIMES

iyi

MCD

France 24



PFM
BUSINESS

iyi

MCD

France 24



Une presse plieuse, depuis robotisée, au sein de l'entreprise Sofop-Taliaplast, à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), en 2015. GAEL KERBAOL/INRS

Le ton du récit a beau être celui, impassible, de l'habitué, la scène décrite n'en fait pas moins froid dans le dos. « Cela se passe dans un établissement qui fabrique des cartes électroniques, sur une machine qui coupe des gaines thermorétractables en plastique. L'opératrice, constatant des morceaux de gaine accumulés au niveau du couteau de découpe, engage sa main pour les récupérer. Et se retrouve amputée de la dernière phalange de trois doigts de la même main. Comment se fait-il que l'on puisse retirer la protection de la lame sans que cela arrête la machine ? », interroge Jean-Christophe Blaise, responsable de laboratoire à l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS). Pour plonger d'emblée cette journée technique sur les « risques professionnels liés aux machines » dans la réalité, l'expert égrène une série d'exemples glaçants devant 160 émissaires d'entreprises de tous secteurs, dont beaucoup chargés des questions de santé et de sécurité ; plus de 1000 sont connectés en ligne.

Un employé a été victime d'une double fracture du bras pour avoir tenté de lisser à la main les plis sur un tissu, son gant s'étant pris dans la machine. D'autres ont été retrouvés « le bras broyé enroulé autour d'un axe », « la main arrachée » ou « l'avant-bras brûlé au troisième degré » lors d'un aléa, d'une opération de nettoyage ou d'un processus de routine.

Alors que les derniers chiffres de l'Assurance-maladie estimaient que le risque dû aux machines n'était à l'origine que de 1 % des 55 000 accidents du travail en 2023, une étude plus fine de l'INRS révèle qu'ils sont liés à 10 % à 15 % des accidents ayant nécessité plus de quatre jours d'arrêt de travail chaque année, dont une trentaine mortels. Les machines provoquent aussi de nombreuses maladies professionnelles, notamment des troubles musculosquelettiques (42 000 cas en 2023). Or, elles sont présentes dans un nombre croissant de secteurs d'activité, l'industrie bien sûr, métallurgique, papetière, chimique, agroalimentaire, mais aussi dans le BTP, la logistique, l'aide et les soins à la personne.

CAMPAGNE D'INFORMATION

Pour sensibiliser les professionnels, l'INRS a lancé, en mars, une campagne d'information, entre autres sur un site Internet spécifique (Securite-machine.fr) et lors d'une journée technique à Paris, le 25 mars. « Zéro risque, ce n'est pas possible, mais zéro maîtrise des risques, ça n'est pas terrible », résume Jean-Christophe Blaise en aparté. L'objectif de la journée est de rappeler à tous « qu'il n'y a pas de fatalité, mais des choses à mettre en place, à la fois techniques, organisationnelles et humaines, pour améliorer la sécurité », insiste-t-il. Car, stipule le code du travail, c'est à l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs.

Voilà donc une série de spécialistes qui se succèdent devant une audience attentive pour rappeler mille et un points de vigilance, de quoi donner le tournis. A commencer par la réglementation,

PLEIN CADRE

Accidents du travail : le danger des machines

L'utilisation des outils mécanisés est à l'origine de 10 % à 15 % des accidents du travail en France ; estime l'Institut de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail, qui a mis en place une journée technique pour alerter les employeurs

« très riche et très complexe », concède Marianne Le Moing, ingénierie de prévention à la direction générale du travail, qui énonce un attendu de base : « L'employeur a l'obligation de vérifier que les machines qu'il met en service sont bien conformes. »

Dans la salle, certains le découvrent. « Recommandez-vous alors de contrôler systématiquement leur conformité même si elles sont marquées "CE" ? », interroge un représentant de Suez. « Oui ! », répond l'experte, suscitant une certaine stupeur. « C'est dingue ! C'est un coût supplémentaire qu'on fait reposer sur les industriels », s'indigne-t-il à la pause deux représentants d'un grand groupe agroalimentaire. « On a reçu récemment une machine pour une commande urgente, et elle est déjà en fonctionnement, personne n'a vérifié la conformité », s'inquiète le responsable CGT-Santé, sécurité et conditions de travail d'une entreprise de métallurgie en Côte-d'Or. Principalement équipée de machines des années 1960, son en-

treprise a connu plusieurs accidents mortels. « Et récemment, un salarié s'est écrasé le pied lors d'une manœuvre de montage, raconte-t-il. Il n'a eu qu'une fracture, mais la chaussure de sécurité, elle était plate ! »

Avec les machines, « il y a les usages prévus, prescrits. Et puis il y a le réel », alerte Jean-Christophe Blaise. Le réel, c'est ce bout d'adhésif qui maintient un clapet en attendant une réparation, cette protection neutralisée parce qu'elle gêne le débouvrage, ce frein retiré pour aller plus vite, ce retard pris le matin sur les objectifs de production. Les rapports d'accidents accessibles dans la base de données de l'INRS révèlent aussi les risques pris plus ou moins consciemment par les travailleurs pour trouver une solution à de petits aléas quotidiens. Ainsi, le compte rendu en ligne de l'accident qui a coûté trois phalanges à une opératrice précise que le geste de la salariée était en fait une « pratique courante » au sein de l'équipe.

PRESSION DU QUOTIDIEN

Un accident, « c'est toujours multifactoriel », insiste Jean-Christophe Blaise. Or, trop souvent, regrette-t-il, on impute la responsabilité à la victime : « On entend : "Il a fait une bêtise." Non ! C'est l'organisation qui l'a poussée à faire une bêtise : la machine dysfonctionne, on l'a pressé, il n'a pas été formé... L'opérateur, lui, voulait juste bien faire son travail, en prenant des risques parfois sans le savoir. »

« [Avec les machines], il y a les usages prévus, prescrits. Et puis il y a le réel »

JEAN-CHRISTOPHE BLAISE
expert à l'INRS

Les opérations de maintenance sont particulièrement accidentogènes. En sous-effectif chronique en raison de leur pénurie sur le marché, les agents de maintenance sont souvent surchargés de travail, enchaînant astreintes et heures supplémentaires. « La pression du quotidien face à l'enjeu de sécurité, c'est une équation difficile. Et même dans l'entreprise idéale, le mainteneur se met souvent lui-même la pression, car son métier, c'est de dépanner les autres. Les accidents où quelqu'un nous dit que la victime "a fait ça pour rendre service", malheureusement, on en voit souvent », témoigne Jean-Pierre Avellaneda, du groupe Apave, qui accompagne les entreprises dans la maîtrise des risques.

Le manque de « maîtrise des énergies » est à l'origine d'accidents moins fréquents, mais « très graves », insiste-t-il, énumérant une liste « non exhaustive » : électricité, gaz, énergies pneumatique, hydraulique, mécanique, thermique, vapeur, produits chimiques... Il cite un « exemple vécu » : « Un mainteneur est en train de couper avec sa meuleuse des tuyaux d'alimentation en air comprimé d'une machine. Il a bien coupé l'air comprimé. Sauf que le tube juste à côté, qui n'a rien à voir, mais qui est exposé à une erreur de découpe, c'est du gaz ! »

Un des enjeux réside dans l'anticipation des risques. Elle commence par la parfaite connaissance du site : « Je peux avoir un champion du monde avec trente

Les opérations de maintenance sont très accidentogènes, car les agents travaillent en sous-effectif chronique

ans d'expérience en maintenance, s'il ne connaît pas l'usine, il ne sera pas bon », insiste Jean-Pierre Avellaneda. Il faut donc former et informer, étiqueter les vannes, catégoriser les plus dangereuses, afficher les procédures, pour créer des « réflexes de sécurité », afin que le moment venu chacun fasse le bon geste. « Si on n'a pas ces règles, on renvoie la responsabilité à l'homme ou la femme de terrain et on lui dit : "Débrouille-toi." »

Apparaît alors un enjeu-clé : « La sécurité, ça n'a pas de prix, mais ça coûte ! », relève-t-il. Si on peut trouver un chemin qui rapporte de l'argent en même temps qu'on gagne en sécurité, c'est mieux – en tout cas, les comités de direction nous écoutent plus ! » Rires dans la salle. Vérifier, réparer durablement, former les équipes, en finir avec ces petits arrangements avec la sécurité pour gagner du temps, tout cela va forcément ralentir la production et nuire à la rentabilité. Mais, ensuite, soutient Jean-Pierre Avellaneda, les analyses de

risques deviennent plus fiables, les actions techniques plus faciles, les gestes plus sûrs, les pannes et les arrêts intempestifs plus rares : « Si on veut intégrer la maîtrise des risques dans la performance, ça tient en deux mots : moyen terme. Il faut raisonner à trois à cinq ans. »

MARGES FAIBLES

C'est aussi le credo des responsables du projet de création d'un abattoir de 2 200 mètres carrés chez Celvia Dinde, dans le Morbihan, entreprise du groupe volailler LDC, qui ont été accompagnés dès la conception par la Caisse d'assurance-retraite et de la santé au travail Bretagne et deux autres organismes experts, l'un en ergonomie et l'autre en conformité. « Quel est le surcoût de l'organisme certificateur ? », demande un délégué de Suez. « 60 000 euros », répond Christophe Grim, le directeur du site. Mais, pour moi, ça n'a pas de prix, précise-t-il. Dans ma carrière, c'est la première fois que je vois un projet de cette envergure démarrer le premier jour 100 % conforme. »

« L'idéal serait de faire comme eux, mais on vient d'être rachetés, et les investissements sont bloqués », soupire le métallurgiste CGT. « Tout le monde ne peut pas se payer un expert », regrettent également les deux délégués du groupe agroalimentaire, où, insistent-ils, les marges sont faibles.

« Peut-être que l'intelligence artificielle pourrait nous aider sur la réglementation ? », s'interrogent-ils. « Cela pose aussi la question de la taille de l'entreprise, estime le directeur hygiène, sécurité, environnement d'un groupe d'aéronautique. Dans des sociétés cotées en Bourse, le nombre d'accidents fait partie du reporting. Mais mon beau-frère qui fait de la pose de fenêtres métalliques dans une PME [petites et moyennes entreprises], quand je lui parle du document unique d'évaluation des risques professionnels, il ne sait pas ce que c'est ! » « On ne croit pas aux recettes magiques, insiste Jean-Pierre Avellaneda. Il faut partir de là où vous êtes pour progresser en sécurité. Sans viser la Lune tout de suite : monter d'abord quelques étages. » ■

ALINE LECLERC

Le Monde

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

**carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr**

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Christine et Vladimir SERDECZNY, ses grands-parents, ont la joie d'annoncer la naissance de

Vassilissa,

le 26 mars 2025,

au foyer de

Lana et Anton.

Louis-Raphaël, Maxine, Ludmila et Anya ont une nouvelle cousine.

Décès

Wladimir Aisenstein-Averoff, son fils, Paul Averoff, son petit-fils, La famille et les proches, ont la douleur de faire part du décès de

Marilia AISENSTEIN-AVEROFF, psychanalyste, survenu le mercredi 14 mai 2025, à son domicile à Paris, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Un hommage lui sera rendu le vendredi 23 mai, à 15 h 30, en la salle de la Coupoles du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Son urne sera déposée aux côtés de son mari

Léo AISENSTEIN,

en Grèce, dans le cimetière familial, à Evia.

Mme Fabienne Braun, son épouse, Florian, Romain et Marie-Amandine (†), ses enfants, María Alejandra et Solenne, ses belles-filles, Margaux, Chloé, Héloïse et Olivia, ses petites-filles, ont l'immense tristesse de faire part du décès du

docteur Jean-Marie BRAUN, pneumologue, survenu le 16 mai 2025, dans le service de pneumologie de l'hôpital Saint-Joseph, à Paris.

Il retrouve ainsi, à l'âge de soixante-quinze ans, sa fille,

Marie-Amandine,

décédée le 9 janvier 2023.

Une messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 23 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, Paris 15^e, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claudine et Philippe Lefèvre, sa fille et son gendre, Philippe et Dominique Conso, son frère et sa belle-sœur, Christine et Francis Taltas, sa sœur et son beau-frère, Olivier et Martin Lefèvre, ses petits-fils, ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 18 mai 2025, de

Danièle CONSO, professeur honoraire de l'université de Franche-Comté.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

90, avenue des Chênes, 06800 Cagnes-sur-Mer. lefevrekyritsos@clubinternet.fr

Theo, Johann et Gaëtan Barbé, ses enfants Ainsi que toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 mai 2025, à l'âge de soixante-cinq ans, de

Dominique KEROUEDAN, médecin, universitaire, humanitaire, magistrat, membre de l'Académie nationale de médecine.

Son travail de terrain et ses recherches académiques, menés des années durant auprès des plus vulnérables à travers le monde, continuent d'inspirer et de faire avancer les consciences, bien au-delà de sa disparition.

Les membres du Comité de Parrainage du Fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité,

très affectés par l'annonce du décès soudain de leur collègue, la

docteure Dominique KEROUEDAN, médecin, universitaire, humanitaire, magistrat, membre de l'Académie nationale de médecine,

s'associent à l'immense douleur de sa famille.

Ils expriment aussi leur grande reconnaissance à Dominique pour sa participation toujours empreinte d'humanité, de générosité et d'une profonde humilité, à leurs travaux depuis 2018.

Un culte d'action de grâce aura lieu le samedi 24 mai 2025, à 11 heures, au Temple protestant du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris 6^e.

Thierry et Florence Lorey, Delphine, Alexandre et Estelle, son fils, sa belle-fille et ses petits-enfants,

Les familles Lorey et Catrice, Ses frères et sœurs, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Antoinette LOREY, née CATRICE, ancien directeur de recherche au CNRS,

survenue à Paris, le 17 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 mai, à 11 heures, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, 13, place Joffre, Paris 7^e, ouverture des portes à 10 h 45.

Une bénédiction sera donnée au cimetière d'Aspet (Haute-Garonne), suivie de l'inhumation, aux côtés de son mari

Marc LOREY

et de leur fils

Bertrand.

Thierry Lorey, 7 bis, rue Pierre-Curie, 33400 Talence.

Jean-Pierre, son mari, Sophie, Jean-François, Guillaume et Jérôme, ses enfants et leurs conjoints,

Alexis, Alizée, Alma, Amélie, Benjamin, Cara, Edith, Joseph, Julien, Juliette, Marion, Marion, Rose, ses petits-enfants et leurs conjoints, Anaïs, son arrière-petite-fille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Claudie MOUSCADET, née BRULEY,

survenue le 18 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 28 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris 9^e, suivie de l'inhumation, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons peuvent être faits au profit de l'association Les Blouses Roses.

Pierre Pinson, son époux, David et Myriam Pinson, ses enfants, Gabriel et Philippe, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Sarah Anne PINSON, née ASSIDON,

survenu le 19 mai 2025, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Elle sera inhumée le lundi 26 mai, au cimetière de Chevreuse (Yvelines).

David-Fitzgerald et Kenneth, Mahana et Nils, ses enfants, Irène Vigoni, Maria Ceballos Diez,

font part de la disparition de

Jack PRUD'HOMME,

le 13 mai 2025, à Tahiti, après une vie de voyages en quête de beauté et de liberté.

Son corps sera inhumé à Nuku Hiva, dans l'archipel des Marquises.

Paris. Limoges. Salon-la-Tour.

Mme Denise Risso, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques RISSE,

survenu le 4 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le samedi 10 mai, à Salon-la-Tour où il a été inhumé.

La famille remercie toutes les personnes qui se sont associées et s'associeront à sa peine.

PF Soulard-Brive et Malemort, Tél. : 05 55 24 23 14. www.pfsoulard.fr

Suzanne Sullivan, son épouse, Flore, Constance et Jérôme, ses enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre SULLIVAN, philosophe, écrivain, maître de conférences en psychologie, psychanalyste,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Un hommage lui sera rendu le lundi 26 mai 2025, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ceux qui l'ont connu et aimé garderont en mémoire sa pensée libre, son regard bienveillant, et la passion qu'il a su transmettre tout au long de sa vie.

Un don à la recherche sur la maladie de Lyme peut être fait en sa mémoire : https://aqml.ca/

Joëlle et Paul, sa fille et son gendre, Valentin, Laurine et Adèle, son petit-fils et sa famille, Francis, son cousin, Marion, Bertrand, Chloé, Ugo et Lou,

ont la tristesse de faire part du décès de

Lise WEILL, née VORMS, magistrate honoraire,

survenu le 10 mai 2025, à l'aube de ses quatre-vingt-dix-sept ans, paisiblement.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

Condoléances

La Société psychanalytique de Paris

a l'immense tristesse de faire part du décès de

Marilia AISENSTEIN-AVEROFF,

survenu ce 14 mai 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Philosophe de formation,

psychanalyste formateur de la SPP,

elle en fut la présidente entre 1995 et

1998. Très engagée dans des liens à

l'international, membre des Sociétés

psychanalytiques hellénique et

britannique, elle participa à la

recherche en psychosomatique et

écrivit de nombreux travaux, en

particulier dans ce domaine.

Anniversaire de décès

In memoriam.

Jean-Claude MARTIN

(25 mars 1929 - 26 mai 2018).

« Tu es parti, mais nous ne t'oublierons pas... ». Avait écrit Jean-Claude Martin pour le vendeur de journaux au kiosque de la place Maubert, Paris 5^e, décédé le 17 janvier 2016.

Toi non plus, Jean-Claude...

Conférences

Les conférences de la Grande Loge de France, le jeudi 5 juin 2025, à 19 h 30, Mme Corinne Pelluchon, philosophe,

« Partir en mer. Pour un existentialisme écologique ».

Hôtel de la GLDF, Grand Temple Pierre Brosolette, 8, rue Louis-Puteaux, Paris 17^e. Inscription gratuite : www.gldf.org

Le Monde

Abonnement

Quotidien + numérique

Pour une information hiérarchisée, approfondie et rigoureuse

637€ (prix de vente au numéro)

169€ pour 6 mois



En cadeau
Le porte-clé Le Monde



251EMQAD6MPCLEF

Bulletin d'abonnement

à compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9.

Je m'abonne à l'offre Quotidien + numérique du Monde pendant 6 mois pour 169€ au lieu de 637 € (prix de vente au numéro).

► 6 quotidiens et les suppléments thématiques

+ M le magazine du Monde

+ Tous les contenus du Monde sur le site et les applications

+ Les archives du Monde depuis 1944

+ L'application La Matinale du Monde

Je règle par :

O Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde

O Carte bancaire (paiement sécurisé)

LONDRES - correspondante

Le soleil est radieux et les sourires immenses. Mercredi 16 avril, devant la Cour suprême britannique, Susan Smith et Marion Calder, deux des fondatrices de l'association For Women Scotland, savourent leur victoire. Sous les flashes des photographes, elles trinquent, puis entonnent leur chant de ralliement, *For Women's Rights*, sur le fameux air écossais *Auld Lang Syne*. Clôturant cinq ans de bras de fer avec le gouvernement écossais, la plus haute instance juridique du Royaume-Uni vient de donner raison à ces militantes féministes « critiques du genre » (convaincues qu'il n'est pas une perception, mais une réalité biologique) en répondant de manière définitive à la question, en apparence basique : « Qu'est-ce qu'une femme ? »

L'Equality Act de 2010, la principale loi anti-discrimination du pays, ne précisait pas, jusqu'à présent, la définition d'une femme. Dans sa décision du 16 avril, qui a valeur de loi, la Cour suprême la restreint au « sexe biologique ». Elle rejette ainsi l'interprétation de la loi, jusqu'alors prévalente, selon laquelle les femmes trans disposent d'un certificat de reconnaissance de genre, officialisant leur changement de sexe, sont également des femmes et peuvent donc accéder à leurs espaces réservés – toilettes, vestiaires ou prisons. « C'est une victoire du bon sens », clament les fondatrices de For Women Scotland, entourées de pancartes violet et vert, les couleurs des suffragettes, ces militantes pour le droit de vote des femmes du début du XX^e siècle, dont la mémoire est toujours chérie dans le pays.

« I love it when a plan comes together » (« j'adore quand un plan se déroule comme prévu »), commente J. K. Rowling, sur le réseau X, cigarette à la bouche. La célèbre autrice des romans à succès Harry Potter a été l'un des grands soutiens de For Women Scotland, versant à l'association un don de 70 000 livres sterling (82 900 euros) en 2024 pour l'aider à financer ses frais de justice. « Il ne s'agit pas du triomphe d'un groupe social aux dépens d'un autre », précise Lord Hodge, le vice-président de la Cour suprême : les personnes trans resteront protégées (en tant que trans) des discriminations par l'Equality Act.

LA VIE VA ÊTRE IMPOSSIBLE

Pourtant, les associations défendant l'identité de genre (estimant qu'il ne se réduit pas à une réalité biologique) sont sous le choc. Vic Valentine, porte-parole de Scottish Trans, dénonce une décision « remettant en cause vingt ans d'interprétation de la loi concernant les hommes et les femmes transgenres disposant d'un certificat de reconnaissance de genre ». Le 19 avril, des milliers de personnes ont manifesté à Westminster, brandissant des pancartes « Transrights are human rights » (« les droits des trans sont des droits humains »). Des statues ont été taguées, dont celle de Millicent Fawcett, la plus célèbre des suffragettes.

Une nouvelle manifestation d'opposition est prévue, dimanche 25 mai, à Londres, en amont de la publication, en juin, d'un rapport de la Commission britannique pour l'égalité et les droits humains. Celle-ci doit établir les conséquences pratiques de la décision de la Cour suprême. Le Parlement régional écossais a déjà annoncé que les femmes trans ne pourront plus utiliser les toilettes des femmes. La Football Association a fait savoir qu'au 1^{er} juin elles ne pourront plus jouer dans les équipes féminines en Angleterre.

De son côté, Stonewall, le principal groupe de pression des communautés gay et lesbienne au Royaume-Uni, encourage les institutions à attendre le rapport. D'autres, comme l'organisation non gouvernementale Good Law Project ou l'ex-juge transgenre Victoria McCloud, veulent saisir la Cour européenne des droits de l'homme. « En tant que femme trans, avec des organes génitaux féminins, ayant fait mon coming out il y a des décennies, je vais devoir utiliser les toilettes et les vestiaires des hommes et être traitée comme un homme. La vie va être impossible pour des gens comme moi », a confié la magistrate à la chaîne Euronews.

« Les associations protrans, qui ont acquis une énorme influence, s'accrochent à leur pouvoir. Mais j'espère que nous assistons aux derniers jours de Rome », réagit la philosophe Kathleen Stock, 52 ans, dont le profil public a explosé quand, en 2021, elle a été poussée à la démission de son poste d'enseignante à l'université du Sussex, accusée par des élèves d'être transphobe.

En France, la question des droits des trans n'a pas envahi le débat politique, contrairement aux Etats-Unis, où elle constitue l'une des grandes lignes de fracture entre démocrates et républicains. Au Royaume-Uni, le débat oppose frontalement deux camps : d'un côté, des féministes défendant les droits durement acquis des femmes, qu'elles esti-



Susan Smith et Marion Calder, de l'association For Women Scotland, devant la Cour suprême britannique, à Londres, le 16 avril. MAJA SMIEJKOWSKA/REUTERS

La « guerre du genre » britannique

En donnant raison aux militantes féministes critiques de la notion de genre, la Cour suprême du Royaume-Uni a récemment relancé le débat sur les droits des trans. Leurs défenseurs manifesteront, dimanche, à Londres

ment menacés par les progrès de ceux des femmes trans, et, de l'autre, des activistes protrans, qui considèrent les premières comme réactionnaires et les qualifient parfois de « TERF » (pour Trans-Exclusionary Radical Feminist, « féministes radicales excluant les trans ») – un terme jugé offensant.

« Je suis plutôt de centre gauche, en faveur des impôts progressifs, des droits des gays et des lesbiennes », rappelle Susan Smith. La fondatrice de l'association For Women Scotland se souvient de sa surprise lorsqu'elle s'est engagée dans cette « guerre du genre », à la fin des années 2010 : « J'ai réalisé que le camp d'en face s'était approprié le progressisme et nous accusait d'être d'extrême droite. C'était horrible », raconte cette diplômée d'Oxford de 53 ans, installée à Edimbourg, qui a interrompu sa carrière dans la finance pour éléver ses enfants.

Le conflit commence à bas bruit, au début des années 2010, quand les premiers appels à réviser le Gender Recognition Act se font entendre. Cette loi, adoptée en 2004, permet à des trans d'obtenir un certificat de reconnaissance de genre après s'être soumis à une évaluation médicale. Après des années de lutte pour les droits des gays et des lesbiennes, l'association Stonewall se concentre sur ceux des trans et adopte une ligne intrasigante : le « no debate », le refus du débat sur l'identité de genre. En 2021, sur la BBC, sa présidente, Nancy Kelley, compare la critique du genre à de l'antisémitisme. Entre les deux camps, les injures remplacent les arguments.

A l'époque, l'influence de Stonewall est considérable. « L'association vend du conseil [sur l'égalité au travail] aux employeurs et a compté jusqu'à 25 % des principales institutions britanniques parmi ses clients : les forces de police, les hôpitaux, etc. », souligne Maya Forstater, 51 ans. En 2019, cette consultante perd son poste dans un institut de recherche

LA FOOTBALL ASSOCIATION A FAIT SAVOIR QU'AU 1^{ER} JUIN LES FEMMES TRANS NE POURRONT PLUS JOUER DANS LES ÉQUIPES FÉMININES EN ANGLETERRE

sur la pauvreté pour avoir retweeté des contenus critiques du genre. Elle devra attendre 2022 pour faire reconnaître par les juges le caractère discriminatoire de son licenciement. « J'étais dans une situation kafkaïenne », raconte celle qui est devenue l'une des militantes féministes les plus notoires du pays, discriminée, dit-elle, « pour avoir défendu une définition des femmes conçue pour les protéger des discriminations ».

« D'ICI À DIX ANS, ON N'EN PARLERÀ PLUS » En Ecosse, depuis 2017, le parti indépendantiste Scottish National Party (SNP), qui contrôle l'exécutif régional, est en campagne pour décrocher un deuxième référendum d'indépendance, après celui manqué de 2014. Jusqu'à sa démission, en février 2023, sa très habile cheffe de file, Nicola Sturgeon, était à la recherche de toute occasion pour se distinguer des conservateurs, les tories, au pouvoir à Londres. Elle défendait une nouvelle mouvance, écossaise, du Gender Recognition Act, supprimant le diagnostic médical préalable. « Nicola Sturgeon a voulu positionner le SNP à gauche. La reconnaissance de genre était un moyen pas cher d'y parvenir, il ne nécessitait pas de budget », analyse Susan Smith.

En 2018, avec Marion Calder, employée de l'hôpital public, et Trina Budge, agricultrice dans les Highlands, Susan Smith fonde For Women Scotland. Les trois femmes se sont rencontrées sur Mumsnet, un site de conseils aux parents considéré comme réactionnaire par les associations trans. « Nous n'avions pas d'argent, pas de relations, mais on nous a sous-estimées. Trina Budge est diplômée en mathématiques, elle a un esprit hyperanalytique, c'est elle qui a trouvé les failles légales [ayant permis à l'organisation de gagner sa croisade judiciaire] », raconte Susan Smith. Elles contestent la définition d'une femme

que le gouvernement écossais utilise dans un texte de loi visant à la parité dans les conseils d'administration. En 2022, elles sont déboutées en première instance. Elles perdent en appel en 2023, mais obtiennent que la Cour suprême se penche sur cette définition.

Le soutien de J. K. Rowling, installée près d'Edimbourg, donnera à leur combat une résonance considérable. L'écrivaine entre de plain-pied dans le « débat trans » en 2019, en publiant un message sur Twitter en soutien à Maya Forstater, qui vient de perdre son emploi. Depuis, l'autrice n'a cessé de se ranger du côté des « féministes », ce qui lui vaut d'être accusée de transphobie par une partie de ses fans. « Si le sexe n'est pas considéré comme une réalité, l'expérience vécue des femmes est effacée », tweete l'autrice en 2020. Elle crée Beira's Place, un centre de soutien aux femmes victimes de violences, exclusivement féminin, au cœur d'Edimbourg.

Dans les universités, les critiques du genre se taisent pour préserver leur carrière. Côté politique, si les conservateurs les soutiennent, les travaillistes sont divisés. En 2021, Keir Starmer, l'actuel premier ministre travailliste, alors leader de l'opposition, désavoue l'une de ses collègues, la députée Rosie Duffield, qui affirme que « seules les femmes ont un col de l'utérus ». Mais le vent tourne progressivement. La démission forcée de la philosophe Kathleen Stock, la même année, suscite un large soutien des médias. Les conservateurs dénoncent des atteintes à la liberté d'expression sur les campus.

La clinique Tavistock, seul hôpital public anglais à prendre en charge les mineurs atteints de dysphorie de genre, est critiquée pour ses pratiques. Des médecins lanceurs d'alerte y dénoncent la délivrance trop systématique de médicaments stoppant l'apparition des signes de la puberté. En mars 2024, un rapport supervisé par Hilary Cass, une pédiatre reconnue, recommande l'interdiction totale des bloqueurs de puberté pour les mineurs.

En Ecosse, les élus du SNP se déchirent sur les questions du genre. Nicola Sturgeon perd des soutiens internes, démissionne en février 2023 – officiellement pour raisons personnelles. Son projet de loi sur la réforme du Gender Recognition Act ne verra pas le jour : à Londres, le gouvernement conservateur impose son veto. Le cas très médiatisé d'Isla Bryson, une femme trans initialement installée dans une prison pour femmes, alors qu'elle a été condamnée pour viol, achève de ternir les projets du parti indépendantiste.

A l'heure où, de l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump fait la chasse aux politiques de lutte contre la discrimination des minorités, Keir Starmer, devenu premier ministre du Royaume-Uni en juillet 2024, endosse la définition d'une femme au sens de la Cour suprême. Les critiques du genre ont-elles définitivement gagné ? « Des recours en justice vont encore être tentés, mais d'ici à dix ans, on n'en parlera plus », prédit Kathleen Stock, qui est déjà passée à un autre sujet : elle écrit un livre sur le « prochain gros débat : l'aide [médicale] à mourir »... ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Le nouvel adieu de Nadav Lapid à Israël

Le réalisateur, installé à Paris, présente « Yes », un cinquième long-métrage courageux, à la Quinzaine des cinéastes

PORTRAIT

Pour un faisceau de raisons liées à la tragique actualité du conflit israélo-palestinien – subordination du jugement esthétique à l'agenda politique, boycott officiel ou officieux, prudence à l'égard d'un débat polarisé et explosif à l'extrême... –, la présence de films israéliens dans les festivals de cinéma internationaux, c'est un fait, se raréfie. On mesure ainsi l'attente qui entoure la sélection de *Yes*, le nouveau long-métrage de Nadav Lapid, à la Quinzaine des cinéastes, où il est présenté jeudi 22 mai. Celui-ci met en scène un couple d'artistes – Y, musicien de jazz, et sa femme, Jasmine, danseuse – qui ne donnent pas l'impression d'avoir jamais considéré autrement leur art que comme une forme de prostitution aux puissances qui ont, de longue date, corrompu un pays sous le signe du socialisme utopique : consumérisme exacerbé, jouissance effrénée, ultranationalisme.

Ce spectacle, dont le film pousse les curieux jusqu'à la nausée, l'esprit de vengeance exterminatrice qui s'empare de la nation à la suite du carnage du 7 octobre 2023 le transforme rapidement en pure obscénité. Dans ce cadre, Y sera chargé par quelques potentiats d'écrire le nouvel hymne israélien, de fait rhabillé de pied en cap pour une longue nuit morale. L'auteur aura donc eu l'idée d'écrire

film, elle a été transformée, au lendemain du 7-Octobre, en un hymne de haine, notamment chanté par des enfants, qui appelle à l'éradication de Gaza».

Ces quelques informations, qui laissent à peine deviner à quel degré de violence et de désespoir confine le film, permettent du moins de comprendre pourquoi l'œuvre de ce cinéaste représente une occasion précieuse d'échapper, s'agissant de ce conflit, tant à la facilité intellectuelle qu'à l'aveuglement doctrinaire. Provocateur-né, pourfendeur de la trahison qu'Israël s'inflige sous le règne d'une extrême droite en roue libre et d'une gauche panTELante, contempteur du cynisme politique et de l'instrumentalisation de l'histoire, Nadav Lapid ne considère pas, pour autant, à l'instar de certains militants antisionistes, que la naissance et, par voie de conséquence, l'existence même de l'Etat d'Israël soient illégitimes. Quand bien même l'évolution de son pays l'aurait conduit, déchirure morale et existentielle dont il convient de prendre la mesure, à s'en exiler voici trois ans, en France.

Un journal de bord mental

L'œuvre – telle qu'il n'en apparaît que très peu dans une génération – est à cette aune : déchirée, torturée, intense, courageuse, mêlant inextricablement l'aflect et l'intellect, le politique et l'intime, l'exaltation mégalomaniacque et la macération dépréciative. Donnant l'impression, sous les oripeaux d'une fiction de fait peuplée d'alter ego, qu'un journal de bord mental, en constante ébullition, s'extravase au fil des films.

Son envergure artistique, dont le caractère d'évidence fut immédiat, n'aura jusqu'à présent souffert aucune déception. Né voici cinquante ans à Tel-Aviv, journaliste et écrivain avant de tourner cinéaste, Nadav Lapid est l'auteur de seulement cinq longs-métrages, cependant tous impératifs, tous exaltants. *Le Policier* (2011) est une politique-fiction dissociée qui rabat in extremis un peloton ultraviriliste de l'élite policière nationale sur un groupe de jeunes anarchistes cauteleux retenant en otage des milliardaires. *L'Institutrice* (2014), le portrait étrange et fascinant d'un enfant-poète qui nous livre une réflexion passionnante sur les rapports d'Israël et de l'identité juive. *Synonymes* (2019), Ours d'or à Berlin, la chronique d'un jeune barbare israélien, en rupture de conformité nationale, replié sans un sou dans les rues et les

salons parisiens, au risque de la bouffée délirante. *Le Genou d'Ahed* (2021), Prix du jury à Cannes, le sabordage rageur d'un cinéaste confronté à la censure dans un hameau du désert israélien.

Autant de figures en lesquelles, entre réalité et fantasmé, on devinera l'auteur de ces films. Autant d'actes hérétiques menant à l'inéluctable détachement du roman national israélien. Autant de fulgurances et d'insolences esthétiques cultivées par un Jean-Luc Godard (1930-2022) en France, un Uri Zohar (1935-2022) en Israël, figures tutélaires d'un cinéaste qui s'est d'emblée déclaré la guerre à lui-même.

Jamais il n'aura pourtant été, à cet égard, aussi loin que dans *Yes*. « J'ai filmé jusqu'à présent des hommes qui disaient non à l'ordre établi. Cette fois, j'ai voulu filmer des personnages qui acquiescent, par lassitude ou par lâcheté, à la puissance d'un monde qui devient irrespirable. Je ne crois pas, loin de là, que la situation ne concerne qu'Israël. »

Le scénario, qui préexistait aux massacres du 7 octobre 2023 et à leur infernale rétorsion, a été rapidement remanié : « J'étais sous le choc, à Paris, quand c'est arrivé. Je me suis demandé ce que je faisais ici. Toute cette beauté me paraissait illégale. Je suis parti en Israël au moment où les bombardements de Gaza commençaient, j'ai parlé à énormément de gens, et j'ai très vite compris que, cette fois, ce serait horrible. Tout le pays, de la droite à la gauche, est figé dans la mémoire et la souffrance du 7-Octobre, comme un deuxième Holocauste. L'horreur du traumatisme et l'esprit de vengeance ont tout emporté : il n'y a plus de considération pour les souffrances d'autrui en Israël, la bienveillance n'y est plus une option. »

Et le tournage, à l'en croire, en fut affecté, un grand nombre de techniciens et d'acteurs israéliens ayant tout bonnement refusé d'y participer ou s'en étant dédits à la dernière minute. A bien y regarder, chaque film de Nadav Lapid

est un adieu à son pays. Certains l'ont précédé. D'autres l'ont accompagné. *Yes* l'amplifie et le prolonge. Est-il si simple de quitter son pays ? Les adieux ne sont-ils pas autant de manières de signifier que l'on aurait voulu rester ?

« C'est vrai, ce n'est pas simple. J'ai beau habiter Paris, y avoir fondé une famille, quand je me lève le matin, mon premier geste consiste encore à consulter le site non pas du Monde, mais de Haaretz ! Ce qui se passe aujourd'hui en Israël ne me laisse de toute façon pas le choix : mon pays, ce qui reste mon pays, vit et combat le pire. »

Il n'y a donc plus qu'à s'étonner – devant une pensée à ce point courageuse et un film sans nul doute clivant, mais relevant d'un geste si brûlant – de la déconcertante absence de *Yes* en compétition officielle. A ce qu'on en a vu à ce jour, c'est peu de dire que celle-ci n'aurait perdu ni en puissance artistique ni en à-propos politique. ■

JACQUES MANDEBAUM

Nadav Lapid, à Cannes, le 21 mai. JULIEN LIENARD

« Depuis le 7-Octobre, l'horreur du traumatisme et l'esprit de vengeance ont tout emporté »
Nadav Lapid

une « tragédie musicale ». De fait, « la chanson dont s'inspire *Y* est un grand classique du répertoire israélien, qui célèbre la fraternité des hommes durant la guerre d'indépendance », explique le cinéaste. Adaptée d'un poème de Haim Gouri, elle était la préférée d'Yitzhak Rabin, un homme de guerre qui a laissé sa vie pour la cause de la paix. Comme on peut le voir dans le clip que je montre en extrait dans le

Un grand film malade scrutant l'effroi du monde après le 7-Octobre

Dans « Yes », le réalisateur Nadav Lapid imagine l'histoire malaisante d'un musicien acceptant de composer un nouvel hymne pour Israël

YES
QUINZAINE DES CINÉASTES

C'est l'instant inflammable du Festival de Cannes. Au moment où les mots ne suffisent plus pour décrire le désastre, l'Israélien Nadav Lapid choisit de monter le son et de faire taire le héros de *Yes* (*Oui*, titre français), sélectionné à la Quinzaine des cinéastes. Y. (Ariel Bronz), un musicien qui vit à Tel-Aviv, va donc économiser sa salive, sauf lorsqu'il se met à l'échouiller, contre un paquet d'argent, le corps de milliardaires vautrés dans les fêtes.

Yes, cinquième long-métrage du réalisateur de *Synonymes* (2019), *Ours d'or* à Berlin, est un

grand film malade, scrutant l'épuisement général d'un monde plongé dans l'effroi (et dans le grand n'importe quoi). Cette tragédie musicale, selon les termes de Lapid, né en 1975 et exilé à Paris, regarde l'humanité se déliter, à travers deux personnages qui se consument et se débattent : Y. et sa compagne, Jasmine (Efrat Dor), danseuse.

Le couple iconique, hyperlooké, fréquente les super-riches, se prostitue, fait le show jusqu'au bout de la nuit, à ses risques et périls. Quand Y., ivre de substances, s'écroule au fond de la piscine, il n'y a que Jasmine pour venir le récupérer. A force de côtoyer les hautes sphères, Y. est confronté à l'inimaginable : au lendemain des

attaques terroristes du Hamas du 7 octobre 2023, il accepte de composer un hymne à la gloire d'Israël. Le scénario scrute la dégringolade morale du personnage et les effets collatéraux sur sa relation avec Jasmine.

Un amour fou

On n'avait pas vu un tel amour fou, donnant lieu à autant de déchaînements sur l'écran, depuis l'incandescent *Sailor et Lula* (1990), de David Lynch (1946-2015). A l'époque, le cinéaste américain avait confié qu'il voulait filmer deux êtres purs, alors que le monde traversait une période chaotique – avec l'effondrement du bloc soviétique, le triomphe du conservatisme aux Etats-Unis,

etc. Y. et Jasmine sont sans doute plus retors, et leur duplicité nourrit un scénario des plus vénéneux. Quant au lâcher-prise des deux acteurs, il est phénoménal.

Derrière ses lunettes rouges, Y. est l'anti-héros, qui renonce à se battre, pourvu qu'il puisse se goinfrer. On le voit transmettre sa philosophie à son petit garçon, en deux phrases qui semblent sorties des slogans d'*Invasion Los Angeles* (1988), de John Carpenter : « Résigne-toi le plus vite possible. La soumission, c'est le bonheur. »

Puisqu'il est question justement de lunettes qui modifient le regard dans l'œuvre d'anticipation de Carpenter, Lapid adopte un nouveau point de vue : il lui paraît plus pertinent, désormais,

d'examiner un personnage qui rampe pour se tirer d'affaire (tel un Zuckerberg rallié à Trump), plutôt qu'un résistant.

A l'inverse, dans son précédent « long », *Le Genou d'Ahed* (2021), Prix du jury à Cannes, le personnage principal exprimait sa rage à jets continus. Autre temps, autre grammaire de cinéma : Nadav Lapid a toujours occupé des terrains sensibles et ses films font, à chaque fois, l'effet de claques autofictives – citons aussi *Le Policier* (2011) et *L'Institutrice* (2014).

Avec son esthétique bleu ciel, raccord avec le drapeau israélien omniprésent, *Yes* a des allures de clip cauchemardesque, où se lisent la soif de vengeance, au

sein de la société israélienne, et le projet irrépressible de pilonner Gaza, en représailles au 7-Octobre. Lapid capte une scène stupéfiante près de Gaza, sous les bombes et la fumée.

Yes laisse dans la tête du spectateur une compression d'images, comme si le cerveau avait compacté le film, afin d'éviter qu'il ne ressorte trop souvent, tel un « Jack in the box ». Car il est bien question du diable, dans cette œuvre fulgurante. ■

CLARISSE FABRE

Film français, israélien, chypriote, allemand de Nadav Lapid. Avec Ariel Bronz, Efrat Dor, Naama Preis (2 h 29). Sortie en salle le 17 septembre.



Trois cinéastes pour un portrait intime de l'Ukraine en guerre

Yelizaveta Smith, Alina Gorlova et Simon Mozgovyi offrent une multitude de points de vue saisissants sur la situation du pays



Image extraite du documentaire « Militantropos », de Yelizaveta Smith, Alina Gorlova et Simon Mozgovyi. POTEMKINE FILMS

RENCONTRE

C'est en temps de crise, quand l'individualisme devient un luxe insoutenable, que le cinéma redécouvre les vertus du collectif. Ainsi est-ce en bande, plus précisément à trois, que de jeunes documentaristes ukrainiens ont réalisé *Militantropos*, présenté à la Quinzaine des cinéastes, à Cannes, chroniques saisissantes du pays sous le coup de l'invasion russe telle qu'on ne l'avait encore jamais vue à l'écran. Yelizaveta Smith, Alina Gorlova et Simon Mozgovyi, arrivés sur la Croisette comme dans une réalité alternative, sacrifient le moins possible à l'ambiance paillettes, pour rester concentrés et précis en entretien, se relayant mutuellement, comme on parle d'une seule voix.

Ils viennent respectivement d'Odessa, de Zaporijia et de Kharkiv, «des villes aujourd'hui durablement touchées». Yelizaveta et Alina se sont rencontrées à l'école de cinéma. En 2013, juste avant la «révolution de la dignité» de la place Maïdan, à Kiev, elles ont fondé leur propre structure, pour travailler en toute indépendance, que Simon a intégrée par la suite. «Au départ, nous pensions nous consacrer à la fiction, mais la révolution a changé notre perspective.

Nous nous sommes tournés vers le documentaire, précise Alina Gorlova. Lorsque l'invasion à grande échelle a commencé, il nous a paru naturel de nous unir, comme une voix collective, la voix de notre génération.»

Un nouveau mode d'humanité
Pour embrasser une réalité aussi complexe que celle de la guerre, filmer simultanément en plusieurs lieux, sur des fronts différents, est vite apparu comme une nécessité. «Au départ, nous avons filmé tout ce qui se passait autour de nous, retrace Yelizaveta Smith. Puis, chacun a suivi une ligne: j'ai filmé dans des villages occupés ou

proximes de la ligne de front; Simon était plus souvent sur le front lui-même; Alina, elle, filmait au plus près des soldats, dans les points de stabilisation et les hôpitaux militaires. Chacun a pris une direction, avec cette idée de capturer les mutations de l'humain dans le chaos.»

Tourner à plusieurs a, en outre, permis à chacun de mieux supporter les difficultés de la guerre. Ce n'était pas seulement nous trois, rectifie Yelizaveta Smith. Les chefs opérateurs, les producteurs... toute l'équipe s'épaulait. Lors de l'invasion, il y a eu un moment de sidération, un grand chaos. On ne voyait pas d'avenir. Mais le fait de travailler ensemble, c'était vital pour

survivre mentalement.» C'est en effet la thèse centrale du film, celle que toute guerre suppose et produit un nouveau mode d'humanité, condensée dans le titre *Militantropos* (de miles, «soldat» en latin, et *anthropos*, «humain» en grec ancien), «un néologisme, forgé par notre scénariste, Mak-sym Nakonechnyi, précise Yelizaveta Smith. Quand la guerre a éclaté à grande échelle, on a eu l'impression que le monde s'effondrait, que notre vie ne nous appartenait plus. Nous avons vite compris qu'il nous fallait retrouver du sens». Ce concept nous a guidés, poursuit Alina Gorlova. Car lorsque d'autres veulent détruire votre pays, et que vous ne parvenez pas à produire de nouveaux récits, de nouvelles significations, alors ils vous ont déjà atteint. L'invention de sens devient une forme de résistance.»

«La culture comme une arme»

Le film offre une multitude de points de vue sur la situation en Ukraine, une foule de scènes sidérantes, avec ce choix fort de ne pas les entourer de commentaire, ni de recourir à des entretiens face caméra. «L'immersion était essentielle pour nous, justifie Alina Gorlova. Créer une expérience sensorielle, visuelle, sonore – plus que transmettre des informations. Faire ressentir, plutôt que démontrer.» Yelizaveta Smith poursuit : «Au départ, certains protagonistes ont voulu se confier. Et nous avons filmé leurs monologues, mais pas pour le film: pour eux. Parce qu'ils avaient besoin d'exprimer leur traumatisme. Ensuite, nous avons décidé de ne pas les inclure, car nous avions suffisamment d'images pour faire un film qui parle par la forme, par le regard.»

Le trio opte ainsi pour un formalisme étonnant qui accroît l'intensité du regard porté sur la guerre. «Au début, nous étions plus dans l'observation, avec une certaine distance, intervient Yelizaveta Smith. Puis, progressivement, nous avons senti qu'il fallait se rapprocher. Le film suit ce mouvement: il va vers des visages, des corps, des mains. Il devient un portrait, à la fois collectif et intime.» «Nous filmions avec des trépieds, même dans les tranchées, ajoute Simon Mozgovyi. C'était très difficile, parfois absurde – sous les bombardements, en gilet pare-balles, avec les casques... Mais nos chefs opérateurs tenaient à

cette rigueur. C'était aussi une manière de rester debout.»

Parmi les scènes les plus bouleversantes, on compte celles du retour des populations dans le sud de l'Ukraine, dans la région de Kherson, après retraite de l'occupant. «Ces villages ont été occupés pendant six mois, puis libérés, explique Yelizaveta Smith. Ce qui nous a le plus touchés, c'est le désir des habitants de revenir malgré la dévastation totale. Ils sont revenus, ils ont décidé de rester, de reconstruire.»

Filmer simultanément en plusieurs lieux, sur des fronts différents, est vite apparu comme une nécessité

«C'est très ukrainien, je crois, rebondit Alina Gorlova. Nous avons une relation très profonde à la terre. Beaucoup d'entre nous sont comme des plantes enracinées.» Simon renchérit: «A Zaporijia ou Kharkiv, alors que l'artillerie tonne encore, des agriculteurs reprennent leurs champs. Les jeunes fermiers qu'on voit dans le film déminent eux-mêmes leurs terres. Si les Russes reviennent, ces jeunes-là ne la rendront pas.»

Pour Alina, l'acte de filmer ne saurait être exempt d'une position de combat. Au moment de conclure, les mots tranchent, inflexibles. «Avant l'invasion, je pensais que la langue n'était pas si importante. On pouvait parler russe, écouter de la musique russe, lire de la littérature russe... Mais après l'invasion totale, j'ai compris que l'ennemi utilisait la culture comme une arme. Le silence des artistes russes est une posture. Une manière d'éduquer leur propre responsabilité. Car cette guerre ne dure pas seulement depuis dix ans: elle s'inscrit dans des siècles de tentatives d'anéantissement de notre culture. Cela a toujours existé. La destruction des artistes, physiquement, culturellement. Cela s'est produit avant, cela se produit encore maintenant. Il ne faut pas l'oublier.» ■

MATHIEU MACHERET

Vicky Krieps au tribunal de l'amour maternel

Anna Cazenave Cambet adapte le livre autobiographique de Constance Debré sans en effacer la radicalité, mais en y insufflant romanesque et sentimentalité

LOVE ME TENDER UN CERTAIN REGARD

Comment habiter son existence? Comment trouver l'équilibre entre tous les rôles que l'on a à jouer, les espaces dans lesquels on se déploie, sans soudain perdre le contrôle? *Love Me Tender*, le splendide deuxième long-métrage d'Anna Cazenave Cambet, après le prometteur *De l'or pour les chiens*, déjà présenté à Cannes en 2021, à la Semaine de la critique, dresse le portrait d'une femme au cours de deux années où toute sa vie vacille.

Quand le film commence, Clémence (Vicky Krieps) a renoncé à son activité d'avocate pour écrire, s'est séparée de Laurent (Antoine Reinartz), le père de son fils, a déménagé et a commencé à fréquenter des filles. D'importants bouleversements qu'elle gère en disciplinant son quotidien. Nager, pédaler, écrire. Vivre de peu. Et lâcher prise dans des clubs ou auprès de coups d'un soir.

Un rouage cède quand, après qu'elle a annoncé sa nouvelle orientation sexuelle à son ex-mari, celui-ci se retourne contre elle et obtient la garde exclusive de leur fils, au motif, notamment, de la présence chez elle de photos et de livres jugés licencieux. Une longue

bataille judiciaire commence alors que le film documente étape après étape, nourri d'une profonde colère sur les délais inhumains des procédures, les errements de la protection de l'enfance, l'inefficacité à contraindre les parents à se soumettre aux obligations légales. Autant de préjugés pétris d'une ta-

Par endroits, le récit bifurque, souffle, pense, s'évade. Passe de la rugosité à la plus grande douceur

cite misogynie, qui entravent l'émancipation des femmes.

Anna Cazenave Cambet capture avec délicatesse les nuances de cette relation complexe qui unit Clémence à son fils, Paul (Viggo Ferreira-Redier), dont elle est séparée parfois plusieurs mois et qu'elle voit un temps qu'en présence de tiers. On y retrouve de l'amour, de la tendresse, des silences, de la gêne, du rejet construit par la manipulation de son père et

l'impossibilité d'une situation qui place l'enfant en porte-à-faux entre deux fidélités antagonistes.

Ce fil rouge s'agrémente des autres parties de sa vie que Clémence tente tant bien que mal de cloisonner: la piscine, les amours au long cours, les rencontres fortuites, les visites chez son père à la santé fragile (Féodor Atkine), prenant plus ou moins de place au fil du récit. Adapté du roman épique de Constance Debré (Flammarion, 2020), *Love Me Tender* opte pour une narration d'une ampleur plus romanesque et sentimentale, à la belle luminosité estivale, laissant l'appréciation froide de la romancière à la marge, seulement perceptible dans les mots qu'elle couche par moments sur la page.

Calvaire judiciaire

Le long-métrage a parfois de faux airs d'un making du livre. En partageant son calvaire judiciaire, cet attachement brisé, Anna Cazenave Cambet permet de comprendre comment l'autrice a pu en arriver à formuler, par provocation intellectuelle autant que par dépit, une charge aussi radicale contre l'idée même de famille.

Par endroits, le récit bifurque, souffle, pense, s'évade. Passe de la rugosité à la plus grande douceur. La caméra cherche le ciel, la lu-

mière, joue du flou et du net, s'attarde, colle au corps de son héroïne avec sensualité. Vicky Krieps est de nouveau bouleversante dans ce rôle de femme à la fois dure et fragile qui tente de faire face à une situation qui la dépasse, guerrière sauvage aux pieds d'argile. Clémence est capable d'être tendre, mais aussi cassante auprès des femmes qui tentent de se faire une place dans sa vie, à commencer par Tallulah Cassavetti et Monia Chokri dans deux rôles secondaires marquants. Comme si le personnage refermait sa carapace quand elle se sent mise en danger.

Love Me Tender sait les charmes de la séduction, les élans sensuels, la puissance de ce que l'amour peut venir cristalliser en effaçant tout le reste, l'ouverture de nouveaux possibles. Mais aussi la difficulté à dire, à mêler, à s'ouvrir, la complexe imbrication de toutes ces intimités, qui réclament de l'attention, de l'engagement, un don total là où chacun fait au mieux avec ce qu'il est capable de donner. A prendre ou à laisser. Coûte que coûte, Clémence, même défaite, continue d'avancer. ■

BORIS BASTIDE

Film français d'Anna Cazenave Cambet (2 h 17). Sortie en salle prochainement.

Quatre adolescentes aux abois et des bonnes fées

Les frères Dardenne sont de retour en compétition, avec une fiction sur l'accueil des femmes en détresse

JEUNES MÈRES
SÉLECTION OFFICIELLE
En compétition



Jeunes mères: c'est bien la première fois qu'un titre des frères Dardenne se décline au pluriel. Et cela change tout. Le récit collectif, soit quatre adolescentes confrontées à une maternité précoce, prend le pas sur les trajectoires individuelles auxquelles nous avaient habitués Jean-Pierre Dardenne (né en 1951) et Luc Dardenne (né en 1954), dans

Ce que les Dardenne captent le mieux, ce sont les itinéraires, au sens géographique et mental

leurs précédents longs-métrages. Les titres d'ailleurs étaient évocateurs, désignant l'héroïne ou le héros portant sur ses seules épaules le drame social: citons *Rosetta* (1999), *L'Enfant* (2005), tous deux lauréats de la Palme d'or, *Le Fils* (2002), *Le Gamin au vélo* (2011), *La Fille inconnue* (2016), *Le Jeune Ahmed* (2019) ou encore *Tori et Lekita* (2022), premier titre désignant un duo de protagonistes.

Régulièrement primé à Cannes, le cinéma des réalisateurs belges est à nouveau mis à l'honneur, *Jeunes mères* concourant pour la Palme d'or, vendredi 23 mai, parallèlement à sa sortie en salle le même jour. Cette sélection intervient quelques semaines après le décès de l'actrice belge Emilie Dequenne, le 16 mars, à l'âge de 43 ans. L'héroïne de *Rosetta* avait reçu le Prix d'interprétation féminine pour son inoubliable presta-



Jessica (Babette Verbeek) et sa mère, Morgane (India Hair). CHRISTINE PLENUS/DIAPHANA FILMS

tion devant la caméra portée à l'épaule, absorbant la moindre seconde. Dans *Jeunes mères*, point de tremblement visuel, mais plusieurs vies vacillent et cherchent un point d'ancre.

Les cinéastes ont tourné leur fiction dans une maison maternelle, du nom de ces lieux, en Belgique, accueillant pour une longue durée des femmes en détresse, lesquelles peuvent prendre le temps de se poser, se projeter. Avec ou sans bébé. C'est à partir de ce havre de paix, central dans la mise en scène, que circulent les quatre personnages principaux, Jessica (Babette Verbeek), Julie (Elsa Houben), Ariane (Janaïna Halloy Fo-

kan) et Perla (Lucie Laruelle) auxquelles il faut ajouter la lumineuse Naïma (Samia Hilmi), prête à quitter le nid.

Une douce énergie

Le film s'ouvre avec Jessica, à un arrêt de bus. Abandonnée par sa mère à la naissance, elle est enceinte de 8 mois. Elle voudrait enfin rencontrer sa génitrice. Sans rien dévoiler, disons que sa quête la mène jusqu'à une femme (India Hair) dont le cœur semble s'être refroidi. Cette madone sans enfant est comme une apparition, nous absorbant dans son silence têtu.

Ce que les Dardenne captent le mieux, ce sont les itinéraires, au

Comme un témoin, le spectateur s'accroche aux pas des jeunes filles

sens géographique et mental, la manière dont les événements cheminent dans la tête. Dès que l'une ou l'autre héroïne met un pied dehors, qui pour chercher du travail, qui pour retrouver un amoureux, c'est le saut dans l'inconnu. Et la moindre scène prend

une intensité dramatique: il y a la peur d'échouer, l'envie d'y croire, et la possibilité, aussi, de s'appuyer sur les éducatrices en cas de coup dur. Ce sont elles les bonnes fées. Celles qui apprennent les gestes de la maternité, celles qui encouragent, responsabilisent, sans juger ni imposer.

Comme un témoin, le spectateur s'accroche aux pas des jeunes filles, découvrant tout en même temps qu'elles. *Jeunes mères* a des allures de chronique du réel,

comme si les Dardenne revenaient à leurs débuts de documentaristes. Un futur père aux allures d'ado mal luné ne veut pas s'encombrer d'un enfant; un autre se

réjouit de s'installer en famille. Il n'y a pas de bon ou de méchant. Juste des gens qui font ce qu'ils peuvent, pendant que la vie s'écoule, avec ses comptes à rebours et ses décisions à prendre en urgence. Une douce énergie irradiie de cette œuvre qui, tout en allant au cœur des souffrances, cherche des lueurs. La plus belle de toutes, et la plus inattendue, rassemblera quelques personnes autour d'un piano.

Ce récit tissé de plusieurs fils, tendus, nerveux, relie le destin de quatre adolescentes aux abois, comme prises dans une course de relais. Les mères adolescentes se croisent, s'épaulent, trébuchent, ratent, recommencent. A la fin d'une scène, on en laisse filer une, on reprend la marche à côté d'une autre, laquelle a mûri une décision. Que va-t-elle faire? On se tient parfois si près que l'on aimeraient souffler à l'une ou à l'autre la force de dire non, de ne pas céder. Leurs visages nous deviennent familiers. Jessica et son teint de poupee, Julie et son regard bleu rêveur, Ariane et sa bouche fermée, Perla et ses yeux ronds de colère.

Laissant le drame hors champ, *Jeunes mères* procure de l'émotion avec des petits riens, avec les à-côtés. Le spectateur ne lira pas la lettre qu'une jeune maman a écrite à l'attention de sa fille, quand celle-ci aura atteint la majorité. Elle ne verra pas son bébé grandir, s'apprête à le confier à une famille d'accueil. La scène se concentre uniquement sur l'enveloppe que l'adolescente décore à l'encre rose, tout en inscrivant la date anniversaire des 18 ans de l'enfant. Un saut dans le futur, cela fera quelle année, d'ailleurs? A cet instant, les Dardenne nous entraînent dans un vertige temporel. ■

CLARISSE FABRE

Film belge et français de Jean-Pierre et Luc Dardenne. Avec Babette Verbeek, Elsa Houben, Janaïna Halloy Fokan, Lucie Laruelle, Samia Hilmi (1h45).

« La musique doit révéler l'âme du film »

Alexandre Desplat a composé les bandes originales pour Wes Anderson et Tarik Saleh

ENTRETIEN

Avec près de 150 partitions, dont beaucoup ont reçu les honneurs du Festival de Cannes, Alexandre Desplat pourrait revendiquer, à 63 ans, une suite à vie dans les palaces les plus sélects de la Croisette. En marge de ses bandes originales pour *The Phoenician Scheme*, de Wes Anderson, et *Les Aigles de la République*, de Tarik Saleh, tous deux en compétition, le compositeur a donné une leçon de musique, dimanche 18 mai, au côté de son ami Guillermo del Toro, sous l'égide de la Sacem.

L'image la plus obsédante de votre festival?

Devant l'ascenseur du Martinez, il y a un téléviseur qui diffuse les nouvelles. Lorsque je suis sorti de l'hôtel, le matin, l'écran était resté bloqué sur le visage de Bruno Retailleau. Et quand je suis revenu, le soir, l'appareil n'avait pas été réparé: Bruno Retailleau était encore là, identique.

Cette image, comment la mettriez-vous en musique?

J'imagine un thriller politique, un thème un peu *Chouans!* [film de Philippe de Broca, dont la bande originale est signée Georges Delerue, en 1988]. Mais il faudrait

trouver quelqu'un d'autre, car je ne suis pas disponible.

Deux films en compétition, plus une master class. La routine?

Quand j'ai commencé à avoir une carrière américaine, j'ai toujours gardé un pied en Europe. Les gens m'impatientent à Los Angeles, avec une Lamborghini rose, mais je vis toujours dans la ville où j'ai grandi, à Paris.

Votre premier Cannes?

Au début des années 1980, je trouve quelqu'un qui peut m'héberger, et je suis trop heureux de découvrir le festival. Le premier film que j'accompagne, c'est *Un héros très discret*, de Jacques Audiard, en 1996.

« The Phoenician Scheme » est votre septième collaboration avec Wes Anderson. Sur quoi cette longévité repose-t-elle?

On s'entend bien. On a le même humour, le même amour du cinéma. Wes apprécie ma simplicité, ma souplesse, ma vitesse d'exécution: le lundi, j'arrive dans son bureau avec cinq propositions; le vendredi, j'y retourne avec dix autres. A l'exception d'*Asteroid City* [2023], sur le tournage duquel il a joué mes musiques, je les lui livre lors de la post-

production. A chaque film, on met l'accent sur un groupe instrumental singulier: banjos et mandolines, chœurs ou percussions, comme dans *The Phoenician Scheme*. C'est un thriller, qui commence par une explosion dans un avion: la mort rôde tout du long. Ma partition tient compte de cette tension lancinante.

De la Phénicie de Wes Anderson à l'Egypte de Tarik Saleh, combien y a-t-il de pas?

Beaucoup! Tarik appréciait mes partitions, celle de *The Ghost Writer* [2010], de Roman Polanski, notamment. Il connaissait mon lyrisme contenu, mon goût pour les musiques du monde. C'est un réalisateur sensible, qui sait faire des choix — la chose la plus importante, à mes yeux. On s'est mis d'accord sur ce qu'on ne voulait pas: ni musique orientale ni musique de thriller. Et sur ce qu'on voulait: accompagner la descente aux enfers du personnage principal, un acteur qui passe du statut de demi-dieu à celui de misérable.

Vous vous réclamez de la Nouvelle Vague. Que s'est-il joué, à ce moment-là, entre la musique et le cinéma?

Pour ce groupe de cinéastes, la musique ne devait pas illustrer ou accompagner le film, mais

révéler son âme, son essence profonde. Au début de *La Peau douce* [1964], de François Truffaut, les dialogues sont joyeux, et la musique de Georges Delerue mélancolique: elle anticipe le drame à venir. C'est cette amplitude, cette personnalité que je cherche avec des cinéastes comme Wes ou Guillermo.

Un mot sur le « Frankenstein » de Guillermo del Toro en préparation?

On est dans l'univers lyrique et sensible de Guillermo. Moins gothique que romantique, à la Caspar David Friedrich.

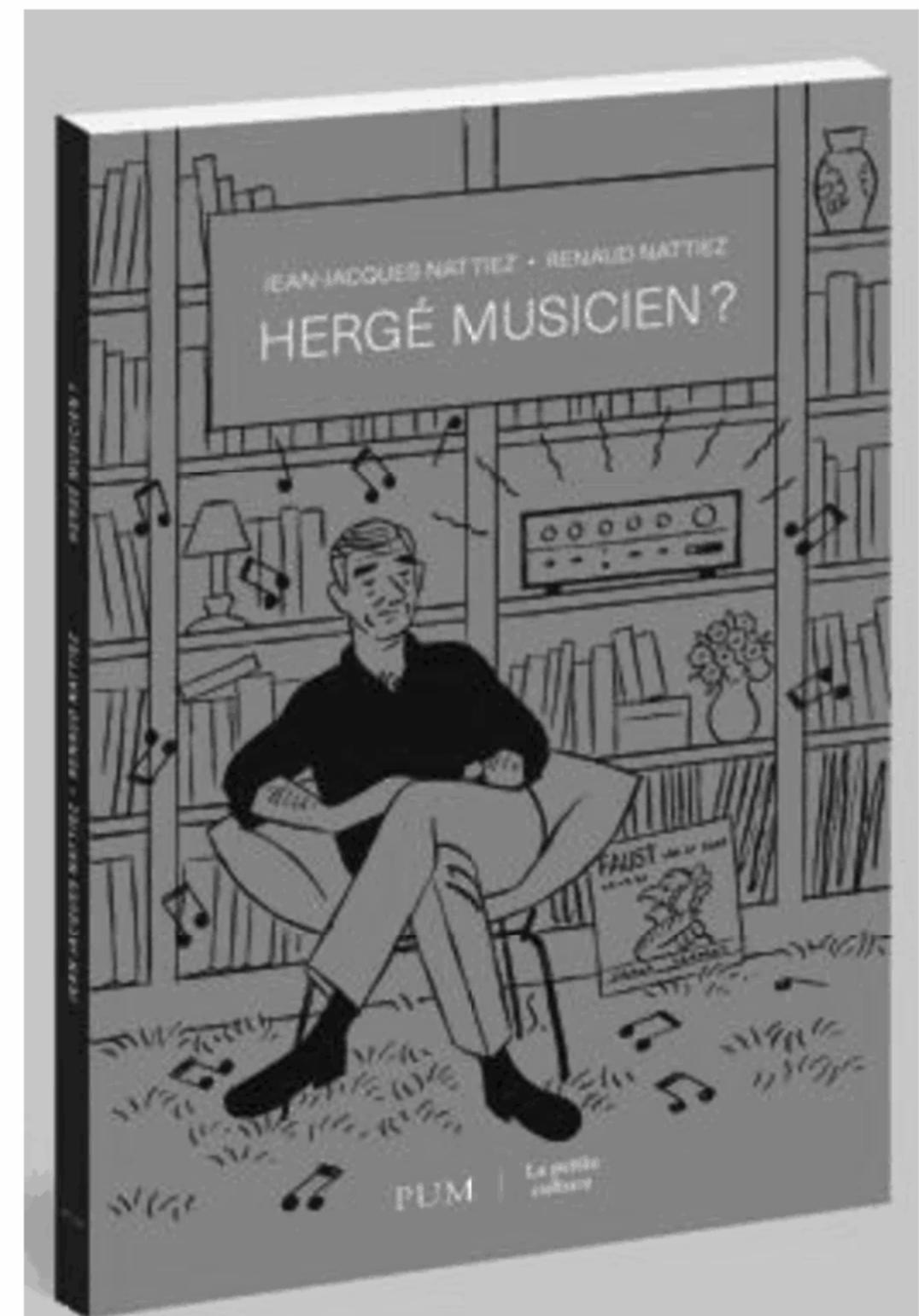
Reste-t-il des réalisateurs pour lesquels vous rêvez de composer?

J'aspire surtout à me reposer. Et puis, je suis vraiment gâté, je viens de rencontrer Tarik, j'espère bientôt retrouver Wes, Thomas Vinterberg, Tom Hooper... J'aurais aimé travailler avec des cinéastes du passé, Martin Scorsese, Francis Ford Coppola.

Du passé? Ils sont vivants, pourtant...

Ce sont les idoles de ma jeunesse. Jamais ils ne feront appel à moi. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AURELIANO TONET



Disponible en librairie le 22 mai

Les Presses de l'Université de Montréal

Les sombres légendes d'un bureau de la CIA à Londres

Le remake de la série d'espionnage créée par Eric Rochant tient son rang

SÉRIE

Il y a deux façons de voir *The Agency*. La première serait de découvrir d'un œil neuf les déboires d'un espion amoureux, en ne tenant compte que de la cohérence de l'intrigue, de la qualité de la mise en scène (placée sous la coordination du Britannique Joe Wright) et de l'interprétation des acteurs (Michael Fassbender, Jeffrey Wright, Richard Gere, Katherine Waterston, Jodie Turner-Smith). On pourrait aussi tenir la comparaison entre *The Agency* et les autres séries d'espionnage qui ont fleuri ces derniers temps, de *Slow Horses* à *The Diplomat* en passant par *Black Doves*. On conclurait sans doute que, moins amusante que la première, plus vraisemblable que les deux autres, *The Agency* tient son rang grâce à son impressionnante distribution, au souci des scénaristes de coller à la réalité géopolitique du moment et à l'efficacité réaliste de la mise en scène.

Pour parvenir à ce jugement empreint de raison, il faudrait ignorer la généalogie de *The Agency*, rejeton américain du *Bureau des légendes*, engendré par les scénaristes britanniques Jez et John-Henry Butterworth à partir de la série créée par Eric Rochant. Une fois vu et admiré *Le Bureau*, on est forcé de regarder le remake à l'ombre de ce qui est devenu un monument national de la fiction épisodique française.

Théâtre russe-ukrainien

Le déchiffrage du scénario, forcément complexe (Rochant n'a jamais caché sa dette à l'égard de John le Carré), est simplifié par la connaissance de l'original, d'autant que les frères Butterworth ont mis plus d'énergie créatrice dans la traduction que dans la création. De la caserne du 20^e arrondissement on passe au building sur la rive nord de la Tamise qui abrite l'ambassade des Etats-Unis, où est logé le bureau de Londres de la CIA. C'est de Londres que l'ordre de quitter immédiatement Addis-Abeba parvient à Martian (le Martien), agent qui a



Michael Fassbender (Martian), Jeffrey Wright (Henry), Richard Gere (Bosko) et John Magaro (Owen), dans « The Agency ». LUKE VARLEY/PARAMOUNT + WITH SHOWTIME

profité de sa résidence en Ethiopie pour tomber éperdument amoureux de Samia Zahir (Jodie Turner-Smith), universitaire soudanaise.

On comprend ainsi que, pour une imagination anglo-saxonne (ou, plus exactement, transatlantique), le service de renseignement extérieur d'une nation européenne équivaut à un bureau régional de la CIA, et qu'on ne rigole pas avec les pseudonymes : là où l'altérité de Guillaume Debailly (Mathieu Kassovitz) s'exprimait à travers un juron emprunté au Capitaine Haddock, Malotru, celle de son homologue américain, Brandon Colby (Michael Fassbender), se lit à travers son appartenance à une espèce extraterrestre. Quant

à l'abandon du champ proche-oriental au profit de l'Afrique de l'Est, il relève sans doute de la prudence commerciale.

On n'est qu'au début du premier épisode, il en reste neuf à analyser, faits du même matériau composé à 75 % d'éléments recyclés (l'idylle contrariée, le départ d'une espionne inexpérimentée pour l'Iran) et à 25 % de nouveautés tirées de l'actualité. L'exercice est plus que distrayant. Plutôt qu'au Proche-Orient, c'est sur le théâtre russe-ukrainien que Martian déploie sa virtuosité opérationnelle. Mais l'actualité est inconstante, et la politique américaine en Europe de l'Est telle que la décrit cette saison, sortie aux Etats-Unis et au Royaume-Uni fin 2024, est désormais obsolète.

Définition des regards

Plus frappante encore est la différence des regards que portent les deux séries sur les services secrets. *Le Bureau des légendes* s'aventurait sur un terrain presque vierge pour la fiction française, posant un regard plein d'empathie sur les espions : qui n'a pas pleuré sur le sort de Socrate (Jean-Pierre Darroussin) ?

Les imperfections des uns et des autres n'empêchaient pas que l'on soutint le Bureau des légendes (le service imaginé par Rochant et son équipe) sur la scène internationale avec un patriotisme aussi fervent que celui qui accompagne les Bleus à chaque Coupe du monde.

Il suffit de découvrir la mine renfrognée de Henry Ogletree (Jeffrey Wright), homologue de Socrate, pour comprendre que l'arcane du renseignement américain n'inspire pas la même dévotion. Là où les divagations éthiques de Malotru étaient contrebalancées par la rectitude d'autres personnages, celles de Martian se fondent dans le cynisme désabusé qui semble être le mode par défaut sur lequel opèrent les agents de la CIA. Un déshanchement qui convient sans doute mieux à l'air du temps. ■

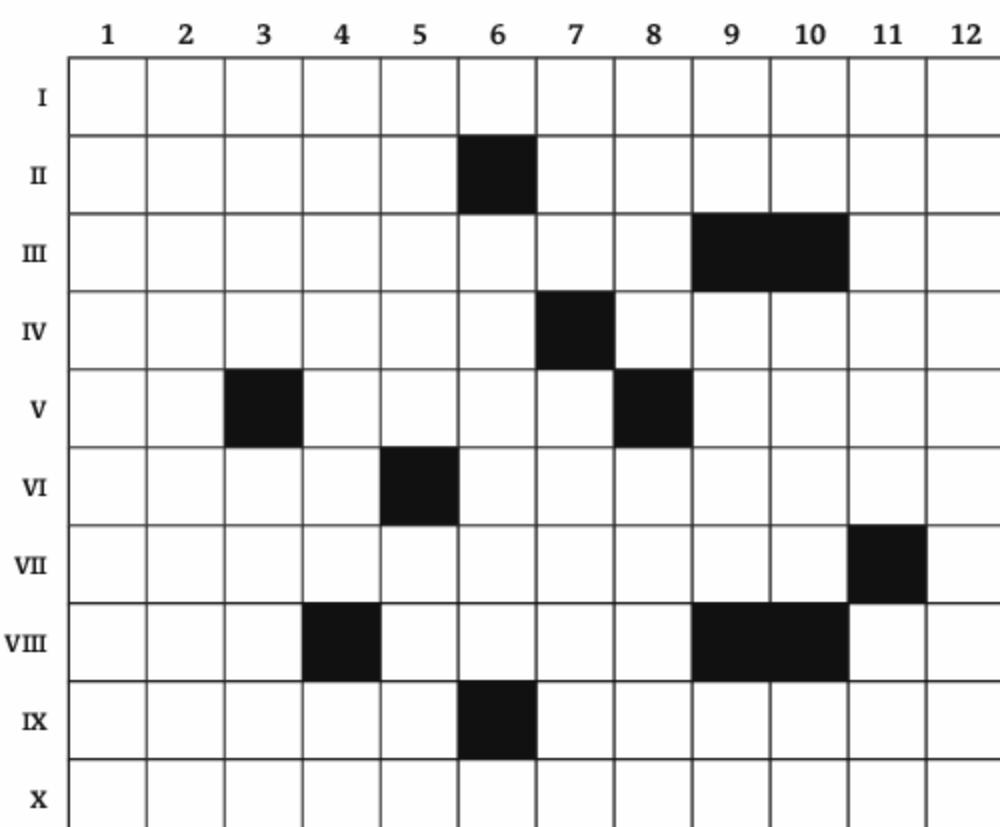
THOMAS SOTINEL

The Agency, série créée par Jez et John-Henry Butterworth. Avec Michael Fassbender, Jeffrey Wright, Jodie Turner-Smith, Richard Gere (EU, 2024, 10 x 45 à 60 min). Canal+, deux épisodes le jeudi à 21 heures à partir du 22 mai, et sur MyCanal.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 119
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 118

HORIZONTALEMENT I. Avant-dernier. II. Vénération. III. ONG. Iliennes. IV. Cueille. Uélé. V. Assoleras. Ur. VI. Si. Der. Sam. VII. Sévères. Gémi. VIII. Inés. Népètes. IX. ENA. Atre. IUT. X. Réuni. Fausse. **VERTICALEMENT** 1. Avocassier. 2. Vénusienne. 3. Anges. Veau. 4. Ne. Iodés. 5. Triller. Aï. 6. Dallérent. 7. Etier. Serf. 8. Rie. As. PEA. 9. Non-usage. 10. Inné. Météis. 11. Elu. Meus. 12. Réserviste.

HORizontalement

I. Ramasse et amasse un maximum. II. Se tient à nos pieds. Poulets faisandés. III. Héritage qui peut sauter des générations. Assure le doublement.

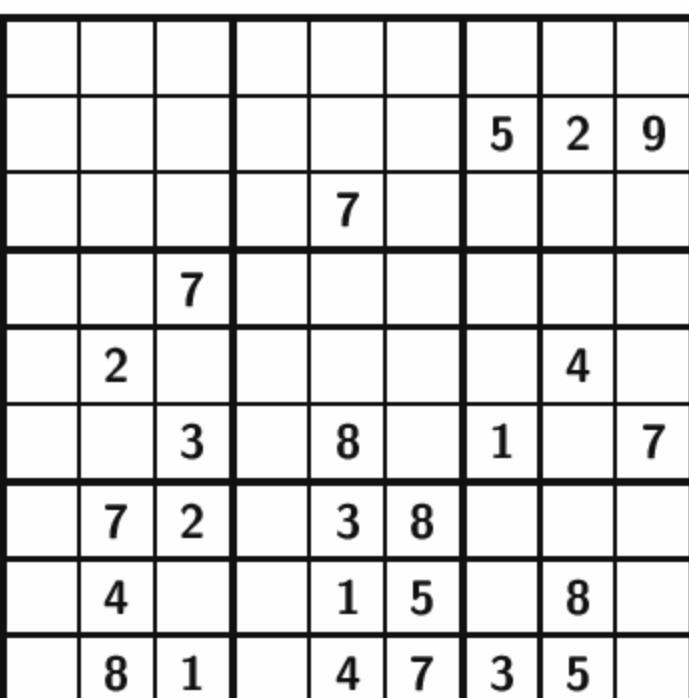
IV. Mettent à l'abri. Barbares chez Queffélec. V. Risque d'attraper froid. Rendez-vous pris des jeunes. D'un auxiliaire. VI. Passe à l'action. Couvert comme des couverts. VII. Sombre mais sûrement belle. VIII. Prépare au travail. Vous ou moi. Règle plate. IX. Se lancent. Equipe le cavalier qui veut dominer sa monture. X. En perdant son contrôle.

Verticalement

1. Fâcheux état d'immobilité. 2. Aura du mal à se tirer d'affaire. 3. Barre de maintien. Sur le terrain de football. 4. L'une va en cuisine, l'autre chez le parfumeur. Au centre du convoi. 5. Travaille sur la pièce. Chat, vache, cochon, homme... 6. Régna sur l'Ecosse. 7. Processeur. Au couvent et près de nous. 8. Possessif. Enervante mais pas folle. 9. Sorties du corpus. Salés. Dans l'embarras. 10. Belle en sabots. Pomme ou glace. Note. 11. Evaluent le volume. Donné pour être suivi. 12. Furent de ce monde.

SUDOKU

N° 25-119



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

Au pays du Soleil-Levant, art et environnement intimement liés

La Maison de la culture du Japon, à Paris, présente l'exposition « L'Ecologie des choses »

ARTS

Le bruit d'une eau qui s'écoule en légère cascade et rebondit sur des pierres nous fait lever la tête, par crainte d'une infiltration accidentelle au deuxième étage de la Maison du Japon, à Paris. Mais non, une musique planante accompagne les échos aquatiques de ce qui se révèle être une installation sonore accueillant le visiteur de « L'Ecologie des choses ».

Une exposition qui confronte les pratiques artistiques d'avant-garde apparues dans les années 1970 au Japon, dans un contexte d'industrialisation massive, à celles d'artistes contemporains en prise avec les enjeux environnementaux actuels. La Maison du Japon a tenu elle aussi à montrer son engagement écoresponsable en sélectionnant majoritairement des œuvres issues des collections publiques françaises et en réutilisant pour les exposer du matériel d'événements passés.

Réalisée avec le FRAC de Marseille, où une prolongation sera proposée à partir de janvier 2026, et le Musée d'art moderne et contemporain de Saint-Etienne Métropole (MAMC), l'exposition réunit une trentaine de créations : sculptures, peintures, photos et installations sonores et vidéo. Certaines sont déconcertantes, tel ce tableau de Keita Mori strié de fils de soie présenté comme « la métaphore d'un univers à la fois interconnecté et segmenté » dont on peine à saisir le sens, tandis que d'autres invitent à la méditation.

Représentation des paysages

Dans la culture nipponne, art et nature sont intimement liés. Il existe même en japonais un mot, *sansui*, qui fait référence à la représentation artistique des paysages, genre inspiré par les philosophies chinoises. Représentation qui, dans l'exposition, prend des formes multiples. Hiroshi Yoshimura (1940-2003), pionnier de la musique ambient au Japon, influencé par le mouvement Fluxus, qui prône une symbiose entre l'art et

la vie, a conçu des « paysages sonores » mêlant sons électroniques et naturels, pensés comme des compositions méditatives écrites pour des lieux de l'Archipel. Sachiko Kazama, née en 1972, s'attache à la transformation du littoral pacifique japonais et notamment de la baie de Matsushima, saccagée par d'importantes catastrophes. Sur des rouleaux de papier similaires aux bobines de caisses de supermarché, elle représente, au style à bille et à l'encre, la transformation des paysages de ce lieu considéré comme l'un des plus beaux paysages de l'Archipel.

L'œuvre de Noboru Takayama (1944-2023) est la plus monumentale de l'exposition. Elle s'inscrit dans le mouvement Mono-ha (« l'école des choses »), apparu dans les années 1970 avec pour chef de file Lee Ufan, qui prônaient le primat de la matière dans l'œuvre artistique, l'utilisation de matériaux bruts agencés dans des formes simples. Noboru Takayama s'est intéressé à la fermeture des mines à Hokkaido. Il décide alors d'employer un matériau, les poutriers en bois utilisés pour établir les rails de chemin de fer. La création présentée, *Zoo*, conçue en 1970 et composée de 33 de ces traverses en bois de chêne, se veut un hommage aux vies perdues lors de la construction des chemins de fer dans les anciennes colonies japonaises en Asie et aux travailleurs victimes de la modernisation du pays.

En fin de parcours, une vidéo de Shingo Yoshida de 2020, *The Summit*, conte une épope artistique familiale reliant trois générations de créateurs à partir de l'érection d'une stèle gravée d'un haïku, transportée au sommet du mont Fuji il y a cinquante ans par le père de l'artiste. Il réalisait le vœu de son propre père, poète. Filmée de manière contemplative, le mont impose sa silhouette conique, insensible au passage du temps. ■

SYLVIE KERVEL

« L'Ecologie des choses », à la Maison de la culture du Japon, Paris 15^e. Jusqu'au 26 juillet.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

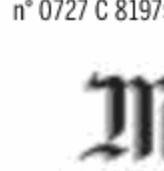
Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE
ACPM
67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



Elisabeth Cialdella
L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIto = 0,0083 kg/tonne de papier



Sébastien Caré

« C'est au paléo-libertarianisme que se sont ralliés les milliardaires proches de Trump »

Le spécialiste des courants libéraux aux Etats-Unis retrace l'histoire de la pensée libertarienne, ses évolutions et la récupération de ses idées par des personnalités de la tech influentes à la Maison Blanche

ENTRETIEN

Maître de conférences à l'université Rennes-1, Sébastien Caré est un politiste, spécialiste des courants de pensée libéraux aux Etats-Unis. Il s'intéresse à la sociologie des think tanks et des intellectuels néolibéraux. Il a publié, en 2010, *Les Libertariens aux Etats-Unis. Sociologie d'un mouvement asocial* (Presses universitaires de Rennes). Il s'apprête à faire paraître, en juillet, « Le paléo-libertarianisme aux Etats-Unis. Genèse, doctrine et stratégie d'un hypo-libéralisme hyper-conservateur », dans la *Revue française d'histoire des idées politiques*.

Qu'est-ce que le libertarianisme et en quoi la nouvelle administration Trump s'en inspire-t-elle ?

Le libertarianisme se présente comme une version utopique et radicale du libéralisme qui étend la logique du marché à toutes les sphères d'activité humaine. Il fait de l'Etat le principal, sinon le seul, ennemi des libertés. Les libertariens plaident ainsi pour un retrait significatif de l'autorité publique. Leur positionnement politique articule trois éléments : la promotion des libertés économiques, avec une déréglementation du marché et un démantèlement de l'Etat-providence ; la défense des libertés individuelles, d'expression, de conscience et de circulation ; un isolationnisme en matière de politique étrangère.

Pour bien comprendre l'influence du libertarianisme sur l'administration Trump, il faut revenir sur l'histoire de ce courant de pensée, ses évolutions et la récupération de certaines de ses idées par différentes personnalités qui apportent aujourd'hui des justifications idéologiques à la Maison Blanche.

Né dans les années 1960 à la suite d'une rupture avec les conservateurs et d'un mariage improbable avec la gauche radicale, ce mouvement est resté fortement centralisé autour du Parti libertarien, créé en 1971 pour l'incarner politiquement, et de son think tank phare, le Cato Institute, fondé en 1977. Après de nombreuses disputes, le mouvement implose au début des années 1980 et se disperse en plusieurs tendances irréconciliables et en autant d'organisations rivales.

C'est dans ce contexte de décomposition que se forge le courant paléo-libertarien, qui, en accolant à la doctrine le préfixe « paléo », qui signifie « ancien » en grec, entend défendre une version du libertarianisme à la fois socialement

conservatrice, économiquement radicale et fermement opposée à tout engagement des Etats-Unis sur la scène internationale. C'est à ce courant, qui soutient Donald Trump et influence certains membres de son administration, que se sont récemment ralliés différents technomilliardaires comme Marc Andreessen, Elon Musk, David Sacks ou Peter Thiel.

Quand ce terme de paléo-libertarianisme apparaît-il et quelle est l'histoire de ce mouvement ?

Le terme n'apparaît qu'au début des années 1990, mais est le produit d'une histoire plus longue, fortement liée à l'itinéraire d'un homme, Murray Rothbard (1926-1995). Fréquemment appelé « Mister Libertarian », cet économiste a impulsé la formation du mouvement dans les années 1960 en orchestrant un rapprochement avec la gauche radicale pacifiste opposée à la guerre du Vietnam. Dans la décennie suivante, il occupe tous les fronts, participe aux activités du Parti libertarien, travaille pour le Cato Institute et échafaude la théorie anarcho-capitaliste qui servira de doxa au mouvement.

Dans les années 1980, Murray Rothbard, de plus en plus intrusif, est mis au ban des principales institutions libertariennes. Il opère un virage très conservateur et va chercher asile dans les franges, au sein d'un nouveau think tank créé en 1982, le Mises Institute [du nom de l'économiste Ludwig von Mises]. Résolument populiste, ce cercle de réflexion est le laboratoire clandestin du paléo-libertarianisme : il accole aux idées anarcho-capitalistes la défense du principe de sécession [droit des communautés de se séparer de l'autorité centrale], du séparatisme racial et des valeurs traditionnelles occidentales.

Le mot paléo-libertarianisme est forgé par Murray Rothbard et le président du Mises Institute, Lew Rockwell, au début des années 1990. Leur ambition est alors double : renouer avec les principes de la droite qui avaient dominé le mouvement conservateur jusqu'à la seconde guerre mondiale et forger une nouvelle alliance avec les paléo-conservateurs, un courant isolationniste et traditionaliste apparu à la fin de la guerre froide.

Dans de nombreux textes rédigés à cette période, les deux économistes redessinent une version du libertarianisme compatible avec cette pensée traditionnaliste : un libertarianisme sans libertinage qui ne fasse pas peur aux électeurs en défendant la légalisation des drogues ou de l'avortement et qui, surtout, ne rejette pas toutes les autorités sociales incarnées par le chef de famille, le prêtre ou le patron, mais seulement celle qu'exerce indûment l'Etat. La liberté n'a, dans cette perspective, qu'un sens très minimaliste et négatif, elle ne consiste qu'en l'absence de coercition étatique.

Cette alliance entre paléo-libertariens et paléo-conservateurs se cristallise dans le soutien apporté par les deux tendances à Pat Buchanan, candidat populaire à l'investiture républicaine en 1992, qui préfigura à bien des égards Trump. C'est à cette occasion que Murray Rothbard publie un texte important [Right-Wing Populism : A Strategy for the Paleo Movement, « le populisme de droite. Une stratégie pour le paléo-mouvement »], souvent cité aujourd'hui, dans lequel il théorise un « populisme de droite » consistant à soulever le peuple contre les élites qui le dominent et le spolient. Après la défaite de Pat Buchanan, des dissensions entre les paléo des deux bords et la mort de



Murray Rothbard en 1995 refermèrent cette courte parenthèse de la première vague du paléo-libertarianisme.

du paléo-libertarianisme se brise sur la victoire de Joe Biden en 2020.

L'élection de Trump en 2024 ne marque-t-elle pas une troisième vague ?

En effet. Cette troisième vague, dont la montée en puissance permet l'élection de Trump en 2024, prend forme pendant la crise due au Covid-19, avec les mesures de confinement qui ont suscité la contestation des milieux libertariens. Un nombre croissant d'entre eux se tournent alors vers les thèses paléo. Le mouvement se trouve également renforcé par le soutien inattendu des libertariens de la tech.

Peter Thiel, le premier à s'y convertir, a soutenu Trump dès 2016. Il a été rejoint par d'autres technomilliardaires

vraisemblablement échaudés par la politique antitrust menée par Biden contre la Silicon Valley : Marc Andreessen, David Sacks et surtout Elon Musk, qui avaient tous trois voté contre Trump en 2016, lui apportent leur soutien en 2024.

Ce ralliement a redonné un nouveau souffle à la pensée paléo-libertarienne, réactualisée sous la forme d'un technoféodalisme qui s'exprime à travers deux projets. Le premier est celui d'une perforation de l'autorité étatique, la prolifération de différentes zones affranchies de certaines réglementations : cités-Etats, paradis fiscaux, technopoles ou autres *gated communities* (quartiers résidentiels fermés) – Elon Musk vient d'obtenir la création d'une ville privée, Starbase, au Texas.

La seconde idée est celle que porte le blogueur Curtis Yarvin, proche de Peter Thiel et d'Elon Musk, qui prône l'avènement d'un techno-monarchisme, où les citoyens n'auraient aucun droit, sinon celui de quitter le pays s'ils étaient insatisfaits de leur PDG-monarque. Cette idée est directement inspirée par Hans-Hermann Hoppe. Dans son ouvrage paru en 2001, *Démocratie. Le dieu qui a échoué* (Résurgence, 2020 pour l'édition française), ce dernier présente la monarchie comme un pis-aller, un régime certes imparfait, mais préférable à la démocratie. Unique propriétaire du pays, le roi serait en effet davantage incité à le protéger et à le développer à long terme qu'un représentant élu pour une courte durée, enclin à gaspiller pour des gains rapides les ressources nationales qu'il confisque par l'impôt. On accorde peut-être trop d'importance à Curtis Yarvin, qui est moins un théoricien qu'un influenceur, et pas suffisamment à Hans-Hermann Hoppe, dont la pensée s'insinue pourtant jusque dans l'entourage de Trump.

Outre le soutien naturel des paléo-conservateurs, qui saluaient ses discours protectionnistes, isolationnistes et anti-immigration, le candidat milliardaire reçut celui, plus inattendu, de quelques libertariens proches du Mises Institute, mais aussi celui d'une nébuleuse d'extrême droite de suprémacistes se réclamant de Murray Rothbard. L'expression d'*« alternative right »*, proposée par le néo-nazi Richard Spencer, mais empruntée au paléo-conservateur Paul Gottfried, s'imposa rapidement pour qualifier cette nouvelle alliance des droites extrêmes. Cette deuxième vague

Michał Matlak L'amitié franco-polonaise survivra-t-elle aux élections présidentielles ?

Selon le politiste, le traité entre les deux pays signé le 9 mai, qui comporte une clause d'assistance mutuelle en cas d'agression armée, pourrait rester lettre morte si le candidat nationaliste l'emporte à l'élection polonaise

En 1921, la France et la Pologne signaient un traité par lequel les deux parties s'engageaient à se porter mutuellement assistance en cas d'attaque. Bien que ces engagements aient été réaffirmés à plusieurs reprises, et notamment en mai 1939, quelques mois plus tard, en septembre 1939, la France se contentait néanmoins de déclarer formellement la guerre à l'Allemagne après que celle-ci a attaqué la Pologne. Les quatorze pages du nouveau traité de coopération et d'amitié renforcées entre les deux pays, appelé aussi traité de Nancy et signé le 9 mai, pourraient-elles avoir plus de valeur? Tout porte à croire que oui; mais il y a aussi des «mais».

Aujourd'hui, la Pologne et la France sont unies par la conviction que l'Union européenne est une forme politique sensible, c'est-à-dire qu'il vaut mieux résoudre les conflits entre les pays européens dans les salles de Bruxelles et de Luxembourg que sur les champs de bataille. En outre, d'autres institutions européennes, comme le marché unique et les compétences partagées (en matière de politique commerciale notamment), sont perçues comme des atouts face aux actions des présidents américain ou chinois.

Ainsi, tant la Pologne que la France tirent d'immenses avantages de leur

appartenance à ce système. Des avantages quantifiables, sous la forme de fonds et de bénéfices provenant de la participation au marché commun, mais aussi des avantages incalculables, résultant du fait que la coopération européenne civilise les tensions sur le continent et permet la création d'un front relativement commun face à la Russie, à la Chine ou aux Etats-Unis. Ainsi, la communauté d'intérêts et de destin est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était avant la seconde guerre mondiale.

SANS COOPÉRATION INTENSIVE, VLADIMIR POUTINE NE CROIRA PAS QUE LA FRANCE PRENDRAIT LE RISQUE DE DÉTRUIRE PARIS POUR DÉFENDRE DANTZIG

En outre, la réalité militaire a changé depuis 1945 avec l'émergence des armes atomiques. Pour la Pologne, la question du parapluie nucléaire constitue aujourd'hui l'élément le plus pertinent de sa relation de sécurité avec la France. Jusqu'à présent, bien sûr, le pays se plaît sous le parapluie américain. Or, bien que celui-ci n'ait pas été officiellement «refermé», tous les pays européens savent désormais qu'ils doivent en priorité compter sur eux-mêmes.

De plus, les cultures stratégiques de la Pologne et la France, jusqu'à il y a peu très éloignées l'une de l'autre, semblent maintenant converger: la France a eu raison de rester prudente vis-à-vis du parapluie américain, et la Pologne a eu raison de s'inquiéter tôt de la menace russe, que la France a longtemps minimisée en croyant à la possibilité de construire une architecture de sécurité avec Poutine. En se portant garante de la sécurité polonaise, la France pourrait également bénéficier de l'augmentation du budget de défense polonais qui se traduirait, par exemple, en commandes d'avions de transport et de ravitailleurs en vol, ou par une participation française au programme d'acquisition de sous-marins polonais.

Par conséquent, bien que la disposition relative aux garanties militaires de l'accord signé il y a plus d'un siècle et celle de l'accord signé le 9 mai puissent sembler similaires, leur contenu réel peut différer – à condition que les modalités de cette disposition soient précisées concrètement et qu'elle soit suivie de l'élaboration d'une nouvelle doctrine nucléaire française, écrite conjointement avec les partenaires européens. Si la disposition prudente du traité était sui-

vie d'une coopération militaire réelle, les garanties françaises auraient en effet une dimension dissuasive. A l'inverse, sans coopération intensive, Vladimir Poutine ne croira pas que la France prendrait le risque de détruire Paris pour défendre Dantzig. Et si aucune stratégie n'est mise en place à l'échelle européenne en matière nucléaire, on ne peut exclure le développement d'un programme nucléaire polonais, même si cela semble peu probable à l'heure actuelle.

Visions du monde similaires

Un autre élément pouvant faire rêver au succès de la coopération militaire franco-polonaise réside dans le fait qu'Emmanuel Macron et le premier ministre polonais, Donald Tusk, ont des visions similaires du monde – les deux ont revisité le libéralisme sans orthodoxie pour en faire une offre politique attrayante centrée sur l'Union européenne. Cette vision, cependant, a de nombreux opposants dans les deux pays, et les élections présidentielles polonaises (dont le second tour se tiendra le 1^{er} juin) et françaises (en 2027) risquent d'interrompre le processus de rapprochement entre les deux nations. La victoire, en Pologne, de Karol Nawrocki – le candidat soutenu par le parti nationaliste Droit et justice et incarnant un courant sceptique à l'égard de l'Union européenne et hostile à l'Allemagne – rendrait le fonctionnement du triangle de Weimar [coopération entre la France, l'Allemagne et la Pologne] plus difficile.

Mais pour que le traité de Nancy soit plus qu'un projet à court terme, la Pologne et la France doivent aussi et surtout porter cette coopération au niveau

européen. Or, dans le domaine de l'armement, la France et la Pologne ont des intérêts divergents; la première possède la plus grande industrie d'armement de l'Union, la seconde n'en a pas encore. D'où des différences d'approche sur le programme européen pour l'industrie de la défense, dont les négociations sont en cours.

La liste des lacunes du système de défense européen est longue. Leur description et les propositions pour les combler constituent l'essentiel du Livre blanc préparé par Andrius Kubilius, commissaire européen à la défense et à l'espace. La Pologne et la France peuvent sans aucun doute jouer un rôle essentiel pour les combler. Le rôle de la Pologne deviendra plus important si, comme annoncé et prévu, elle traduit son niveau élevé de dépenses de défense par la création de l'armée la plus puissante d'Europe. Et si elle s'impose comme un élément-clé du groupe N8, c'est-à-dire des pays scandinaves et baltes qui travaillent sur de nouveaux projets de défense de grande envergure. L'amitié franco-polonaise, quant à elle, perdurerait si elle est intégrée dans le système des institutions européennes qui nous unissent non seulement par notre identité européenne mais aussi par nos intérêts communs. ■

Michał Matlak est docteur en sciences sociales et politiques, travaille à l'Institut de la démocratie de l'université d'Europe centrale de Budapest et au Parlement européen

Georges Nahon L'intelligence artificielle devient le nouveau réseau social mondial

Si le Web n'est pas mort, il va être néanmoins transformé en profondeur par l'intelligence artificielle générative, explique l'expert des technologies, qui décrit cette révolution en marche

PRÉSERVER UN WEB VIVANT, INTERCONNECTÉ, ET RICHE EN CONTENUS NON ARTIFICIELS PRODUITS PAR DES HUMAINS SERA UN VRAI DÉFI

Lors de son témoignage au procès antitrust contre Meta, Mark Zuckerberg a révélé, mardi 15 avril, une transformation profonde: Facebook et Instagram ne sont plus centrés sur les connexions sociales, mais sur le divertissement, l'apprentissage et la découverte. Seulement 17 % du temps passé sur Facebook et 7 % sur Instagram concernent des publications d'amis. Meta n'est plus une entreprise de réseaux sociaux.

TikTok a déjà marginalisé la notion même de média social car c'est un système basé sur les abonnés plutôt que sur les «amis» et donc soit on «suit» des comptes (sources de contenus: textes, sons, images, ou vidéos), soit on reçoit du contenu aléatoire proposé par un algorithme.

Il ne s'agit plus de rester en contact avec sa famille et ses amis. Les contenus viennent en majorité de gens que l'on ne connaît pas et d'algorithmes. Avec tou-

jours plus de contenus créés par l'intelligence artificielle (IA).

On voit aussi que les opérateurs d'IA générative se transforment délibérément en réseaux sociaux. OpenAI développe un projet concurrent d'Instagram et de X (ex-Twitter). Elon Musk fusionne son réseau social X avec sa société d'IA xAI/Grok. Meta intègre son IA, Llama, dans Facebook et Instagram. Il n'est pas anodin que deux anciens responsables du réseau social Instagram participent aujourd'hui au développement de produits chez OpenAI et Anthropic.

Photocopies de photocopies

L'IA devient le nouveau média dominant et le nouveau réseau social mondial. Plutôt que de chercher des informations dans nos flux sociaux ou par des moteurs de recherche, nous dialoguons avec des IA génératives capables d'explorer le Web, de condenser l'information et de nous fournir instantanément des ré-

ponses pertinentes structurées sous forme de réalisations élaborées et substantielles tout en dialoguant avec nous.

De plus, ce type de système d'IA, doté d'une mémoire de plus en plus grande et d'une meilleure intelligence émotionnelle (notamment avec GPT-4.5), offrent des dialogues de plus en plus pointus et personnalisés.

L'IA générative fait aussi évoluer la recherche sur Internet. Désormais, ChatGPT [développé par OpenAI], Claude [l'outil d'Anthropic] ou Gemini [l'assistant de Google] peuvent se connecter au Web en temps réel. On passe de plus en plus par eux pour faire une demande sans cliquer sur des liens bleus de moteurs de recherche. Le cabinet Gartner prévoit en 2024 que 25 % des recherches seraient faites par des IA, une estimation aujourd'hui probablement au-dessous de la réalité.

Un monde où l'on obtient des réponses élaborées instantanées sans naviguer parmi des liens pose de nouvelles questions. Pourquoi lire un livre si un résumé instantané gratuit suffit? Ce n'est pas un hasard si le trafic des sites spécialisés dans les réponses baisse à cause de l'IA générative. Le modèle même du Web ouvert est menacé.

La prolifération des contenus artificiels sur Internet est préoccupante. *Wired* indique que 54 % des articles longs en anglais sur LinkedIn seraient produits par l'IA. Ce «slop» (équivalent pour les contenus du «spam») nuit à la qualité du Web. Si les IA finissent par ingurgiter tout ce qu'elles ont déjà régurgité sur le Web et les réseaux sociaux, les contenus vont tourner en rond et per-

dre en qualité et pertinence: c'est le «collapse», ou l'affondrement, de l'IA générative. Comme les photocopies de photocopies.

Aussi, le jour où les recherches par l'IA seront capables de distinguer le contenu artificiel du naturel et de discriminer les médiocrités, elles rendront un précieux service. Une collaboration communautaire inspirée de Wikipédia pourrait aider à faire labelliser par des humains les contenus non artificiels.

Quatre ou cinq «chaînes»

Mais le risque est que l'Internet de l'IAG générative pourrait être dominé par quatre ou cinq «chaînes» de contenus délivrés pas des opérateurs de ce type de système. Ce qui rendra plus difficile la découverte de nouveaux contenus originaux non artificiels car avec ces outils, le besoin de cliquer sur des liens bleus pour les trouver diminuera inévitablement.

Aussi, imaginer qu'Internet pourra être déconcentré à l'ère de l'IA générative semble un vœu pieux. Déjà près de 90 % du trafic du Web est contrôlé par une dizaine d'entreprises. Préserver un Web vivant, interconnecté et riche en contenus non artificiels produits par des humains sera un vrai défi.

L'IA générative va supplanter le modèle actuel. Le Web ouvert n'est pas mort, mais il décline inexorablement. En devenant aussi le moteur des réseaux sociaux, ce type d'IA fusionne avec eux et redéfinit complètement Internet. C'est soit le canari dans la mine, soit le chant du cygne. Sommes-nous prêts à en affronter les conséquences? ■

Georges Nahon, expert en technologie numérique et ancien directeur du centre d'innovation d'Orange à San Francisco, aux Etats-Unis

En Turquie, les limites de l'équilibrisme en diplomatie

ANALYSE

LA DIPLOMATIE TRANSACTIONNELLE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN N'A FAIT AVANCER AUCUN DES INTÉRÊTS NATIONALS LES PLUS URGENTS DU PAYS

La semaine avait pourtant bien commencé pour Recep Tayyip Erdogan. Le 12 mai, après quarante et une années de guerre et plusieurs cycles de négociations lancés par son gouvernement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation terroriste en Turquie, annonçait sa dissolution depuis sa base arrière, dans les monts Qandil, au nord de l'Irak. Le Pakistan, lui, remerciait Ankara pour ses efforts de médiation dans sa crise avec l'Inde. Et, le lendemain soir, les présidents américain, Donald Trump, et syrien, Ahmed Al-Charaa, et le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, réunis à Riyad, ressentaient le besoin d'appeler leur ami commun à Ankara.

L'occupant de la Maison Blanche venait de lever les sanctions américaines contre la Syrie. Une décision attendue par le nouvel homme fort de Damas ainsi que par le pouvoir turc, en raison de sa proximité avec son voisin, de ses appétits économiques, mais aussi de son souhait de résorber l'épineuse question migratoire. Il se dit même qu'en plus des hommes d'affaires américains, M. Erdogan lui-même aurait persuadé M. Trump d'agir en ce sens. La presse turque progouvernementale a immédiatement diffusé la photo sur laquelle les trois dirigeants, assis autour d'une « pieuvre » téléphonique, échangeaient avec le palais d'Ankara. De quoi conforter la stature du président, le « *dünya lideri* », le leader mondial, comme le surnomment ses partisans.

Le sommet d'Istanbul entre Russes et Ukrainiens, vendredi 16 mai, devait parachever de façon flamboyante le grand retour, entamé il y a quelques années, du chef de l'Etat turc sur la scène internationale. Mais son « *cher ami* » Vladimir Poutine ne l'a pas entendu de cette oreille. La conférence, qui avait suscité l'espoir d'un tournant dans la guerre en Ukraine, n'a pas abouti. Malgré les bons offices de la Turquie, il est même difficile de parler de l'amorce d'une véritable négociation.

Le quotidien à grand tirage et principal porte-voix du pouvoir islamico-conservateur, *Sabah*, a eu beau titrer « Bonne nouvelle après les pourparlers de paix : le monde a suivi la Turquie », le chef de l'Etat n'a pas réussi à faire se rencontrer les présidents russe et ukrainien. C'est Donald Trump, absent lui aussi, qui a appelé les protagonistes à son retour à Washington, sans mentionner la Turquie.

Soutenir Kiev sans fâcher Moscou

On touche peut-être là aux limites de l'exercice : engagé dans un difficile jeu d'équilibre diplomatique – soutenir Kiev sans fâcher Moscou –, le chef de l'Etat turc a certes réussi l'exploit de ne s'aliéner, au fil des années, aucune des parties en conflit. Il n'en a pas moins exposé certaines de ses faiblesses. Entre la Russie, son principal fournisseur d'énergie, l'Ukraine, son meilleur partenaire pour l'industrie de défense, et la coalition anti-Poutine de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Recep Tayyip Erdogan a tout misé sur une diplomatie transactionnelle,

avec ses risques, ses désenchantements et ses petits calculs politiciens. « *N'abandonner ni Kiev ni Moscou* » et « *ne pas céder sur les intérêts de la Turquie* », avait-il résumé dès le premier jour de la guerre, le 24 février 2022. Or, comme le souligne Mustafa Kutlay, dans la revue *Foreign Affairs*, l'ambition transactionnelle de la diplomatie d'Ankara est compliquée par le fait que la Turquie n'est pas un pays non aligné comme les autres.

Bien que ses dirigeants courtisent des institutions comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, rejoints par cinq autres membres) ou l'Organisation de coopération de Shanghai, la Turquie demeure membre de l'OTAN, de l'union douanière de l'Union européenne (UE), du Conseil de l'Europe et candidate à l'adhésion à l'UE. Ces engagements suscitent des attentes envers la Turquie, et toute autre orientation a des conséquences. Après avoir signé l'achat de missiles S-400 à la Russie en 2017, Ankara a été exclu du programme d'avions de combat F-35 de l'Alliance atlantique. Et, après des années de relations erratiques et tendues avec ses voisins, elle n'a pas été invitée à participer au Forum du gaz de la Méditerranée orientale.

L'engagement de la Turquie et d'autres puissances moyennes en faveur d'un monde multipolaire est compréhensible, alors que les grandes puissances deviennent de moins en moins fiables. Mais une recherche excessive d'autonomie est aussi porteuse de risques. Plutôt que de collaborer à des objectifs communs, les deux parties se contentent

souvent d'accords sommaires. L'exemple du pacte migratoire signé en 2016 avec Bruxelles est frappant : en échange de l'engagement turc de retenir les Syriens sur son sol, l'UE fournit des fonds pour compenser les coûts, et tolère tacitement la régression des normes démocratiques en Turquie.

D'ailleurs, cette diplomatie transactionnelle n'a fait avancer aucun des intérêts nationaux les plus urgents du pays. Les discussions avec Bruxelles sur les projets de modernisation de l'union douanière durent depuis dix ans sans avancée. Côté énergie, Ankara n'a pas réglé sa dépendance à l'égard de blocs rivaux. Et les investissements étrangers peinent à retrouver des niveaux suffisants, en partie à cause des troubles politiques internes.

Recep Tayyip Erdogan est un dirigeant adepte du pragmatisme. C'est un homme qui observe attentivement ce qu'il se passe dans la région et dans son pays avec un degré d'autoritarisme toujours plus prononcé. En mars, il n'a vu d'autre solution que de faire arrêter son principal opposant, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui reste incarcéré, pour l'éliminer. C'était sa réponse aux mauvais sondages qui indiquent le basculement de larges pans de la société contre sa politique. Le président turc peut se consoler en se disant qu'il a encore des amis ailleurs. A la Maison Blanche, au Kremlin et à Kiev. En Europe, peu de voix se sont élevées contre ses agissements. Pour combien de temps ? ■

NICOLAS BOURCIER
(CORRESPONDANT À ISTANBUL)



CHRONIQUE | PAR BÉATRICE MADELINE

L'économie française au bord de la falaise

Ce pourrait être un compte à rebours : 0,9 % en début d'année, puis 0,7 %, et maintenant, selon les prévisions de la Commission européenne, 0,6 %. Au fil des mois et des rebondissements de la guerre commerciale lancée par Donald Trump, les perspectives de croissance pour la France en 2025 s'amenuisent. Et l'économie se rapproche dangereusement du bord de la falaise. Pourtant, l'exécutif continue d'afficher sa sérénité, sans prendre conscience que le vent menace de tourner.

Le sommet Choose France, avec l'annonce de 20 milliards d'euros d'investissements étrangers, a permis à Emmanuel Macron d'orchestrer, sous les ors de Versailles, le triomphe de l'attractivité retrouvée de la France. Quelques jours auparavant, Eric Lombard, le ministre de l'économie, assurait devant un parterre de chefs d'entreprise que « notre économie résiste très, très bien », en dépit d'un contexte géopolitique plus que chahuté.

Certes, quelques signaux sont encourageants : à 0,1 % au premier trimestre, la croissance a ressorti la tête de l'eau, après un petit plongeon de la même ampleur (- 0,1 %) fin 2024. Le marché du travail, dont on attend la dégradation depuis l'automne 2024, affiche une résistance surprise : le chômage n'a augmenté que de 0,1 % au premier trimestre. Les créations d'entreprises, qui étaient à l'arrêt en début d'année, sont reparties de l'avant, tandis que les défaillances se stabilisent, à un niveau élevé, il est vrai.

Cela suffira-t-il à compenser d'autres tendances à l'œuvre, qui sapent le potentiel de croissance de l'économie française ? Derrière le mirobolant tableau de chasse de Choose France, ces 20 milliards investis par des entreprises étrangères (qui, par ailleurs ne mettent pas toujours leurs projets à exécution), les sociétés françaises fanfaronnent moins. L'investissement productif, qui a reculé de 1,5 % en 2024, est toujours orienté à la baisse. L'autre moteur de la croissance, à savoir la consommation, qui représente plus

de la moitié de l'activité économique du pays, crachote lui aussi. Préoccupés par une possible hausse des impôts et une remontée du chômage, les Français sont restés prudents dans leurs dépenses en ce début d'année, doublant les espoirs de voir la consommation alimenter de nouveau l'activité des entreprises donc la croissance.

Himalaya budgétaire

Voilà qui ne va pas faciliter la réduction du déficit public, qui doit revenir à 5,4 % du produit intérieur brut cette année (contre 5,8 % en 2024), puis 4,6 % en 2026, pour tomber sous les 3 % en 2029. Un « état d'urgence budgétaire », a admis Eric Lombard. Pour parvenir à l'objectif 2026, il faut trouver 40 milliards d'euros d'économies – puisque le gouvernement, pour l'heure, a promis de ne pas augmenter les impôts. La seule marge de manœuvre se situe donc du côté des dépenses.

Mais où tailler, alors que les services publics sont à la peine, que la police et la justice crient famine, que l'hôpital est en longue maladie ? Stéphane Colliac, économiste à BNP Paribas, suggère une piste : dans la mesure où les salaires progressent, depuis 2024, plus vite que l'inflation, soutenant ainsi le pouvoir d'achat, il devient possible de réduire certaines prestations sociales ou aides directes versées aux ménages – chèque énergie ou primes exceptionnelles de rentrée scolaire. Une option qui n'est pas sans risque, car c'est autant d'argent en moins qui alimentera la tuyauterie économique sous forme d'achats de biens et de services.

Quant aux dépenses de réarmement, c'est l'autre face de l'Himalaya budgétaire au pied duquel se trouve l'exécutif. Un rapport de France Stratégie, publié le 19 mai, pose crûment le débat. Pour parvenir à consacrer 3,5 % de son PIB à l'effort de défense d'ici à 2030, il sera nécessaire de faire des « choix très stricts », prévient cette institution placée auprès du premier ministre. Un euphémisme, si l'on en juge à l'exemple qui est donné : il faudrait réduire toutes les autres dépenses publiques de 0,7 % par an en moyenne (hors inflation) entre 2025 et 2039 (contre une croissance moyenne de + 1,6 % par an entre 2001 et 2023). Des efforts « totalement inédits », constate France Stratégie. Qui pourraient bien, s'ils étaient mal calibrés, pousser pour de bon l'économie française en bas de la falaise. ■

SANS AUGMENTATION DES IMPÔTS, LA SEULE MARGE DE MANŒUVRE SE SITUE DU CÔTÉ DES DÉPENSES

LES GUERRES INVISIBLES DE POUTINE

LIVRE



GÉOPOLITIQUE DE L'INGÉRENCE RUSSE. LA STRATÉGIE DU CHAOS
de Christine Dugoin-Clement, PUF, 248 pages, 15 euros

Ce sont des guerres invisibles avec des actions non revendiquées, dont les auteurs usent du « *dénial plausible* » pour réfuter toute implication. Ces opérations polymorphes sont aussi bien des cyberattaques que des campagnes de désinformation. Les néoempires autoritaires qui veulent remettre en question l'ordre international en usent avec efficacité, à commencer par la Russie de Vladimir Poutine. « *Ils recherchent en permanence l'ambiguïté et l'incertitude pour nous imposer in fine le fait accompli avec une prise de risque réduite* », souligne le chef d'état-major des armées Thierry Burkhard dans sa préface au livre de Christine Dugoin-Clement, *Géopolitique de l'ingérence russe. La stratégie du chaos* (PUF, 248 pages, 15 euros).

Un ouvrage important pour comprendre la nature, les méthodes et l'ampleur de ces menées hybrides.

« *L'intégration de la guerre informationnelle dans l'arsenal du Kremlin lui a permis d'adopter une réponse asymétrique et systémique* »

face aux Occidentaux », écrit la chercheuse à la chaire Risques et à l'observatoire de l'intelligence artificielle de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, soulignant que « *Moscou a ainsi endossé un rôle que les Occidentaux ont des difficultés à lire et à intégrer, particulièrement en ce qui concerne les réponses à apporter à un Etat qui ne prive jamais de rappeler son statut de puissance nucléaire, tout en rendant de plus en plus floues les frontières séparant temps de paix et temps de guerre* ». Les pays occidentaux, certes avec retard, ont compris le risque que représentent ces ingérences pour la démocratie comme pour la cohésion de leurs sociétés et commencent à se doter des moyens d'y répondre.

Ampleur croissante

La première de ces cyberattaques massives a été lancée en 2007 contre l'Estonie. Elle fut attribuée à des « acteurs russophones », tandis que le Kremlin niait avoir pris part à l'affaire. La même année, dans un discours prononcé à la conférence sur la sécurité à Munich, grand rendez-vous annuel pour

les questions de sécurité, le président russe, qui jusque-là feignait une volonté de dialogue, se lança dans un réquisitoire contre les Occidentaux et l'expansion de l'OTAN vers l'est. Un an plus tard, il attaquait la Géorgie, puis annexait la Crimée en 2014 et commençait sa guerre d'agression en Ukraine.

Ce retour vers le passé permet de mettre en perspective ces ingérences multiples qui n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Le ministère des affaires étrangères accusait, fin avril, le GRU, service de renseignement russe, d'avoir mené de nombreuses cyberattaques contre les intérêts français, mettant notamment en cause les pirates informatiques du groupe APT28, également connus sous le nom de Fancy Bear. « *L'instrumentalisation de tous les champs impactant les sociétés, la superposition des temporalités et la démultiplication des crises mise au service de l'exportation d'un chaos contrôlé dans les pays tiers ne sont pas une lecture familiale aux Occidentaux* », regrette l'autrice qui veut contribuer à une prise de conscience. ■

MARC SEMO

Vers le futur | PAR GIULIA D'ANNA LUPO





INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Trump et la doctrine du grand pardon

Le 29 janvier 2002, George W. Bush rangeait une partie du monde islamique, en l'espèce l'Iran et l'Irak, au rayon «axe du Mal». Le 5 juin 2009, Barack Obama, dans un discours prononcé au Caire, s'efforçait de réconcilier le monde musulman avec les Etats-Unis. Mardi 13 mai 2025, Donald Trump livrait les clés de son ambition au Moyen-Orient : la paix par le «business». Compte tenu des désastres provoqués par Bush (junior) et le peu de succès obtenu par Obama dans la région, comment évaluer la doctrine Trump ?

Ce n'est pas un hasard : le 47^e président américain a théorisé – exercice peu fréquent chez lui – sa posture moyen-orientale à Riyad, dans l'un des palais de la maison Saoud. Miroirs, dorures, sol en marbre, air conditionné et parfum d'ambiance, il est ici chez lui. Depuis 1945, a-t-il rappelé, la monarchie saoudienne est le grand allié de l'Amérique au Moyen-Orient – Israël viendra plus tard. Mais, entre Trump et les familles régnantes de la côte ouest du Golfe, les liens sont plus profonds encore. L'Américain et les émirs pratiquent la même forme de gouvernance : intérêts publics et privés sont confondus. Les affaires de la Trump Organization dépendent largement des contrats qu'elle négocie dans cette région.

Mais là n'est pas l'essentiel. Le fond du discours de Riyad, c'est la version trumpiste d'un vieux modèle de politique étrangère américaine : l'école dite «réaliste». Le réalisme est ici non pas tant au service de la sécurité de l'Amérique que d'abord destiné à accroître sa richesse. La paix par le contrat commercial – et rien d'autre. Trump règle son compte à l'école «idéaliste». Celle-ci tient que la sécurité de l'Amérique passe par la diffusion universelle du mode de gouvernement démocratique. Pour s'en tenir à quelques noms aux XX^e et XXI^e siècles, cette approche était celle de Woodrow Wilson, John Kennedy, Jimmy Carter, Ronald Reagan, Bill Clinton, George W. Bush et Joe Biden.

Démocrates et républicains se reconnaissaient dans un discours où la défense de la liberté, l'exportation de la démocratie et la promotion des droits de l'homme faisaient partie de la politique étrangère du pays. Non sans une certaine dose d'hypocrisie, ce prosélytisme idéologique était au service des intérêts de puissance de l'Amérique – économiques, culturels, stratégiques. Les néo-conservateurs américains du début du siècle en ont tiré une doctrine. Le terrorisme islamiste est le produit des tyrannies arabes, disaient-ils ; il faut donc le combattre en changeant les régimes dictatoriaux en place dans la région. Par la force armée, si nécessaire, et par le *nation building* – la construction, ou plutôt la reconstruction, d'une nation.

A Riyad, Trump dénonce ce mélange d'interventionnisme armé et de missionarisme démocratique. Il qualifie ses prédécesseurs à la Maison Blanche, démocrates et républicains, de «soi-disant

LE RÉALISME
EST NON PAS TANT
AU SERVICE
DE LA SÉCURITÉ
DE L'AMÉRIQUE QUE
D'ABORD DESTINÉ
À ACCROÎTRE
SA RICHESSE

«bâtisseurs de nations», qui ont détruit bien plus de nations qu'ils n'en ont construites». Il stigmatise ces «interventionnistes qui sont intervenus dans des sociétés complexes qu'ils ne comprenaient pas eux-mêmes». Il les accuse d'avoir «dépensé des milliards sans parvenir à développer Kaboul, Bagdad et tant d'autres villes».

Est-ce le rôle des Etats-Unis, interroge-t-il, de «porter des jugements sur l'âme des dirigeants étrangers et (...) de leur faire payer leurs péchés?». Non, cela, c'est «l'affaire de Dieu», dit Trump, pas de l'Amérique.

L'ère du deal

Pas un mot sur la liberté politique ou les droits de l'homme dans l'allocution de Riyad. Trump pratique le grand pardon. Il faut passer outre les coups tranchés au sabre, l'exportation du wahhabisme dans nos banlieues, le financement du Hamas par le Qatar (avec le feu vert d'Israël), le parrainage du terrorisme par la République islamique d'Iran, l'appartenance passée à Al-Qaida du nouveau dirigeant syrien, Ahmed Al-Charaa – «un jeune homme séduisant, un dur, un combattant». Trump promet de lever les sanctions contre la Syrie. Son administration négocie avec l'Iran pour en revenir à ce qu'il avait saboté en 2018 : un accord négocié par Barack Obama et qui plaçait le dispositif nucléaire iranien sous contrôle international. Le renouvellement des générations au pouvoir au Moyen-Orient, poursuit Trump, annonce des temps nouveaux dans la région. A la guerre succède l'ère du deal, jure-t-il.

Le «grand deal» serait d'amener l'Arabie saoudite, la nation gardienne des lieux saints de l'islam, à nouer des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. En échange, Washington signera avec Riyad un pacte de défense et un accord de coopération nucléaire civile. Ce serait le couronnement de ce qu'on a appelé les «accords d'Abraham» – la normalisation des relations entre quatre pays arabes et Israël (Emirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Soudan). Mais le conflit israélo-palestinien s'est interposé.

Toléré par les Etats-Unis, le martyre infligé à la population civile de Gaza – en réponse au massacre perpétré par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023 – suscite la colère des opinions arabes et contraint leurs dirigeants. La dynamique des accords d'Abraham est cassée. Les dizaines de milliers de morts, la faim, le blocus de l'assistance humanitaire, la menace d'un transfert forcé de 2,3 millions de Gazois épuisés dans le sud du territoire, rien de tout cela n'a figuré dans le discours de Riyad.

Le traitement du conflit israélo-palestinien requiert une longue et ingrate médiation. C'est plus compliqué que de conclure des deals dans les salons climatisés de Riyad. Pour intéressante qu'elle soit, la doctrine moyen-orientale de Trump ne conditionne pas le succès du «business» à l'avancement de la paix israélo-palestinienne. Elle est plus que bancale. ■

PAS UN MOT
SUR LA LIBERTÉ
POLITIQUE
OU LES DROITS
DE L'HOMME DANS
L'ALLOCUTION
DE RIYADENTRE LONDRES
ET BRUXELLES,
UN DÉBUT DE
RETRouvailles
BIENVENU

ÉDITORIAL

Pour la première fois depuis le référendum historique sur le Brexit de 2016 et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) en 2020, les îles Britanniques amorcent un mouvement de rapprochement, lui aussi marquant, avec le continent. La conclusion, lundi 19 mai à Londres, par le gouvernement travailliste de Keir Starmer et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, d'un «nouveau partenariat stratégique» officialise un retour de balancier après les interminables et acrimonieuses négociations de sortie suivies par des années d'éloignement et de méfiance. Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, la menace russe, l'isolationnisme américain, le risque de décrochage européen et la mon-

tée des égoïsmes nationaux, c'est une bonne nouvelle pour les Vingt-Sept.

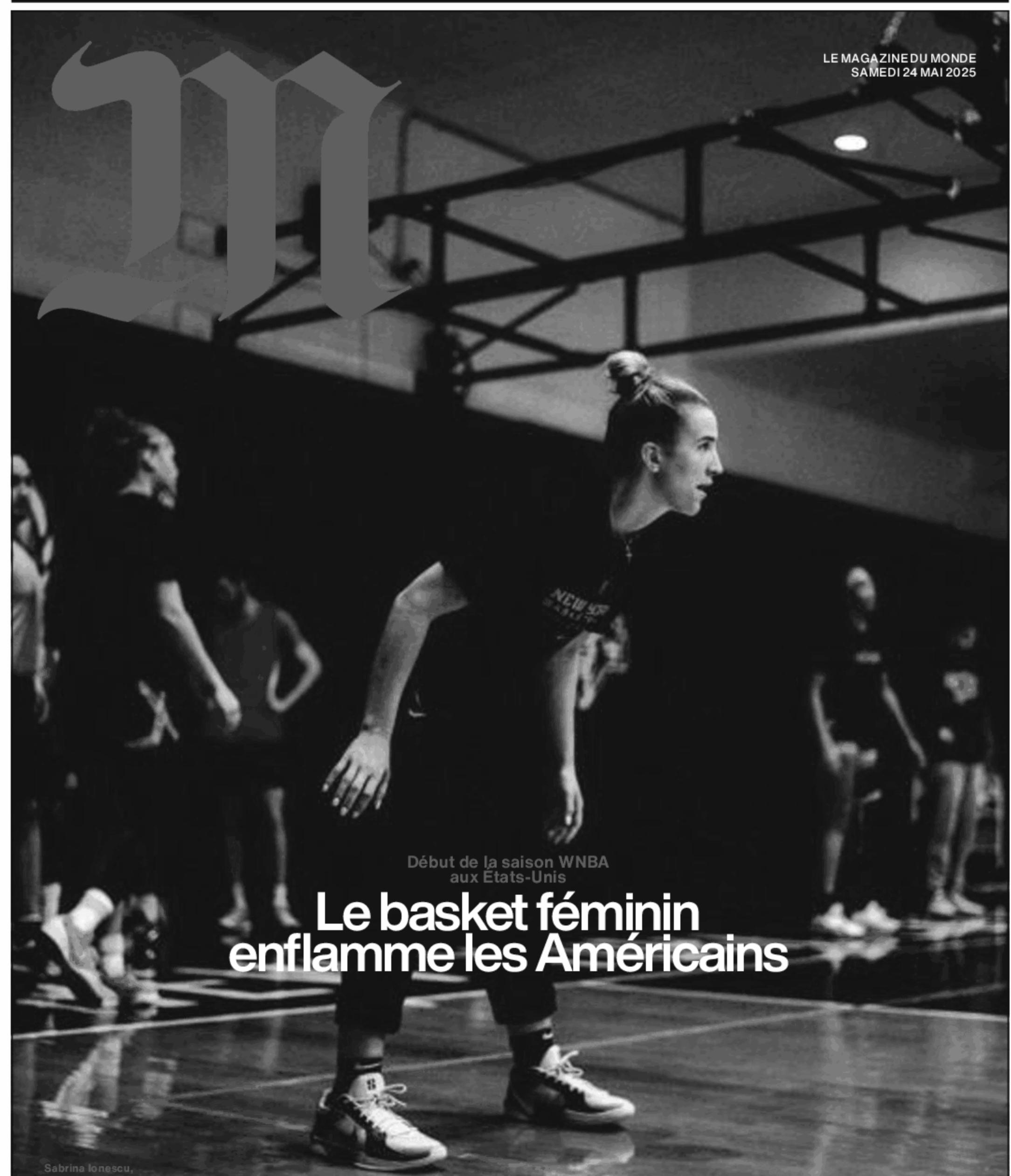
Ce lourd paysage n'est évidemment pas étranger à ce début de retrouvailles bienvenu. Le cœur de l'accord signé lundi est constitué par un pacte de défense et de sécurité qui renforce la coopération en matière militaire et d'armement. Il ouvre la voie à un futur accès des industriels britanniques au fonds européen SAFE de 150 milliards d'euros destiné à financer le réarmement des Vingt-Sept. Les Britanniques ont aussi obtenu la suppression sans limite de durée des contrôles sanitaires pour leurs produits entrant dans l'UE. En contrepartie, ils ont consenti à maintenir jusqu'à 2038 l'accès de leurs eaux nationales aux bateaux de pêche français, belges et néerlandais. En revanche, M. Starmer n'a pas accepté de rétablir les facilités qu'offre l'UE en matière de mobilité des jeunes, sujet sur lequel des négociations vont cependant se poursuivre.

Relativement modestes, ces avancées reflètent cependant l'esprit constructif qui anime désormais les deux parties. Côté britannique, le mouvement traduit une forme de reconnaissance des dommages que s'est lui-même infligés le Royaume-Uni en entravant ses échanges avec son principal partenaire économique, dommages constatés aujourd'hui par une majorité de Britanniques, selon les sondages. Pour les Européens, il s'agit d'admettre qu'ils pèseront davantage dans les affaires du monde en co-

pérant étroitement avec un pays doté d'une importante industrie de défense, d'une armée structurée et de l'arme atomique.

Pourtant, l'accord porte les traces du profond traumatisme qu'a laissé le Brexit au Royaume-Uni et du poids qu'y conserve la rhétorique antieuropéenne. Sous la pression des discours anti-immigration tenus par les conservateurs et le parti d'extrême droite Reform UK, fort de récents succès électoraux, le premier ministre Starmer a refusé de rétablir une forme de libre circulation pour les jeunes Européens que souhaite l'UE. Les Tories considèrent d'ailleurs l'alignement sur les normes sanitaires de l'Union et l'accord sur la pêche comme une nouvelle «capitulation» devant l'UE, tandis que Reform UK y voit une «trahison du Brexit». La presse conservatrice britannique accuse le dirigeant travailliste d'avoir sacrifié la souveraineté nationale reconquise lors du vote de 2016.

Dans ce contexte où «Bruxelles» demeure un mot piégé au Royaume-Uni, et où les Vingt-Sept eux-mêmes sont aux prises avec les populismes et les nationalismes, le «nouveau partenariat» conclu à Londres reflète à la fois la force d'attraction de l'UE, un début de prise de conscience au Royaume-Uni, mais aussi la nécessité d'user de pragmatisme pour favoriser la reconstruction d'un lien rendu évident par l'économie, la géographie et l'histoire, et indispensable par la dureté des temps. ■

Début de la saison WNBA
aux Etats-UnisLe basket féminin
enflamme les AméricainsSabrina Ionescu,
meneuse duPODCASTS
Le goût de MINSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

Sherlock Holmes, de Baker Street à «La Pléiade»

Le célèbre détective fait son entrée dans la vénérable collection. Quatre romans et soixante nouvelles de Sir Arthur Conan Doyle composent cette édition

XAVIER HOUSSIN

Au début, et avant tout, il y a le docteur Watson. Sans lui, nous ne saurions rien de Sherlock Holmes. John H. Watson, médecin militaire, a frôlé la mort lors de la deuxième guerre anglo-afghane (1878-1880). Blessé, il a contracté là-bas la fièvre typhoïde et, «la santé irrémédiablement compromise», il a été rapatrié. À Londres, alors qu'il recherche un appartement au loyer en rapport avec sa modique pension, un ancien condisciple le met en relation avec un gentleman en quête de colocataire. Le logement, clair et confortable, se trouve au 221B Baker Street. C'est ainsi que Watson fait la connaissance de Holmes et que débutent leurs aventures. Il s'en fera, avec fidélité et admiration, le très scrupuleux chroniqueur. La première, *Une étude en rouge* (1887), commence par le récit de cette rencontre et de la découverte ébahie des extraordinaires capacités de déduction de son compagnon, avant de s'enfoncer dans les méandres d'une bien obscure et dramatique énigme.

Avis aux amateurs de mystère et de littérature de genre: tout Sherlock Holmes arrive dans «La Pléiade». Tout, ou plus exactement ce que les spécialistes appellent le «Canon» (en référence aux textes canoniques bibliques), c'est-à-dire l'en-

| L'album et tout l'appareil critique du coffret nattent adroitement l'existence romanesque des héros avec celle de Conan Doyle

semble des textes qu'écrivit son créateur, Arthur Conan Doyle (1859-1930), entre 1887 et 1927, soit quatre romans et 56 nouvelles, excluant toutes les pièces apocryphes. A ce noyau dur s'ajoutent quatre autres «nouvelles extracanoniques» reconnues par les holmésiens comme étant bien de la main du maître. A l'exception de deux de ces dernières, directement traduites de leur publication dans le *Strand Magazine* en 1898, la présente édition dirigée par Alain Morvan appuie cet ensemble de nouvelles traductions sur *The Oxford Sherlock Holmes* (Oxford University Press, 1993), seule publication à faire autorité.

L'album conçu par Baudouin Millet qui accompagne les deux volumes de «La Pléiade» est entièrement consacré à Holmes. Une première. Jamais jusqu'ici un personnage n'en avait fait seul l'objet. Indubitablement, notre homme a une existence propre. Un grand type mince, pipe au bec, au regard pénétrant, limier traquant les criminels, la loupe à la main. On le voit plus qu'on ne l'imagine. Pour un peu, on oublierait qu'il s'agit d'un être de fiction, tant on a le sentiment, d'un texte à l'autre, de le connaître vraiment. Par le truchement de Watson, Conan Doyle nous le révèle, donnant des détails



Les chutes du Reichenbach (Suisse), en août 2024. Où Sherlock Holmes retrouve Moriarty pour leur dernier combat. NORA TEYLOUNI/LE TEMPS

biographiques comme autant de pièces de puzzle à assembler. Le portrait du «détective consultant» à l'implacable méthode laisse entrevoir des contrastes. De la fragilité aussi. Pur produit de la tradition britannique, le locataire de Baker Street n'est pas pour autant un farouche conservateur. Il ne cède jamais aux puissants et méprise ses honoraires quand il a affaire à des gens modestes. Ce qui le guide, c'est la passion de la justice, la lutte contre le mal. Mais cette foi ardente, cette émotion ont un revers. Holmes est un hypersensible, alternant des phases d'excitation avec des moments de dépression profonde qu'il soigne à la cocaïne.

Sherlock Holmes et son acolyte ont ébauché leurs aventures à l'ère victorienne et les ont poursuivies pendant l'époque édouardienne. Ils sont toujours présents au déclenchement de la première guerre mondiale. L'album et tout l'appareil critique de l'édition nattent

adroïtement leur existence romanesque avec celle de Conan Doyle. Médecin, écrivain prolifique, à la fois journaliste, historien, dramaturge, poète, il a été aussi officier de santé sur un baleinier, puis a rejoint un hôpital de campagne pendant la guerre des Boers. Il s'est engagé contre les horreurs de l'exploitation coloniale au Congo, a mené des combats contre les erreurs judiciaires. A s'interroger sur la genèse de l'œuvre, comment ne pas percevoir ce qui le rapproche de ses deux héros? De Holmes surtout. Trop peut-être. Dès 1891, il songe à se débarrasser de ce détective qui l'encombre. Ce qu'il fera deux ans plus tard dans *Le Dernier Problème*, l'entraînant avec son ennemi le professeur Moriarty dans les chutes du Reichenbach (Suisse). Mais il avait dû finalement le ressusciter. En 1902, il lâchait à un public frustré et pressant *Le Chien des Baskerville*, dont l'action était censée se passer avant *Le Dernier Problème*. Puis,

de guerre lasse, il le faisait réapparaître dans *La Maison vide* (1903).

Sherlock Holmes a pris la première place. A Crowborough, dans le Sussex, où il avait sa maison et où il mourut, Conan Doyle a sa statue, mais à Edimbourg, sa ville natale, c'est celle du détective qui se dresse. Comme à Londres, en Suisse, au Japon. Et à Moscou aussi. Mais là, l'artiste l'a représenté bavardant avec Watson. «Élementaire!» Car, sans son fidèle biographe, Holmes serait resté un parfait inconnu. ■

SHERLOCK HOLMES, I ET II,
d'Arthur Conan Doyle,
traduit de l'anglais par Claude Ayme,
Alain Morvan et Mickaël Popelard,
sous la direction d'Alain Morvan,
avec la collaboration de Claude Ayme,
Baudouin Millet et Mickaël Popelard,
Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade»,
deux volumes sous coffret, 1248 p.,
et 1184 p., 124 € jusqu'au 31 octobre.

2

C'EST
D'ACTUALITÉ
► Colloque «SAS»:
une série de Gérard
de Villiers»

3

ENTRETIEN
► Laure Murat: «Il faut
repenser le statut
de l'œuvre d'art»



G. VAN DER HASSELT/AFP

4/5

LITTÉRATURE
► Suzanne Duval,
Dominique Fortier,
Graham Swift,
Robert Plunket



Suzanne Duval.

6

HISTOIRE
D'UN LIVRE
► «Le Retour du roi Jibril», de Ramsès Kefi et Rachid Laïrache



8

ESSAIS
► «Quitter Berlin. Journal de jeunesse. 1913-1923», de Gershom Scholem

9

BIOGRAPHIES
► Léon Degrelle, Jeanne Lanvin, Cioran, le chevalier de Lorraine



10

RENCONTRE
► Paul Joubert:
«Je veux enjoiver le hasard»

Les dicos ne font pas bader les sapiosexuels

Les dictionnaires Le Robert et Larousse enrichissent chacun cette année leurs nouvelles éditions de 150 mots inédits. Parmi les ajouts notables du Petit Robert figurent « sapiosexuel » (attirance pour l'intelligence), « climaticide » (action néfaste pour le climat), « prompt » (commande destinée à l'intelligence artificielle). Le Larousse, de son côté, met en lumière des termes tels qu'« aplaventrisme » (attitude de soumission excessive), « glamping » (camping de luxe), « bader » (être démoralisé) ou encore le « syndrome de l'imposteur ».

“ Rien ne laissait présager que quinconque allait relire cette chose”

KAZUO ISHIGURO

L'écrivain britannique, Prix Nobel de littérature 2017, réagissait, le 17 mai, dans une interview à Associated Press, à la projection dans la sélection Un certain regard du Festival de Cannes du film du cinéaste japonais Kei Ishikawa *A Pale View of Hills*, adapté de son premier roman, *La Lumière pâle sur les collines* (Presses de la Renaissance, 1984).

Rêver à l'abbaye

A l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), installé dans l'abbaye d'Ardenne, près de Caen, l'exposition « Fragments du rêve », conçue par l'éditrice Claire Paulhan, explorera, du 6 juin au 30 novembre, la matière onirique à travers des archives littéraires et artistiques. Manuscrits, dessins, collages et films – projetés en partenariat avec le Centre Pompidou – dévoileront la manière dont le rêve irrigue la création, des récits nocturnes de Philippe Soupault, Hervé Guibert ou Jacques Derrida aux hypnoses de Léon Chertok.

Lire en VO

La lecture de livres étrangers en langue originale est en plein essor, raconte *Livres Hebdo*, dans une enquête parue le 19 mai. Le magazine professionnel a notamment interrogé des libraires, qui témoignent d'une progression constante des ventes en anglais, mais pas seulement (la progression, sur un an, se situe entre +1,35 %, pour l'espagnol, et +15 %, pour l'italien, selon une spécialiste interrogée). Une demande qui porte à la fois sur des classiques et des nouveautés, souvent après qu'elles ont été recommandées par des influenceurs, en particulier sur TikTok.

A la Sorbonne, des journées d'étude ont réuni historiens et lecteurs de Gérard de Villiers

Chicanes au colloque « SAS »

REPORTAGE

LOURI CHRÉTIENNE DE PENANROS

J amais je n'aurais pensé participer à une conférence sur SAS ! aura été la vérité la mieux partagée du colloque organisé, les 14 et 15 mai, à la Sorbonne (Paris-I), par les historiens Bertrand Tillier et Frédéric Tristram. Sous le titre « SAS : une série de Gérard de Villiers », l'événement a réuni 18 conférenciers. Certains – plus que certaines – ont reconnu avoir été de grands lecteurs de ces romans populaires : adolescents, ils dérobaient les livres pour y « débusquer des scènes érotiques », ou pour en contempler la « couverture choquante mais excitante » – des photographies de jeunes femmes en tenue légère arborant des armes à feu.

Dans la salle des Actes de la Sorbonne, autre du savoir, les couvertures évocatrices projetées au tableau apparaissent quelque peu en dissonance. L'atmosphère studieuse caractéristique des colloques universitaires est sans cesse perturbée par les confessions générées des professeurs et par l'hilarité qu'elles suscitent dans le public.

Pourtant, SAS, c'est du sérieux : un immense succès commercial, de 120 à 150 millions d'exemplaires vendus entre 1965 et la mort de l'auteur, en 2013, pour 200 volumes, publiés chez Plon puis par les éditions Gérard de Villiers. Pourquoi détourner le regard de cette réussite populaire ? En introduisant le colloque par ces chiffres, les organisateurs rappellent que c'est plutôt la non-existence du colloque qui devrait paraître inconcevable.

SAS, pour « Son Altesse Sérénissime », retrace les aventures du prince autrichien Malko Linge, agent pour le compte de la CIA lors de la guerre froide. D'après Matthieu Letourneau, spécialiste de littérature sérielle, SAS s'impose dans les années 1970 comme un « hypergenre », soit une recette standard, attestée par son succès, à partir de laquelle découlent une ribambelle d'autres séries. Et « l'identité autoritaire a fini par supplanter l'identité éditoriale : SAS et son héros, Malko, sont indissociables de la personne de leur auteur.

Classé tantôt à droite, tantôt à l'extrême droite, Gérard de Villiers, grand ami de Jean-Marie Le Pen, oscillait entre libéralisme atlantiste et nationalisme réactionnaire. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il injectait sans complexe son « racisme » dans les aventures de son personnage en Afrique ou en Asie. « Sa culture politique est celle des expatriés de l'époque. Il utilise le même lexique local rudimentaire qu'eux », analyse l'historien Bertrand Hirsch, spécialiste de l'Ethiopie. Selon lui, c'est dans ce milieu proche des anciennes élites coloniales que se « fondent les stéréotypes racistes ». Dans *Le Trésor du Négu* (Plon, 1977), Gérard de Villiers regrette le temps des colonies : « [Les Italiens] n'étaient pas restés assez longtemps. »

Au demeurant, ses préjugés comportent des nuances : il distingue les ethnies et les essentialise suivant une hiérarchie qui associe le niveau de barbarie à la noirceur de la peau. En 1976, dans *Le Nouvel Observateur*, il va par exemple jusqu'à affirmer à propos des peuples arabes : « Je les mets au plus bas, tout de suite après les chiens. Ils sont un concentré des défauts humains. »

Dans SAS, ont continué les intervenants, la représentation des femmes et leur fonction dans le récit sont imprégnées de « misogynie » et de « culture du viol ». Elles sont des figures jetables, des objets sexuels que

Dans le local d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine) où est entreposée la collection des « SAS », en 2021. CYRIL ZANNETTACCI / AGENCE VU'



Malko ridiculise, ou dont il s'éprend avec violence puis se défait. L'homme possède une propension, légitime pour l'auteur, à la violence. La femme est confinée à la sphère de la sexualité. Une femme forte n'en est plus une.

Dans le public, une spectatrice s'interroge sur le décalage entre cette représentation des femmes et la manière dont elles apparaissent sur les couvertures, où elles brandissent des armes avec un regard sévère. Ce paradoxe alimente un vif débat parmi les participants. « La métaphore phallique ! », lance l'historien Eric Fournier, qui rappelle le cliché de la femme meurtrière qui jouit en pressant la détente. D'autres arguent, plus simplement, que les couvertures étaient vendueuses : « Femmes fatales, violence et espionnage. »

C'est en effet ainsi que le photographe Jérôme Da Cunha, auteur de nombreuses couvertures pour SAS, a conçu son travail, confirme-t-il, avant de préciser : « Gérard de Villiers était souvent présent sur les shoots. Il fallait que la fille lui plaise. »

Ces couvertures ont permis d'identifier la série pendant près de soixante ans. Aujourd'hui, cependant, les rééditions n'arborent plus ni femme ni pistolet, mais des planisphères colorés. Ce revirement marque la fin d'une époque et un changement de stratégie marketing.

La réputation de proximité avec les services secrets, entretenue par l'auteur lui-même, est désormais plus vendue que le corps dénudé des jeunes femmes.

La réputation de proximité avec les services secrets, entretenue par l'auteur lui-même, est désormais plus vendue que le corps dénudé des jeunes femmes.

transmettre un message pour des raisons géopolitiques. Du reste, l'historien Hugues Tertrais a admis que « certaines histoires de SAS sont plausibles ». Mais les intervenants au colloque ont relativisé la supposée expertise de l'auteur. Ils se sont accordés à dire que la prétendue amitié de Gérard de Villiers avec « 150 chefs du renseignement » dans le monde entier – qui lui avait valu, en 2013, le titre d'« écrivain le mieux renseigné au monde » par *Le Point* – relevant en partie de la légende. ■

On en était là quand, au milieu du public, un mystérieux personnage s'est levé. Sa chemise bleue (déboutonnée au tiers) tranchait avec la sobriété des professeurs. Dans une longue tirade, il a assuré que Gérard de Villiers méritait bien son « titre honorifique ». Pour preuve : il a lui-même suivi l'auteur en Colombie pour tourner un documentaire sur SAS. « J'ai le nom de certaines de ses sources, mais je ne vais pas vous les donner à vous ! », s'est insurgé-t-il, lorsque les universitaires lui opposent que leurs recherches convergent.

A la pause-café, chacun s'interroge sur l'identité de l'homme mystère et peste contre son intervention, à leurs yeux déplacée. Il s'agissait en fait d'un journaliste, Didier Audebert. Visiblement, il avait suscité l'agacement de plusieurs professeurs, tous d'accord pour considérer que Gérard de Villiers n'était pas si « informé » que cela : « Il a prédit deux événements, deux ! Sur 200 bouquins ! », s'emporte un professeur. Allusion à deux prédictions, naguère citées dans le *New York Times* puis systématiquement reprises par la presse française, qui ont conféré à Gérard de Villiers, longtemps considéré comme un auteur de « romans de gare », un certain prestige.

Invité à conclure le colloque, Hubert Védrine a, en son temps, largement contribué à cette tardive consécration « géopolitique ». Arrivé après les débats, l'ancien ministre des affaires étrangères s'est encore efforcé de la consolider, à rebours des acquis de la recherche. Personne n'a osé le contredire. ■

LETTRE DE TANGER

Fragile francophonie

CE SERAIT UN COUP DUR pour le rayonnement de la France. Après 75 ans d'existence, la mythique librairie des Colonnes, à Tanger (Maroc), pourrait ne plus être « une librairie francophone ». C'est ce que déclare au « Monde des livres » l'un de ses propriétaires, Alexandre Sap, ajoutant : « Nous avons mis toutes nos forces dans la bataille, investi notre temps, notre énergie. Des auteurs nous soutiennent, comme Leïla Slimani ou Tahar Ben Jelloun, mais cela ne suffit pas : sans le soutien des autorités françaises, la librairie n'a d'autre choix que de passer sous pavillon international. »

Fondée en 1949 au 54, boulevard Pasteur, cette enseigne fut un lieu de prédilection de la Beat génération, et de nombreux écrivains francophones tels Yourcenar, Genet, Beckett... Détenue à partir de 2010 par l'homme d'affaires et mécène Pierre Bergé (1930-2017), elle fut menacée de disparition après sa mort, mais rouvrit en 2023 sous l'impulsion d'Alexandre Sap, fondateur notamment de Rupture Arts & Books, un groupe de librairies-galeries, avec trois autres associés.

Des créanciers inflexibles

Aujourd'hui, M. Sap ne cache pas son déculement face à « l'absence totale d'aide de la part des éditeurs tricolores (hormis Gallimard) comme des institutions culturelles françaises. Nous avons trouvé la librairie dans un état désastreux, avec 200 000 euros de dette, dit-il. Aucun entrepreneur, aucune société marocaine ne voulait la reprendre, elle allait déposer son bilan ». Selon lui, la dette a été divisée par deux, le personnel et les loyers payés, ainsi que les éditeurs et auteurs marocains. Problème : les créanciers qui subsistent (Editis, Hachette...) se montrent inflexibles. « Ils refusent de rouvrir les comptes pour amortir cette dette de façon réaliste et ont coupé notre approvisionnement en livres français. » Les ventes en français déclinent, les autres langues occupent le terrain (25 % du chiffre d'affaires proviennent des livres en espagnol, 30 % en arabe, 30 % en anglais). Le quota n'étant plus atteint, la librairie ne peut plus bénéficier de l'agrément du Centre national du livre pour se prévaloir du label « librairie francophone ». Si l'on ajoute à cela « l'absence totale de soutien de l'institut français de Tanger, alors même que [les] relations avec l'institut Cervantes [son équivalent espagnol] sont remarquablement bonnes », le tableau brossé par les Colonnes est sombre.

Sombre mais « faux », objecte Philippe Truquet, directeur de l'Institut : « Nous avons à Tanger deux librairies francophones et nous veillons à alterner nos commandes à l'une et à l'autre. » Contactés, Editis et Hachette n'ont pas répondu à nos questions. Quoi qu'il en soit, à l'heure où le réseau des librairies francophones est déjà fragile, les Colonnes risquent de ne plus vendre de livres en français. Si le cri de ses responsables parvenait jusqu'à la ministre de la culture, par ailleurs franco-marocaine, peut-être sauverait-elle l'entendre ? ■

FLORENCE NOIVILLE

PROPOS RECUEILLIS PAR
AMAURY DA CUNHA

Dans un court essai extrait d'une conférence, *Toutes les époques sont dégueulasses*, Laure Murat, historienne et professeure à l'université de Californie à Los Angeles, interroge la tendance actuelle à réécrire ou à censurer les œuvres littéraires jugées problématiques. Elle invite à une réflexion nuancée sur la manière d'aborder les œuvres du passé, soulignant l'importance de contextualiser sans pour autant effacer, afin de préserver la richesse et la complexité du patrimoine littéraire.

Dans votre livre, vous soulignez un malaise qui traverse la culture contemporaine, en particulier à propos des débats sur la mémoire, l'identité et la censure. Vous dites ne vous retrouver dans aucun des camps qui s'opposent sur la réécriture des textes. Pourquoi ?

C'est le problème des guerres culturelles : elles nous contraint à choisir un camp, alors que la réalité est bien plus complexe. Sur la réécriture, par exemple, remplacer le mot « nègre » par « noir » répond à un besoin légitime de notre époque, qui a intégré les avancées des études postcoloniales et de la théorie critique de la race, et ne peut plus entendre certaines choses, a fortiori lorsqu'on sait à quel point le racisme reste enraciné dans les mentalités. Mais le problème, si on remplace un mot par un autre, est que l'on dérobe l'objet du débat et que l'on dénature ses enjeux. Supprimez les remarques et les attitudes sexistes de James Bond pour en faire un protoféministe (il y a beaucoup de travail !), et vous ne comprendrez plus rien à la misogynie des années 1950.

Edulcorer un texte aboutit à un mensonge historique qui, en prime, prive les opprimés de l'histoire de leur oppression. Il faut pouvoir nommer l'ennemi, comprendre comment il agit, et comment il se verbalise, y compris dans la littérature. Dénaturer un texte pour le rendre « propre » revient à effacer ce qu'il dit de son époque et de ses violences. Cela nous prive aussi d'une généalogie indispensable pour identifier les maux de notre temps.

Vous évoquez la multiplication des travaux de contextualisation, comme la préface de Philippe Godin à « Tintin au Congo ». Quels sont, selon vous, les écueils de cette démarche ?

Une préface, des notes, une postface sont des outils très utiles pour encadrer un texte sans toucher à son intégrité. Mais la préface de Godin ne fait qu'excuser Hergé de son racisme et de son antisémitisme en expliquant qu'il était victime des préjugés de son temps. C'est un peu court. Une comparaison avec d'autres auteurs de bande dessinée de l'époque ayant représenté des Noirs aurait par exemple été utile. Au lieu de cela, l'auteur se contente de justifier, à force d'archives, les clichés racistes, sans les interroger. Il ne s'agit pas de refaire le procès d'Hergé, mais de comprendre ses choix politiques, conscients et inconscients.

Vous soulignez que la réécriture de certains textes semble parfois motivée par des intérêts économiques plus que moraux, notamment dans le cas du Britannique Roald Dahl (1916-1990), dont les droits d'adaptation ont été vendus à Netflix juste après le remaniement de ses œuvres. Comment distinguer sincérité éthique et opportunisme commercial ?

C'est la question de l'« idiot utile » : les antiracistes sincères finissent par tomber dans le piège du capitalisme, qui nettoie les textes pour pouvoir continuer à exploiter la poule aux œufs d'or. Les exemples que je cite dans mon livre (Ian Fleming, Agatha Christie, Roald Dahl) ont en commun d'être des auteurs de best-sellers qui ont produit des héros et des héroïnes de séries, liés à des adaptations audiovisuelles à grand succès : l'enjeu commercial est colossal. Cette rencontre malheureuse entre les bonnes intentions de gauche et l'exploitation capitaliste aboutit à une impasse : que ce soit pour un motif vertueux ou dans un



Laure Murat : « Edulcorer un texte aboutit à un mensonge historique »

L'historienne publie « *Toutes les époques sont dégueulasses* », essai consacré à la réécriture de classiques littéraires désormais jugés problématiques. A cette option, elle oppose la nécessité de repenser le statut des œuvres d'art

but lucratif, retirer les passages problématiques pour éviter les plaintes n'aboutit jamais qu'à des corrections cosmétiques, qui échouent de toute façon à changer l'« esprit » du texte.

Le cas d'Agatha Christie a fait débat. Que risque-t-on à vouloir « aseptiser » ses romans ?

Prenons *Les Dix Petits Nègres*, devenu *Ils étaient dix*. Changer le titre ne suffit pas, car l'ensemble du roman est traversé par l'idéologie coloniale, à laquelle Agatha Christie était favorable. Si bien que l'expurger de certains mots problématiques revient à sortir des poissons crevés d'une eau qui est de toute façon empoisonnée. L'analyse aussi l'incohérence de ces corrections : on supprimera ici un mot insultant, mais on laissera ailleurs un commentaire sur la hiérarchie des « races ». Sans compter qu'à force de petits caviardages, on aboutit à une dénaturation de l'esprit de l'auteur, sans vraiment protéger les lecteurs ni leur permettre de comprendre l'histoire et les mentalités d'une époque. Vous croyez vraiment qu'ils vont se sentir soulagés ?

Vous distinguez la « réécriture » de la « réécriture ». Qu'est-ce qui oppose ces démarches ?

Elles sont de nature différente. La « réécriture », dont relève l'adaptation, la transposition, comme Racine s'emparant du *Phèdre* d'Euripide, est un acte artistique. La « réécriture » consiste, elle, à débarrasser les textes des mots qui fâchent et heurtent notre sensibilité. C'est autre chose : c'est du nettoyage, de l'ordre de la falsification, dont la visée n'est pas esthétique, mais morale. Cette confusion brouille le débat. Une fois la distinction faite, tout devient plus clair. Le problème, c'est qu'on a mélangé ces deux opérations, en voulant nous faire croire qu'elles appartenaient à un même geste. Le débat s'enlise parce qu'on confond ces deux dynamiques, alors qu'elles obéissent à des logiques radicalement différentes.

Pourquoi cette obsession de juger le passé avec nos critères actuels ?

C'est une obsession suspecte. Ce qui m'intéresse, pour ma part, c'est le présent : qu'est-ce qu'on fait maintenant qu'on sait tout ça ? Quels sont nos points aveugles à nous ? C'est là-dessus qu'il faudrait se pencher. Car il est plus que probable que, dans trente ans, on rira de nos propres angles morts, de nos propres contradictions, comme on le fait aujourd'hui pour les époques précédentes.

Le recours aux « sensitivity readers » pour traquer les passages susceptibles de heurter des minorités relève-t-il, selon vous, d'une logique de « réécriture » ou de « réécriture » ?

Faire appel à des *sensitivity readers* pour corriger le passé revient à le falsifier, c'est une mauvaise option. En revanche, si un auteur collabore volontairement avec un *sensitivity reader* pour se renseigner sur une communauté ou un point particulier, je ne vois pas du tout

Changer le titre des « *Dix Petits Nègres* » ne suffit pas, car l'ensemble du roman est traversé par l'idéologie coloniale, à laquelle Agatha Christie était favorable

où est le problème, au contraire. Il ne faut pas en faire un épouvantail, ni une contrainte imposée par l'éditeur.

Votre essai invite à une lecture plus active et critique des textes, plutôt qu'à leur modification...

La littérature possède une puissance interne que rien ne peut détruire. Le vrai enjeu, aujourd'hui, c'est de repenser le statut de l'œuvre d'art qui, en s'émanciant, depuis le romantisme, de tout programme idéologique, religieux ou moral, a gagné son autonomie. Mais ce statut, sur lequel repose notre modernité, a aussi servi avec le temps d'alibi à des auteurs devenus tout-puissants, qui se sont servi de l'art comme prétexte à des

dérives et même des crimes, comme #MeToo ne cesse de le montrer.

Le problème, c'est de savoir si ce statut d'autonomie n'a pas atteint une sorte de limite et dans quelle mesure il faut repenser la mise en perspective de l'esthétique et de la morale. C'est une question ouverte, mais essentielle. On ne peut plus ignorer les questions politiques, sociales et morales qui traversent les œuvres, mais il faut les penser sans tomber dans la censure ou la falsification. La lecture active, critique, permet justement de saisir la complexité des textes et de leur époque, sans les réduire à des slogans ou à des simplifications.

Vous proposez de remplacer la notion de « cancel culture » par celle de « culture de la responsabilité ». Qu'apporterait ce changement ?

C'est une hypothèse. Il faudrait que ce chantier soit mené collectivement. Les enjeux sont graves, philosophiques, et il faudra des années pour les résoudre. Passer d'une logique de censure ou de boycott à une culture de la responsabilité permettrait de dépasser les polarisations et d'aborder ces questions avec plus de nuance. Il s'agit de repenser notre rapport à l'histoire, à la littérature et à la mémoire, en assumant la complexité du réel. Ce chantier, passionnant mais exigeant, suppose un travail collectif, une réflexion partagée, qui dépasse les oppositions binaires et invite à une pensée plus responsable.

Pourquoi avoir choisi le titre « *Toutes les époques sont dégueulasses* », à partir d'une phrase d'Antonin Artaud écrite il y a un siècle ?

J'ai entendu un jour l'écrivain Stéphane Audeguy mentionner cette citation, issue d'une lettre d'Artaud. Je l'ai trouvée formidable. Car si toutes les époques sont dégueulasses, alors aucune ne l'est vraiment. Plutôt que d'accabler un passé dégueulasse, essayons de préparer un avenir qui le soit un peu moins, non ? ■

TOUTES LES ÉPOQUES SONT DÉGUEULASSES,
de Laure Murat,
Verdier, « Les arts de lire », 80 p., 7,50 €.

Dans «Vachette», Suzanne Duval retrace la mue de sa narratrice en ruminante

Déployer l'immensité de la grossesse

RAPHAËLLE LEYRIS

Autant les rayons «livres pratiques» des librairies courent sous les ouvrages consacrés à la grossesse, autant les sections «littérature» restent étonnamment dégarnies en ce domaine. L'après-accouchement, l'arrivée d'un enfant, a fini par faire l'objet de rares textes que des néoparents avisés se recommandent les uns aux autres – en tête, les merveilleux *Le Bébé*, de Marie Darrieussecq (P.O.L, 2002), et *Troisième personne*, de Valérie Mréjen (P.O.L, 2017). Pour ce qui est de l'avortement, Annie Ernaux a ouvert la voie avec *Les Armoires vides* (Gallimard, 1974) et *L'Événement* (Gallimard, 2000). Parmi les autrices à s'être inscrites dans ses pas figure Suzanne Duval, avec son très remarqué *Ta grossesse* (P.O.L, 2020).

L'ombre de ce précédent roman plane sur *Vachette*, le troisième de l'écrivaine, née en 1986. Il y est, cette fois, question d'une gestation menée à son terme, vécue d'un bout à l'autre avec enthousiasme, nonobstant nausées et angoisse. Et la manière dont ce texte surprenant et drôle place en son cœur la difficulté de rendre

compte par le langage de cette expérience physique, psychique et, allons-y pour les grands mots, ontologique, nous donne une idée de certaines raisons pour lesquelles si peu d'autrices s'y sont, jusqu'ici, frottées. Au-delà du fait que ces «histoires de bonnes femmes» furent si longtemps tenues pour méprisables.

«Vachette», c'est le surnom que s'est donné la narratrice une fois enceinte, comme elle l'espérait. Elle s'est ainsi baptisée, au départ, en souvenir d'une conversation tenue avec un collègue dans une bibliothèque (elle est enseignante-chercheuse en littérature, spécialiste du XVII^e siècle, tout comme l'autrice, et son nom de famille est Duval). Pour lui annoncer qu'il s'apprêtait à devenir père, le mufle avait expliqué que sa femme était «une grosse vache». A l'époque, la narratrice avait déjà vécu une IVG, dont elle ferait l'objet d'un livre, et elle se décrivait dotée d'une tête proéminente et d'un «tout petit» ventre serré dans une robe «étroite».

«Taureau-analyste»

Quelques années plus tard, sitôt certaine d'attendre un enfant, elle sent son corps se déployer avant même qu'il ne le fasse vraiment. Façon bravache de défier le vocabulaire animalier entourant son état, l'identification à une «vachette» semble une manière d'embrasser le fait d'être soudain



Suzanne Duval, à Paris, en avril. BAMBERGER/OPALE. PHOTO

«chargée d'immensité» pour cette intellectuelle ramenée, avec curiosité, à son statut de mammifère.

C'est aussi un moyen de donner à percevoir le mélange d'étrangeté et de familiarité où l'héroïne se retrouve plongée par cette situation individuellement prodigieuse et statistiquement hyperbanale. Sa projection en ruminant va jusqu'à parler de ses «poils lustrés» et de ses «sabots», à rebaptiser son mari «Taurino», à évoquer le veau (ou la «velle»), mais elle préférerait alors dire «veau» qu'elle attend. Elle s'amuse aussi à multiplier les jeux de mots autour des bêtes et les alliterations en «m» ou en «v», à choisir d'écrire le récit sur un mode placide, discrètement ironique, où les répétitions produisent un ressassant effet de lenteur... Et elle va, surtout, jusqu'à meugler – même s'il semble que seul son compagnon l'entende et comprenne l'étenue de sa tocade bovine. En un lieu, cependant, «Vachette» s'abstient de mugir : le cabinet de son psychanalyste, renommé «taureau-analyste». Mais c'est le soignant qui répond à ses phra-

ses par d'évocateurs «Mmmh» typiques de sa profession.

Pourquoi le divan est-il l'espace où le personnage s'en tient aux mots? Sans doute parce qu'il s'agit de l'endroit où son langage est le moins soumis à des attentes normatives et à ce qu'elle appelle les «flots de conneries dont on m'abreuvait avec une feinte gentillesse». Elle se dresse constamment contre ceux-ci dans ce livre qui raconte après coup cette grossesse, et l'année qui la suit, en s'attachant à rendre compte de la bizarrerie des choses, en observant les sensations de ce corps comme sorti de lui-même, semblable et pourtant radicalement modifié. Ce corps qui vit différemment toutes les situations – manger, travailler, dormir, marcher, faire l'amour – et prête une attention décuplée aux sons, aux odeurs ou aux températures. *Vachette* est une expérience de lecture troublante, captivante ; on aimerait qu'elle donne envie à d'autres d'accorder à la grossesse les honneurs de la littérature. ■

VACHETTE,
de Suzanne Duval,
P.O.L, 256 p., 18 €,
numérique 13 €.

EXTRAIT

«Ce fut pas La Nausée. En aucun cas méditatif, ce fut un état ruminant. Ce fut Les Nausées. Elles commençaient sans début et sans fin, où que je sois, et me soulevaient mollement d'un dégoût sans répit, sans mot, sans limite. Mon corps invisible bovin s'installait dans mon esprit abattu et prenait les proportions, la mobilité d'une angoisse. Leur puissance allait pourtant bien au-delà d'un phénomène psychologique et me faisait éprouver, plus que l'union, l'unité de l'âme et du corps. J'étais devenue une longue et grosse digestion impossible, et je m'aperçus que digérer, c'était penser. Je ruminais tristement en regardant, au loin, des nettes floues, des esprits qui flottaient et divaguaient.»

VACHETTE, PAGES 46-47

Dominique Fortier lit la mort de son père

L'écrivaine livre un lumineux texte de deuil, ode à la littérature, dont le goût lui a été transmis en héritage

FLORENCE BOUCHY

Quelques mois après la disparition de son père, Dominique Fortier s'aperçoit que la colère ne l'a pas quittée. Comme si le franchissement des étapes que la «sagesse populaire» associe au deuil lui était interdit. «Peut-être, écrit-elle, parce que je ne pleure pas uniquement sa mort mais aussi sa vie.» Une vie faite de silences, de non-dits et de ressentiments, pour cet orphelin de père qui restera toujours «ce gamin terrorisé par le gouffre qu'ouvrait devant lui cette perte inimaginable (...), incapable de dire sa peine immense».

Devenu bibliothécaire, il a vécu dans les livres. Mais n'a jamais écrit la moindre ligne ni laissé quelque trace de ses pensées et de ses émotions. Al-

lant même jusqu'à demander à sa famille de ne pas faire paraître d'avis de décès. Comme si son passage sur Terre ne méritait aucun mot. Comme s'il refusait qu'on écrive sur lui. Ou qu'on parle à sa place.

Difficile, sans doute, quand on est écrivaine, de renoncer à mettre des mots sur son chagrin. Plus difficile encore, peut-être, de passer outre la loi du silence posée par son père. C'est tout l'art de l'autrice québécoise, dans *Quand viendra l'aube*, de réussir à se frayer une voie résolument littéraire parmi ces injonctions contradictoires. Couronnée en 2016 par le prix littéraire du Gouverneur général, lauréate du prix Renaudot essaï en 2020 pour *Les Villes de papier* (Grasset), Dominique Fortier parvient à évoquer la mémoire de son père sans en retracer la vie. Plus que les rares éléments biographiques qu'elle nous livre, ce sont ses propres réflexions sur la littérature et l'écriture qui constituent le fil invisible de l'ensemble des fragments qu'elle assemble.

Sa relation avec son père apparaît ainsi en creux, dans les silences imposés par ces courts fragments. Elle prend place dans sa phrase économique, aussi précise que suggestive, où pas un mot de trop ne semble prononcé. Et prend corps dans les sensations et les images que suscitent la nature, la pluie qui tombe, le bruit des vagues de l'océan Atlantique. Loin de chercher à faire revivre son père à travers ses mots, Dominique Fortier aspire à dire – à faire exister et durer – son héritage. Ce que son amour des livres lui a légué, c'est probablement cette hypothèse consolante : «Peut-être la raison d'être des livres réside-t-elle là, toute simple : la littérature est un lieu où l'on peut construire en trébuchant une maison, un amour, une forêt, qui eux resteront debout.»

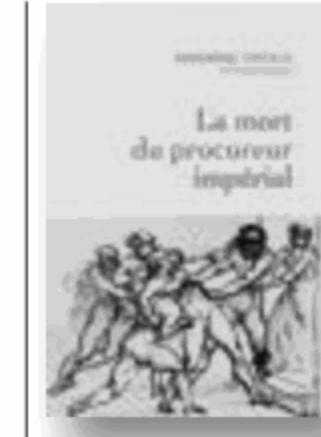
Continuer à vivre

Empruntant à Emily Dickinson (1830-1886) les mots qui donnent son titre à ce lumineux texte de deuil, Dominique Fortier accomplit dans ce court ouvrage le trajet intérieur que, dépourvue de mots,

elle ne savait emprunter. Comme la poète américaine, elle «ouvre toutes les portes», «ignorant quand viendra l'aube». Ce faisant, elle est à l'affût des signes les plus infimes de la joie qui persiste et des rais de lumière qui ne vont pas manquer de s'élever de nouveau. Il lui fallait recommencer à écrire pour comprendre qu'«échafauder une suite à la mort, c'est ce que nous faisons tous les jours de notre existence. Ça s'appelle continuer à vivre».

Vers la fin du livre, Dominique Fortier s'inquiète de l'intérêt que d'autres qu'elle – des lecteurs – pourront trouver à ce récit et à ces réflexions suscités par la mort de son propre père. Aura-t-elle su «ménager entre les lignes l'espace nécessaire pour que l'on arrive malgré tout à y déchiffrer ou à y déposer des bribes de sa propre histoire?» Qu'elle en soit assurée. La justesse de son chant est la marque des très grands écrivains. ■

QUAND VIENDRA L'AUBE,
de Dominique Fortier,
Grasset, 112 p., 16 €, numérique 11 €.



Les dessous de l'affaire Fualdès

Homme de l'ombre devenu «progressivement un homme obscur», Henri de Latouche (1785-1851), journaliste, écrivain et découvreur de talents mal payé de sa générosité, est le véritable héros de cette enquête autour d'un *cold case* vieux de deux siècles. Frédéric Vitoux avait découvert à 17 ans son roman *Fra-gogletta* (1829), qui inspira Balzac. Il le retrouve plus tard quand il se passionne pour l'assassinat d'un ancien procureur impérial, Antoine Bernardin Fualdès, commis à Rodez en mars 1817, et prend connaissance du commentaire qu'en avait fait Henri de Latouche, chronique ayant largement contribué à la médiatisation du crime. L'homme de lettres, signant «le sténographe parisien», invente alors le journalisme de reportage, livrant par fascicule le feuilleton d'une ténébreuse affaire. Jusqu'à ce qu'il succombe au charme déconcertant d'une inculpée au témoignage incohérent, prête à tout pour capter la lumière à l'heure du procès – pour la défendre, il compose ses Mémoires que l'ingrate dénigra. Si le récit implacable de Vitoux dénonce le déni de justice qui envoyait à l'échafaud trois innocents, Latouche, esprit engagé, est ici réhabilité. Imposant André Chénier (1762-1794) et Marceline Desbordes-Valmore (1786-1859), traduisant d'antiques ballades écossaises, versifiant Shakespeare, imposant une littérature allemande, de Tieck (1773-1853) à Goethe, Latouche apparaît comme le vrai passeur d'un idéal esthétique dont d'autres s'arrogèrent la paternité. Ce déni-là, Vitoux le règle avec panache. ■ PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► **La Mort du procureur impérial**, de Frédéric Vitoux, Grasset, 320 p., 23 €, numérique 16 €.



Une muse fuyante

Le sujet d'un livre, ce dahu poursuivi par les romanciers. Fracasse est un gentil jobard de cette espèce. Après *Malencontre* (Zoé, 2022), on retrouve le plumitif de Jérôme Meizoz toujours sur la même piste : celle qui mène à Rosalba, dont il a croisé le regard à 15 ans et qui le fascine autant qu'elle l'ignore. Dans *Malencontre*, la jeune femme avait disparu ; la police avait abandonné l'enquête ; le personnage-écrivain y avait vu le sujet du livre qu'il peinait à écrire. Or, elle resurgit dans *Le Hameau de personne*, sous un autre nom, mais toujours aussi indifférente à Fracasse, qui la suit jusqu'à un lieu-dit isolé. Le voilà lui dédiant des poèmes qu'il se récite sur les sentiers montagnards. La scène est touchante, mais aussi comique : l'écrivain croit tenir un sujet, mais ce dernier se fuit royalement de lui. Fracasse trouve un confident en la personne de Javerne, vieille connaissance des bancs d'école, désormais dealeur retranché, par dérision, dans le hameau. La narration fait alterner les voix des trois personnages : on chasse mieux en groupe, à tel point que la grande battue pour trouver un sujet devient le sujet même du *Hameau de personne*. Non pas le récit d'une traque, celle de Fracasse pistant sa muse, mais celui de la poursuite des histoires qui germent dans chaque point de vue. Jusqu'à celui de ChatGPT capable de pondre plusieurs fins plausibles. Qui va à la chasse trouve des histoires en masse. ■

PIERRE-ÉDOUARD PEILLON

► **Le Hameau de personne**, de Jérôme Meizoz, Zoé, 160 p., 17 €, numérique 11 €.

Quatre-vingts ans après, où qu'ils vivent en Angleterre, les personnages de l'écrivain restent marqués par le conflit, tel un fantôme à voix feutrée

Graham Swift, les murmures de l'après-guerre

FLORENCE NOIVILLE

Certains auteurs veulent «écrire à grands jets de feu» - c'était la formule de Tolstoï. D'autres, au contraire, préfèrent entretenir une petite flamme et l'approcher doucement du lecteur pour lui murmurer à l'oreille. Le discret Graham Swift est passé maître dans cet art d'écrire *sotto voce*. En quatre décennies, ce Britannique né en 1949 s'est imposé avec des romans aussi subtils que pénétrants, parmi lesquels *A tout jamais* (Gallimard, 1993, Prix du meilleur livre étranger), *La Dernière Tournée* (Gallimard, 1997), qui lui valut le Booker Prize en 1996, ou encore *Le Dimanche des mères* (Gallimard, 2017), ce petit bijou devenu un best-seller international transposé à l'écran avec Colin Firth (*Entre les lignes*, 2021).

Mais plus encore que ses romans, ses nouvelles - qui rappellent quelquefois celles du regretté styliste William Trevor (1928-2016) - sont particulièrement représentatives de cette forme d'écriture silencieuse. Après *La Leçon de natation* (Gallimard, 1995) ou *De l'Angleterre et des Anglais* (Gallimard, 2019), on le note une nouvelle fois dans ces *Douze histoires d'après-guerre*. Le titre du recueil en résume le propos. Quatre-vingts ans après la fin du deuxième conflit mondial, ce der-



Célébration de la fin de la seconde guerre mondiale, le 8 mai 1945, à Piccadilly Circus, à Londres. KESTONE-FRANCE

Ce qui hante les personnages de ces « Douze histoires d'après-guerre » est parfois anodin en apparence, au point de donner l'impression fausse qu'il ne se passe rien

nier résonne toujours chez les personnages swiftiens. « Bien sûr on pouvait se contenter de ne rien faire, tourner le dos, oublier, vivre. C'était un choix », commente l'un d'eux. En réalité, cette idée est un leurre : qu'ils le veuillent ou non, où qu'ils vivent en Angleterre et quel que soit leur âge, tous sont restés marqués par ce séisme ou par l'une de ses conséquences.

C'est le cas de Lucy, cette employée de maison qui, si les Philippines n'avaient pas été envahies par le Japon et si les Américains n'étaient pas intervenus pour mettre les Japs dehors, n'aurait jamais pu obtenir, deux générations plus tard, cette place de gouvernante dont elle jouit désormais à Londres (« Zoo »). C'est aussi le cas de Caan, un jeune soldat anglais dont le père a été tué à Tobrouk, en Afrique du Nord. Lorsque le récit commence, Caan se trouve en Allemagne et ne peut s'empêcher d'enquêter sur cette mort. Face à lui se tient Herr Büchner qui à Tobrouk combattait dans l'autre camp. Que parviendront-ils à se dire ? Et que restera-t-il pour l'un comme pour l'autre de cette « conversation » en forme d'impossible défi, où l'essentiel s'exprime dans les blancs des points de suspension (« Faute de mieux ») ?

Ce qui hante les personnages est parfois infime ou anodin en apparence, au point de donner l'impression fausse qu'il ne se passe rien. C'est le cas dans ce ré-

cit où une jeune fille blanche s'assied pour la première fois dans un bus à côté d'un soldat noir américain (« Noir »). Et dans « Rougir », où un garçon de 10 ans reste habité, des années plus tard, par la vision d'une miette de gâteau disparue dans le décolleté d'une femme - en l'occurrence l'une de ces ménagères typiques de l'après-guerre avec ses « frigos neufs et [ses] bouilloires électriques ». Rien de fracassant ou de spectaculaire à première vue. Hormis l'enchaînement inattendu (parfois positif) des causes et des effets reliant un fait précis à une émotion restée à fleur de peau. Ou à un souvenir fugace mais définitivement associé à un tournant décisif dans une trajectoire personnelle - une peau noire révélant soudain le racisme d'un père ou une miette de gâteau condensant l'esprit d'une époque et décidant peut-être d'une vocation professionnelle.

Graham Swift n'est certes pas le premier à montrer comment macro- et microhistoires s'enchevêtrent à l'infini. Mais c'est sa manière d'économiser les mots,

son art de l'ellipse et son sens de l'image qui font le prix de ses récits. Exemples : lorsque « l'homme à la miette » devenu médecin évoque les maladies infantiles, rougeole, oreillons, varicelle... et conclut que « toutes doivent être subies, puis laissées derrière soi tels de petits tas de vêtements d'enfants devenus inutiles ». Ou lorsque l'écrivain décrit des renards traversant la route « dans une pénombre qui rend impossible de distinguer leurs traits ou la rousseur de leur fourrure » mais qui leur donne toujours « l'impression de ricane ».

Hormis les renards et le destin, nul ne ricane chez Swift. Ce qui domine, c'est la mélancolie souriante qui fait sa marque. Elle nimbe une prose à la fois contemplative et pleine de vie. Le chuchotement porte loin chez Graham Swift. Ceux qui ne le connaissent pas encore auraient tout intérêt à tendre l'oreille. ■

DOUZE HISTOIRES D'APRÈS-GUERRE (Twelve Post-War Tales), de Graham Swift, traduit de l'anglais par France Camus-Pichon, Gallimard, « Du monde entier », 288 p., 23 €, numérique 17 €.



Des femmes déchaînées

Figure des lettres catalanes, disparue en 1991 à 45 ans, la journaliste et romancière Montserrat Roig a laissé une importante trilogie sur les transformations de la société espagnole, depuis la fin du XIX^e siècle, à travers des destins de femmes bourgeoises. Après *Ramona, adieu* (« adieu Ramona », 1972, non traduit) et *Le Temps des cerises* (La Croisée, 2024), son roman le plus célèbre, qui sondait ces bouleversements par le regard de Natalia, une photographe revenue d'Angleterre à la veille de la mort de Franco, *L'heure violette* s'ancre en 1979, en pleine transition démocratique. Les mouvements féministes donnent de la voix. L'heure est à la refonte des modèles politiques et familiaux. Natalia, esprit indépendant et non mariée, va-t-elle pouvoir assumer pleinement sa liberté ? Pas tant qu'elle reste obsédée par son amant, Jordi, militant communiste, qui vient de renouer avec son épouse. Multipliant habilement les points de vue, Montserrat Roig entrelace à nouveau les histoires d'une poignée de protagonistes féminines pour souligner les sacrifices que toutes ont faits à des hommes, quelle que soit leur génération. Judit, la mère, ayant renoncé à ses ambitions de pianiste en se mariant, Kati, l'amie intime, suicidée après la mort de son amant, Norma, l'amie écrivaine de Natalia, trompée par son conjoint... Mi-essai, mi-roman, mêlant extraits de journal, lettre-confession et réflexions intimes, ce dernier volet bouillonnant est une dénonciation implacable des chaînes que les femmes s'imposent trop souvent à elles-mêmes. ■ ARIANE SINGER

► *L'heure violette* (L'hora violeta), de Montserrat Roig, traduit du catalan par Marc Audi, La Croisée, 286 p., 22 €, numérique 15 €.



La promesse d'un avenir

En Sibérie, dans une *kommunalka*, un appartement communautaire situé dans un immeuble délabré, quatre générations de femmes (Janka, sa mère, Maria, sa grand-mère, Warwara, et sa petite fille, Kroschka) cohabitent sous les plâtres fissurés d'une époque qui se désagrège. Elles sont entourées de voisins aussi envahissants qu'attachants. Nous sommes le 11 mars 1985, jour de la mort de Konstantin Tchernenko et de l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. A la manière de certains dramaturges, l'autrice, née à Moscou en 1971 - c'est son deuxième roman traduit après *Ici, les lions* (Rivages, 2023) -, se concentre sur cette seule journée qui semblait promettre à l'Union soviétique un avenir d'une transparence lumineuse. Dans un espace où l'intimité n'est qu'illusion, les rêves, les désirs et les émotions vont bon train. Les folies, aussi : un professeur sur siège éjectable, une gardienne de musée surveillant des pièces vides de tout visiteur et un concert qui se prépare dans une cuisine. Katerina Poladjan sait jouer sur plusieurs cordes. Les dialogues exempts de tout bavardage rendent compte de la brutalité du quotidien. Des éléments oniriques et parfois surrealistes se combinent dans les parties narratives pour créer une forme de réalisme magique où transparaît néanmoins, entre euphorie et mélancolie, une inquiétude fondamentale quant à l'avenir politique. ■

PIERRE DESHUSSES

► *La Petite Musique du futur* (Zukunftsmausik), de Katerina Poladjan, traduit de l'allemand par Corinna Gepner, Rivages, 160 p., 18,50 €, numérique 14 €.

Robert Plunket étrille l'élite californienne

Enfin traduit en français, « Je recherche Warren Harding » met en scène un universitaire méprisable

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

Warren G. Harding, éphémère locataire de la Maison Blanche (1921-1923), est peut-être tenu pour « le président le plus superficiel de l'histoire », mais celui qui s'escrime à retrouver, un demi-siècle après sa disparition en cours de mandat, sa correspondance amoureuse est, quant à lui, le plus calamiteux des chercheurs.

Snob, vaniteux et méprisant, Elliot Weiner - personnage principal de *Je recherche Warren Harding*, de l'Américain Robert Plunket - est un universitaire sans scrupule, opportuniste et mesquin, cumulant homophobie et grossophobie. L'archétype du personnage politiquement incorrect. Un jour, son amie Pam découvre par hasard chez un antiquaire du Vermont un livre intitulé *Le Prix de*

l'amour. Il s'agit des Mémoires de Rebekah Kinney, la maîtresse de Harding, dont les ventes étaient supposées garantir la sécurité financière de leur fille illégitime. Grâce à cette trouvaille, Elliot tient une piste de sujet pour un livre. Bientôt, il décroche une bourse pour mener à bien sa quête de la correspondance (qu'il espère sulfureuse) entre les deux amants. Bref, il vise célébrité et fortune en érigent le ragot en discipline universitaire.

Il se met en route pour les hauteurs d'Hollywood et la villa, scrutée à la jumelle, où s'est retirée Rebekah Kinney avec sa malle de souvenirs. Voilà Elliot prêt à loger dans un abri de piscine pour approcher la vieille femme, à courtiser sa petite-fille, la désarmante Jonica, qu'il trouve d'une obésité ignoble, tandis qu'il mate un employé de piscine baraquée avant de fraterniser avec Vernon, le mari souvent évaporé de Jonica, qui élève seule leur fils Warren. Les tribulations comme les rebondissements scandent une quête qui ne néglige pas

l'idylle d'origine et détaille le combat de la Rebekah de 21 ans pour exister, « surpassant même les mélodramas des films muets dont elle devait se détourner après des débuts si prometteurs ».

Un jeu de massacre

Paru en 1983, ce premier roman de Robert Plunket est redéivable à l'Henry James des *Papiers d'Aspern* (1888 ; Gallimard, 2003), où un narrateur amoral traque la correspondance d'un poète disparu en séduisant la nièce de celle qui détient les lettres. Si, lors de sa republication en 2023, *Je recherche Warren Harding* fut tenu, à la grande surprise de son auteur, pour un « classique » à l'humour aussi décapant que vivifiant, c'est que, loin de James, la fable prend ici des allures de jeu de massacre sans limites. Tous les personnages sont de réjouissantes caricatures. Elliot se veut élégant et combat la transpiration de ses aisselles en découpant des « Pampers », l'octogénaire grincheuse qu'il épie simule son infirmité, Pam chapeaute des programmes sociaux destinés

aux victimes et aux laissés-pour-compte (« un job de rêve, mais elle le déteste »). Lors des galas caritatifs comme des performances féministes participatives, des stars vieillissantes apparaissent qui négocient leurs autographes et usent de passe-droits. Mais le pire sort est réservé par Plunket à la jeune femme obèse, qui chute au cours d'une opération d'hélicoptère censée la sauver de la noyade.

Aussi subversif qu'hilarant, ce roman épingle une société dont il n'ignore aucun travers, même si celui qui la démasque est lui-même antipathique à l'extrême et pathétique par les dégoûts qui l'encombrent. Il était temps que ce « classique » soit traduit en français. Le résultat est impeccable. ■

JE RECHERCHE WARREN HARDING (My Search for Warren Harding), de Robert Plunket, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Romaric Vinet-Kammerer, éd. Philippe Rey, 416 p., 24 €, numérique 17 €.

Raconter les fables de la banlieue

Les journalistes Ramsès Kefi et Rachid Laïreche ont mêlé leurs textes à ceux d'auteurs invités pour élaborer un conte à neuf voix célébrant la culture orale

LAN WENN HUON

La couverture du *Retour du roi Jibril* intrigue d'emblée : neuf noms y apparaissent et le sous-titre, *Les contes de la cité, dialogue étrangement avec une discrète mention, en bas à droite : « roman ». Alors, recueil de contes ou roman ? Au seuil du livre, on n'en sait rien encore, mais on devine que l'on tient entre les mains un drôle d'objet.*

Conçu et orchestré par deux amis, Ramsès Kefi et Rachid Laïreche, l'ouvrage met en scène Jibril, surnommé « le Roi », un homme de 32 ans qui retourne dans la cité où, plus jeune, il passait ses vacances d'été. Le temps d'une nuit, il retrouve ses amis d'enfance dans un hall d'immeuble et leur raconte des histoires.

Les deux concepteurs du projet se sont connus en 2016 au sein du journal *Libération* et ont rapidement commencé à travailler ensemble. C'est d'ailleurs d'un article de Rachid Laïreche qu'est née l'idée du *Retour du roi Jibril*. Ecrit à l'été 2023, il s'intéressait aux enfants qui passent leurs vacances dans une autre cité que la leur. Il avait donné l'occasion au journaliste de rencontrer un jeune homme à l'étoffe de conteur. Échangeant autour de ce papier, Rachid Laïreche et Ramsès Kefi sont convaincus qu'ils tiennent là la matière d'un livre. Très vite, ils savent aussi qu'ils veulent faire figurer d'autres signatures auprès des leurs.

Au cœur de leur entreprise, il y a l'idée de rendre hommage à une culture orale qui anime et lie des communautés, témoignant des vies ordinaires. « Notre théorie,

Les deux orchestrateurs du livre portent une attention particulière au récit-cadre, celui de Jibril, qui vient entourer chaque conte : « Nous voulions que le lecteur suive un fil »

c'est que le quartier est un village français, explique Rachid Laïreche au « Monde des livres ». Dans chaque quartier, comme dans les villages, il y a le conteur, le menteur, le relou, le débrouillard... Donc, ce qu'on veut raconter, c'est une histoire française. »

Le projet n'est encore qu'à l'état d'ébauche lorsque Rachid Laïreche le présente aux éditions de L'Iconoclaste. « Il n'y avait rien d'écrit, se souvient Alba Beccaria, directrice déléguée de la maison,



A L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), en 2010. MICHAEL ZUMSTEIN/AGENCE VU

mais cette vision nous a tout de suite plu. A L'Iconoclaste, on adore publier des livres collectifs, sans se contenter de juxtaposer des textes mais en trouvant des maillages originaux pour que tous les auteurs finissent par parler d'une même voix. »

Une fois le feu vert donné par l'éditeur, mille questions se posent aux deux collègues. Tout d'abord celle du genre : livre de fiction ou de non-fiction ? « Investir l'imaginaire permettait de donner aux lieux évoqués une dimension presque irréelle, abstraite, donnant à chacun la possibilité de s'y projeter », expliquent-ils. Ils s'interrogent aussi sur l'unité de temps : au départ, Rachid Laïreche imaginait une histoire se déroulant tout un été, mais Ramsès Kefi objecte : « non, c'est une nuit, un hall », insistant sur la nécessité de ne pas perdre le lecteur dans un « espace-temps indéfini ». Enfin vient la question du casting. Une idée s'impose : ils veulent réunir des auteurs et autrices ayant vécu dans des quartiers populaires ou ayant travaillé sur le sujet. Au départ, ils pensaient faire appel à « des jeunes et des vieux », mais ce sont finalement des écrivains de leur génération, celle des années 1980, qu'ils rassemblent.

Aux auteurs, ils donnent peu d'explications, ne leur livrant qu'une indication : écrire un conte se déroulant en banlieue. « Ils nous ont laissés totalement libres quant au format, à la longueur, au sujet », explique

Hadrien Bels, l'un des contributeurs. Mais, finalement, « la forme du conte impose une contrainte narrative, elle oblige à une condensation du récit », ajoute-t-il. Chacun travaille ainsi de son côté, sans concertation. En découle une diversité de voix qui, pour Hadrien Bels, fait la force du livre : elle montre que « les quartiers ont quelque chose à apporter à la langue ».

Une fois les textes récoltés, Ramsès Kefi et Rachid Laïreche se retrouvent dans leur « petit laboratoire », un café proche de la place de la République, à Paris, où ils ont établi leur QG. C'est là qu'ils travaillent à l'harmonisation des textes (prénoms, dates, lieux...), créant des échos entre eux. Ils portent une attention

particulière au récit-cadre, celui de Jibril, qui vient entourer chaque conte, veillant à donner de la consistance au personnage et à son histoire. « Nous voulions que le lecteur n'aille pas piocher un conte par-ci par-là, mais suive un fil. »

Les deux orchestrateurs du livre ne sont pas tout à fait d'accord sur le statut de ces transitions (« Lui, il appelle ça des interludes, moi, j'appelle ça le livre », plaisante Rachid Laïreche), mais se rejoignent sur une chose : l'importance du rythme, auquel elles contribuent. Ils comparent d'ailleurs volontiers *Le Retour du roi Jibril* à un album de musique. « Même si l'histoire se passe dans un hall, il faut que le lecteur ait une sensation de mouvement continu », déclarent-ils. L'agencement des textes a aussi été pensé en termes de tempo, dans une alternance d'histoires longues et courtes, dures et plus légères. « Notre ligne, c'était la douceur », affirme Ramsès Kefi. Il précise : « La douceur dans l'écriture et même dans la lecture, c'est quand on entre dans les histoires de façon apaisée, sans résistance. C'est l'ouverture d'une porte. On ne claque pas la porte, on l'ouvre tout doucement, on entre tranquillement, il y a un fauteuil, un deuxième fauteuil... On est bien. »

C'est vrai qu'on se sent bien dans ce hall avec Jibril et ses compères. On y resterait même un peu plus longtemps. Imaginent-ils une suite ? Les deux complices échangent un regard rieur : « Ah, ça, c'est le plan caché ! » ■

tendres ou dures, autour desquelles flotte toujours un léger voile de nostalgie et de mélancolie. Imaginé par Ramsès Kefi et Rachid Laïreche, le livre rassemble les textes de neuf autrices et auteurs dont les voix singulières viennent se loger dans la bouche insatiable du grand Jibril. Des banlieues de Marseille et de Lyon, en passant par celles de Paris, se déroulent les destins parfois tragiques d'êtres ordinaires. Chaque histoire développe une langue propre et – c'est l'une des grandes forces de l'ouvrage – fait ainsi entrer dans l'écrit une culture orale populaire, révélant la puissance narrative qu'elle recèle et la fonction de cohésion

Le premier rêve du roi



LA NUIT, JIBRIL VEILLE. Depuis qu'il est enfant, le sommeil ne gagne pas son large corps massif. Lorsqu'il atteint 32 ans, pourtant, un événement inédit se produit : il rêve. Dans ce songe, il revoit La Tortue, le quartier où, adolescent, il allait passer ses étés. Celui qu'on surnomme « le Roi » décide alors de retourner dans cette cité de l'enfance. Il y retrouve certains de ses anciens amis. Le temps d'une nuit, réunis dans un hall d'immeuble, ils se racontent des histoires du passé et du présent, des fables

qu'elle assure. Le conteur, donnant au réel une dimension quasi mythique, permet à ceux et celles qui l'écoutent de retrouver prise sur le monde. C'est peut-être cette part de légende qui, au bout de notre lecture, nous fait douter : et si toutes ces histoires n'étaient que la substance vive du premier rêve du Roi ? Espérons alors qu'il rêve encore beaucoup. ■ L. HU.

LE RETOUR DU ROI JIBRIL.
LES CONTES DE LA CITÉ,
de Said de l'Arbre, Hadrien Bels, Faïza Guène, Maïram Guissé, Ramsès Kefi, Salomé Kiner, Rachid Laïreche, Mathieu Palain, Faïza Zerouala, L'Iconoclaste, 304 p., 20,90 €.

Le jeune amant

Habile, rusé, trompeur, voyageur aussi, Mercure est un dieu d'un commerce délicat. Comme Mercúrio, le personnage central du nouveau roman de Philippe Mezescaze. Gigolo qui se rêve acteur de cinéma, le jeune homme rencontre sur un lieu de drague Almano, plus âgé, et d'emblée l'attraction se fait attachement. Se noue alors une amitié à trois puisque le narrateur, compagnon de l'aîné, se laisse gagner par le même mouvement d'affection, que les brusques disparitions de Mercúrio, susceptible et imprévisible, n'entament pas. Des silences, des fables, de plus en plus sombres, ponctuent une relation au long cours au dénouement abrupt. Sans colère ni regret ? Almano et son compagnon, scribes attentifs, pointilleux mais finalement blasés par les frasques de Mercúrio, l'assurent, tant « sa présence charmeuse, flottante, suborneuse et sans honneur » avait su tisser un récit épique dont le vertige tenait de la grâce. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Mercúrio*,
de Philippe Mezescaze,
Mercure de France,
192 p., 19 €,
numérique 14 €.

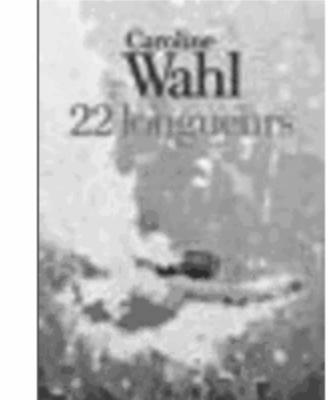
Une voix en sursis

Les héroïnes de Denis Soula ont en commun d'avoir connu des drames et de sembler penser qu'elles n'ont plus grand-chose à attendre de l'existence. La narratrice anonyme de *Me tenir droite* estime même qu'il lui est interdit d'espérer quoi que ce soit : elle est la « méchante de l'histoire », qui a tué l'un de ses deux fils dans un accident de voiture alors qu'elle revenait, ivre, d'un rendez-vous avec son amant. Après six années de « taule », elle est en liberté conditionnelle. Et c'est d'une voix comme en sursis, soucieuse de ne pas déborder, qu'elle raconte les mois qui suivent sa sortie, son travail dans un bar, sa solitude, son incapacité à se pardonner, les dimanches soir à rôder autour de l'immeuble où elle vivait autrefois avec sa famille... Son ex-mari et son fils survivant prennent eux aussi la parole dans ce texte tenu, qui fait droit aux ambivalences, aux douleurs et aux élans de tous les personnages. ■

RAPHAËLLE LEYRIS
► *Me tenir droite*,
de Denis Soula,
éd. Joëlle Losfeld, 144 p.,
18,50 €, numérique 13 €.

Rester à flot

Tilda est une jeune femme qui mène de front ses études, son travail de caissière et l'éducation de sa petite sœur, Ida. Leur mère est alcoolique, Tilda doit s'occuper de tout. Pour se ressourcer, elle s'oblige à faire chaque jour vingt-deux longueurs à la piscine municipale. L'offre d'un poste de doctorante à Berlin est une opportunité mais aussi un dilemme : peut-elle laisser Ida seule avec sa mère ? A la piscine, la rencontre de Viktor va lui offrir de nouvelles perspectives et l'obliger à faire des choix. Cela pourrait virer au kitsch, mais Caroline Wahl, née à Mayence, en Allemagne, en 1995, dont c'est le premier roman, dépeint les émotions avec finesse et légèreté. Récit d'initiation sur les thèmes de la famille, du sacrifice, du courage et de la quête de soi, son roman, malgré la gravité du sujet, garde un ton vivifiant, plein d'une tendresse communicative pour les personnages. ■



PIERRE DESHUSSES
► *22 longueurs*,
(22 Bâches),
de Caroline Wahl,
traduit de l'allemand
par Dominique Autrand,
éd. Albin Michel, 242 p.,
19,90 €, numérique 14 €.

Le journal de jeunesse du futur philosophe paraît enfin en français. Portrait d'un esprit ardent en quête d'idéal

L'anarchomysticisme de l'étudiant Scholem

DAVID ZERBIB

Voici le journal d'un esprit ardent, rédigé à l'époque d'une Europe en flammes, et qui nous est donné à lire tandis que la guerre, ici et là, rougit de nouveau l'horizon. *Quitter Berlin. Journal de jeunesse. 1913-1923* est la chronique existentielle et intellectuelle tenue par Gershom Scholem (1897-1982) entre ses 15 et 26 ans. Inédite en français, elle offre, à travers la belle traduction de Sacha Zilberfarb, un point de vue crépitant sur la construction identitaire, philosophique et politique de celui qui deviendra un grand spécialiste de la mystique juive et un professeur mondialement reconnu de l'Université hébraïque de Jérusalem, qu'il contribue à fonder en 1925.

Quand il commence la rédaction de son journal, le jeune Gerhard n'a pas encore hébraïsé son prénom ni émigré vers la Palestine, ce qu'il fera en 1923. Il vit à Berlin, chez ses parents, dans une famille d'imprimeurs, emblématique de la petite bourgeoisie juive assimilée, qui rêve d'incarner l'harmonie entre germanité et judéité, louée à l'époque par le philosophe Hermann Cohen (1842-1918).

Dans ce contexte, que l'excellent appareillage critique de l'ouvrage permet de resituer, Scholem s'apprete alors à engager une multitude de ruptures. Il s'agit pour lui de prendre position à propos du rôle des juifs en Allemagne, après que les pogroms dans l'est de l'Europe, à la fin du XIX^e siècle, puis la montée de l'antisémitisme dans l'ouest, ont confronté beaucoup

de jeunes juifs à l'*«échec de l'assimilation»*, comme l'analyse très bien Sonia Goldblum dans son introduction.

La première rupture accompagne ce que Martin Buber (1878-1965), dont les écrits avaient introduit les contes hassidiques dans la culture savante, appelait la «renaissance juive». Ainsi revivifié par l'âme des *Ostjuden* («juifs de l'Est»), Scholem retourne aux sources du judaïsme, étudie la Bible, le Talmud, se lance dans l'étude de l'hébreu, de l'arabe, du grec et du syriaque, et entreprend la traduction du livre biblique des Lamentations.

La deuxième est celle du pacifisme, alors qu'éclate la première guerre mondiale, en août 1914, et que la communauté juive allemande, le grand Buber en tête, appelle à serrer les rangs et à s'engager. Pacifiste exalté, Scholem refuse de «marcher sur les cadavres [des] camarades et frères et d'étrangers contre qui [ils n'ont] aucun motif de [se] battre», comme il l'écrit en janvier 1915, avant de se faire renvoyer du lycée pour ses idées. Rupture, encore, avec son père, qui déclarait en avoir «par-dessus la tête de toute cette judéité» dans laquelle plongeait son cadet.

Révolutionner le sionisme

Mais son brasier intellectuel est fait aussi de philosophie allemande, de littérature française, de peinture cubiste, ainsi que de mathématiques, langage d'une logique pure dont tout bon kabbaliste sait le lien qu'il entretient avec les secrets métaphysiques. L'intensité des lectures et des apéritifs intellectuels de l'étudiant est impressionnante. Il s'oppose souvent, mais admire aussi beaucoup, comme le montrent les lignes qu'il consacre à son ami



Gershom Scholem, à Berlin, en 1917. COLLECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ISRAËL

Walter Benjamin (1892-1940), dont la rencontre, en 1915, fut pour lui un événement majeur. A partir de 1919, la rédaction du journal est délaissée pour celle de sa thèse sur le *Sefer ha-Bahir* (le livre de la Clarté, une composition de la kabbale), qu'il soutient en 1922.

Animé par un certain romantisme, il croit au projet d'une révolution intérieure qui tournerait le dos à l'impossible assimilation dans la modernité rationaliste européenne, et qui donne à voir l'avenir du côté de l'Orient et du mysticisme juif prémoderne. Chez lui, ce projet a pour nom «sionisme». Le sens de ce mot chez le jeune Scholem n'est donc pas à trouver dans un quelconque nationalisme belliciste, auquel il a pu être réduit. Contrairement, par ailleurs, aux disciples de Theodor Herzl (1860-1904), qui ne jurent que par la création de l'*«Etat juif»*, il développe une version «mystico-anarchiste» du retour à Sion. «Nous voulons révolutionner le sionisme et prêcher l'anarchisme, qui est absence de domination. Partir en campagne contre tous les autocrates et autres canailles imbéciles!», écrit-il.

Loin de l'Etat-nation, son idéal est celui de petites communautés autonomes spirituellement régénérées, vivant en harmonie avec les autres peuples d'Orient. A l'heure où la guerre semble éteindre de sa fumée noire la foi dans une telle harmonie, les étincelles impatientes du jeune Scholem en ravivent la lueur. ■

QUITTER BERLIN. JOURNAL DE JEUNESSE. 1913-1923
(Tagebücher nebst Aufsätzen und Entwürfen bis 1923,
de Gershom Scholem,
traduit de l'allemand par Sacha Zilberfarb, édition d'Angela Guidi et Sacha Zilberfarb, préface de Johann Chapoutot, introduction de Sonia Goldblum, postface de Giulio Busi,
Rue d'Ulm, «Versions françaises», 540 p., 29 €, numérique 20 €.

Claude Romano, fenêtre sur corps

Dans «L'Appartenance au monde», le philosophe promeut un réalisme critique opposé à l'idéalisme de l'esprit

NICOLAS WEILL

Livre après livre, le travail entrepris par le philosophe Claude Romano prend à rebours une philosophie que l'on voudrait voir asservie aux questions du moment ou au commentaire des sciences. Lui l'interroge à partir de son histoire, qu'il maîtrise parfaitement, au travers des questions qui l'ont traversée de part en part, à commencer par celle de notre relation au monde. De ce regard en amont que Romano porte sur le passé de sa discipline, il tire de bonnes raisons d'être moderne. *L'Appartenance au monde* en fournit une nouvelle illustration.

Avec une érudition empruntant aux deux approches qui se disputent le champ philosophique, la conception

«continental» (axée sur la question de l'être) et la conception «anglo-saxonne» (plus portée sur l'analyse de l'argument et du langage), il entreprend, non sans ambition et toujours avec clarté, de «déconstruire» les biais théoriques qui bridant notre rapport direct au réel.

A l'inverse de ceux qui tentent d'exonérer Descartes d'avoir trop divisé le monde, Claude Romano estime que la disjonction entre esprit et matière a bien été formulée pour les modernes par l'auteur des *Méditations*, et avant lui par Galilée. Ce dernier, moteur d'une révolution scientifique sur laquelle nous vivons encore, aurait été le premier à exposer systématiquement l'idée que la réalité ultime est mathématique, l'environnement sensible dans lequel nous évoluons n'étant que faux-semblant ou opinions faillibles.

De là à conclure que le réel serait un produit de notre esprit, une représentation, il n'y a qu'un pas, qu'ont franchi les idéalistes allemands de Kant à Hegel, qui nous sommes parties prenantes d'un tout qui nous dépasse : «l'affirmation de l'intrinsèque corporéité de la perception devrait conduire à l'acceptation de l'inhérence au monde du sujet percevant», résume Romano.

D'où la promotion par celui-ci d'un «réalisme critique». Sans prétendre à l'inexistence des erreurs ou des illusions, ni contester la réalité des sciences, ce réalisme-là ne confère à celles-ci aucun privilège par rapport à la réalité du «monde de la vie», qui précède la connaissance voire le langage - l'explication de cette notion parfois difficile à appréhender de «monde de la vie» faisant l'objet d'un des chapitres les plus riches de ce livre à la fois dense et foisonnant, qui offre une voie pour éviter de céder à la facilité d'un scepticisme par trop partagé. ■

La corporéité de la perception

Or, montre ici le philosophe, il n'y a pas d'existence possible en dehors du corps, dont Spinoza rappelait déjà au XVII^e siècle que nul ne connaît encore la puissance. A sa manière, l'ouvrage semble chercher à combler ce mystère en affirmant que la perception qui passe par notre corps nous met bien en présence d'une réalité qui persiste en dehors de no-

tre esprit et que nous sommes parties prenantes d'un tout qui nous dépasse : «l'affirmation de l'intrinsèque corporéité de la perception devrait conduire à l'acceptation de l'inhérence au monde du sujet percevant», résume Romano.

D'où la promotion par celui-ci d'un «réalisme critique». Sans prétendre à l'inexistence des erreurs ou des illusions, ni contester la réalité des sciences, ce réalisme-là ne confère à celles-ci aucun privilège par rapport à la réalité du «monde de la vie», qui précède la connaissance voire le langage - l'explication de cette notion parfois difficile à appréhender de «monde de la vie» faisant l'objet d'un des chapitres les plus riches de ce livre à la fois dense et foisonnant, qui offre une voie pour éviter de céder à la facilité d'un scepticisme par trop partagé. ■

L'APPARTENANCE AU MONDE,
de Claude Romano,
Seuil, «L'ordre philosophique»,
380 p., 24,50 €, numérique 18 €.



Vers l'apaisement

Jeune encore, il s'est appliqué méthodiquement à disparaître. Pas d'aliénements, de présence ni d'identité. Au point de mettre sa vie en péril, à force de se détriquer, de se terrer pour exister le moins possible, invisible et aérien. Diagnostic, posé plus tard : anorexie restrictive, en lien avec une situation parentale désastreuse. Journaliste, romancier, essayiste, Jean-Philippe de Tonnac raconte dans ces pages le long parcours intime de sa guérison, qui se confond avec celui de son existence. Son périple vers l'apaisement est jalonné de rencontres amicales et professionnelles (de l'éditeur José Corti à Umberto Eco), de voyages dans l'âme (au moyen du zen ou des ashrams de l'Inde) et de découvertes inattendues (secrets des boulangeries ou des guérisseuses). Entre mémoires sensibles et récit initiatique, ce texte singulier est souvent bouleversant. Avec pudore et humour, avec précision aussi, l'auteur d'*Eloge de la vulnérabilité des hommes* (éd. Guy Trédaniel, 2022) s'efforce d'approcher l'infime lenteur des transformations, physiques et psychiques, qui se sont déroulées en lui au fil des décennies, à son insu autant que sous son contrôle. Ce n'est pas un hasard si ces métamorphoses entrecroisent sa personne la plus secrète et ses multiples publications, qui traitent notamment du pain, des thérapies naturelles, de l'amour des livres et des rituels accompagnant la mort. Chaque fois s'y réincarne le même effort pour «passer, traverser, survivre». ■

ROGER-POL DROIT

► Le Temps minéral de la guérison,
de Jean-Philippe de Tonnac,
Actes Sud, 206 p., 19,50 €, numérique 15 €.



Transmission féministe

Alors que leurs aînées étaient surtout tournées vers la conquête de droits civiques, les militantes féministes des années 1970 ont placé la sphère privée au cœur de leurs préoccupations, s'emparant de sujets comme le corps, le couple ou encore les tâches ménagères. Les évolutions sociales obtenues alors, à l'image de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, se sont donc accompagnées de véritables révoltes intimes. C'est précisément pour cerner ces répercussions individuelles que la sociologue Camille Masclat, chargée de recherche au CNRS, a enquêté durant dix ans auprès de deux générations - celle des anciennes militantes et celle de leurs enfants.

En cherchant à comprendre si ces femmes se sont individuellement libérées, par leur mobilisation, de certains carcans de genre, ou si la contestation du patriarcat a eu des effets sur leur vie de couple, comme en explorant la façon dont l'héritage de ces luttes est reçu par leurs enfants, Camille Masclat saisit l'impact de cet engagement sur les «trajectories biographiques». Elle offre ainsi de nouvelles perspectives sur ce mouvement historique, autant qu'elle éclaire les mobilisations féministes contemporaines puisque, selon elle, «les points communs sont nombreux entre aujourd'hui et les mobilisations des années 1970». ■

SOPHIE BENARD

► Le Féminisme en héritage.
Incidences intimes et transmission familiale d'une lutte politique,
de Camille Masclat,
PUF, 296 p., 24 €, numérique 19 €.

Le journal de jeunesse du futur philosophe paraît enfin en français. Portrait d'un esprit ardent en quête d'idéal

L'anarchomysticisme de l'étudiant Scholem

DAVID ZERBIB

Voici le journal d'un esprit ardent, rédigé à l'époque d'une Europe en flammes, et qui nous est donné à lire tandis que la guerre, ici et là, rougit de nouveau l'horizon. *Quitter Berlin. Journal de jeunesse. 1913-1923* est la chronique existentielle et intellectuelle tenue par Gershom Scholem (1897-1982) entre ses 15 et 26 ans. Inédite en français, elle offre, à travers la belle traduction de Sacha Zilberfarb, un point de vue crépitant sur la construction identitaire, philosophique et politique de celui qui deviendra un grand spécialiste de la mystique juive et un professeur mondialement reconnu de l'Université hébraïque de Jérusalem, qu'il contribue à fonder en 1925.

Quand il commence la rédaction de son journal, le jeune Gerhard n'a pas encore hébraïsé son prénom ni émigré vers la Palestine, ce qu'il fera en 1923. Il vit à Berlin, chez ses parents, dans une famille d'imprimeurs, emblématique de la petite bourgeoisie juive assimilée, qui rêve d'incarner l'harmonie entre germanité et judéité, louée à l'époque par le philosophe Hermann Cohen (1842-1918).

Dans ce contexte, que l'excellent appareillage critique de l'ouvrage permet de resituer, Scholem s'apprete alors à engager une multitude de ruptures. Il s'agit pour lui de prendre position à propos du rôle des juifs en Allemagne, après que les pogroms dans l'est de l'Europe, à la fin du XIX^e siècle, puis la montée de l'antisémitisme dans l'ouest, ont confronté beaucoup

de jeunes juifs à l'*«échec de l'assimilation»*, comme l'analyse très bien Sonia Goldblum dans son introduction.

La première rupture accompagne ce que Martin Buber (1878-1965), dont les écrits avaient introduit les contes hassidiques dans la culture savante, appelait la «renaissance juive». Ainsi revivifié par l'âme des *Ostjuden* («juifs de l'Est»), Scholem retourne aux sources du judaïsme, étudie la Bible, le Talmud, se lance dans l'étude de l'hébreu, de l'arabe, du grec et du syriaque, et entreprend la traduction du livre biblique des Lamentations.

La deuxième est celle du pacifisme, alors qu'éclate la première guerre mondiale, en août 1914, et que la communauté juive allemande, le grand Buber en tête, appelle à serrer les rangs et à s'engager. Pacifiste exalté, Scholem refuse de «marcher sur les cadavres [des] camarades et frères et d'étrangers contre qui [ils n'ont] aucun motif de [se] battre», comme il l'écrit en janvier 1915, avant de se faire renvoyer du lycée pour ses idées. Rupture, encore, avec son père, qui déclarait en avoir «par-dessus la tête de toute cette judéité» dans laquelle plongeait son cadet.

Révolutionner le sionisme

Mais son brasier intellectuel est fait aussi de philosophie allemande, de littérature française, de peinture cubiste, ainsi que de mathématiques, langage d'une logique pure dont tout bon kabbaliste sait le lien qu'il entretient avec les secrets métaphysiques. L'intensité des lectures et des apéritifs intellectuels de l'étudiant est impressionnante. Il s'oppose souvent, mais admire aussi beaucoup, comme le montrent les lignes qu'il consacre à son ami



Gershom Scholem, à Berlin, en 1917. COLLECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ISRAËL

Walter Benjamin (1892-1940), dont la rencontre, en 1915, fut pour lui un événement majeur. A partir de 1919, la rédaction du journal est délaissée pour celle de sa thèse sur le *Sefer ha-Bahir* (le livre de la Clarté, une composition de la kabbale), qu'il soutient en 1922.

Animé par un certain romantisme, il croit au projet d'une révolution intérieure qui tournerait le dos à l'impossible assimilation dans la modernité rationaliste européenne, et qui donne à voir l'avenir du côté de l'Orient et du mysticisme juif prémoderne. Chez lui, ce projet a pour nom «sionisme». Le sens de ce mot chez le jeune Scholem n'est donc pas à trouver dans un quelconque nationalisme belliciste, auquel il a pu être réduit. Contrairement, par ailleurs, aux disciples de Theodor Herzl (1860-1904), qui ne jurent que par la création de l'*«Etat juif»*, il développe une version «mystico-anarchiste» du retour à Sion. «Nous voulons révolutionner le sionisme et prêcher l'anarchisme, qui est absence de domination. Partir en campagne contre tous les autocrates et autres canailles imbéciles!», écrit-il.

Loin de l'Etat-nation, son idéal est celui de petites communautés autonomes spirituellement régénérées, vivant en harmonie avec les autres peuples d'Orient. A l'heure où la guerre semble éteindre de sa fumée noire la foi dans une telle harmonie, les étincelles impatientes du jeune Scholem en ravivent la lueur. ■

QUITTER BERLIN. JOURNAL DE JEUNESSE. 1913-1923
(Tagebücher nebst Aufsätzen und Entwürfen bis 1923,
de Gershom Scholem,
traduit de l'allemand par Sacha Zilberfarb, édition d'Angela Guidi et Sacha Zilberfarb, préface de Johann Chapoutot, introduction de Sonia Goldblum, postface de Giulio Busi,
Rue d'Ulm, «Versions françaises», 540 p., 29 €, numérique 20 €.

Claude Romano, fenêtre sur corps

Dans «L'Appartenance au monde», le philosophe promeut un réalisme critique opposé à l'idéalisme de l'esprit

NICOLAS WEILL

Livre après livre, le travail entrepris par le philosophe Claude Romano prend à rebours une philosophie que l'on voudrait voir asservie aux questions du moment ou au commentaire des sciences. Lui l'interroge à partir de son histoire, qu'il maîtrise parfaitement, au travers des questions qui l'ont traversée de part en part, à commencer par celle de notre relation au monde. De ce regard en amont que Romano porte sur le passé de sa discipline, il tire de bonnes raisons d'être moderne. *L'Appartenance au monde* en fournit une nouvelle illustration.

Avec une érudition empruntant aux deux approches qui se disputent le champ philosophique, la conception

«continental» (axée sur la question de l'être) et la conception «anglo-saxonne» (plus portée sur l'analyse de l'argument et du langage), il entreprend, non sans ambition et toujours avec clarté, de «déconstruire» les biais théoriques qui bridant notre rapport direct au réel.

A l'inverse de ceux qui tentent d'exonérer Descartes d'avoir trop divisé le monde, Claude Romano estime que la disjonction entre esprit et matière a bien été formulée pour les modernes par l'auteur des *Méditations*, et avant lui par Galilée. Ce dernier, moteur d'une révolution scientifique sur laquelle nous vivons encore, aurait été le premier à exposer systématiquement l'idée que la réalité ultime est mathématique, l'environnement sensible dans lequel nous évoluons n'étant que faux-semblant ou opinions faillibles.

De là à conclure que le réel serait un produit de notre esprit, une représentation, il n'y a qu'un pas, qu'ont franchi les idéalistes allemands de Kant à Hegel, mais

au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, fondateur de notre modernité. Le matérialisme, qui n'accorde de substance qu'à ce qui est hors de l'esprit, n'est que le gant retourné de cet idéalisme, juge Romano. Il culmine avec certaines révélations actuelles, d'inspiration transhumaniste, ou posthumaniste, qui veulent que l'intelligence artificielle ou les neurosciences nous dispensent de notre corps et nous permettent de vivre indépendamment de lui. Telle serait l'utopie sinistre de personnes réduites à des «cubes à cerveaux»... ■

La corporéité de la perception

Or, montre ici le philosophe, il n'y a pas d'existence possible en dehors du corps, dont Spinoza rappelait déjà au XVII^e siècle que nul ne connaît encore la puissance. A sa manière, l'ouvrage semble chercher à combler ce mystère en affirmant que la perception qui passe par notre corps nous met bien en présence d'une réalité qui persiste en dehors de no-

tre esprit et que nous sommes parties prenantes d'un tout qui nous dépasse: «l'affirmation de l'intrinsèque corporéité de la perception devrait conduire à l'acceptation de l'héritage au monde du sujet percevant», résume Romano.

D'où la promotion par celui-ci d'un «réalisme critique». Sans prétendre à l'inexistence des erreurs ou des illusions, ni contester la réalité des sciences, ce réalisme-là ne confère à celles-ci aucun privilège par rapport à la réalité du «monde de la vie», qui précède la connaissance voire le langage - l'explication de cette notion parfois difficile à appréhender de «monde de la vie» faisant l'objet d'un des chapitres les plus riches de ce livre à la fois dense et foisonnant, qui offre une voie pour éviter de céder à la facilité d'un scepticisme par trop partagé. ■

L'APPARTENANCE AU MONDE,
de Claude Romano,
Seuil, «L'ordre philosophique»,
380 p., 24,50 €, numérique 18 €.



Vers l'apaisement

Jeune encore, il s'est appliqué méthodiquement à disparaître. Pas d'aliénements, de présence ni d'identité. Au point de mettre sa vie en péril, à force de se détriquer, de se terrer pour exister le moins possible, invisible et aérien. Diagnostic, posé plus tard: anorexie restrictive, en lien avec une situation parentale désastreuse. Journaliste, romancier, essayiste, Jean-Philippe de Tonnac raconte dans ces pages le long parcours intime de sa guérison, qui se confond avec celui de son existence. Son périple vers l'apaisement est jalonné de rencontres amicales et professionnelles (de l'éditeur José Corti à Umberto Eco), de voyages dans l'âme (au moyen du zen ou des ashrams de l'Inde) et de découvertes inattendues (secrets des boulangeries ou des guérisseuses). Entre mémoires sensibles et récit initiatique, ce texte singulier est souvent bouleversant. Avec pudore et humour, avec précision aussi, l'auteur d'*Eloge de la vulnérabilité des hommes* (éd. Guy Trédaniel, 2022) s'efforce d'approcher l'infime lenteur des transformations, physiques et psychiques, qui se sont déroulées en lui au fil des décennies, à son insu autant que sous son contrôle. Ce n'est pas un hasard si ces métamorphoses entrecroisent sa personne la plus secrète et ses multiples publications, qui traitent notamment du pain, des thérapies naturelles, de l'amour des livres et des rituels accompagnant la mort. Chaque fois s'y réincarne le même effort pour «passer, traverser, survivre». ■

ROGER-POL DROIT

► Le Temps minéral de la guérison,
de Jean-Philippe de Tonnac,
Actes Sud, 206 p., 19,50 €, numérique 15 €.



Transmission féministe

Alors que leurs aînées étaient surtout tournées vers la conquête de droits civiques, les militantes féministes des années 1970 ont placé la sphère privée au cœur de leurs préoccupations, s'emparant de sujets comme le corps, le couple ou encore les tâches ménagères. Les évolutions sociales obtenues alors, à l'image de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, se sont donc accompagnées de véritables révoltes intimes. C'est précisément pour cerner ces répercussions individuelles que la sociologue Camille Masclat, chargée de recherche au CNRS, a enquêté durant dix ans auprès de deux générations - celle des anciennes militantes et celle de leurs enfants.

En cherchant à comprendre si ces femmes se sont individuellement libérées, par leur mobilisation, de certains carcans de genre, ou si la contestation du patriarcat a eu des effets sur leur vie de couple, comme en explorant la façon dont l'héritage de ces luttes est reçu par leurs enfants, Camille Masclat saisit l'impact de cet engagement sur les «trajectories biographiques». Elle offre ainsi de nouvelles perspectives sur ce mouvement historique, autant qu'elle éclaire les mobilisations féministes contemporaines puisque, selon elle, «les points communs sont nombreux entre aujourd'hui et les mobilisations des années 1970». ■

SOPHIE BENARD

► Le Féminisme en héritage.
Incidences intimes et transmission familiale d'une lutte politique,
de Camille Masclat,
PUF, 296 p., 24 €, numérique 19 €.



Le cheminement créatif de Jeanne Lanvin

Au cœur du Paris des Années folles, toute l'Europe mondaine se presse dans une maison de couture de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Sa fondatrice, Jeanne Lanvin (1867-1946), est alors à la tête d'un véritable empire – aujourd'hui devenu la plus ancienne maison de couture française en activité. C'est l'histoire de cette femme que retrace ici l'historien de l'art et biographe Jérôme Picon, auteur de *Mathilde, princesse Bonaparte et Marcel Proust. Une vie à s'écrire* (Flammarion, 2005 et 2016).

Mais il le reconnaît d'entrée de jeu : raconter Jeanne Lanvin n'est pas tâche aisée. Mystérieuse et timide, elle n'a jamais publié, n'a pas entretenu de correspondance privée, et les archives la concernant se limitent à celles de sa maison, certes abondantes. Le récit prend ainsi des allures d'enquête, alors que l'auteur, en s'appuyant sur ces dernières, s'attache à dévoiler la personnalité de

SOPHIE BENARD

JEANNE LANVIN,
de Jérôme Picon,
Flammarion, « Grandes biographies »,
398 p., 24,90 €, numérique 17 €.



Un ambitieux chevalier de Lorraine

Favori du frère de Louis XIV, Philippe de France, duc d'Orléans, dit « Monsieur », Philippe de Lorraine-Harcourt (1643-1702) est un personnage aussi décrié que mal connu. Si ses contemporains s'accordent sur sa beauté d'ange, ils dénoncent son absence de sens moral, sa cupidité, son goût du sarcasme qui n'épargne personne, pas même le roi. Prince étranger, ce cadet sans horizon de carrière, malgré sa nomination à 6 ans comme chevalier de Malte, connaît une enfance difficile du fait de la stratégie de sa lignée face au pouvoir royal, mais suit très tôt que son salut viendrait d'une carrière militaire. Sa vaillance au feu, son courage, qui attestent une valeur personnelle très vite remarquée, ne permettent pas à ce prince désargenté de s'établir, jusqu'à ce qu'il se lie à Monsieur, dont il devient l'amant dès 1667. Indifférent à l'opinion d'autrui, homme de goût, intelligent et brillant,

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

LE CHEVALIER DE LORRAINE,
de Joan Pieragnoli,
PUF, 416 p., 25 €, numérique 20 €.

Léon Degrelle, référence nazie

A voir la trace qu'il a laissée dans les repaires de la droite la plus extrême, Léon Degrelle, fondateur du mouvement Rex et dirigeant de la Légion Wallonne, fascine toujours. Avant de mourir, il espérait disait-il, « offrir un nouveau siècle » à tous les fascistes. Dans l'ouvrage important qu'il consacre à l'ex-« Führer des Wallons », Frédéric Saenen estime qu'il aura été en effet l'un de ceux qui auront préparé l'avènement de l'époque actuelle, caractérisée, écrit l'essayiste, par « le confusionnisme idéologique, la paranoïa complotiste et le retour des haines mortifères ».

De sa naissance en 1906 à Bouillon, au cœur de l'Ardenne belge, jusqu'à sa mort à Malaga (Espagne), en 1994, le « Beau Léon » a suscité un intérêt constant qu'analyse avec minutie l'auteur, directeur de la *Revue générale*, revue belge de sciences humaines. Condamné à mort par la Belgique en 1945, Degrelle termina sa vie en Espagne en livrant des propos négationnistes ahurissants (« Qu'on me mette dans une de ces chambres [à gaz] (...) et vous verrez, une demi-heure après, je ressortirai tout flamboyant et nous irons boire un verre »). Avant cela, il traversa le XX^e siècle en passant allègrement d'une conviction à l'autre. Poète, pamphlétaire antibolchevique, journaliste puis patron de presse, il glissa progressivement d'un catholicisme non conformiste à un populisme violent, puis au nazisme. Il fut, en tout cas, toujours fasciné par la guerre, qui entraîna l'exode de sa famille devant les troupes allemandes en août 1914, mais allait, trente ans plus tard, faire de lui le *Volksgeneral der Wallonen*.

Entre-temps, il avait tenté de prendre le pouvoir dans son pays. Au début des années 1930, le chômage, les faillites, les difficultés des grands secteurs industriels se combinaient avec une remise en cause du système parlementaire. La gauche développait une rhétorique anticapitaliste et Degrelle allait amplifier ses critiques



en lançant la « chasse à mort aux pourris ». En 1935, il tenait à Bruxelles son premier rassemblement géant, intitulé « Debout les vivants ! ». Une journaliste évoquait à cette occasion le « Rex appeal » d'un dirigeant qui n'avait pas, et n'aurait jamais, de vrai programme, mais parviendra comme aucun autre à galvaniser son public. Degrelle, tribun et préicateur, affirmait vivre une sorte de « lévitation » quand, après avoir, disait-il, plongé sur la foule tel un épervier sur sa proie, il vivait un moment « foudroyant ».

Suffisant et insuffisant

Rassemblant travailleurs et commerçants en colère, il se croyait à même d'engendrer « la révolution des âmes » en 1936, lorsque le Front populaire de Rex obtint 11,5 % des voix lors d'élections. Une victoire politique et symbolique qui le poussa à organiser une « marche sur Bruxelles » en 1937. Au bout de celle-ci, ce fut le fiasco : lâché par l'Eglise, qui ne tolérait plus ses outrances, et moqué par le roi Léopold III, qui aurait qualifié ce jeune ambitieux de « suffisant et insuffisant », il allait dès lors s'attacher à son

projet de reconstitution d'une « Grande Belgique », incluant des territoires néerlandais, français et luxembourgeois et faisant des Wallons des « Germains de la langue française ».

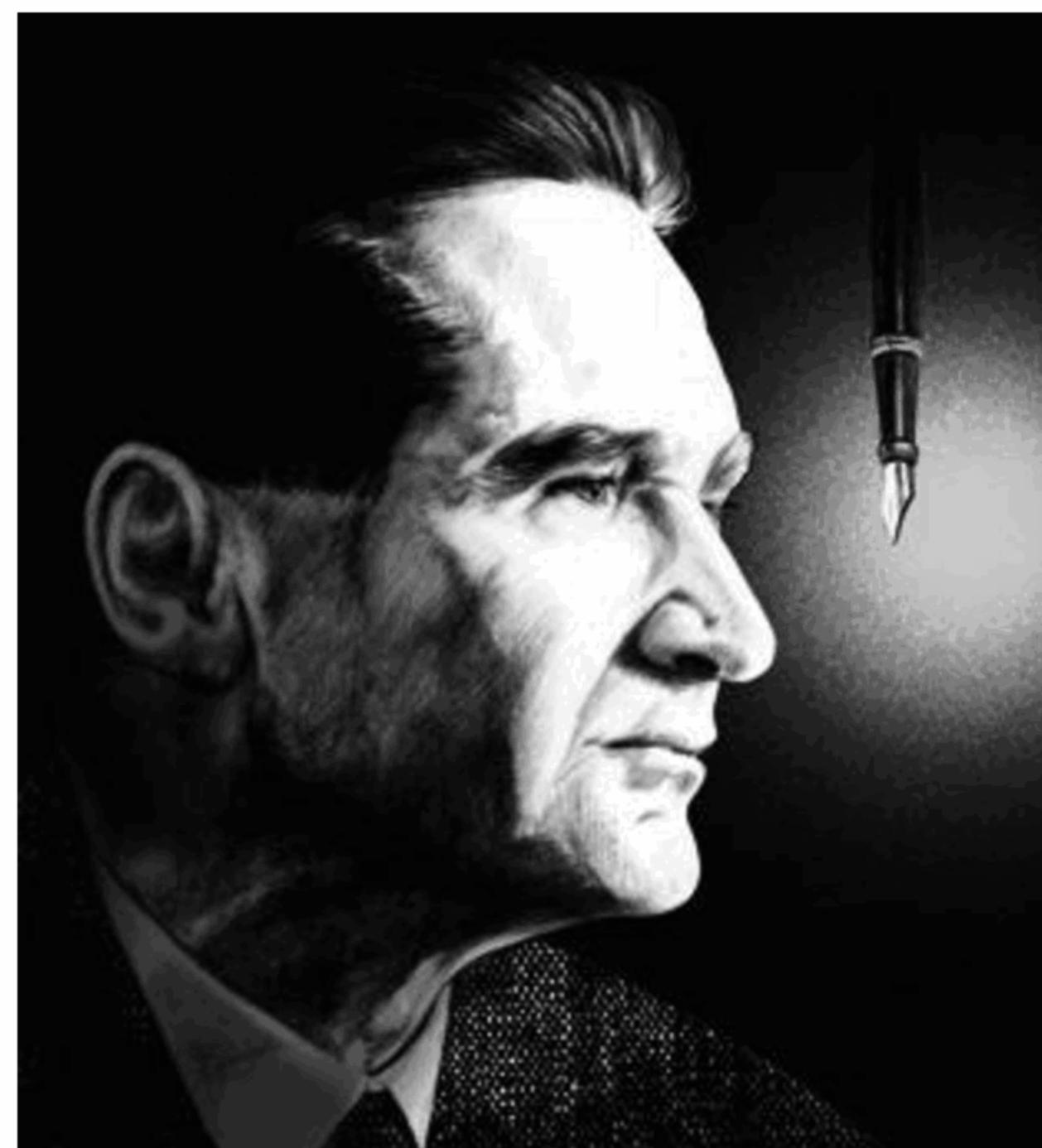
Pour ce faire, détaille Frédéric Saenen, il allait se transformer d'abord en croisé de l'Ordre nouveau (1940-1942), puis en soldat du Reich (1942-1944). Engagé sur le front de l'Est, il survécut à des combats effroyables, parvint à s'échapper avant la déroute complète de l'armée allemande et put continuer à tisser sa propre légende lors de son long exil espagnol, échappant notamment à diverses tentatives de rapt. « Chance Degrelle, chance éternelle », était la devise du dernier dirigeant national-socialiste d'Europe pouvant, grâce à l'exil, s'exprimer librement : la Belgique l'avait condamné à mort, mais tenait surtout à éviter son retour dans le pays. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

LÉON DEGRELLE,
de Frédéric Saenen,
Perrin, 360 p., 24 €, numérique 17 €.

La sombre facette du jeune Cioran

Longtemps, les légendes qui entouraient Cioran (1911-1995) lui ont tenu lieu de biographie. Nul de ses lecteurs n'était censé ignorer que le philosophe roumain, définitivement installé en France en 1941, avait abandonné sa langue natale pour devenir un des héritiers les plus accomplis du moralisme français classique, dont il restituait



l'éclat dans sa prose coupante, ironique, vouée à maudire la vie et l'humanité. Ou qu'il vivait comme un éternel étudiant, même quand, sur le tard, il connaît le succès. Il y avait un personnage Cioran, qui renforçait le magnétisme de ses textes. Un personnage réel, mais en partie construit, et surtout incomplet. Il y manquait le jeune homme, celui qui, avant-guerre, dans la presse roumaine, célébrait Hitler, défendait un antisémitisme éradicateur, s'alliait à la Garde de fer, le mouvement fasciste qui s'apprétait à prendre le pouvoir en Roumanie.

Découverte progressivement, cette facette n'avait jamais fait l'objet d'une enquête systématique. C'est ce qu'accomplice l'essayiste et journaliste Anca Visdei dans une biographie très documentée, qui vient de recevoir le Goncourt de la biographie, et qui mérite en effet d'être saluée pour cet effort de clarification. On peut toutefois regretter que, trop concentrée sur Cioran et son entourage proche, l'autrice n'élargisse pas la focale à ce dont il s'agit pourtant : le déchaînement de violence antisémite et anti-Roms, jamais détaillé dans le livre, qu'a entraîné en Roumanie la politique soutenue par le jeune Cioran. Au moins 280 000 juifs et 12 000 Roms ont été assassinés sous la responsabilité du maréchal Antonescu, au pouvoir de 1940 à 1944. Sans susciter un mot de remords chez celui qui écrivait dans *De l'inconvénient d'être né* (Gallimard, 1973) : « *Be soin physique de déshonneur. J'aurais aimé être fils de bourreau.* » ■

FLORENT GEORGESCO

CIORAN OU LE GAI DÉSESPOIR,
d'Anca Visdei,
L'Archipel, 456 p., 22 €, numérique 16 €.

Paul Joubert

«Je veux enjoliver le hasard»

Chantre de la poésie urbaine sur Instagram, l'écrivain de 31 ans cultive un regard enfantin et un réalisme magique au cœur de «La Théorie du bourdon»

ÉLIE PILLET

Paul Joubert fend la foule, marche frénétiquement, à vive allure, observe tout, des plus hauts balcons d'un immeuble haussmannien aux déchets d'un chantier épargné sur le pavé d'un boulevard. Il vient de publier son deuxième roman, *La Théorie du bourdon*, l'histoire d'un enfant capable de voler et qui, au fil des années, cherche à conserver son étrange pouvoir, malgré l'austérité et le sérieux qui caractérisent le monde des adultes.

De son côté, l'écrivain de 31 ans garde les pieds sur terre, et s'adonne à la contemplation de la ville. Il sonde la forêt de bâtiments, les allées, contre-allées, ruelles de Paris, à la recherche de ces anomalies discrètes que la plupart des passants ne semblent pas remarquer, mais qui n'échappent pas à son œil aiguisé. «Ce que je fais? C'est une pêche aux détails urbains», explique-t-il, l'esprit et le regard ailleurs. Dès qu'il aperçoit quelque chose qui l'amuse ou l'intrigue, le voilà

«Si je n'ai rien à faire, je déprime. Il fallait que je m'essaie à un autre format que le roman. Avec un ami, j'ai réfléchi à une sorte d'exercice d'écriture pour les réseaux sociaux»

qui s'arrête net, dégaine son smartphone et filme la curiosité. Ce peut être un pigeon picorant un gâteau d'anniversaire, une statue de la Vierge juchée sur un balcon ou un mannequin dans un magasin à l'abandon. Quelles qu'elles soient, ces petites séquences capturées lors de ses promenades finiront par former l'une de ses vidéos publiées sur les réseaux sociaux, où environ 300 000 personnes suivent son compte, «Grosso modo»: une «balade de [s]on imagination», série d'incongruités filmées dans la rue, transformées par ses phrases.

Des plaquettes de pastilles à la nicotine dépassent de la poche de sa veste. Cela fait huit jours qu'il a arrêté de fumer, après dix ans de tabagisme assidu. Une décennie auparavant, Paul Joubert quittait la classe préparatoire littéraire du lycée parisien Henri-IV, l'une des plus prestigieuses de l'Hexagone, pour se lancer dans la communication en tant que concepteur-rédacteur: «Je me suis fait scolairement démolir. Je préférerais déjà écrire dans mon coin plutôt que de réviser.» Parcours similaire à celui du héros de son deuxième roman, qui cède son don à un énigmatique prêteur sur gage dans le but d'améliorer ses notes en prépa, mais continue, les week-ends, à s'envoler au-dessus des toits de la capitale. Pour le Lorrain né à Toul (Meurthe-et-Moselle), qui réside désormais dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, l'écriture a constitué, dès l'âge de 16 ans, une vocation indéniable. «Mon unique but dans la vie, c'était – et c'est toujours – d'être écrivain», proclame-t-il d'un ton assuré.

Lorsqu'il se découvre une passion vorace pour la littérature, Paul Joubert est en 1^{re} scientifique. Cette «révélation pour les lettres», bien qu'il soit alors «franchement médiocre» dans cette matière, le pousse à reconstruire son parcours scolaire. Persuadé d'avoir emprunté la mauvaise voie, il supplie ses parents de le laisser redoubler pour intégrer la spécialité littéraire, annonce qui leur occasionne une «crise d'apoplexie». Malgré leur refus, il entreprend de «saboter son année» pour finir par rejoindre la filière L. «Je suis devenu sage comme une image», se souvient-il. «J'ai travaillé comme un forcené pour essayer de rattraper mon retard.» A partir de là, il décide de se consacrer pleinement à l'écriture. Seulement, devenir romancier ou poète, alors que cette position est si désirée et que les élus sont si rares, nécessite parfois d'emprunter des sentiers parallèles à la «voie royale» tracée par les maisons d'édition.

Durant l'hiver 2023, après avoir terminé un «énième» roman et essayé une «collection de refus» pour ses manus-

crits, Paul Joubert s'essouffle. «Si je n'ai rien à faire, je déprime», avoue-t-il. Il fallait donc que je messaie à un autre format que le roman. Avec un ami de l'époque, j'ai réfléchi à un concept qui pourrait fonctionner sur les réseaux sociaux, une sorte d'exercice d'écriture, de challenge.» De cette réflexion naît une première version de «Grosso modo», où le format des balades n'existe pas encore, mais où Paul Joubert résume des histoires qu'il n'écrira jamais, comme des quatrièmes de couverture isolées du reste de l'œuvre. Quelques mois plus tard, durant une flânerie à Trouville (Calvados), lui vient une idée: «En ob-

Un pacte contre les rêves

EXHORTER LES ENFANTS
à grandir avec leurs rêves : tel est le but que semble s'être fixé Paul Joubert, adepte du réalisme magique, dans son deuxième roman, *La Théorie du bourdon*, dont le titre s'inspire d'un supposé paradoxe physique, selon lequel le bourdon, au corps trop lourd et aux ailes trop minces, ne devrait pas être capable de s'envoler. Peter n'a que 7 ans lorsqu'il se découvre un pouvoir fantastique: il peut voler. Avec ses amis aux compétences extraordinaires, il vit des premières

années comme milleuses, édéniques, jusqu'à l'arrivée intempestive de l'étrange Monsieur Virgule, «celui qui nous fait trembler dans une phrase et dans notre vie», prêteur sur gage qui échange la réussite scolaire, sociale ou commerciale contre les rêves de ses clients. Ainsi, la jeunesse se dépouille de ses «ambitions déraisonnables», et passe à un âge faussement sage. Véritable ingénue, Peter est l'un des seuls à combattre les assauts du temps afin de conserver son don. Une existence ardue, qui finit par lui faire dire: «Si j'avais

pu choisir, je ne serais pas un rêveur.» Ode aux rêveries et à l'imagination débordante de l'enfance, *La Théorie du bourdon* emprunte au premier âge de la vie son langage, sa belle et innocente vision d'un monde que le regard des «grands» occulte au fil des ans. Pour Paul Joubert, la leçon est claire: soyez comme les enfants. ■ ÉL. PI.

LA THÉORIE DU BOURDON,
de Paul Joubert,
préface de Mathias Malzieu,
Maison pop,
240 p., 18,95 €, numérique 13 €.



Paul Joubert, aux éditions Maison pop, à Paris, le 16 mai. LUDOVIC CARÈME. AGENCE VU POUR « LE MONDE »

Parcours

1993 Paul Joubert naît à Toul (Meurthe-et-Moselle).

2012 Il est admis en classe préparatoire littéraire au lycée Henri-IV, à Paris.

2023 Il fonde le compte «Grosso modo» sur Instagram.

2024 Tuer le temps (L'Archipel), son premier roman.

servant les détails de la rue, je me dis que je devrais raconter une histoire à partir de ces choses saugrenues qui me font rire.» La première balade diffusée est un succès monstre: en une semaine, son compte Instagram gagne 180 000 abonnés. «C'est l'euphorie générale», se souvient-il, avant de professer, plus sérieusement: «J'avais raison de continuer. Quand une porte est fermée, il faut toujours passer par la fenêtre.» Il s'agit, dans ses vidéos, de «couvrir le monde d'un voile poétique, en assumant une certaine naïveté, en conservant son regard d'enfant».

D'après lui, ce regard enfantin est resté sa meilleure arme: «Sous couvert de quelque chose de gentillet et qui fait sourire de manière un peu mièvre, je peux tout de même faire passer des messages.» Penché sur la table du café, il explique le fond de sa pensée: «Nous n'avons besoin de rien, presque rien, pour nous émerveiller ou pour créer nos propres mythologies.» Dans ce monde «complexe et bigarré», où la «consommation» est devenue le passe-partout du bonheur, il affirme qu'un «retour à la simplicité, que nous prenons parfois pour de la naïveté, constitue une belle résistance». Ainsi, dans *La Théorie du bourdon*, le protagoniste refuse de grandir, de s'agrémenter à une société morne, où les adultes épuisent leur langue à discuter d'argent et de gloire. Avec les réseaux sociaux, la volonté de sublimer l'espace urbain, ces lieux rugueux, bétonnés, où les passants fusent sans prendre le temps de l'admirer, forme la matière poétique et la principale source d'inspiration de l'auteur: «C'est bon pour la santé de s'émerveiller. Il faut, parfois, entrer dans un état contemplatif. C'est ce que je veux faire: enjoliver le hasard.»

Toutefois, les réseaux sociaux, à ses yeux, n'ont été qu'un «tremplin», un «exercice d'écriture», qui lui a permis d'être publié. De «Grosso modo» à Paul Joubert s'est seulement traduite une certaine «approche poétique». Sa première œuvre, *Tuer le temps*, sort aux éditions de L'Archipel en mai 2024. «Le premier roman est un peu un «ovni», confie-t-il, dans le sens où c'est le seul roman où j'ai cherché à écrire une histoire qui soit prenante, façon page-turner, alors que, pour le deuxième, l'intention était déjà plus littéraire.» Inspiré par la poésie d'Apollinaire – il a lu le poème *Zone* au moins quarante fois – et par le

EXTRAIT

«Depuis que le fait de voler était un secret, je m'étais bigrement amélioré. Le soir, j'ouvrirais légèrement les volets de ma chambre pour m'envoler tout au-dessus de la ville, sans avoir peur. J'appelais ça mes randonnées crépusculaires. J'aimais bien me répéter ces termes: "randonnées crépusculaires". J'étais content de le connaître. Je ne savais pas où je l'avais appris. Peut-être pendant une dictée. Je gardais toujours un œil sur ma fenêtre et j'allumais ma lampe de chevet, que je tournais vers le ciel. C'était mon phare. Une fois dans les airs, je faisais des cabrioles. C'était ce que je préférais. Ou alors je me laissais tomber et sentais mon cœur qui montait. Puis, à quelques dizaines de mètres du sol, je ralentissais ma chute pour me poser en danseuse sur le toit de ma maison. J'étais épanoui. Je crois même que j'étais heureux.»

LA THÉORIE DU BOURDON,
PAGE 29

«réalisme magique» de Gabriel García Marquez ou Dino Buzzati, Paul Joubert est obsédé par les écrits dont le «principe [est] d'avoir un cadre réaliste dans lequel il y a l'intrusion du merveilleux, du magique, de l'illusion». Considéré par son auteur comme l'*«Elysée des rêves d'enfance jusqu'à leur extinction à l'âge adulte»*, *La Théorie du bourdon* consacre cette préférence pour le réalisme magique. Si tout y est relativement plausible, semblable à l'univers dans lequel vit le lecteur, le fantastique et l'imaginaire y injectent leur dose de folie. Pour celui qui a failli devenir magicien professionnel, créer de l'illusion est devenu le maître mot d'un projet poétique encore en gestation. ■